

INSTITUT  
**KURDE**  
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

**N°456**

**MARS 2023**

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions du  
Gouvernement français et de la Mairie de Paris*

— — — — —

Ce bulletin paraît en français et anglais  
Prix au numéro : France: 6 € – Etranger : 7,5 €  
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € – Etranger : 75 €

Périodique mensuel  
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN  
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.  
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS  
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

[www.fikp.org](http://www.fikp.org)  
E-mail: [bulletin@fikp.org](mailto:bulletin@fikp.org)

- **TURQUIE : ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLE ET LÉGISLATIVES FIXÉES AU 14 MAI 2023**
- **L'IRAK ANNONCE L'ARRÊT DES EXPORTATIONS DU PÉTROLE DU KURDISTAN VERS LA TURQUIE**
- **ERBIL : INTENSE TRAFIC DIPLOMATIQUE**
- **IRAN : SELON L'ONU L'IRAN COMMET DES CRIMES CONTRE L'HUMANITÉ**
- **SYRIE : LE CONTINGENT AMÉRICAIN VA RESTER AU ROJAVA**
- **CÉLÉBRATIONS DE NEWROZ**
- **IL Y A 35 ANS HALABJA**

---

## **TURQUIE ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLE ET LÉGISLATIVES FIXÉES AU 14 MAI 2023**

**A**près quelques semaines d'hésitations et de consultations le président Erdogan a annoncé le 8 mars que les élections présidentielles et législatives auront lieu à la date prévue du 14 mai. L'annonce est intervenue au milieu de débat sur la pertinence de maintenir le scrutin à une date si proche dans un pays lourdement affecté par le tremblement de terre.

Le séisme a touché, à des degrés divers, environ 14 millions de personnes : 3,3 millions d'habitants

ont fui les zones sinistrées vers d'autres provinces du pays. Près de 2 millions de rescapés restés sur place vivent sous des tentes ou dans des containers. La Banque mondiale estime qu'environ 214.000 bâtiments, certains d'une douzaine d'étages, ont été détruits ou condamnés, représentant plus de 600.000 logements. Elle évalue à 34 milliards de dollars, soit 4% du PIB turc, le montant des dégâts matériels. Le coût de la reconstruction serait, selon ses premières estimations, de plus de 70 milliards de dollars.

Invoquant cette dévastation gigantesque et les déplacements de population qu'elle a provoqués, des cercles proches du pouvoir, dont l'ancien Premier vice-ministre Bulent Arinc, ont plaidé pour le report d'un an des élections. Proposition qui a suscité un tollé dans les rangs de l'opposition mais aussi parmi les juristes. Ces derniers rappellent que la Constitution turque ne prévoit le report éventuel d'échéances électorales qu'en cas de guerre. Aucune disposition n'est prévue pour les crises consécutives aux

---

---

tremblements de terre, pourtant fréquents dans le pays, quelle qu'en soit l'ampleur. Dans ce contexte, le gouvernement turc doit organiser le scrutin au plus tard le 18 juin 2023. Critiqué de toutes parts pour la gestion ultra centralisée et chaotique de la catastrophe, le président turc s'est résolu à relever le défi et a annoncé le maintien de la date prévue, le 14 mai.

Dans cette perspective et pour faire oublier l'incurie des autorités civiles et militaires pendant les premiers jours décisifs du séisme, le président Erdogan a décidé de mobiliser toutes les ressources de l'État pour consoler et si possible séduire les millions de sinistrés. En campagne électorale, il a annoncé dès le 6 mars le versement de 100.000LT (5.000 euros) aux proches de personnes décédées. Près d'un million de personnes affectées par le séisme ont reçu un premier secours de 10.000 LT (500 euros), soit au total une aide d'urgence d'un demi-milliard d'euros. Il promet la construction « d'ici un an » de 450.000 logements aux normes antisismiques pour reloger ceux qui ont perdu les leurs. Un chantier gigantesque qui, s'il est réélu et tient ses promesses, sera attribué à la petite dizaine d'entreprises du bâtiment des oligarques proches d'Erdogan.

La reconstruction sera pour une bonne part financée par des dons et crédits de la communauté internationale. Le 20 mars, une conférence des donateurs organisée par l'Union européenne a permis de récolter 7 milliards d'euros. La Commission européenne apporte une contribution d'un milliard d'euros « pour rétablir les écoles, les hôpitaux et les infrastructures » détruites par le séisme. De son côté, la Banque européenne pour la Reconstruction et le Développement BERD) a promis d'investir jusqu'à 1,5 milliards dans les régions sinistrées (Le Figaro du 9 mars).

L'utilisation partisane de cette manne par le pouvoir suscite de vives inquiétudes des ONG indépendantes et de l'opposition turque. Les aides aux sinistrés apportées par la communauté internationale jusqu'ici ont été centralisées par l'Agence gouvernementale AFAD dirigée par des religieux proches du pouvoir. Celui-ci a délibérément écarté les ONG indépendantes, émanation de la société civile et proches de la population, de la distribution des secours au profit de la tentaculaire et très opaque AFAD et d'une kyrielle de confréries religieuses pro-Erdogan qui instrumentalisent l'aide humanitaire et la présente comme une œuvre de bienfaisance du « frère Erdogan ». Alors que des pays occidentaux envoient des dizaines de milliers de tentes et containers pour les sinistrés, le Croissant Rouge turc, lui, vend des tentes aux plus offrants. Les ONG locales parlent de détournement de l'aide internationale comme cela était déjà largement pratiqué après le séisme de 1999 qui avait fait 17.000 morts dans la région de Marmara. Elles déplorent aussi « le gâchis humain » consistant à les empêcher de venir en aide aux plus nécessiteux par un pouvoir obsédé par un contrôle absolu de la société civile et guidé par des calculs électoraux (Le Monde du 1<sup>er</sup> mars, New York Times du 10 mars) qui occulte « la catastrophe environnementale et sanitaire consécutive au séisme qui menace la région » (Libération du 11 mars).

De son côté l'Alliance nationale (Millet Ittifak) qui regroupe six partis d'opposition à l'exclusion du parti pro-kurde HDP, a, le 8 mars désigné son candidat à l'élection présidentielle du 14 mai. Il s'agit du président général du Parti républicain du peuple (CHP) Kemal Kılıçdaroglu, désigné par 5 partis malgré les réserves du 6<sup>ème</sup> partenaire de l'Alliance, le Bon Parti (Iyi Parti). La présidente de cette formation d'extrême droite nationaliste, Mme Aksener, estimant que Kılıçdaroglu qui manque de

charisme n'est pas assez rassembleur pour battre le redoutable Erdogan, a menacé de quitter l'Alliance et proposé un autre candidat du CHP, le populaire maire d'Istanbul Ekrem Imamoglu ou celui d'Ankara. Après un long weekend de conciliabules un compromis a été trouvé. Les maires d'Istanbul et d'Ankara accompagneront Kılıçdaroglu dans la campagne électorale et seront « le moment venu » nommés vice-présidents de la République tout comme les leaders des 5 autres partis de l'Alliance. S'il est élu, Kılıçdaroglu sera donc entouré de 7 vice-présidents qui auront leur mot à dire sur les décisions importantes et les orientations stratégiques de la coalition qui substituera ainsi « l'intelligence collective au pouvoir autocratique absolu ». Le candidat Kılıçdaroglu, 74 ans, dont chacun connaît l'intégrité et l'attachement aux valeurs laïques et républicaines, présente aux yeux des nationalistes et des conservateurs turcs « l'inconvénient » d'être de confession alévie dans une société en grande majorité sunnite. De plus, même s'il ne l'affiche pas publiquement, il est d'origine kurde. Cette identité plurielle et minoritaire le rend en revanche compatible avec l'électorat kurde progressiste du parti démocratique des peuples (HDP) qui le 22 a annoncé qu'il ne présenterait pas de candidat à l'élection présidentielle et qu'il apporterait de ce fait son soutien à la candidature de Kılıçdaroglu. Un soutien décisif car avec ses 6 millions d'électeurs représentant de 11% à 13% de l'électorat, le HDP est la deuxième force de l'opposition. Le maire CHP d'Ankara, issu de l'extrême droite nationaliste et proposé comme candidat alternatif par Madame Aksener, présidente du Bon parti, n'avait guère de chance d'être, même tacitement, soutenu par le HDP. Celui-ci aurait probablement mesuré son soutien au maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, musulman pratiquant susceptible d'attirer une partie de l'électorat sunnite. En ne présentant pas de candidat contre lui aux élections municipales pour faire battre le candidat d'AKP, le HDP a

permis l'élection d'Imamoglu mais ce dernier n'a guère manifesté sa reconnaissance envers son électorat kurde et la Mairie d'Istanbul n'a pratiquement rien fait pour l'expression de la culture et de l'identité kurdes des quelques trois millions de Kurdes de sa métropole.

L'Alliance nationale compte dans ses rangs deux anciens ministres d'Erdogan, Ahmet Davudoglu, ancien Premier ministre et ancien ministre des Affaires étrangères et Ali Babacan, ancien ministre des Finances considéré comme « l'architecte du miracle économique turc » des années 2005-2015. Ils devraient à eux deux attirer 5% à 6% de l'électorat musulman d'Erdogan dans un scrutin présidentiel dont l'issue est annoncée « serrée » par les instituts de sondage à la fiabilité incertaine.

Le HDP, menacé d'interdiction par une procédure en cours devant la Cour Constitutionnelle, présentera ses propres candidats aux élections législatives. Dans un contexte où

son ancien président, des dizaines de ses élus et environ 26.000 de ses membres et sympathisants sont derrière les barreaux pour délit d'opinion (France 24, 25 mars) il devrait former sa liste électorale avec des candidats de la nouvelle génération. Plus de 400 de ses cadres actuels risquent d'être condamnés et déclarés inéligibles par la Cour constitutionnelle même si, sentant l'ère Erdogan toucher à sa fin, celle-ci peut aussi créer la surprise en rejetant la demande d'interdiction du HDP exigée par le pouvoir et son procureur général. Elle a d'ailleurs décidé le 26 mars de rétablir le financement public du HDP « suspendu à titre temporaire » en janvier dernier à la demande du gouvernement.

Très prudent et, pour parer à toute mauvaise surprise judiciaire au cours de la campagne électorale, le HDP présentera sans doute ses candidats sous un nouveau sigle : le Parti de la gauche verte. L'électorat kurde est habitué à ces changements de noms qualifiés de « guérilla poli-

tique » car depuis 1994 sept partis politiques légaux ont été interdits par la Turquie. Et à chaque fois l'électorat kurde a fait preuve de résilience et d'agilité politique pour se regrouper au sein de la nouvelle formation.

En politique étrangère, l'événement le plus notable du mois a été la ratification par le Parlement turc du traité d'adhésion de la Finlande à l'OTAN le 31 mars. Cette décision, qui intervient après des mois de menaces et de chantages, a été saluée par le Secrétaire général de l'OTAN qui a appelé, dans la foulée, Budapest et Ankara à ratifier aussi la candidature de la Suède. Washington s'est contenté d'une réaction ad minima tout en gardant ses distances avec le président turc qui, cette année encore, n'a pas été invité au « Sommet de la démocratie » organisé par le président américain Joe Biden pour rassembler les pays démocratiques alliés des Etats-Unis et débattre de l'avenir de la démocratie dans le monde.

---

## L'IRAK ANNONCE L'ARRÊT DES EXPORTATIONS DU PÉTROLE DU KURDISTAN VERS LA TURQUIE

**L**e ministre irakien du Pétrole a annoncé le 25 mars que la Turquie avait cessé ce jour d'importer le pétrole depuis la Région autonome du Kurdistan. Cette décision est intervenue « après que le Tribunal arbitral de la Chambre de commerce internationale à Paris a donné raison à Bagdad dans un contentieux qui l'oppose à la Turquie sur les exportations du pétrole irakien » rapporte l'AFP dans une dépêche datée du 26 mars (voir aussi Le Figaro de 26 mars).

En 2014, alors que le gouvernement irakien de Maliki avait décidé de priver le Kurdistan de sa dotation budgétaire prévue par la Constitution, le gouvernement du Kurdistan avait conclu un accord avec Ankara pour exporter son pétrole via le port turc méditerranéen de Ceyhan afin de financer son administration. Le pétrole kurde, acheminé via un oléoduc construit par le Kurdistan, était vendu sur les marchés internationaux à un prix inférieur à celui du marché pour obtenir des ressources indispensables à la survie de l'économie du Kurdistan confrontée de plus, dès l'été 2014, à l'offensive de Daech et à l'exode de centaines de milliers de déplacés arabes, chrétiens et yézidis vers la Région autonome, mieux sécurisée. Le gouvernement irakien avait alors menacé les compagnies étrangères exploitant et exportant le pétrole du Kurdistan ainsi que celles achetant ce pétrole des pires sanctions en interdisant notamment leur accès au marché irakien. Dans ce contexte houleux, il avait porté plainte contre Ankara devant la Chambre de commerce

internationale basée à Paris estimant être « le gestionnaire exclusif de ce pétrole et des revenus qui en découlent ». Après neuf années de procédure compliquée (la Constitution irakienne prévoit l'exploitation par les régions autonomes des ressources de leur sous-sol mais l'acheminement du pétrole de l'Irak vers le port de Ceyhan est déjà régi par un accord turco-irakien de 1963) le Tribunal arbitral de Paris a statué en faveur de Bagdad et la Turquie s'est conformée à cette décision en cessant de pomper le pétrole du Kurdistan dès le samedi 25 mars à 9h35 GMT.

Le Gouvernement du Kurdistan a réagi avec sérénité à cette décision. Il a annoncé l'envoi à Bagdad d'une délégation pour trouver rapidement une solution car l'arrêt

---

des exportations n'est ni dans l'intérêt du Kurdistan ni dans celui de l'Irak. De son côté Bagdad a fait savoir qu'il s'agissait d'un « arrêt temporaire » que les exportations reprendraient « dans quelques jours » dès qu'un compromis aura été trouvé. Avec un volume de 24 millions de dollars d'exportation vers l'Irak, la Turquie est un partenaire commercial incontournable que Bagdad ne peut défier d'autant que l'Irak dépend aussi de son voisin turc pour le partage des eaux du Tigre et de l'Euphrate.

Se voulant rassurant, le Premier ministre du Kurdistan a, le 26 mars, déclaré « Nos accords récents avec Bagdad ont jeté les bases pour que nous puissions surmonter la décision d'arbitrage d'aujourd'hui ». L'une des dispositions principales du récent accord entre Erbil et Bagdad garantit que le gouvernement irakien paiera le salaire des employés et des fonctionnaires du Kurdistan à hauteur de 307 millions de dollars en échange de l'exportation au profit du gouvernement fédéral de 400.000 barils par jour du pétrole du Kurdistan.

Quelques jours avant la décision du Tribunal arbitral de Paris, le Premier ministre irakien Mohammed Shi' al Sudani s'était rendu à Erbil et à Suleimanieh où il a rencontré les principaux dirigeants kurdes pour discuter des contentieux en cours entre Bagdad et Erbil. De sources bien informées, on indique que les deux parties ont trouvé un compromis sur la part du Kurdistan dans le budget fédéral et convenu de travailler ensemble sur l'élaboration et l'adoption d'un nouveau projet de loi sur le pétrole et le gaz attendu depuis 2005 ! A cette occasion on a annoncé que la ville martyre de Halabja sera désormais reconnue comme une province à part entière.

Le gouvernement irakien a enfin soumis au Parlement irakien un projet de loi budgétaire sur trois ans. Pour l'exercice 2023, le montant du budget prévu est de 152 milliards de dollars. Les voix des députés kurdes sont indispensables pour l'adoption de ce budget car sans elles le gouvernement fédéral ne dispose pas de majorité au Parlement. Par ailleurs, le Parlement fédéral

a voté le 20 mars la tenue d'élections provinciales le 6 novembre 2023. Ces élections seront les premières depuis plus d'une décennie. Dans la province à majorité kurde de Kirkouk, sous contrôle du gouvernement irakien, il n'y a pas eu d'élection depuis 2005. Son dernier gouverneur élu, le Dr. Najmaldin Karim, avait été destitué par Bagdad et remplacé par son adjoint arabe en octobre 2017 à la suite du referendum d'autodétermination où une écrasante majorité d'électeurs de cette province s'était prononcée en faveur de son rattachement au Kurdistan et pour l'indépendance du Kurdistan. Les résultats du referendum n'ont pas été reconnus par Bagdad qui a choisi la répression en y dépêchant son armée et des milices chiites iraniennes qui y ont commis de nombreux meurtres et exactions provoquant l'exode d'une partie de la population kurde locale. Le scrutin du 6 novembre donnera une image des rapports de force démographiques entre les diverses communautés de la province.

---

## ERBIL : INTENSE TRAFIC DIPLOMATIQUE

**L**a capitale de la Région fédérale du Kurdistan est devenue une étape incontournable pour les dirigeants occidentaux en visite officielle en Irak. Elle a connu en mars un intense trafic diplomatique.

C'est le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres qui, au début mars, a ouvert cette séquence en se rendant à Erbil où il a longuement rencontré le président du Kurdistan, Nechirvan Barzani, le Premier ministre et plusieurs autres hauts responsables kurdes. Selon le communiqué de son bureau de presse, au cours de ces entretiens « les derniers développements politiques en Irak et dans la Région du Kurdistan, les relations entre Erbil et Bagdad

et les efforts en cours pour résoudre leurs différends existants, l'agenda du gouvernement fédéral irakien et le statut du district de Sinjar ont été abordés ». M. Guterres a qualifié de « fructueux » ses entretiens avec les responsables irakiens et kurdes et ajouté : « Dans mes discussions ici (Erbil) et à Bagdad, j'ai senti un véritable engagement à aller de l'avant et j'exhorte tous à traduire cet engagement en réalité ». Bon connaisseur du Kurdistan où il s'était rendu à plusieurs reprises en qualité de Haut-commissaire aux réfugiés des Nations-Unies, le secrétaire général a loué le rôle des Peshmergas kurdes dans la guerre contre Daech, l'accueil généreux réservé par le Kurdistan aux déplacés de la guerre et aux réfugiés

syriens et exprimé son admiration pour le courage et la résilience du peuple kurde. De son côté, le président du Kurdistan a rendu hommage au travail fondamental des agences des Nations-Unies en faveur des déplacés et réfugiés et le rôle de médiation de l'ONU dans le règlement des conflits en Irak et au Kurdistan.

Erbil a, quelques jours plus tard, reçu la visite du Secrétaire américain à la Défense Lloyd Austin. Au cours de ses entretiens avec le président du Kurdistan, le secrétaire Austin a réaffirmé l'engagement des Etats-Unis à fournir une assistance en matière de sécurité aux peshmergas et à travailler avec le gouvernement régional du Kurdistan sur les réformes ins-

titutionnelles. Il a également dénoncé les attaques répétées de l'Irak contre le Kurdistan irakien sans évoquer celles plus récurrentes et plus meurtrières de la Turquie. Il a également appelé les dirigeants kurdes à surmonter leurs divisions.

Le 15 mars, le secrétaire d'État américain, Antony Blinken, a envoyé une lettre au président du Kurdistan où il souligne « le besoin de résoudre complètement les questions litigieuses entre Erbil et Bagdad par le dialogue et la compréhension mutuelle » et réitéré l'engagement américain pour « une coopération et un partenariat fort avec la République fédérale de l'Irak et la Région du Kurdistan. Cultiver des relations de coopération entre le gouvernement fédéral d'Irak et le gouvernement régional du Kurdistan (KRG) est une question clé pour Washington ».

A un moment où la guerre contre Daech reste toujours d'actualité et la crise iranienne imprévisible, Washington redouble d'assurances envers ses alliés kurdes et encourage le règlement rapide des contentieux qui empoisonnent depuis des années les relations entre Erbil et Bagdad afin de stabiliser l'Irak et d'y réduire l'influence iranienne.

Pour préparer la visite à Erbil de

Lloyd Austin, le chef d'état-major des armées américaines, le général Mark A. Milley s'était d'abord rendu à Erbil puis de là au Rojava, le 4 mars, où il a rencontré, outre les responsables militaires américains sur place, le général kurde Mazloum Kobani et son état-major. Cette visite du plus haut gradé américain « aux terroristes d'YPG » a suscité la colère du président turc et de son gouvernement. Le ministre turc des Affaires étrangères a, le 8 mars, convoqué l'ambassadeur américain à Ankara, Jeff Flake, pour lui remettre des « avertissements et des messages nécessaires ». Le général Milley, lors d'un briefing au Pentagone le 15 mars s'est contenté d'affirmer qu'il s'agissait d'une « visite de routine » (Rudaw 16 mars). Le 10 mars c'est la directrice générale de l'UNESCO, Mme Audrey Azoulay, qui s'est rendue à Erbil où elle a été reçue par le président Barzani avec qui elle a évoqué les projets en cours de l'UNESCO à Mossoul et dans la citadelle d'Erbil. Le président kurde lui a parlé d'autres sites historiques du Kurdistan qui ont besoin du soutien de l'UNESCO pour leur restauration et leur préservation.

Le même jour, une délégation du Parlement européen dirigée par Mme Sara Skyttedal est arrivée

au Kurdistan où elle a eu des entretiens au Parlement du Kurdistan avant d'être reçue par le Premier ministre puis par le Président du Kurdistan. Evoquant le rôle décisif des Peshmergas kurdes dans la guerre contre Daech, la cheffe de la délégation européenne a souligné « que la sécurité de l'Union européenne passe par la sécurité et la stabilité du Kurdistan et que le Parlement européen continuerait d'œuvrer pour le renforcement des liens entre l'Union européenne et le Kurdistan ». Le président Barzani a exprimé les remerciements et la reconnaissance du peuple kurde pour l'Union européenne pour le soutien et l'aide qu'elle apporte depuis des années dans tous les domaines au Kurdistan et à l'ensemble de l'Irak. « Nous avons toujours besoin du soutien politique et de l'expertise technique de l'Union européenne pour notre développement et nous souhaitons développer nos échanges et notre coopération avec l'UE et avec ses Etats membres » a ajouté Nechirvan Barzani.

Autre développement important du mois, après de longues et difficiles négociations, les partis kurdes se sont entendus sur la date des prochaines élections parlementaires : elles se tiendront le 16 novembre 2023.

## IRAN :

### SELON UN RAPPORT DE L'ONU L'IRAN COMMET DES CRIMES CONTRE L'HUMANITÉ

**P**our la première fois le Conseil des droits de l'homme de l'ONU dénonce la Commission des crimes contre l'humanité en Iran. « L'ampleur et la gravité des violations commises par les autorités iraniennes, en particulier depuis la mort de Mahsa Amini, laissent présager la commission de crimes internationaux, notamment des crimes contre l'humanité que sont le meurtre, l'emprisonnement, les disparitions forcées, la torture, le viol et les violences sexuelles, ainsi que la persécution », a déclaré le

rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en Iran, Monsieur Javād Rahman, lors de la présentation de son rapport devant le Conseil des droits de l'homme, le 7 février.

L'expert indépendant onusien a notamment regretté l'absence de poursuites pour les violations graves des droits de l'homme et les crimes relevant du droit international.

« En l'absence d'obligation de rendre des comptes au niveau national, j'ai fortement préconisé la

mise en place d'une mission d'enquête internationale indépendante et je compte bien coopérer pleinement avec elle pour que les victimes de violations des droits de l'homme obtiennent justice », a-t-il insisté.

Lors des manifestations ayant suivi la mort de Mme Amini, les forces de sécurité ont tiré à balles réelles directement sur des manifestants non armés et pacifiques, parmi lesquels de nombreux enfants et jeunes qui ne représentaient aucune menace ainsi que sur des passants et des personnes qui s'en-

---

fuyaient. Des manifestants, dont des enfants, ont été battus à mort. 527 personnes, dont 71 enfants, ont été tués et des centaines de manifestants gravement blessés. « Des dizaines de personnes ont perdu leurs yeux à la suite de tirs directs visant la tête », a dit J. Rahman, relevant que des médecins iraniens ont également signalé que des femmes et des jeunes filles participant aux manifestations avaient été visées par des tirs de fusil de chasse au niveau du visage, des seins et des organes génitaux.

Selon Javid Rahman, des enfants libérés ont décrit des abus sexuels, des menaces de viol, des flagellations, l'administration de chocs électriques, le maintien de leur tête sous l'eau, leur suspension par les bras ou par des nœuds coulants autour du cou.

Téhéran a également procédé à des arrestations et des détentions arbitraires massives. Des dizaines de défenseurs des droits de l'homme, au moins 600 étudiants, 45 avocats, 576 militants de la société civile, 170 femmes défenseurs des droits de l'homme, au moins 62 journalistes, artistes et universitaires ont été arbitrairement arrêtés et détenus.

« Récemment, les autorités ont reconnu que plus de 22.000 personnes avaient été arrêtées » a indiqué l'expert indépendant onusien.

Par ailleurs, cette répression s'est traduite par l'exécution d'au moins quatre personnes associées à des manifestations à l'issue de « procès arbitraires, sommaires et simulés, entachés d'allégations de torture ».

Au moins 17 manifestants ont déjà été condamnés à mort et plus de 100 sont actuellement sous le coup d'accusations passibles de la peine de mort. « Ces exécutions sommaires sont le symbole d'un État prêt à utiliser tous les moyens pour instiller la peur et étouffer

les protestations », a fustigé l'expert, relevant son inquiétude sur « la poursuite des violences contre les femmes et les filles, notamment les attaques chimiques coordonnées dans tout le pays contre des écolières, qui ont été niées à plusieurs reprises et jusqu'à récemment par le gouvernement ».

Selon l'expert, au moins 500 personnes, dont deux condamnés mineurs et 13 femmes, ont été exécutées en 2022, ce qui représente le nombre d'exécutions le plus élevé des cinq dernières années. Depuis janvier 2023, 143 personnes ont déjà été exécutées à l'issue de « procès manifestement inéquitables ».

D'autre part, Amnesty international affirme dans son rapport annuel : « Les autorités iraniennes ont procédé à l'agression sexuelle des enfants pour briser le moral et l'esprit des manifestants, les Baloutches et les Kurdes des provinces du Kurdistan et de l'Azerbaïdjan occidental ont été la cible principale de cette agression ». Dans son rapport annuel publié les 8 et 28 mars, Amnesty International a documenté des cas généralisés de violations des droits humains par les autorités de la République islamique d'Iran contre des manifestants et a révélé que les forces de sécurité iraniennes, en plus d'avoir recours à la torture contre des manifestants pour réprimer les manifestations, tentent d'écraser l'esprit de contestation chez les jeunes, ils ont également utilisé le viol et de la violence sexuelle contre des enfants de 12 ans. Des manifestants mineurs « parfois âgés de seulement 12 ans » auraient subi des « coups de fouet, des décharges électriques et des violences sexuelles » aux mains des forces de l'ordre iraniennes, indiquait le jeudi 16 mars 2023 Amnesty International. « Les agents de l'État iranien arrachent des enfants à leur famille et les soumettent à des cruautés sans nom », a déclaré Diana Eltahawy, directrice adjointe régionale pour

le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord à Amnesty International, citée dans le rapport de l'ONG.

Selon un communiqué du 21 février 2023 Amnesty International: « Les agents de renseignement et de sécurité iraniennes ont commis des tortures brutales, notamment des passages à tabac, des coups de fouet, des décharges électriques, des viols et d'autres violences à caractère sexuel à l'encontre d'enfants de 12 ans qui manifestaient dans le but de détruire leur mouvement à l'échelle nationale. Et cela a également été fait pour écraser l'esprit de résistance des jeunes ».

Le 15 mars, Shilan Kurdestani, l'une des militantes des droits des femmes de Sanandaj qui a été arrêtée pendant les manifestations consécutives à la mort de Jîna Mahsa Amini, a été condamnée à 40 mois de prison ferme par le Tribunal révolutionnaire de Sanandaj. Selon le rapport reçu par l'organisation de défense des droits de l'homme Hengaw, vers la fin de l'année kurde, la première Chambre du tribunal révolutionnaire de Sanandaj, dirigée par le juge Saedi, a jugé les soi-disant infractions commises par Shilan Kurdestani, traductrice et militante bien connue dans le domaine des droits des femmes. Elle est accusée d'« appartenance au groupe illégal Jivano et de propagande contre le régime ». Cette militante des droits des femmes avait été enlevée par les services du ministère du Renseignement iranien le dimanche 23 octobre 2022, après les funérailles de sa grand-mère dans une rue de la ville de Sanandaj. Shilan Kurdestani a été provisoirement libérée sous caution après deux semaines de détention au département du Renseignements de Sanandaj jusqu'à la fin de la procédure.

Le 16 mars, des manifestations antigouvernementales ont eu lieu à Bokan après le meurtre de Shirzad Ahmadinejad dans le centre de dé-



---

tention des Gardiens de la révolution. Shirzad Ahmadinejad, l'un des habitants de la ville, avait été arrêté par les forces de sécurité lors des manifestations de ces derniers mois. Les manifestants avaient scandé "Mort au dictateur, Mort à Khamenei" lors de ces rassemblements.

Le 17 mars, l'organisation iranienne des Droits de l'homme fait part de l'exécution de Mohyeddin Ebrahimi, prisonnier politique kurde, pendu ce jour à la prison d'Ourmia. Mahmoud Amiri-Moghadam, le directeur de cette organisation, a déclaré : « Mohyeddin Ebrahimi a été condamné à mort sans procès équitable devant le tribunal révolutionnaire, et son exécution est une violation des lois nationales et internationales. Mohyeddin, comme plus de 140 personnes qui ont été exécutées jusqu'à présent en 2023, a été victime de la machine à élimination d'opposants du gouvernement dont le but est d'intimider les gens et d'empêcher les manifestations. Ali Khamenei et le système judiciaire sous son commandement doivent être tenus responsables de ces crimes ». Il a ajouté : « La communauté internationale doit réagir aux exécutions arbitraires du gouvernement. Le silence est interprété comme une approbation légitimant ces vagues d'exécutions ». Mohyeddin Ebrahimi, le prisonnier politique kurde, avait été arrêté par le corps des Gardiens de la révolution le 12 novembre 2016. La deuxième Chambre du tribunal révolutionnaire d'Ourmia avait prononcé pour la première fois une condamnation à mort au préjudice de ce prisonnier politique, qui fut cassée et infirmée par la 16ème branche de la Cour suprême. Cependant, la deuxième chambre du tribunal révolutionnaire a de nouveau prononcé la peine de mort pour ce prisonnier. Les avocats de celui-ci, Me Mozzin, Me Alizadeh et Me Tatai ont souligné que Mohyeddin Ebrahimi était un simple Kolbar (portefaix) en raison de la pauvreté et du chômage, et qu'il ne devrait pas être accusé de port

d'armes et de lutte armée contre le gouvernement. Cependant, les autorités gouvernementales l'ont transféré du quartier politique de la prison centrale d'Ourmia aux cellules d'isolement de cette prison le mardi 16 mars et ont convoqué sa famille pour une dernière réunion. L'Organisation iranienne des droits de l'homme avait précédemment publié les détails de son cas et sa lettre à cette organisation, demandant à la communauté internationale de faire pression sur la République islamique pour qu'elle annule sa condamnation à mort.

Le 27 mars, l'organisation Hengaw a signalé la mort d'un membre du Corps des gardiens de la révolution islamique nommé Anwar Azizi à Mahabad et précise que cette personne avait joué un rôle redoutable dans la répression des manifestations des derniers mois à Mahabad. Selon le rapport de Hengaw, Anwar Azizi Gorub a été abattu par des inconnus armés à son domicile le vendredi 26 mars. Ce rapport indique qu'Anwar Azizi était un "membre important du corps des Gardiens de la révolution dans la région et il était le commandant de la base de Basidji de Gog Tepe de Mahabad. Aucun groupe politique n'a revendiqué ce meurtre et les médias de la République islamique n'y ont pas réagi non plus. Selon Hengaw, Anwar Azizi a été présenté par des témoins oculaires comme l'un des commandants sur le terrain lors de la répression des habitants de Mahabad. Au cours des six derniers mois, lors de manifestations nationales dans la ville de Mahabad, au moins 13 citoyens ont été tués par des tirs directs des forces armées de la République islamique.

Le 18 mars : Suleiman Abdi, membre du Syndicat des enseignants du Kurdistan, a été arrêté par les forces de sécurité. Selon le rapport reçu par l'organisation de défense des droits de l'homme Hengaw, il a été arrêté sur son lieu de travail et emmené à un endroit inconnu. Selon des sources bien informées, après avoir arrêté cet enseignant, les agents

du ministère du Renseignement avaient perquisitionné le magasin où il travaillait ainsi que le jardin appartenant à son frère. Après avoir arrêté S. Abdi, ils ont effectué une descente dans son domicile et ont confisqué ses appareils de téléphone et d'ordinateur portable ainsi que les téléphones portables de sa femme et de son fils. Une semaine après cet enlèvement il n'y a aucune information sur son sort ni sur l'endroit où il se trouve.

Le 22 mars : Behzad Azizi, 19 ans originaire de la ville de Baneh a été froidement abattu par les gardiens de la révolution qui l'avaient sciemment visé à la tête. Ce meurtre est survenu alors que le jeune homme regagnait paisiblement son domicile dans son village natal, une localité dans la vallée du Cheikhan. C'est au niveau du poste de contrôle de Karimabad (à 3 km de Baneh) que les pasdarans ont tiré sur lui et l'ont abattu.

Le tribunal révolutionnaire d'Ourmia a condamné à mort cinq prisonniers kurdes de cette ville : Wafa Henare, Aram Omari Bardiani, Rahman Parhazo, Mansour Rasouli et Nasim Namazi. Cinq autres citoyens : Kamran Henare, Fakhruddin Dudkanloi Milan, Ashkan Osmannejad Ganduk, Hassan Omarpour et Amir Mushtaq Gangchin ont été condamnés à dix ans de réclusion.

L'Iran poursuit aussi son bras de fer avec les pays occidentaux. Il a, le 1<sup>er</sup> mars, expulsé deux diplomates allemands en représailles au renvoi de deux diplomates iraniens par Berlin le 22 février après la condamnation à mort d'un germano-iranien (Le Figaro). Au moins 16 ressortissants occidentaux dont 6 Français sont détenus en Iran. La plupart d'entre eux sont des bi-nationaux mais l'Iran ne reconnaît pas le statut de la double nationalité pour ses ressortissants. L'Allemagne a saisi l'ONU pour que les cas d'empoisonnement de milliers d'écolières soient élucidés (Le Monde du 3 mars).

---

Selon de nombreux témoignages, cités dans *Le Monde* du 6 mars, ces empoisonnements pour le moins suspects s'accroissent et se propagent. Plus de 5000 élèves ont été affectés depuis novembre 2022 dans 230 établissements des 25 des 31 provinces du pays. Ces attaques au gaz sont considérées comme une vengeance contre le rôle joué par les écolières et les lycéennes dans les manifestations du mouvement « Femme, Vie et Liberté ». Les auteurs, islamistes radicaux, chercheraient à remettre en cause la scolarisation des filles de plus de 10 ans alors que l'éducation pour tous, bien que non mixte, reste obligatoire en Iran. Réagissant à la colère des familles victimes l'ayatollah Khamenei a réclamé des

« peines sévères » contre les auteurs de ces crimes (Euronews du 6 mars). Selon une dépêche de l'AFP du 12 mars les autorités iraniennes ont annoncé une centaine d'arrestations. On apprend aussi que par solidarité et pour soutenir les femmes en lutte pour leur liberté de nombreux hommes se sont mis à porter le voile islamique en public (*Le Figaro* du 14 mars). Sur le plan économique, la situation ne cesse d'empirer. Selon le *New York Times* du 6 mars, le rial iranien a perdu 30% de sa valeur contre le dollar américain depuis le début de l'année. L'inflation atteint 50% par an. En mars, un dollar américain valait 500.000 rials alors qu'en 2015 il s'échangeait contre 32.000 rials.

Par ailleurs, la Cour de justice internationale, statuant sur l'affaire du gel des fonds iraniens par les Etats-Unis a, le 30 mars, débouté l'Iran.

Les négociations sur le nucléaire iranien restent au point mort mais l'Iran continue de tester « la ligne rouge » des Occidentaux en poursuivant l'enrichissement de l'uranium à des fins militaires. Ainsi, les inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique ont découvert des particules d'uranium enrichi à 83,7% sur un site iranien, juste en deça des 90% nécessaires pour la fabrication d'une bombe atomique (*Le Parisien* du 2 mars).

---

## SYRIE : LE CONTINGENT AMÉRICAIN VA RESTER AU ROJAVA

**D**ans le cadre de la coalition internationale de la guerre contre Daech, les Etats-Unis maintiennent un contingent militaire au Rojava dont la mission principale est de former les Forces démocratiques syriennes (FDS), et de leur assurer une protection aérienne. Les effectifs de ce contingent ont varié au fil des ans et des vicissitudes militaro-diplomatiques. Ainsi lors de l'invasion turque des districts kurdes syriens de Girê Spî (Tell Abyad) et de Serê Kaniyê (Ras al-Ain), en octobre 2019 l'administration de Donald Trump avait décidé de retirer ses bases situées à proximité de ces territoires et de réduire ses effectifs en Syrie afin d'éviter une confrontation militaire avec la Turquie, son alliée de l'OTAN. Le maintien ou non de cette force, résiduelle mais essentielle pour la sécurité des FDS, fait depuis régulièrement l'objet de débats et de polémiques au Congrès américain.

Le 8 mars la Chambre des représentants des Etats-Unis a rejeté une nouvelle résolution, appelant au retrait de toutes les forces américaines de Syrie dans les six mois

par un vote de 321 voix contre 103. La résolution parrainée par le représentant Matt Gaetz (R-FL) et ses partisans fait valoir, entre autres, qu'une si petite force possédait une capacité limitée à contrer Daech au Moyen-Orient. Cela dit, divers experts et officiers militaires se sont joints à la plupart des membres de la Chambre des représentants pour s'opposer à la résolution. Le commandant américain du CENTCOM, le général Michael Kurilla, et le président du comité des chefs d'état-major interarmées, le général Mark Milley, qui sont récemment revenus de visites au Rojava, ont souligné que le soutien continu aux FDS et les opérations américaines en cours étaient essentiels pour empêcher la résurgence de Daech.

Quelques jours plus tard, le 23 mars, une bombe iranienne a frappé une base américaine près de Hasakah, tuant un entrepreneur militaire américain et blessant un autre entrepreneur et cinq militaires américains. Quelques heures plus tôt, des milices soutenues par l'Iran avaient lancé plusieurs roquettes qui ont frappé le champ gazier de Conoco à Deir ez Zor et des zones résidentielles proches

du champ pétrolifère d'al Omar. Liwa al-Ghaliboun, soutenu par l'Iran, a revendiqué l'attaque trois jours plus tard.

Le 24 mars, des frappes aériennes américaines ont frappé plusieurs sites du Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI) et auraient tué ou blessé 13 membres de ce corps. Les miliciens pro-iraniens ont répondu en tirant des roquettes sur trois installations américaines, mais aucune de ces attaques n'a fait de victimes américaines. Le président américain Joe Biden a annoncé que les Etats-Unis "agiraient avec force" pour protéger les Américains dans la région. Dans une déclaration séparée, le coordinateur du Conseil de sécurité nationale pour les communications stratégiques, John Kirby, a confirmé que les Etats-Unis n'avaient pas l'intention de se retirer de la Syrie et poursuivraient leur mission contre Daech.

Si les attaques des milices pro-iraniennes visent les forces américaines afin de les harceler et à les contraindre à quitter la Syrie, la Turquie, elle, poursuit méthodiquement sa guerre d'usure contre les FDS dominées par les

---

Kurdes. Début mars, les Forces démocratiques syriennes (FDS) ont publié un rapport résumant les attaques turques contre le nord de la Syrie en février, qui comprenaient deux frappes de drones et 24 attaques avec des armes lourdes et des chars. Les FDS ont affirmé que les attaques avaient tué quatre civils et fait de nombreux blessés. Les FDS ont également réfuté l'affirmation de la Turquie selon laquelle elles auraient été le planificateur de l'attentat d'Istanbul de novembre 2022. « Nous affirmons que la personne susmentionnée n'a aucun lien avec nos forces, et qu'il s'agit d'un civil éloigné des activités militaires et politiques, et le meurtre qui l'a affecté s'ajoutent au bilan des crimes commis par l'occupation et toujours contre notre peuple, », ont déclaré les FDS.

De son côté, l'administration kurde régionale, l'AANES a été attaquée au moins six fois par divers groupes armés au cours de la semaine du 14 au 20 mars, dont Hay'at Tahrir al Sham (HTS), branche syrienne d'Al Qaïda, l'Armée nationale syrienne (SNA) soutenue par la Turquie et Daech. Les attaques ont tué plusieurs membres des Forces démocratiques syriennes (SDF) et détruit un certain nombre de bâtiments. De plus, les cellules de Daech à Deir ez Zor ont menacé de tuer des résidents locaux pour avoir coopéré avec les forces de sécurité intérieure kurdes (Asayish) ou pour avoir omis de payer de l'argent d'extorsion. Enfin, les FDS ont honoré 9 membres des Unités antiterroristes (YAT) qui ont été tués dans un accident d'hélicoptère le 15 mars survenu au Kurdistan irakien (Rudaw du 16 mars). Des milliers de partisans des FDS se sont rendus à Hasakah pour assister à cette cérémonie d'hommage

Par ailleurs, le Sénat français a reçu le 24 mars une délégation de l'Administration autonome du nord et de l'est de la Syrie (AANES) et a honoré les sacrifices des Unités de

protection du peuple (YPG) et des Unités de protection des femmes (YPJ) kurdes dans la lutte contre Daech. Les porte-parole des YPG et des YPJ, Nuri Mahmud et Roxsana Muhammad, ont reçu à cette occasion une « Médaille d'honneur ». Le ministère turc des Affaires étrangères a condamné cette action et a sommé l'ambassadeur de France de "dénoncer fermement le Sénat de France" pour sa reconnaissance des YPG/YPJ.

Le 22 mars, la Commission d'enquête internationale indépendante des Nations Unies sur la Syrie a publié un rapport indiquant que la Turquie et ses supplétifs syriens étaient responsables de nombreuses « arrestations arbitraires, disparitions forcées, viols, enlèvements et pillages ». Le 23 mars, 32 partis politiques et organisations du nord-est de la Syrie ont tenu une conférence de presse à Qamishli pour dénoncer le massacre de Jinderes, au cours duquel des mercenaires turcs ont tué quatre Kurdes pour avoir célébré Newroz le 20 mars, et exiger que la SNA soit déclarée organisation terroriste.

Le 27 mars, le représentant du Conseil démocratique syrien aux États-Unis, Sinam Muhammad, a demandé qu'une commission d'enquête soit envoyée à Afrin pour enquêter plus avant sur les crimes contre l'humanité commis par la Turquie et ses mercenaires. Toujours le 27 mars, le Conseil des femmes syriennes a publié une déclaration condamnant le massacre de Jindires et déclarant que l'incident faisait partie d'un génocide organisé contre les Kurdes à Afrin.

La Russie a rapatrié 49 enfants détenus par l'AANES le 11 mars. Une délégation soudanaise a également accepté de rapatrier les femmes et les jeunes parents de Daech du camp d'al Hol. L'AANES et les Forces démocratiques syriennes (FDS) détiennent encore plus de 10 000 proches de membres de Daech dans les camps d'al Hol et de Roj.

A l'occasion de Newroz, les Forces démocratiques syriennes (FDS) ont libéré 19 prisonniers accusés de travailler avec l'État islamique (Daech) après que les preuves de leur participation à des massacres se soient révélées peu concluantes. Les prisonniers ont été remis aux dirigeants locaux sous caution tri-bale.

Sur le plan diplomatique, on notera que le président syrien Bashar al Assad a rencontré Vladimir Poutine à Moscou le 16 mars. Assad a exprimé son soutien aux projets russes d'établir de nouvelles bases militaires et de déployer des troupes supplémentaires dans les territoires contrôlés par le gouvernement syrien. Il refuse toujours de rencontrer le président turc Recep Tayyip Erdogan ou des représentants turcs et affirme que tous les problèmes de sécurité de la Syrie sont causés ou exacerbés par la politique d'Erdogan en Syrie. Il a également poursuivi ses efforts pour normaliser les relations avec ses homologues arabes en rencontrant le président des Émirats arabes unis, le cheikh Mohammed bin Zayed al-Nahyan. L'Arabie saoudite, le Qatar et, dans une moindre mesure, les Émirats arabes unis ont soutenu les rebelles anti-Assad lors du soulèvement syrien. Les Émirats arabes unis ont inversé le cap et reconstruit des liens avec Damas ces dernières années, malgré les objections américaines.

Sur le plan humanitaire, les rescapés des tremblements de terre du 6 février sont dans le dénuement total. L'aide internationale est instrumentalisée et détournée par le régime syrien et par les diverses milices islamistes sévissant dans la province d'Idlib et dans les territoires kurdes sous occupation turque. En dépit de cette situation délétère, plus de 40.000 réfugiés syriens installés en Turquie, qui ont tout perdu lors du séisme, sont rentrés en Syrie pour y retrouver leurs proches et leurs foyers.

---

## CÉLÉBRATIONS DE NEWROZ

**L**e nouvel an kurde et iranien, Newroz, a été célébré partout au Kurdistan, dans la diaspora kurde et même à la Maison Blanche où le Président américain a organisé une réception « en l'honneur des femmes iraniennes courageuses qui, par leur combat, sont devenues une source d'inspiration pour le monde ».

Au Kurdistan iranien aussi les célébrations de cette année étaient dédiées à l'icône du combat des femmes Jina Mahsa Amini, morte en garde-à-vue à l'âge de 22 ans pour le port « inadéquat » du voile islamique. Des manifestations anti-gouvernementales ont éclaté dans la plupart des villes kurdes notamment à Mahabad, Bokoan, Saqqez, Sinneh (Sanandadj), Urmia, Kermanschah, Piranchahr, Shino, Marivan, Baneh et Jiwanro le « mercredi rouge » (Çarsema Sor) qui commence le soir du dernier mardi de l'année civile iranienne. Des dizaines de milliers de Kurdes ont défié les menaces de répression en brandissant le drapeau du Kurdistan et en chantant des chants patriotiques kurdes. Les forces ont ouvert le feu contre les manifestants dans plusieurs localités, notamment à Saqqez, Mahabad et Dewalan. Une quarantaine de Kurdes ont été blessés, trois autres ont été arrêtés. Contrairement aux Persans qui célèbrent le 21 mars leur « Nourouz » comme une fête de printemps et du Nouvel An avec

des pique-niques et des repas familiaux, chez les Kurdes le Newroz a un contenu politique de résistance contre la tyrannie et contre les injustices.

En Turquie, où toute célébration de Newroz était interdite jusqu'en 1992, cette année malgré le deuil des centaines de milliers de familles touchées par le tremblement de terre dévastateur du 6 février et en dépit d'une météo capricieuse, des célébrations massives ont été organisées dans toutes les villes kurdes ainsi que dans les grandes métropoles turques comme Istanbul, Ankara, Izmir et Adana qui comptent d'importantes communautés kurdes. Elles ont été émaillées çà et là, notamment à Istanbul, par des affrontements avec la police. La plus importante célébration s'est tenue, comme chaque année, à Diyarbakir la capitale politico-culturelle du Kurdistan de Turquie avec la participation de plusieurs centaines de milliers d'habitants de tout âge et de toutes conditions sociales.

Au Kurdistan autonome, les célébrations ont été paisibles et calmes. La plus spectaculaire manifestation a été la marche aux flambeaux de plusieurs milliers de personnes à la tombée de la nuit sur le site historique et montagneux d'Akreh, ville située entre Erbil et Duhok.

Au Kurdistan syrien, dans les régions sous contrôle kurde, le Newroz a été célébré partout dans

la joie. Dans les territoires sous occupation turque où sévissent des milices islamistes supplétives de l'armée turque toute célébration était interdite. Une famille kurde de 4 personnes, qui avait allumé quelques bougies dans son jardin, a été massacrée le 20 mars par des miliciens islamiques provoquant l'indignation et la colère de la population locale. Le Gouvernement du Kurdistan a condamné ce quadruple meurtre et demandé que ses auteurs soient arrêtés et traduits en justice. Ankara a promis de diligenter une enquête mais nul ne se fait se fait d'illusion à ce sujet. Les nombreux crimes et exactions perpétrés par les milices pro-turques sont restés à ce jour impunis.

Le Nouvel an kurde a également été célébré dans la diaspora kurde d'Europe, du Caucase et d'Asie centrale. A Paris, l'Institut kurde a organisé, le 20 mars à la Mairie du Xème arrondissement de Paris, une fête populaire où plusieurs centaines de familles sont venues avec leurs enfants, souvent vêtus de costumes kurdes, danser aux rythmes de musiques kurdes en compagnie de leurs nombreux amis français et autres. La maire du Xème arrondissement, Mme Alexandra Cordobard, ses conseillers municipaux ainsi que l'ancien maire Rémi Féraud, devenu sénateur de Paris, ont participé à la fête et partagé ce moment de joie et d'amitié avec la communauté kurde.

---

## IL Y A 35 ANS HALABJA

**I**l y a 35 ans environ 5.000 civils kurdes ont été tués et plus de 10.000 blessés avec des gaz chimiques largués par 8 bombardiers MiG-23 de l'aviation irakienne dans la ville kurde de Halabja.

Les images de ce massacre chimique ont bouleversé l'opinion

publique internationale, mais ni les pays occidentaux, ni l'URSS et ses alliés communistes, ni les États membres de la Ligue arabe n'ont condamné cette barbarie perpétrée par la régime génocidaire de Saddam Hussein qui était leur allié, et un client important de leurs industries d'armement. La mission d'enquête internationale dépêchée sur place par

l'ONU, tout en constatant l'ampleur du massacre, s'est abstenue, à la demande notamment de Washington, de désigner les coupables afin de ne pas servir « la propagande iranienne » (Voir le livre d'enquête de Joost R. HIL-TERMANN, *A Poisonous Affair: America, Iraq, and the Gassing of Halabja* publié par Cambridge University Press en 2007).

---

Le gazage de Halabja faisait partie de la vaste campagne génocidaire d'Anfal menée en 1987-1988 par Bagdad pour « régler définitivement la question kurde », en rasant 4.500 des 5.000 villages et une trentaine de bourgades kurdes et en détruisant l'économie agro-pastorale du Kurdistan. Elle a fait 182.000 morts identifiés et enterrés pour la plupart dans des fosses communes dans les déserts du sud irakien après leur exécution sommaire.

Les auteurs de cette campagne génocidaire ont été, eux aussi, identifiés ainsi que leur chaîne de commandement grâce à des archives irakiennes capturées par la résistance kurde et par les Américains après la chute de la dictature de Saddam Hussein en avril 2003.

L'architecte de cette campagne, un cousin du dictateur, Ali Hassan Majid, dit Ali le chimique a été jugé et exécuté. Mais le procès bâclé de Saddam Hussein en 2006 et son exécution hâtive décidée par les dirigeants chiites de Bagdad n'ont pas permis d'avoir un procès véritable sur Anfal et Halabja. Un déni de justice pour les victimes, qui attendent toujours que la justice leur soit rendue, que tous les coupables soient jugés et punis. Y compris les entreprises occidentales et russes qui ont fourni au régime de quoi fabriquer et lâcher ces armes sur les populations civiles ([voir le dossier d'Amnesty](#)).

Une class action contre ces entreprises est en cours mais elle n'a toujours pas abouti ; Les Kurdes demandent aussi que ce crime de masse soit internationalement reconnu comme un génocide.

Le parlement irakien a bien reconnu ce génocide mais, comme vient de le rappeler, en ce jour d'anniversaire, le Président du Kurdistan, Nechirvan BARZANÎ, le gouvernement irakien n'a encore prévu aucune réparation ni versé aucune indemnisation aux rescapés.

En attendant, les survivants de ce génocide, reconstruisent leur ville et leur vie. Halabja est désormais gérée par une jeune maire, symbole du renouveau démocratique et d'espoir.

Pour le compte-rendu du gazage de Halabja et les réactions internationales de l'époque voir le numéro spécial du Bulletin de l'Institut ([Halabja, mars 1988](#)).

## En Turquie, « un gâchis humain » : les rescapés du séisme amers face à la reprise en main de l'aide par le gouvernement

Dans le sud-est du pays, à Pazarcik, devant l'absence de réaction des pouvoirs publics, ONG indépendantes et partis d'opposition avaient organisé l'accueil des survivants. Ils ont depuis été chassés par les autorités, soucieuses d'afficher de nouveau leur présence.

Elle fume sa cigarette, du geste lent et délicat de ceux qui ont appris à savourer chaque seconde de l'existence. Longue natte noire, tatouée de fleurs sur les avants bras, la jeune femme sourit en regardant la petite cage ouverte devant elle, sur laquelle trois canaris piaffent à tour de rôle : « On dit que ces oiseaux perçoivent à l'avance les tremblements de terre, les miens n'ont rien senti. » A 19 ans, Roserin Keloglu est une survivante, sortie des décombres de son village situé à quelques kilomètres de la ville de Pazarcik, l'épicentre du séisme du 6 février. Une tragédie, dont le bilan a franchi, mardi 28 février, la barre des 50 000 morts.

Assise dans une grande salle vide, la jeune femme tue le temps avec ses oiseaux et ses proches restés à ses côtés. Dès le deuxième jour de la catastrophe, Roserin s'est installée ici, dans ce foyer appelé « Hasankoca ». Situé à une dizaine de kilomètres du centre-ville, le lieu est rapidement devenu l'un des principaux centres d'aide de Pazarcik et des alentours. Très vite, des ONG et une poignée de militants du Parti démocratique des peuples, le HDP, une formation de l'opposition, de gauche et prokurde, très active dans le sud-est du pays, y ont déployé tout un savoir-faire pour assister les plus nécessiteux et pallier l'absence des pouvoirs publics.

**Les volontaires plient bagage**

Comme Roserin, beaucoup de membres de la communauté alévie sont venus prêter main-forte. Non reconnus dans leurs spécificités par les autorités, ces héritiers de cultes musulmans hétérodoxes, pénétrés de pratiques animistes et d'apports chiïtes, représentent entre 15 % et 30 % de la population locale. Ils sont installés depuis la nuit des temps sur ces terres marquées au fer rouge de l'histoire, où la mémoire se compte en siècles et en souffrances dans chaque famille. « On se sentait en sécurité ici, confia-t-elle. Plus de trois à quatre cents personnes sont venues chaque jour manger et dormir dans ce centre. On lavait les corps des morts, on s'occupait des vivants. Et puis, plus rien. »

Le 15 février, accompagné d'une cinquantaine de soldats et de huit fonctionnaires, Mustafa Hamit Kiyici, le *kaymakam* de Pazarcik, sous-préfet de la région, débarque dans le centre et annonce, devant les bénévoles et résidents stupéfaits, prendre possession des lieux et des activités de secours. La scène est tendue, filmée et diffusée sur les réseaux sociaux. Après quelques minutes, l'homme repart laissant sur place ses collaborateurs et les militaires. Pendant deux jours, ils feront l'inventaire des stocks. La cuisine est arrêtée. Aucune distribution n'aura lieu durant ce laps de temps. Les volontaires, eux, plient bagage, accompagnés par les rescapés, partis s'installer dans les camps

de tentes, dispersés un peu partout dans les quartiers périphériques de Pazarcik.

« Ils ont tué l'endroit », dit la jeune femme. L'initiative des autorités est critiquée par plusieurs associations locales. A Ankara même, certains s'émouvent de tels agissements, alors que les bras manquent sur le terrain et que le nombre de morts et de destructions ne cesse d'augmenter. Pour le député Mahmut Togrul, du HDP, le gouvernement, en retard sur les secours, cherche à « instrumentaliser le séisme ». Mais rien n'y fait. « Nous ne permettons pas d'autres coordinations que celles assurées par l'aide publique en cas de catastrophe », a insisté le ministre de l'environnement et de l'urbanisme, Murat Kurum.

Symbole visible de la volonté des autorités de monopoliser une aide humanitaire qui leur a totalement échappé les premiers jours, le centre Hasankoca est aujourd'hui un simple lieu de stockage de dons de vêtements, d'aliments et de biens gardés par les militaires. Ils ne sont plus qu'une dizaine de survivants à y dormir. Une fois par semaine, le bâtiment reçoit la visite du sous-préfet, auquel une demande d'entretien avec *Le Monde* a été transmise, en vain. « En prenant le contrôle, ajoute Roserin, ils ont voulu sauver la face et montrer qu'ils avaient la situation en main, c'est l'image exactement contraire qui prévaut. »

### Désolation

Fahri Demiroglu, lui, hausse les épaules. Installé près du poêle trônant devant l'entrée de la tente qu'il partage avec neuf autres personnes, il a fait partie du tout premier groupe de volontaires d'Hasankoca. A 49 ans, ouvrier du bâtiment et élu au conseil municipal de Pazarcik, il a la parole amère et lucide. « C'est un gâchis humain et matériel, lâche-t-il. Nous étions une dizaine les deux premiers jours, puis plus de cent cinquante à œuvrer avec toutes nos forces. Nous avons évalué et aidé près de soixante villages alentour, organisé des équipes selon les besoins, sanitaires, alimentaires, mais aussi d'accueil et de sécurité. Tout était enregistré, noté et consigné. Nous avons demandé et proposé au sous-préfet de travailler ensemble et de partager les informations, mais il a refusé net. »

Autour du poêle et des chaises pliantes, le spectacle n'est que désolation. Les tentes de l'AFAD, l'organisme gouvernemental de gestion des catastrophes naturelles, s'étendent à perte de vue, entre les champs et les trouées des immeubles ravagés. Quelques ONG ont réussi à planter les leurs. Une kitchenette venue de la petite ville frontalière de Silopi, située à l'extrême sud-est du pays, sert des repas à une file de rescapés toujours plus longue. « [Les membres des ONG] sont là depuis le début, mais, bientôt, la municipalité



de cette ville les rappellera, et ils devront partir, qui les remplacera ? », s'interroge Fahri.

A Pazarcik, 96 % des immeubles se sont effondrés ou doivent être démolis et rasés, selon un responsable de la police locale qui taira son nom. Le centre de crise des autorités, sur l'avenue principale de la ville, ne désemplit pas. L'endroit, autrefois réservé à la préfecture, est devenu une cour des miracles avec ses locaux délabrés et fissurés, où chacun cherche d'urgence quelque chose, sous l'œil de la maréchaussée locale. Parmi les noms des ONG nouvellement accolés sur les portes des bureaux, on remarque la présence

d'une petite association de Kayseri, Yesevi Hareketi, proche de mouvements islamistes prosélytes et ultranationalistes.

#### Relogés dans des conteneurs

« Il est évident que les autorités, totalement dépassées et non préparées, n'ont pas supporté que des ONG indépendantes travaillent efficacement sur le terrain, surtout s'il s'agissait de structures liées ou proches des mouvements d'opposition, des syndicats, voire, pire, des militants ou intellectuels de gauche, souligne Selahattin, bénévole volontaire d'Istanbul, venu dès le premier jour dans la région. Après Hasankoca, ils ont tenté de reprendre le contrôle partout

où ils pouvaient le faire et placé leurs hommes à eux. »

Avec le froid, l'idée a émergé de reloger les rescapés dans des conteneurs, un sujet devenu très sensible à Pazarcik.

« Lorsque j'ai demandé où nous pouvions les installer, explique Fahri, un des responsables de la ville m'a répondu sans ciller : "Plus loin, au pied des montagnes", comme s'il voulait se débarrasser de nous. Cela a réveillé le spectre d'un nouveau déplacement de population comme nous en avons déjà connu dans le passé. »

Mais, depuis quelques jours, il est question d'installer les conteneurs de l'autre côté de Pa-

zarcik, dans le quartier Yukari-Pazarcik, connu pour être un fief d'électeurs islamistes et d'extrême droite. Une perspective qui suscite la panique dans la communauté alévie locale. Comme beaucoup ici, Roserin prévoit de quitter la ville si la situation continue de se dégrader. « Le séisme a accentué les tensions et réveillé de mauvais souvenirs. Encore hier, ici, une vieille dame kurde, très conservatrice, a dit à ma tante que cette catastrophe est arrivée parce qu'elle ne portait pas de voile », dit-elle en réprimant un petit rire nerveux, avant de poser son regard sur ses canaris devenus soudainement muets.

**Le Monde**

Le Monde avec afp  
01/03/2023

## Turquie : Recep Tayyip Erdogan maintient la date des élections présidentielle et législatives

Le chef de l'Etat turc exclut de facto tout report du scrutin auquel il a annoncé se représenter malgré la situation dans les régions touchées par le séisme du 6 février.

Les élections présidentielle et législatives en Turquie auront bien lieu le 14 mai, comme prévu, a annoncé mercredi 1<sup>er</sup> mars le président Recep Tayyip Erdogan, malgré le séisme dévastateur du 6 février. Dénonçant les voix critiques qui se sont élevées contre la gestion du cataclysme par son gouvernement, le chef de l'Etat a assuré : « Nous leur apporterons la réponse appropriée le 14 mai. » Il a exclu de facto tout report du scrutin

auquel il a annoncé se représenter malgré la situation dans les régions touchées.

Plus de 45 000 personnes ont trouvé la mort dans onze provinces du sud et sud-est de la Turquie – plus de 50 000 en comptant les morts en Syrie voisine. Le chef de l'Etat avait demandé « pardon », lundi, pour des retards dans les premiers jours dans l'organisation des secours alors que des appels à l'aide

émergeaient des décombres.

#### « Débats vicieux »

M. Erdogan a de nouveau reconnu mercredi, devant les parlementaires de son parti, l'AKP (Parti de la justice et du développement), que les opérations de secours avaient été retardées les premiers jours « en raison du chaos et des conditions météorologiques ».

« Cependant, quelques

heures seulement après le tremblement de terre, nos ministres ont contacté les villes touchées et ont commencé à coordonner le travail », a-t-il relevé. « Nous avons essayé de faire tout ce qui pouvait l'être », a-t-il insisté en dénonçant les « débats vicieux » concernant les institutions et l'armée. Selon M. Erdogan, quatorze millions de personnes ont été affectées par le séisme.

## Turquie : déjà fragile, l'économie secouée par le séisme

**L**a Turquie doit se reconstruire après le séisme qui a détruit des dizaines de villes dans le sud et le sud-est du pays. Mais elle manque cruellement de capitaux, sa monnaie risque de s'effondrer et l'inflation atteint des sommets. Selon un bilan obtenu par l'AFP, plus de 50 000 personnes ont péri en Turquie et en Syrie à la suite de la catastrophe.

34 milliards de dollars (32 milliards d'euros). C'est le montant des dégâts provoqués par le séisme qui a frappé la Turquie le 6 février dernier, selon la Banque mondiale. La reconstruction coûtera deux fois plus cher. La production d'acier, de céréales, l'élevage d'ovins sont les principales victimes de la catastrophe, mais c'est l'ensemble de l'économie turque qui est frappée de plein fouet. Selon un bilan obtenu par l'AFP, plus de 50 000 personnes ont péri en Turquie et en Syrie à la suite du séisme (5 951 morts en Syrie et 44 374 morts en Turquie).

En raison tout d'abord du poids économique des provinces concernées. Selon l'assureur-crédit à l'exportation Coface, elles représentent environ 12 % du produit intérieur brut (PIB)

turc, 15 % de l'activité de construction et 20 % de la production agricole. Le port d'Iskenderun, l'un des plus importants du sud-est du pays pour les exportations, notamment vers la Russie, est gravement endommagé.

### La monnaie au bord du gouffre

La reconstruction va coûter d'autant plus cher à l'État turc que ses finances étaient déjà dans un état critique avant la catastrophe. Pour des raisons électorales, l'exécutif turc a mis la main sur la banque centrale et mené une politique de taux d'intérêt bas pour, selon lui, stimuler la croissance économique. « La Turquie mène depuis plus d'un an une politique "singulière" d'assouplissement monétaire, explique Deniz Ünal, économiste au Centre d'études prospectives et d'informations internationales (Cepii) et spécialiste de la Turquie. Le taux d'intérêt directeur de la banque centrale vient d'être abaissé à 8,5 %, largement en deçà du taux d'inflation "officiel", sous-estimé, de 58 %. » Ce qui dissuade les placements en monnaie turque et fait fuir les investisseurs occidentaux.

Il faudra en outre compter

avec les élections, toujours fixées au 14 mai prochain. Recep Tayyip Erdogan mène une campagne coûteuse pour assurer sa reconduction au pouvoir. Le président turc a déjà annoncé que la construction de dizaines de milliers de logements dans les régions sinistrées commencerait dès le mois de mars. « L'exécutif turc veut commencer à reconstruire dès maintenant pour des raisons électorales, poursuit Deniz Ünal. Mais la Turquie manque de matières premières qu'elle va devoir importer. »

« Le redémarrage sera difficile »

Le séisme aura aussi des conséquences à l'extérieur de la Turquie qui n'est plus un « petit » pays émergent. Elle était le sixième partenaire commercial de l'Union européenne en 2020. L'UE importe de Turquie des machines, des équipements de transport ou encore des vêtements. « La Turquie est un pôle de croissance régional, analyse Deniz Ünal. Elle est un partenaire économique majeur pour le Moyen-Orient, l'Afrique et l'Asie centrale. Elle est très intégrée dans les chaînes de valeur en Europe. »

**Séisme en Turquie : dans**

### Antakya en ruine, les sinistrés livrés à eux-mêmes

Coface s'attend à ce que la croissance ralentisse à court terme après avoir été dynamique sur la dernière décennie (6,4 % par an en moyenne entre 2010 et 2018). Après un important séisme qui avait touché le pays en 1999, son économie s'était contractée de 3,3 % avant de connaître une croissance de 6,8 % l'année suivante.

« Le séisme de 1999 a touché une zone économique majeure voisine d'Istanbul, nuance Deniz Ünal. La capitale financière et industrielle turque a pu lui apporter une aide rapide, suppléer en main-d'œuvre et en capitaux. Le séisme de 2023 a frappé une zone relativement pauvre et géographiquement loin des régions riches. Le redémarrage de l'activité économique sera beaucoup plus difficile. »

La migration de millions de personnes obligées de se réfugier dans d'autres régions va faire monter les loyers partout dans le pays. Quant aux prix alimentaires, déjà soumis à une inflation mirobolante, ils subiront les effets conjoints de la guerre en Ukraine et des pertes de production agricole dans les régions sinistrées.



LE FIGARO

01/03/2023  
avec afp

## Séisme en Turquie : huit Français parmi les victimes

Le ministère des Affaires étrangères a annoncé ce mercredi un nouveau bilan de l'hécatombe turque pour les ressortissants français.

Huit ressortissants français figurent parmi les victimes du violent séisme survenu en Turquie et en Syrie, a annoncé ce mercredi le ministère français des Affaires étrangères, révisant

à la hausse un précédent bilan de quatre morts. «Le nombre de Français décédés à la suite de ce séisme est à ce jour de huit personnes», a indiqué Fanny Demassieux, directrice adjointe du Centre de crise et de soutien du ministère (CDCS), lors d'une audition à l'Assemblée nationale.

«Depuis plusieurs jours, nous

n'avons aucune nouvelle situation individuelle de victimes», a-t-elle ajouté devant la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée, laissant supposer que ce bilan sera leur mise en protection, le CDCS et l'ambassade française à Ankara avaient ouvert des cellules de crise.

Plus de 50.000 personnes ont

péri en Turquie et en Syrie dans le séisme du 6 février, selon un bilan obtenu par l'AFP auprès de plusieurs sources, et réévalué à la hausse côté syrien. En Syrie, le nombre de morts s'élève à 5951, selon un bilan compilé mardi à partir de recoupements de plusieurs sources. Le dernier bilan turc datant de dimanche est de 44.374 morts.

LE FIGARO

01/03/2023  
avec afp

## L'Iran expulse deux diplomates allemands en représailles

L'Iran a expulsé deux diplomates allemands en poste à Téhéran en riposte au renvoi de deux diplomates iraniens par Berlin le 22 février après la condamnation à mort d'un Germano-Iranien, a indiqué mercredi la diplomatie iranienne. Le ministère des Affaires étrangères a annoncé dans un communiqué « l'expulsion de deux diplomates allemands comme éléments indésirables suite aux interventions (...) du gouvernement allemand dans les affaires intérieures et judiciaires » de l'Iran.

Berlin avait annoncé le 22 février l'expulsion de deux diplomates iraniens en qualifiant « d'absolument inacceptable » la condamnation du dissident Jamshid Sharmahd, âgé de 67 ans. Ce dernier était accusé d'avoir participé à un attentat contre une mosquée à Chiraz,



Hossein Amir-Abdollahian, ministre des Affaires étrangères iranien, le 22 février 2023. AHMAD AL-RUBAYE / AFP

dans le sud de l'Iran, qui avait fait 14 morts en avril 2008. La justice lui a reproché en outre d'avoir établi des contacts avec des « officiers du FBI et de la CIA » et d'avoir « tenté de contacter des agents du Mossad israélien ». Les soutiens

de Jashmid Sharmahd en Allemagne avaient rejeté ces accusations, exhortant Berlin à « agir immédiatement » pour « sauver [sa] vie ».

« Demande excessive »

« La République islamique d'Iran agira avec détermination contre toute demande excessive » concernant cette condamnation, a répliqué mercredi le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Nasser Kanani, dans le communiqué.

Au moins 16 détenteurs de passeports occidentaux, dont six Français, sont détenus en Iran. La plupart d'entre eux sont des binationaux mais l'Iran ne reconnaît pas le statut de la double nationalité pour ses ressortissants. La condamnation à mort de Jashmid Sharmahd avait été annoncée au lendemain de nouvelles sanctions de l'Union européenne pour protester contre la répression des manifestations en Iran organisées depuis la mort en détention, le 16 septembre, d'une jeune Kurde iranienne, Mahsa Amini.



01/03/2023

## Thousands mark the 44th anniversary of the late Mustafa Barzani's death

Some of the visitors have been marching to the area to pay homage to the national figure.

**ERBIL (Kurdistan 24)** – Thousands around the world on Wednesday are commemorating the 44th death anniversary of the late Mustafa Barzani, as the Kurdistan Region is observing the passing of its revolutionary leader.

Hundreds of people, Kurdistan Democratic Party (KDP) officials, members and followers, local officials, leaders of different religious groups as well as those from abroad, have been flocking to the tomb of the great leader in Barzan in northern Erbil, since earlier Wednesday.

Some of the visitors have been marching to the area to pay homage to the national figure, who led the nation's September Revolution during the 1960s and forced the former Iraqi regime to recognize autonomy for the Kurds—for the first time—in the 11th March Agreement of 1970.



People gathering at the tomb of late Mullah Mustafa Barzani to pay tribute to the national leader on the 44th anniversary of his death, March 1, 2023. (Photo: Rebaz Siyan / Kurdistan 24)

"The Barzani doctrine does not represent a tribe or a party. Instead, [Mustafa] Barzani is the symbol of liberation of an oppressed nation," Khalat Barzani, President Masoud Barzani's representative at the Barzani Mausoleum, told Kurdistan 24 on Wednesday.

Lawmakers in the Kurdistan Parliament laid flowers at the

portrait of Barzani in the legislative house's lobby to honor the anniversary.

A bird's-eye view of the Kurdistan Parliament lawmakers paying tribute to the late Mullah Mustafa Barzani on the 44th anniversary of his death in Erbil, March 1, 2023. (Photo: Handout/Kurdistan Parliament) At an early age, Barzani joined

tribal forces against British colonial occupiers. He later became instrumental in the Kurdish struggle against suppressive Iraq regimes.

Accompanied by thousands of other Kurdish fighters, Barzani in 1943 led a movement in Iran to support the establishment of the first Kurdish republic, known as the Mahabad Republic, which was headed by the late Qazi Muhammad.

Following the collapse of the 11-month-old republic, Barzani and his companions were forced to flee and sought refuge in the former Soviet Union, where he resided until he returned back to Iraq in 1961.

The failure of negotiations with the former Iraqi regime led to the beginning of the September Revolution.

Barzani passed away in Washington DC at the Georgetown University Hospital on March 1, 1979.



01/03/2023

## Turkish drone kills top PKK-linked commander in Sinjar: counter-terrorism

The anti-terror group shared a photo of the burnt-down pickup truck on social media.

**ERBIL (Kurdistan 24)** – A senior commander of the Kurdistan Workers' Party-linked militant group in the Yezidi-majority town of Sinjar on Wednesday

afternoon was killed by a drone strike, the Kurdish counter-terrorism group reported.

The Turkish unmanned aerial

vehicle (UAV) struck a vehicle, carrying a "top YBS [Sinjar Resistance Units] commander and his guard today in central Sinjar, in the western Nineveh prov-

ince, according to a statement from the Directorate General of Counter Terrorism (CTD). Both militants were killed as a result of the strike.

The anti-terror group shared a photo of the burnt-down pickup truck on social media.

Turkey has not immediately claimed responsibility for the twin strikes.

Engaged in a decades-old bloody conflict, the PKK and Ankara armed confrontation has spilled over to urban centers in the Kurdistan Region and surrounding mountainous areas.

Bolstered by its sophisticated drone industry, Turkey has ramped up its aerial strikes against alleged members of the Kurdish group in recent years.

Today's attack comes only two days after a similar aerial strike by Turkish forces was carried out in the town, where three members of the militant group were killed, including a commander.

The town, a disputed territory between Erbil and Baghdad, has been under the control of Iraqi federal forces and militia groups, including those with ties to the PKK, since 2017.

The Turkish spy agency, known as MIT, announced the "arrest" of a member of the PKK special forces in the Sulaimani province.

Kurdistan Region continues to call on the warring sides to take their conflict away from the populated areas, particularly in the urban centers.



1/03/2023

## Over 40,000 Syrian refugees leave Turkey after quakes: Minister

**ERBIL, Kurdistan Region** - Turkish Defense Minister Hulusi Akar said on Tuesday that over 40,000 Syrian refugees have returned to their country since the recent quakes, denying there has been a fresh influx of Syrians to his country.

earthquakes as well as thousands of aftershocks have occurred since then. The natural disaster has killed over 50,000 people in both countries.

Millions of Syrians fled to Turkey when a civil war between rebels and the Syrian regime erupted following the 2011 uprising against President Bashar al-Assad.

Adana, Adiyaman (Semsur), Diyarbakir (Amed), Gaziantep (Dilok), Hatay, Kahramanmaraş, Kilis, Malatya, Osmaniye, Sanliurfa (Riha), and Elazig provinces were affected by the tremors.

A disastrous 7.8-magnitude earthquake struck the Kurdish city of Kahramanmaraş in Turkey on February 6, with its impact also ripping through neighbouring Syria. Another quake followed in both countries hours later. Several strong

Akar visited the quake-hit province of Hatay on the Syrian border on Tuesday, saying around 42,000 Syrians, who fled their country to Turkey in the last decade due to civil war, have returned to their homes since February 6. He denied claims that a new wave of Syrians have entered Turkey recently.

A large number of these refugees lived in Turkey's quake-hit southern provinces, according to official estimates.

Turkish President Recep Tayyip Erdogan earlier this month promised to construct nearly 200,000 permanent houses in quake-hit provinces, adding that the new buildings will not exceed four stories.

Akar elaborated that many Syrians returned to their country because they have lost their relatives or houses in the natural disaster.

Le Monde

Par Nicolas Bourcier (Istanbul, correspondant)  
2/03/2023

## En Turquie, malgré le séisme et ses conséquences, Erdogan maintient les élections

Le président turc a voulu répondre aux critiques sur l'action de son gouvernement après le tremblement de terre du 6 février en promettant une « réponse appropriée le 14 mai », date des scrutins présidentiel et législatifs.

Le séisme du 6 février et ses champs de ruines n'auront rien changé. Les élections présidentielle et législatives en Turquie auront bien lieu le 14 mai comme

prévu, a annoncé, mercredi 1<sup>er</sup> mars, le président, Recep Tayyip Erdogan. Malgré le tremblement de terre qui a frappé les régions frontalières du sud et du sud-est du pays, touché

dix districts, causé la mort de plus de 45 000 personnes, fait près de deux millions de sans-abri, affecté quinze millions de personnes et coûté, rien qu'en destructions, 34 milliards de

dollars (32 milliards d'euros), selon une première estimation de la Banque mondiale.

Dénonçant une nouvelle fois les critiques qui se sont élevées

contre la gestion de la catastrophe par son gouvernement, le chef de l'Etat a assuré, devant les parlementaires du Parti de la justice et du développement, l'AKP, sa formation au pouvoir depuis 2002 : « *Nous leur apporterons la réponse appropriée le 14 mai.* » Une manière d'exclure de fait tout report du scrutin auquel il a annoncé se représenter.

L'annonce du dirigeant turc n'est pas venue seule. Face à une contestation qui s'enracine, M. Erdogan a de nouveau reconnu que les opérations de secours avaient été retardées les premiers jours « *en raison du chaos et des conditions météorologiques.* » « *Cependant, a-t-il tempéré, quelques heures seulement après le tremblement de terre, nos ministres ont contacté les villes touchées et ont commencé à coordonner le travail.* » « *Nous avons essayé de faire tout ce qui pouvait être fait* », a-t-il insisté, dénonçant les « *débats vicieux* » sur

les institutions et l'armée, dont seulement 8 000 soldats ont été à ce jour déployés dans la zone touchée. Par comparaison, dans les 48 heures qui avaient suivi le séisme d'Izmit, près de Marmara, en 1999, causant la mort de plus de 18 000 personnes, près de 35 000 militaires avaient été immédiatement mobilisés.

#### Problèmes techniques

Lundi, pour la première fois, le chef de l'Etat avait demandé « *pardon* » pour des retards dans les premiers jours dans l'organisation des secours. Il avait déjà évoqué des « *lacunes* » et des « *lenteurs* », mais sans faire acte de contrition, se sentant même obligé d'ajouter qu'aucun gouvernement ne pouvait « *être préparé à pareil désastre* ».

Malgré la promptitude de l'annonce, la décision de maintenir la date des élections n'a pas surpris les commentateurs po-

litiques. Mercredi soir, sur la chaîne de télévision en ligne Medyascope, Osman Sert, directeur de recherche à l'Institut d'Ankara, a avancé le fait que des responsables de l'AKP avaient fait des enquêtes sur l'électorat de Recep Tayyip Erdogan et estimé que les pertes, depuis le séisme, n'étaient « *pas trop importantes* ». « *La crise économique que traverse le pays est en train de s'enfoncer et plus le gouvernement attend, plus la situation empire,* a ajouté le chercheur. *Les dirigeants pensent qu'ils sont en mesure de tenir jusque-là, comme prévu initialement.* » Après 1999, les élections de 2001 ont été remportées haut la main par l'AKP, créée quelques mois auparavant. Pour l'essayiste et économiste Mehmet Altan, joint par téléphone, « *Erdogan n'a tout simplement pas d'autre possibilité. Attendre et repousser la date des élections de plusieurs mois serait encore pire pour lui.* »

Il n'empêche, cette décision soulève beaucoup de questions et de problèmes techniques. Des doutes subsistent quant à la capacité des autorités électorales à organiser le scrutin dans les zones touchées par le séisme. Les préfectures et les mairies sur place sont débordées par les demandes d'enregistrement d'identité. Comment inscrire sur les listes des citoyens sans-papiers, sans-abri ou déplacés ailleurs dans le pays ?

Pour l'heure, la Table des Six, la principale coalition d'opposition qui rassemble six partis, a annoncé, par la voix du président du Parti républicain du peuple (CHP, centre gauche), Kemal Kılıçdaroglu, qu'elle devait décider du nom de son candidat commun jeudi. Mais, a-t-il ajouté, ce nom ne sera annoncé que plus tard, à une date non précisée. Un signe, là aussi, d'une singulière fébrilité.

Le Monde

Par Nicolas Bourcier (Istanbul, correspondant)  
2/03/2023

## En Turquie, dans la ville d'Erzin épargnée par le séisme, le maire concentre les critiques

Reportage La petite ville a échappé au désastre lors du tremblement de terre du 6 février, qui a fait plus de 50 000 morts. Mais son jeune maire, Ökkes Elmasoğlu, se retrouve sous le feu des critiques depuis qu'il a vanté son application stricte des règles d'urbanisme, dénonçant en creux les manquements de l'AKP au pouvoir.

Il n'a jamais été facile de faire changer d'avis et encore moins de faire taire Ökkes Elmasoğlu. Cela, les administrés de sa petite ville d'Erzin, cité paisible de 42 000 habitants nichée entre les hautes montagnes de la province du Hatay et le bleu de la mer Méditerranée, ont pu le constater tout le long de sa mandature de maire. Jour après jour, il s'est opposé inlassablement aux passe-droits des uns et aux petits arrangements des

autres, malgré les pressions et tentatives d'intimidation.

Depuis son élection en mars 2019, sous la bannière du Parti républicain du peuple, le CHP, la principale formation d'opposition de Turquie, Ökkes Elmasoğlu, le jeune maire courage juste quadragénaire, s'en est tenu à la stricte légalité dans le domaine du bâti, a refusé les travaux d'agrandissement non contrôlés, l'élévation

hasardeuse des habitations, les projets non sécurisés. Il n'a pas cillé, mais il s'est mis à dos une grande partie de ses électeurs. Même une requête d'un membre de sa propre famille, on murmure ici qu'il s'agit de son père, ne l'a pas fait plier. C'est dire.

#### Aucune victime ni blessé

Et puis survint, le 6 février, le terrible tremblement de terre

qui a touché toute la région, du Hatay jusqu'à Diyarbakir, et dont le bilan humain n'a cessé d'augmenter depuis. [Plus de 50 000 morts en Turquie et en Syrie](#), selon les derniers chiffres. Un million et demi de personnes sans abri. Et près de la moitié des 3,4 millions de bâtiments de la zone susceptibles d'être démolis ou rasés, d'après l'Union turque des chambres d'ingénieurs et d'architectes.



A Erzin, les choses se sont passées autrement. Située à une heure et demie de route au nord d'Antakya, une des villes les plus ravagées par le séisme, et à moins de 80 kilomètres à vol d'oiseau de l'épicentre à Kahramanmaraş, plus à l'est, la petite cité sans histoire a bien été violemment secouée, mais elle n'a enregistré aucune victime ni blessé. Aucune habitation ne s'est effondrée. Des maisons ont été endommagées, parfois même sérieusement, et le vieux minaret historique de la mosquée du centre-ville s'est brisé net, mais Erzin, elle, est restée debout, à l'étonnement général.

Lorsque les médias se sont intéressés à cet étrange îlot perdu dans un océan de destruction et de désolation, Ökkes Elmasoğlu a raconté son histoire avec ses mots à lui, succincts et d'une simplicité désarmante. Aux micros de Fox TV et de la chaîne locale TV5 ou encore au quotidien *Hürriyet*, il a dit et répété qu'il n'avait rien d'un héros. Qu'il n'a fait qu'appliquer et respecter la loi, comme ses prédécesseurs. Que dans sa ville, la majorité des habitations sont soit individuelles, soit à trois-quatre étages, avec un bâtiment, le plus haut, à six niveaux. Et qu'il n'avait jamais autorisé de construction illégale.

« Certains ont essayé de tricher, a-t-il précisé. Nous les avons alors signalés au bureau du procureur et pris la décision de démolir les édifices. » Et ceci, sur le même ton de l'évidence : « Nous devons tous ensemble changer radicalement de mentalité. Si une maison doit être détruite, il faut rester rigoureux, l'Etat ne doit pas octroyer de privilèges et le citoyen ne doit pas chercher des avantages ou attendre une énième et nouvelle amnistie dans le secteur de la construction. Nous avons tous besoin d'une meilleure mise en œuvre des mécanismes de contrôle du pouvoir. »



NICOLE TUNG / THE NEW YORK TIMES-REDUX-REA

### Etrange paradoxe de la politique turque

Que n'avait-il pas dit là ! En l'espace de quelques jours, un tombereau de critiques s'abat sur l'édile. De ses administrés tout d'abord, qui lui reprochent des mots repris à la lettre par les autorités d'Ankara qui, prétextant l'absence de victimes, excluent toute aide alimentaire, médicale ou sanitaire à la ville. Les tentes de l'AFAD, l'organisme gouvernemental de gestion des catastrophes naturelles, sont totalement absentes d'Erzin. De quoi susciter l'ire des centaines de personnes qui dorment encore dans la rue en raison de l'état de dangerosité de leur habitation, ou par peur de nouvelles secousses.

« Ne pas avoir de morts ne signifie pas que nous n'avons pas de besoins. Mes propos ont été repris, sortis de leur contexte et politisés, c'est pourquoi je préfère désormais me taire. » Ökkes Elmasoğlu, maire d'Erzin

Les reproches sont également venus de Kasim Şimşek, l'ancien maire de la commune et figure locale du Parti de la justice et du développement (AKP), la formation créée par Recep Tayyip Erdogan, au pouvoir depuis 2001. L'ex-édile a évoqué l'ancienneté des maisons et le tracé de la faille sismique, située un peu plus loin, de l'autre côté de la montagne, pour expliquer l'impact réduit des dégâts. La structure du sol aussi, plus solide et donc moins cassante en cas de séisme. Le poison du doute se répand et s'amplifie.

### Les esprits s'échauffent

Il est 14 heures et Ökkes Elmasoğlu repart sur le terrain. La trentaine d'employés municipaux se disperse par équipe de travail. Ici, dans la cour de l'annexe de la mairie, on soude des structures métalliques pour agrandir les tentes. Là, les camions-citernes sont préparés pour la tournée quotidienne. Le ballet des tractopelles et des camions de déblaiement reprend. « *Le maire subit ici une double peine, tout le monde lui en veut alors qu'il n'a fait que son boulot* », glisse un élu municipal, rappelant que les villages alentour ont dénombré, à ce jour, près de 110 morts. Devant la grille de l'annexe, plusieurs familles sont venues demander directement de l'aide. Parfois, les esprits s'échauffent avec l'agent de faction. « *Si je vote pour toi à la prochaine élection, Dieu m'en voudra !* », lance un vieux père de famille venu réclamer une tente supplémentaire pour ses enfants.

Plus loin, dans une cour arborée, cinq familles se sont installées dans une sorte de grand campement provisoire. Au centre, les tables sont mises bout à bout. L'atmosphère y est calme et détendue. Un des couples vient d'un village du coin, en grande partie détruit. Les autres sont du quartier. La petite maison d'en face a été inspectée et ne présente aucun danger, mais les répliques sont nombreuses et ses résidents inquiets.

L'habitation de derrière doit, elle, être détruite et rasée, comme un peu plus d'une cinquantaine d'autres de la ville. « *A moi, on m'a dit que j'avais un an pour renforcer ma maison* », dit Gülnur, retraitée au regard et à la parole directs. « *On s'entraide et ça va, nous n'avons aucun mort à déplorer.* » Le maire ? « *Il s'est mis lui-même dans une position difficile. Il a subi beaucoup d'attaques, c'est injuste, reconnaît-elle, mais c'est comme ça.* »

Okkes Elmasoğlu, lui, décide de ne plus s'exprimer publiquement. Etrange paradoxe de la politique turque : le jeune maire à la vertu majuscule se trouve pris entre le marteau et l'enclume, écrasé entre les autorités et ses administrés, suspecté par définition de tirer la couverture à lui.

A le voir ainsi aujourd'hui, un peu plus de quinze jours après le désastre, la silhouette frêle et le visage marqué par la fatigue, s'asseoir au milieu de ses ouvriers municipaux et avaler un plateau de haricots blancs au riz, on mesure l'ampleur des difficultés auxquelles il est confronté. D'une certaine douleur, aussi. La voix basse et lasse, il lâchera du bout des lèvres quelques mots furtifs.

« *Ne pas avoir de morts ne signifie pas que nous n'avons pas de besoins*, glisse-t-il. *Mes propos ont été repris, sortis de leur contexte et politisés, c'est pourquoi je préfère désormais me taire. On fera le bilan de tout cela une fois que nous y verrons plus clair sur l'ampleur précise de ce désastre et ses conséquences.* » Lorsqu'on insiste sur le nombre de demandes de constructions illégales qu'il a dû gérer avant le séisme, Ökkes Elmasoğlu dit ne pas pouvoir répondre : « *Trop, évidemment, presque tous les jours même, comme si cela était devenu la norme.* » Et puis ceci : « *Dire cela, c'est se voir immédiatement accuser de parler mal du pays et de montrer une mauvaise image de la Turquie.* »

## Quand l'Iran veut « tester la ligne rouge occidentale »

L'Iran continue d'enrichir son uranium à des niveaux très élevés, se rapprochant de ceux nécessaires à la fabrication d'une bombe nucléaire. Une ultime provocation pour le régime qui entend pousser la communauté internationale dans ses retranchements.

**J**usqu'où ira l'Iran dans la poursuite de son programme nucléaire ? La question se pose une nouvelle fois alors que l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a détecté sur son sol des particules d'uranium enrichi à 83,7 %, soit juste en deçà des 90 % nécessaires pour produire une bombe atomique.

Sous pression, Téhéran continue de nier toute volonté de produire une telle arme. Cette position sera-t-elle tenable ? Le directeur général de l'AIEA, Rafael Grossi, est attendu en Iran dans les prochains jours pour éclaircir la situation.

Ces particules d'uranium enrichi à 83,7 % ont été découvertes à la suite d'une collecte d'échantillons en janvier dans l'usine souterraine de Fordo, à plus d'une centaine de kilomètres de Téhéran, explique l'AIEA dans un rapport. « On ne sait cependant pas quelle quantité d'uranium cela représente, souligne Héloïse Fayet, chercheuse au Centre des études de sécurité de l'Institut français des relations internationales (Ifri).

Les précédents rapports avaient aussi montré une augmentation des quantités d'uranium enrichi à 60 %. » Bien loin de la limite fixée dans l'accord de Vienne, à 3,67 %. Dans le détail, le pays dispose aujourd'hui de 434,7 kg d'uranium à 20 % — contre 386,4 kg en novembre dernier — et de 87,5 kg à 60 %.

### La thèse de l'« accident » peu crédible

Les rapports de l'AIEA se multiplient, mais l'Iran continue de nier toute volonté de se doter de l'arme atomique. Selon Téhéran, des « fluctuations involontaires » seraient responsables de ce taux exceptionnel. « La présence de particules au-delà de 60 % ne signifie pas qu'il y ait un enrichissement [d'uranium] à plus de 60 % », avait insisté le porte-parole de l'Organisation de l'énergie nucléaire iranienne, Behrouz Kamalvandi.

Mais la piste accidentelle peine à convaincre les chercheurs. « Si cette justification venait d'un État transparent sur ses programmes et respectueux de ses engagements vis-à-vis de la

communauté internationale, on pourrait le concevoir. Dans le cas présent, cela ressemble plutôt à une nouvelle façon de tester la ligne rouge de l'Occident, remarque Héloïse Fayet. Selon les dernières estimations, Téhéran pourrait réunir la quantité de matière nécessaire à la fabrication d'une bombe dans un délai de quatre à douze jours. »

« D'autres étapes sont nécessaires dans la fabrication d'une bombe, comme celle de la militarisation, tempère néanmoins la spécialiste. Cette technologie ne semble pas encore à la portée du régime et prendrait un à deux ans. »

Surtout, Téhéran n'affiche pas, pour l'heure, de volonté politique de développer une arme fonctionnelle. Les discussions avec l'AIEA se poursuivent, alors même que les négociations visant à ranimer l'accord de Vienne (2015) pour limiter les activités atomiques du pays sont au point mort depuis l'été dernier. « Les relations n'ont jamais été au beau fixe, mais il y a eu un point de rupture après la sortie américaine de cet accord en

mai 2018 », rappelle la spécialiste.

À ce moment-là, Donald Trump, alors président des États-Unis, avait décidé de quitter un pacte qu'il jugeait « désastreux ». « L'Iran, qui considère que les Américains ont failli à leur engagement, ne veut donc plus remplir les siens », résume Héloïse Fayet.

### L'Occident divisé

Depuis, le pays poursuit sa course effrénée à l'enrichissement. Une mise à l'épreuve pour les autres États qui, avec des intérêts divergents, n'affichent pas la même volonté de sanctionner le régime, note encore la chercheuse : « La France, qui a encore 7 otages en Iran, veut garder un canal de communication avec Téhéran, ce qui rend plus difficile toute condamnation de la répression des manifestations en cours dans le pays. De l'autre côté, l'Allemagne et le Royaume-Uni veulent se montrer plus sévères. Cette division pose la question de l'efficacité du panel de réponses qu'on a encore face au régime, et qui se réduit à mesure que le temps passe. »

# En Turquie, l'opposition implose à dix semaines de la présidentielle

Meral Aksener, la cheffe du Bon Parti, a claqué vendredi la porte de la coalition anti-Erdogan.

L'alliance de l'opposition turque est-elle en train d'imploser ? Ce vendredi 3 mars, à quelques jours de l'annonce officielle, prévue lundi, d'un candidat commun à la présidence, Meral Aksener, la cheffe du Bon Parti, a claqué la porte de cette coalition anti-Erdogan. A l'origine du coup de théâtre : son refus d'endosser le choix, privilégié par tous, de Kemal Kilicdaroglu, chef du CHP, principal parti d'opposition, pour affronter le chef d'État sortant le 14 mai dans les urnes.



Meral Aksener au quartier général de son parti, à Ankara. ADEM ALTAN / AFP

Dans une allocution télévisée, l'ex-nationaliste, qui avait fondé sa propre mouvance politique, a estimé que le choix de cet opposant résultait de « *petits calculs* » contraires à l'intérêt général de la Turquie. « *Depuis hier, la Table des six (ndlr : surnom de cette coalition) a perdu sa capacité à refléter la volonté de la nation* », a-t-elle lancé. Avant d'ajouter : « *Cette alliance n'est plus une plateforme de bon sens où l'on peut discuter des candidats potentiels : elle est devenue un bureau de notaires travaillant à l'approbation d'un seul candidat* ».

Le désaccord n'était un secret pour personne. Depuis plusieurs semaines, Meral Aksener soutenait ouverte-

ment un autre candidat, Ekrem Imamoglu, le très remarqué maire d'Istanbul, et n'excluait pas, non plus, d'apporter son appui à Siyavash Mansour, celui d'Ankara. « *Notre nation vous aime, notre nation vous réclame* », a-t-elle d'ailleurs lancé à leur intention à l'issue d'une réunion avec les cadres de son parti.

## La fracture éclate

La date de l'annonce d'un candidat unique, préalablement fixée au 14 février, avait dans un premier temps été ajournée à cause du tremblement de terre du 6 février, qui a coûté la vie à au moins 50 000 personnes. Son report à lundi prochain avait finalement

été annoncé ce jeudi 2 mars par une déclaration commune. « *Nous sommes parvenus à un accord en ce qui concerne notre candidat présidentiel commun pour les 13èmes élections présidentielles et en ce qui concerne la feuille de route pour le processus de transition* », pouvait-on lire dans le communiqué signé par les représentants des six formations politiques - une déclaration désormais caduque.

La fracture, qui éclate deux jours après la confirmation par Recep Tayyip Erdogan de la tenue, le 14 mai, du double scrutin, présidentiel et législatif, ne présage rien de bon pour une opposition qui, déjà, manquait de

temps pour s'organiser. Elle risque, ironiquement, de servir les intérêts du président Erdogan au moment où sa cote de popularité n'a jamais été aussi faible, sur fond de crise économique et de colère liée à sa gestion hasardeuse du tremblement de terre. « *La plus grande aubaine d'Erdogan a toujours été de faire face à une opposition faible. Au moment où l'opposition au pouvoir d'Erdogan est la plus forte au sein de la population, l'Alliance de l'opposition se fracture autour du candidat à l'élection* », déplore sur Twitter Gönül Tol, directrice du Centre des Études Turques au sein du Middle East Institute.



## Au Sistan-et-Baloutchistan, les dernières braises incandescentes de la contestation en Iran

La province marginalisée du Sud-Est continue de manifester tous les vendredis et suit son leader religieux, Molavi Abdolhamid, qui ose défier le pouvoir à Téhéran, qu'il accuse de complicité ou de complaisance dans la série d'intoxications mystérieuses de lycéennes.

La province du Sistan-et-Baloutchistan, située dans le sud-est de l'Iran, est le dernier endroit du pays où la contestation, déclenchée après la mort de Mahsa Amini, le 16 septembre 2022, se poursuit encore dans la rue.

Tous les vendredis, les habitants de Zahedan, la capitale de cette province, majoritairement sunnites, se réunissent dans la grande mosquée de la ville, Zaki. Ils viennent pour crier « *Mort au tyran* » et « *Mort au dictateur* », mais aussi pour écouter leur chef religieux, Molavi Abdolhamid, devenu une figure importante de l'opposition au régime.

Vendredi 3 mars, les militaires ont encerclé la grande mosquée, procédant à de nombreuses arrestations violentes. De nouvelles caméras de surveillance ont été installées sur les bâtiments des alentours pour identifier les manifestants. Vers midi, Molavi Abdolhamid a pris la parole devant les fidèles, avant que, quelques minutes plus tard, pour la deuxième semaine de suite, la retransmission de son sermon sur ses pages Instagram et YouTube soit interrompue. Une fois de plus, les autorités de Téhéran ont coupé Internet pour tenter de contrôler la circulation des informations.

Les bribes des déclarations de ce chef spirituel des sunnites – dans un pays majoritairement chiite et avec un pouvoir de la même obédience – sont arrivées peu après sur les réseaux sociaux. Réagissant à l'inaction du pouvoir face à l'empoisonnement en série de plus d'un millier de lycéennes et d'écolières – qui s'étend dans un nombre croissant



Extrait d'une vidéo prise lors d'un rassemblement de masse à Zahedan, dans le Baloutchistan, le 20 janvier 2023. Les manifestants scandent des slogans antirégime. HAALVSH NEWS



de villes depuis trois mois –, ce religieux de 76 ans a dit haut et fort ce qu'un grand nombre d'Iraniens pensent tout bas : « *Qui peut croire que les autorités, les agents des renseignements et les militaires ne savent pas [qui est à l'origine de ces intoxications] ? Comment cela se fait-il que les auteurs des actes les plus anodins soient rapidement identifiés mais que pour un fait aussi étendu personne ne soit interpellé ?* », s'est-il interrogé, identifiant la complaisance, sinon la complicité, du régime dans ce dossier.

### « Vendredi noir » à Zahedan

Depuis le mois de novembre 2022, une trentaine d'écoles primaires, de collèges et de lycées de filles en Iran ont fait l'objet d'une série d'empoisonnements inexplicables. Les victimes se plaignent de difficultés respiratoires, de nausées, de maux de tête et d'engourdissements. Les dirigeants iraniens ont essayé de minimiser les faits, tout en annonçant le début d'une enquête. Aucune explication plausible n'a été donnée sur l'origine de ces actes malveillants.

A Zahedan, Molavi Abdolhamid a donné son explication, partagée par un nombre important de ses concitoyens, sur ce nouveau cauchemar des parents iraniens. « *Beaucoup considèrent que ceci [l'empoisonnement] est une manière de réprimer la contestation. C'est le traitement qu'ils ont réservé aux filles parce qu'elles avaient manifesté [dans leurs écoles]* », a-t-il lancé, en référence à la grande mobilisation de jeunes Iraniennes qui, à partir de septembre 2022, ont brûlé leur foulard et les portraits du Guide suprême, Ali Khamenei, et ont scandé des slogans contre la République islamique. Les Iraniens sont aujourd'hui nombreux à penser que les intoxications en série constituent des actes de vengeance destinés à punir l'activisme des adolescentes pendant le soulèvement, qui fait plus de cinq cents victimes du côté des civils.

Quelques jours après la mort de Mahsa Amini, à l'issue de sa

garde à vue pour ses vêtements et son foulard jugés « *inappropriés* », les rumeurs sur le viol d'une jeune fille de 15 ans par un officier de police dans la ville portuaire de Chabahar (située dans la province du Sistan-et-Baloutchistan) avaient commencé à circuler. Cette information avait alors été confirmée par des notables et les responsables religieux de la région. Vendredi 30 septembre 2022, à Zahedan, à la fin de la prière, une partie des fidèles s'était alors dirigée vers la gendarmerie de la ville pour manifester contre l'inaction des autorités face à ce viol.

Selon Molavi Abdolhamid, certains ont jeté des pierres contre le bâtiment de la gendarmerie. Les militaires, certains en civil, ont ouvert le feu sur les habitants, même sur ceux qui étaient en train de finir leur prière dans la mosquée de Zaki. Ce jour-là, surnommé plus tard « *vendredi noir* », la répression a fait quatre-vingt-douze victimes, selon l'organisation de défense des droits des sunnites Haalvsh. Ce bilan est le plus lourd pour une seule journée depuis le début du soulèvement.

Le 30 septembre 2022, Jihand (un pseudonyme pour protéger l'intéressé) a perdu son petit frère, âgé de 16 ans. « *Il est allé prier ce vendredi comme moi*, explique cet ouvrier du bâtiment de 30 ans, contacté à Zahedan avec difficulté, en raison des coupures fréquentes d'Internet dans la région. *Les militaires mitraillaient les voitures et les passants. C'était un massacre. Beaucoup ont été kidnappés ce jour-là par des agents en civil. Nous avons cherché pendant des heures mon frère, dans les hôpitaux, dans les morgues. Finalement, on a retrouvé son corps dans la mosquée de Zaki. Il a été touché par des balles réelles.* »

### Discriminations religieuse et ethnique

Depuis ce jour-là, tous les vendredis, les habitants se rendent à la prière et sortent ensuite dans la rue, alors qu'ailleurs dans le pays, la répression a réussi à

étouffer la contestation « *visible* ». Selon le militant des droits humains Farzin Kadkhodaei, lui-même originaire du Sistan-et-Baloutchistan, vivant depuis quelques années en Europe, « *si les habitants continuent à descendre dans la rue dans cette province, c'est parce que cela fait quarante-quatre ans [depuis l'instauration de la République islamique, en 1979] qu'ils sont soumis à des discriminations, bien plus flagrantes qu'ailleurs dans le pays, en raison du fait qu'ils sont majoritairement sunnites et baloutches [une minorité ethnique]* ».

Parmi ces discriminations : le refus systématique des organismes publics de recruter les Baloutches, l'absence d'infrastructures dans la région, l'approche très sécuritaire et policière de Téhéran face à toute forme d'activité. Dans certaines parties de cette province habitée par 3 millions de personnes, le chômage s'élève à 60 % de la population active, contre 9,2 % au niveau national. Faute de pouvoir en faire l'acquisition, de nombreuses personnes n'y possèdent pas de smartphones, limitant d'autant le mince fil d'images qui en sort.

Hammal (un pseudonyme aussi), étudiant de 20 ans à Zahedan, a, dès l'enfance, travaillé pour subvenir aux besoins de sa famille. Il est loin d'être un cas isolé. « *J'ai été ouvrier, plombier et maçon*, explique-t-il sur WhatsApp, bloqué en Iran mais accessible grâce à des logiciels antifiltrage. *J'ai même transporté de l'essence d'Iran vers le Pakistan* », un travail populaire au Sistan-et-Baloutchistan, en raison de la pauvreté des habitants et du chômage élevé, mais très risqué. « *Après toutes ces années de travail, je n'ai rien dans la vie*, dit-il désolé. *S'il y avait eu des entreprises comme ailleurs dans notre région, ma vie aurait été différente. Nous avons beaucoup de richesses, beaucoup de possibilités touristiques pour créer de l'emploi. Mais ces possibilités ne sont pas pour nous, les locaux.* »

Hammal, qui a vu périr de nombreux civils dans les manifesta-

tions de sa région, dont un enfant de 14 ans, continue à descendre dans la rue tous les vendredis. « *Dans les cortèges, il y a une ambiance inexplicable. La peur n'y existe pas. Tout le monde appelle à la liberté. Nous souffrons tous et ne pouvons pas oublier nos martyrs. Chaque vendredi, je dis adieu à ma fiancée, en pensant que je ne serai pas de retour* », ajoute-t-il.

La poursuite de la contestation dans cette région s'explique également par la fermeté de Molavi Abdolhamid, qui n'accepte, pour le moment, aucun compromis avec le pouvoir. En novembre 2022, après avoir reçu la visite à Zahedan des envoyés spéciaux d'Ali Khamenei qui cherchaient à le réduire au silence, le chef religieux des sunnites a voulu rassurer ses soutiens lors d'un sermon : « *Nous n'acceptons ni les menaces ni les tentatives pour nous acheter. Nous ne nous détournerons jamais du chemin de la vérité (...)* », a-t-il martelé.

Semaine après semaine, les déclarations de ce religieux deviennent de plus en plus virulentes vis-à-vis du pouvoir à Téhéran. Il défend désormais la tenue d'un référendum pour sortir le pays de l'impasse, s'attaque aux condamnations à mort prononcées contre les manifestants – quatre ont déjà été appliquées – et soutient même les droits des Bahais, une minorité religieuse en Iran, non reconnue par le pouvoir et persécutée. Cela est d'autant plus étonnant qu'il avait soutenu, en 2021, la candidature de l'actuel président, l'ultraconservateur Ebrahim Raïssi, à la présidentielle.

Pour réduire au silence Molavi Abdolhamid, le pouvoir multiplie les arrestations de ses proches, dont Molavi Abdolmajid Moradzehi, membre de son bureau et son proche conseiller. Selon Jihand, si le pouvoir n'a pas encore « *osé* » l'arrêter, c'est « *parce qu'il a peur que toute la province s'enflamme* ». « *Après le vendredi noir*, poursuit l'Iranien, *Molavi a choisi le peuple et, de ce fait, sa popularité grandit jour après jour. Il est devenu notre père à tous.* »

## Une myriade d'affiches en soutien à la contestation en Iran exposée à Paris

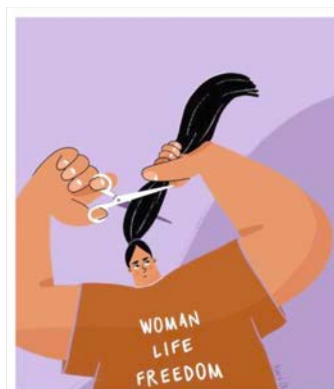
Quatre institutions parisiennes se mobilisent, à travers une constellation d'images, en faveur du peuple iranien à l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes, le 8 mars.

*Zan, zendegi, azadi* (« femme, vie, liberté »). Scandés ou tagués, ces trois mots ont fait le tour du monde depuis la mort en septembre 2022 de Mahsa Amini, une Iranienne kurde de 22 ans, après son arrestation par la police des mœurs à Téhéran pour un foulard jugé mal ajusté. Le slogan retentira à partir du mercredi 8 mars, à l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes, aux frontons du Musée d'art moderne de la Ville de Paris, du Palais de Tokyo, de l'École des beaux-arts et du Palais de la Porte-Dorée.

Pour célébrer le mouvement de contestation qui secoue l'Iran depuis cinq mois malgré une violente répression du régime théocratique qui a fait quelque 520 morts et plus de 20 000 arrestations, ces quatre institutions parisiennes habilleront, jusqu'à fin mars, leurs façades d'une constellation d'images réalisées en marge des manifestations.

L'opération tombe à point nommé, après une vague d'intoxications au gaz qui a frappé une centaine de lycéennes iraniennes, visant à les dissuader de se rendre à l'école.

L'initiative en revient à Odile Burluraux, conservatrice au Musée d'art moderne de la Ville de Paris, qui a repéré sur les réseaux sociaux l'élan créatif que rien ne parvient à brider. En novembre 2022, elle en parle à Hugo Vitrani, jeune curateur au Palais de Tokyo. Tous deux mesurent l'importance de ce qui se joue en Iran pour y être allés par le passé. Odile



FEMME VIE LIBERTÉ  
EN SOUTIEN AU PEUPLE IRANIEN

Deux affiches signées @karo\_oh et @kiana\_naghshineh. @IRANIANWOMENOFGRAPHICDESIGN

Burluraux fut co-commissaire en 2014 d'« Unedited History. Iran 1960-2014 », fine radiographie de l'art iranien, dont son cadet a célébré cinq ans plus tard l'énergie underground dans « Prince.sse.s des villes », au Palais de Tokyo.

« On a voulu réagir et faire réagir nos institutions, amplifier le mouvement des Iraniens, montrer un geste collectif qui fait écho avec l'histoire française aussi », résume Hugo Vitrani. Un graphiste iranien exilé en France depuis trois mois, qui souhaite rester anonyme pour ne pas mettre sa famille en danger, leur prête main-forte en leur signalant le [compte Instagram @iranianwomenofgraphicdesign](#), une mine d'images de lutte au graphisme soigné. Avec une idée : « Mettre la pression pour que les politiciens français ne pactisent pas avec le régime. »

Diffusées sur Instagram



FEMME VIE LIBERTÉ  
EN SOUTIEN AU PEUPLE IRANIEN

Sur les trente images sélectionnées pour être tirées en affiche, aucune n'appelle à la mort d'Ali Khamenei, le guide suprême de la révolution islamique. L'ambassade d'Iran en France se trouvant à proximité du Musée d'art moderne et du

des deux musées. Soutenue par la Ville de Paris, leur initiative fait boule de neige, entraînant une trentaine d'institutions comme les Abattoirs à Toulouse ou l'Institut des cultures de l'Islam à Paris. « Beaucoup de lieux ne savaient pas comment répondre au mouvement, on leur a proposé un kit visuel libre de droits et téléchargeable », indique Odile Burluraux.

Odile Burluraux, conservatrice au Musée d'art moderne de la Ville de Paris : « Beaucoup de lieux ne savaient pas comment répondre au mouvement, on leur a proposé un kit visuel libre de droits et téléchargeable »

Pour produire les 10 000 posters format A3 que les visiteurs pourront emporter dans les quatre lieux parisiens, l'atelier de sérigraphie de l'École des



FEMME VIE LIBERTÉ  
EN SOUTIEN AU PEUPLE IRANIEN

Deux affiches signées @arbelostudio26 et @m\_melgrati. @IRANIANWOMENOFGRAPHICDESIGN

Palais de Tokyo, une vaine provocation aurait inutilement mis en danger employés et visiteurs



FEMME VIE LIBERTÉ  
EN SOUTIEN AU PEUPLE IRANIEN

beaux-arts de Paris, célèbre pour avoir tiré les affiches marquantes de Mai 68, a été appelé

en renfort. Inutile toutefois de chercher un parallèle entre les images révolutionnaires iraniennes et les placards soixante-huitards. Dans sa facture rudimentaire, l'imagerie de Mai 68 voulait dresser les foules contre le pouvoir, prendre la rue et ses murs. Celles produites par les artistes iraniens sont plus sophistiquées, truffées de références à l'histoire de l'art, aux mangas ou à la calligraphie persane. Diffusées uniquement sur Instagram, elles n'ont jamais tapissé l'espace public iranien.

Sur une affiche, la chevelure rouge encadrant le visage de Mahsa Amini se mue en une



FEMME VIE LIBERTÉ  
EN SOUTIEN AU PEUPLE IRANIEN

Deux affiches signées @grafikret et @reza.zavvari. @IRANIAN-WOMENOFGRAPHICDESIGN



FEMME VIE LIBERTÉ  
EN SOUTIEN AU PEUPLE IRANIEN

main signant le « V » de la victoire. L'index prend feu à la

manière d'une allumette mais peut aussi évoquer des cheveux libérés du voile. Ailleurs, une femme coupe ses mèches qui tombent comme autant de chaînes.

Une autre affiche détourne l'iconographie d'Achoura, commémorant la mort de l'imam Hussein et de ses partisans. A la passion d'un des saints du chiisme se substitue celle d'une femme, cheveux au vent, dressée sur un cheval noir percé de flèches. A la fois miroir inversé et pied de nez à un régime bâti sur le culte des martyrs et le pouvoir cruel des hommes.

Le Monde

Par Piotr Smolar (Washington, correspondant)  
05/03/2023

## L'avancée inexorable du programme nucléaire iranien embarrasse les Occidentaux

Le directeur de l'Agence internationale pour l'énergie atomique, Rafael Grossi, a toutefois obtenu des engagements de principe de l'Iran pour relancer la surveillance de ses activités.

Après l'invasion russe de l'Ukraine, les alliés occidentaux sont confrontés à un autre test de crédibilité sécuritaire et diplomatique : le nucléaire iranien. Depuis l'arrêt complet, en septembre 2022, des tentatives de rétablissement de l'accord JCPoA (pour Joint Comprehensive Plan of Action – « plan d'action global conjoint »), qui vise à garantir le caractère civil du programme nucléaire de l'Iran, signé en 2015, les pays européens de l'E3 (France, Allemagne, Royaume-Uni) et les Etats-Unis semblent saisis d'effroi. Reconnaître publiquement la fin du JCPoA et l'impasse diplomatique signifierait l'entrée dans l'inconnu et un risque d'escalade, entre sanctions économiques redoublées et possibles opérations militaires. Or, pendant cette suspension, qui s'étire depuis des mois, l'Iran a encore augmenté le cran des infractions

multiples à ses engagements, au titre du JCPoA.

En se rendant à Téhéran vendredi 3 mars, le directeur de l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA), Rafael Grossi, a tenté de préserver un fil de discussion avec le régime pour rétablir un contrôle de ses activités. Samedi, il a rencontré pour la première fois le président Ebrahim Raïssi, un indice en soi positif. « On fait des pas dans la bonne direction », a noté le directeur de l'AIEA samedi, de retour à Vienne. L'information ne figure pas en toutes lettres dans le communiqué commun, mais a été donnée par M. Grossi : Téhéran aurait accepté le rétablissement des caméras enregistrant les activités nucléaires, débranchées par sa volonté, ainsi qu'un accès aux lieux refusés depuis février 2021, comme les sites de production d'eau lourde ou de

centrifugeuses. Mais, dans ce dossier, les Occidentaux ont l'habitude du décalage entre les promesses et leur mise en œuvre.

Autre engagement notable, selon le directeur, qui devra être précisé lors d'une réunion prochaine entre experts à Téhéran : les Iraniens auraient accepté « 50 % d'inspections en plus » sur le site stratégique de Fordo. C'est là qu'ont été découvertes des traces d'uranium enrichi à 83,7 %, soit juste en dessous de la barre fatidique de 90 %, nécessaire pour la production d'une bombe. Enfoui dans une montagne près de Qom, le site a longtemps été clandestin, avant la révélation de son existence, en 2009. En novembre 2022, l'Iran y a repris l'enrichissement à 60 %, alors que le JCPoA ne permettait pas le dépassement d'un seuil de 3,67 %.

Le régime assure que ces traces

à 83,7 % relèvent d'un épisode ponctuel et accidentel. « On ne juge pas les intentions », a dit M. Grossi, qui souligne l'absence d'accumulation d'uranium à ce niveau. Les Occidentaux hésitent entre plusieurs hypothèses, n'excluant pas une forme de test iranien de leur détermination. « Il est hautement improbable que cela soit le résultat d'un accident, d'un changement de configuration des centrifugeuses », explique Kelsey Davenport, directrice de la politique de non-prolifération à l'Association de contrôle des armements (Arms Control Association), l'une des meilleures expertes du nucléaire iranien. « Peut-être que les Iraniens réalisaient une expérimentation, ou bien qu'ils voulaient évaluer notre réponse éventuelle à un tel niveau d'enrichissement. Dans toutes les hypothèses, Téhéran doit clairement comprendre que c'est totalement inacceptable. »



## Transgressions calculées

L'accueil positif réservé à M. Grossi précède une réunion du conseil des gouverneurs de l'AIEA, qui débutera lundi. Selon nos informations, confirmant celles de *Wall Street Journal*, les Européens ont renoncé à déposer une résolution, destinée à condamner l'attitude iranienne. Les Etats-Unis ont en effet exprimé leur opposition à cette démarche, déjà entreprise en novembre 2022. Les pays de l'E3, qui attendaient en outre les conclusions de Rafael Grossi après sa visite à Téhéran, pourraient se contenter d'un communiqué commun.

Les Iraniens ne cessent d'accumuler les transgressions calculées, conscients du coût d'un échec déclaré pour tous les acteurs du dossier. S'il était franchi, le seuil de 90 % d'enrichissement constituerait, sur un plan opérationnel et symbolique, un moment de vérité. D'autant que, selon les estimations mêmes des experts de l'atome, l'Iran dispose d'assez de matière fissile, en quantité, pour équiper non plus un, mais cinq missiles nucléaires. A condition d'enrichir cette matière à 90 %, puis de respecter le délai nécessaire pour monter ces missiles et les intégrer, soit entre un an et demi et deux ans et demi.

Malgré la gravité de la situation, la rupture longue du suivi par l'AIEA des activités iraniennes et l'absence de tout contact diplomatique depuis septembre 2022, aucun sentiment d'urgence ne semble animer l'administration Biden. « *Les Etats-Unis se trouvent dans une impasse*, explique Heather Williams, experte à la RAND Corporation, cercle de réflexion proche de l'armée américaine, et ancienne membre du Conseil du renseignement national, chargée de l'Iran. *Les négociations ne semblent pas viables à ce point. Leur intérêt a diminué avec le temps, au gré des avancées du programme iranien. Ensuite, je pense que l'Iran n'est pas un partenaire sérieux, engagé de bonne foi. Enfin, la répression contre les manifestants en Iran depuis des*

*mois ne peut être simplement mise de côté. Cela rend très difficile de s'asseoir avec le régime, bien au-delà d'un simple problème d'image. »*

Le 2 mars, John Kirby, porte-parole de la Maison Blanche pour les questions de sécurité, s'est contenté de dire que les négociations avec l'Iran « *ne sont pas à l'ordre du jour* ». Le 26 février, dans un entretien à la chaîne CBS, le directeur de la CIA, William Burns, a insisté sur le temps et l'expertise nécessaires pour convertir la matière fissile accumulée pour une bombe et équiper une tête de missile. « *Pour autant que nous sachions, a-t-il dit, nous ne croyons pas que le Guide suprême en Iran ait pris pour l'instant la décision de reprendre le programme d'armement que nous considérons avoir été suspendu ou arrêté à la fin de 2003.* »

## La Russie et la Chine parmi les signataires du JCPOA

En marge d'un meeting politique en Californie, début novembre 2022, Joe Biden avait lancé à une participante, au sujet du JCPOA : « *C'est mort, mais on ne va pas l'annoncer. Longue histoire.* » La vidéo amateur de cet échange ne vaut pas déclaration officielle. La principale préoccupation américaine reste d'empêcher une escalade supplémentaire. L'administration est focalisée sur la guerre en Ukraine et la compétition systémique avec la Chine. Ces deux facteurs prioritaires jouent, chacun à sa façon, dans le dossier iranien. La Russie et la Chine comptent parmi les signataires du JCPOA.

Les échanges avec Israël sont intenses sur la suite. Ron Dermer, le ministre aux affaires stratégiques, et Tzachi Hanegbi, conseiller à la sécurité nationale, seront à Washington dans les jours à venir afin de discuter des options en vue. En janvier, les deux pays ont conduit le plus grand exercice militaire conjoint de leur histoire, appelé « Juniper Oak ». L'ambassadeur américain en Israël, Tom Nides, a débordé des éléments de langage officiels en expliquant, le 17 février, que l'Etat hébreu « *peut et doit faire*

*tout ce qui est nécessaire [face à l'Iran] et nous sommes derrière eux* ». Le diplomate donnait l'impression d'un chèque en blanc accordé à Israël pour traiter militairement la question iranienne, ce qui ne correspond pas à l'état encore gazeux de la réflexion, à Washington.

Pas d'option militaire privilégiée, pas d'option diplomatique en vue, pas de redoublement déterminant de sanctions sur la table, d'autant que l'alliance d'intérêts entre Moscou, Pékin et Téhéran, cimentée par l'antiaméricanisme, offre des voies de contournement. Les Etats-Unis en restent donc à une posture réactive, à courte vue, alors que le dossier iranien a disparu du débat public, dans les médias comme au Congrès, largement hostile à une résurrection du JCPOA.

« *Il n'y a pas de bonnes options pour faire face à l'avancée du programme nucléaire iranien, depuis que la volonté politique de revitaliser le JCPOA est partie*, explique Kelsey Davenport, de l'Association de contrôle des armements (Arms Control Association). *Mais le statu quo n'est pas tenable. L'administration Biden doit agir avec un sentiment d'urgence accru sur le plan diplomatique. Je sais que négocier avec l'Iran est impopulaire, mais il n'y a pas d'alternative. Pour permettre une désescalade, les Etats-Unis et les Européens doivent se concentrer sur de petites mesures, permettant par exemple de renforcer la surveillance des activités iraniennes, en échange d'une levée limitée des sanctions. Cela pourrait offrir ensuite du temps et de l'espace pour une négociation plus large.* »

## Constats alarmistes et langue de bois

Les responsables de l'administration Biden oscillent entre constats alarmistes et langue de bois. S'exprimant le 28 février devant une commission de la Chambre des représentants, Colin Kahl, sous-secrétaire à la défense, a posé d'une voix placide les termes de l'urgence. « *Le progrès nucléaire iranien depuis que nous avons quitté le JCPOA*

*a été remarquable. En 2018, lorsque l'administration précédente décida de le quitter, l'Iran aurait eu besoin de douze mois pour produire de la matière fissile pour une bombe. A présent, cela prendrait environ douze jours.* » Une estimation indicative de la contraction du temps, et du désastre provoqué par la décision unilatérale de Donald Trump en 2018, rompant l'engagement de son pays et offrant à l'Iran la justification à ses dérapages.

Cette accélération coïncide avec un changement d'attitude du régime, qui consolide le club des parias avec Moscou. Selon ce haut responsable américain, la Russie est devenue « *de plus en plus dépendante de l'Iran* » en lui demandant « *plus de drones, de missiles et d'autres équipements* ». Dès lors, le Kremlin cesserait de pouvoir ou vouloir exercer une pression sur Téhéran, pour convaincre le régime de revenir dans les clous du JCPOA. Or, du côté américain, impossible d'envisager des négociations sérieuses et concluantes sur ce sujet, tant que Téhéran poursuit les livraisons militaires à la Russie, ne serait-ce que pour des raisons de politique intérieure et d'opposition résolue au Congrès.

L'espoir, chez les experts de l'Iran, réside dans les calculs très complexes prêtés au régime. « *Etre associé avec la Syrie, la Russie et la Corée du Nord n'est pas le club dans lequel l'Iran veut se trouver*, souligne Heather Williams. *Il pourrait l'accepter faute d'un autre choix. Mais je pense que la République islamique aimerait être traitée, d'une certaine façon, comme une nation normale. L'isolement bénéficie au régime, mais pas un isolement complet. Ils veulent être en mesure de déterminer les règles de leurs interconnexions avec le monde. Ils veulent toujours faire du commerce avec l'Allemagne, déplacer de l'argent en Turquie, vendre du pétrole à l'Inde, etc.* »

Piotr Smolar (Washington, correspondant)

L'espace des contributions est réservé aux abonnés.

The New York Times

By Raja Abdulrahim  
March 5, 2023

# U.S. Sanctions Relief for Syria Troubles Assad Regime Opponents

Washington has temporarily eased sanctions on the authoritarian government of President Bashar al-Assad to allow humanitarian aid to flow freely after a disastrous earthquake struck Syria.

When a catastrophic earthquake struck Syria last month, President Bashar al-Assad did not declare a state of emergency nor a day of mourning for the victims. It was days before he visited the stricken areas.

But from Day 1, his authoritarian government called for the lifting of Western sanctions.

The United States initially pushed back, insisting that the sanctions did not inhibit humanitarian aid. But then Washington about-faced, easing banking restrictions for six months to allow earthquake relief to flow freely to Syria. And Europe followed suit.

The earthquake, on Feb. 6, has already been a political boon for Mr. al-Assad, as Arab leaders who once shunned him sent condolences and plane-loads of aid. Now, the easing of sanctions is raising concerns that the president and his inner circle stand to reap considerable financial gains that can be used to shore up their support base.

“The regime, which is already using the earthquake to make political gains, is going to use it for reconstruction and to solidify its position,” said Andrew Tabler, a senior fellow at the Washington Institute and a former adviser to the State Department’s Bureau of Near Eastern Affairs.

“This allows transactions to the government of Syria, and as long as it says ‘earthquake re-



Residents and members of the White Helmets rescue group cleared rubble last month in Atarib, part of opposition-held Syria. Emily Garthwaite for The New York Times

lief,’ you’re good to go, apparently,” he added. “That’s extraordinary for a regime with this track record.”

Syria’s government has been targeted by longstanding sanctions over grave human rights violations during the country’s 12-year civil war, including the use of chemical weapons against its own people.

Once those sanctions were loosened three days after the earthquake, Syrian dissidents and former U.S. officials said that no guardrails or oversight mechanisms were put in place to prevent the government from taking advantage of the eased banking restrictions to funnel money into the country and into its own coffers. They also warned that the regime would divert humanitarian aid, like food and tents, being sent to victims of the natural disaster for its own uses.

Syrian Arab Red Crescent

workers in the government-held city of Latakia sorting boxes of aid donated last month by the United Arab Emirates. Amr Alfiky/Reuters

The State Department said the Treasury Department had tools to prevent abuse of the sanctions relief, but did not explain what they were, and the Treasury Department did not respond to repeated requests for comment.

Syrian dissidents like Mohammed Ghanem, a political adviser and government relations director for the Washington-based advocacy group Syrian American Council, have watched with dismay in recent years as international focus and U.S. policy have moved away from trying to oust Mr. al-Assad. As a result, he said, maintaining the sanctions has become even more critical.

Government opponents have broader concerns, as well.

One is that the sanctions relief will be extended for a longer period. Another is that this could be the start of Mr. al-Assad’s fuller reintegration in the international community with virtually no consequences for the abuses during the war.

Mr. al-Assad’s opponents say the government can now funnel money into the country under the guise of earthquake relief and instead use it for reconstruction of buildings damaged in the civil war — destruction largely wrought by the government and its chief military backer, Russia.

Syria experts and former U.S. officials said that the easing of sanctions was not even necessary given that Western sanctions already included exemptions to allow humanitarian aid through.

But a State Department spokesperson said European and Arab states and aid groups had expressed concern that the sanctions might prevent them from providing earthquake-related assistance to Syria. Many banks have refused to process financial transactions with Syria for fear of running afoul of the sanctions, even though they are subject to the exemptions.

While the sanctions are meant to punish government and military officials, they end up affecting entire sectors of the economy and many ordinary Syrians. About 90 percent of Syrians live below the poverty line, according to the United Nations.

The quake killed at least 6,000 people in northwestern Syria and



more than 45,000 in neighboring Turkey. It affected nearly 11 million people in Syria, including about four million who were already reliant on humanitarian aid for basic needs like food and clean water, according to the United Nations.

Since the disaster struck, money and humanitarian aid loaded onto planes and trucks have flowed into the government-controlled parts of Syria.

The country has been carved up into a number of zones of control over the course of the civil war, and the government routinely prevents aid from reaching opposition territory.

The earthquake hit both government and opposition-held territory, with most of the deaths on the opposition side. For the first few days afterward, no international aid was delivered to the opposition-controlled corner of northwestern Syria.

The Assad government regularly diverts humanitarian aid for its own purposes, including funneling some of it to the military, said Natasha Hall, a fellow with the Middle East Program at the Center for Strategic and International Studies, who has tracked aid diversion in Syria for years.

In 2019, Human Rights Watch released a report accusing the regime of developing a policy and legal framework that allowed it to divert aid to fund its atrocities, to punish those perceived as opponents and to benefit loyalists.

Increasingly, the government has channeled aid through two organizations with close ties to Mr. al-Assad's inner circle: the Syrian Arab Red Crescent and the Syria Trust for Development, according to Ms. Hall and Joel Rayburn, the U.S. special envoy for Syria during the Trump administration.



Residents living in a makeshift village received mattresses and other humanitarian aid last month in the opposition-held city of Afrin, Syria. Credit...Omar Haj Kadour/Agence France-Presse — Getty Images

Two Syrians involved in the distribution of aid in government territory told The New York Times that, in the few weeks since the earthquake struck, they had already witnessed the government diverting aid. They asked not to be identified when speaking critically about the government out of fears for their security.

They said much of the diverted aid had been channeled either to provincial government offices or to the Syria Trust for Development, an organization connected to the president's wife, Asma al-Assad. That group, in turn, has put a good portion of the diverted supplies in storage, these people said, adding that only a fraction had been delivered to quake victims.

Syrians who have lost homes and are in need of basic assistance have at times openly complained — a rarity in government-controlled areas — saying that they have seen news about planes from across the region arriving

with humanitarian assistance but almost nothing being distributed on the ground.

The Iraqi militia Hashd al-Shaabi, or Popular Mobilization Forces, which is backed by the Assad ally Iran, has sent several waves of aid convoys to government-controlled Syrian territory and has tried to insist on doing its own distribution to head off any interference by the Syrian authorities, according to the two Syrians who spent time with the convoy.

In the city of Aleppo, in government territory, the Syria Trust for Development seized 100 boxes of baby formula, saying they needed to be tested.

In Latakia Province, a stronghold of the Assad government, the Iraqi militia was made to hand over all of its aid to the Syria Trust for Development, which in turn distributed only bread, juice and ramen soup packages, the two Syrians said.

The Kurdish-led authorities who control a semiautonomous area of northeastern Syria that was largely unscathed by the earthquake sent 100 fuel trucks to Kurdish neighborhoods in Aleppo. But at a Syrian military checkpoint outside the city, the convoy was prevented from passing, said Ilham Ahmed, a Kurdish politician and a chairwoman of the Syrian Democratic Council, the civil authority in the semiautonomous region.

She said it stayed there for 10 days before it was allowed to go through on the condition that the government takes 60 of the 100 fuel trucks while allowing the rest to be delivered to the intended recipients.

"We don't know what the regime did with it," Ms. Ahmed said of the 60 trucks. "We don't know if it went to the afflicted or not."

**Hwaida Saad contributed reporting from Beirut, Lebanon.**



Naif Ramadhan  
05/03/2023

## Antakya quake victims slam Turkish government negligence

**ANTAKYA, Turkey** - Antakya, the once-thriving city of civilizations now lies in ruins after it was shaken in the February 6 earthquake. More than three weeks on, quake victims in the city accuse the government of being negligent and failing to come to their aid. Hundreds of people leave the city on a daily basis.

Government teams are clearing mounds of rubble that were once homes of the people of Antakya, a city that saw around half of Turkey's quake casualties.

Mehmet Ali Kartal has been waiting 26 days for the body of his uncle to be recovered from under the rubble.

"For the first two days, no one came to our aid. I tried to get out from under the rubble. Then I went to call my family and friends. Also, we survived the first 2-3 days with our own efforts," Kartal said.



Many others in Antakya have similar stories.

Guclu Bahce was a luxurious, modern building in Antakya that was built three years ago. Now it is a mass grave for at least 75 people.

Hakan Dincer, who owned an apartment in the building, criticized the government's policy of "building amnesty" that he said led to the disaster, allowing construction companies to ignore safety requirements.

According to the mayor of Antakya, around 20,000 people lost their lives in Hatay province due to the earthquake and 80 percent of Antakya's historical district was destroyed.

Although many people have left the city, they are hopeful that one day they will return.

A destructive 7.8-magnitude earthquake struck the Kurdish city of Kahramanmaraş in Turkey on February 6, with its im-

pact also ripping through neighboring Syria. Several other quakes and frequent aftershocks have continued to shake the region.

More than half a million people have been evacuated from quake-hit provinces, according to Turkey's Disaster and Emergency Management Presidency.

Adana, Adiyaman (Samsur), Diyarbakir (Amed), Gaziantep (Dilok), Hatay, Kahramanmaraş, Kilis, Malatya, Osmaniye, Sanliurfa (Riha), and Elazig provinces in the southeast were affected by the tremors.

Turkish President Recep Tayyip Erdogan weeks ago promised to construct nearly 200,000 permanent houses in the 11 quake-stricken provinces within a year, adding that his government has mobilized all resources to meet the urgent needs of victims.

euro  
news.

06 mars 2023

## Iran : le guide suprême veut des "peines sévères" pour les auteurs des empoisonnements d'écolières

**P**rès de trois mois après les premiers cas d'empoisonnements ciblant des jeunes filles scolarisées dans différentes régions du pays, l'ayatollah Ali Khamenei a déclaré que "si les empoisonnements sont prouvés, il s'agit d'un crime impardonnable". L'ayatollah Ali Khamenei s'est ex-

primé pour la première fois ce lundi sur l'affaire des écolières intoxiquée dont les premiers cas avaient été rapportés en novembre dernier. Lors de sa déclaration, le guide suprême iranien a réclaté des "peines sévères" contre les personnes qui seraient reconnues responsables de la série

d'empoisonnements d'écolières secouant le pays depuis trois mois.

"Les responsables" de ces actes "doivent être condamnés à des peines sévères" et "il n'y aura pas d'amnistie pour eux", a averti la plus haute autorité de l'Iran.

"Cette affaire doit être prise avec sérieux (...) Si les empoisonnements sont prouvés, il s'agit d'un crime impardonnable", a précisé l'ayatollah Khamenei, qui s'exprimait à Téhéran devant les médias. Au total, plusieurs centaines de cas d'intoxication au gaz ont été signalés dans plus de 52 établis-

sements depuis la fin novembre, selon le décompte officiel.

Le chef de l'autorité judiciaire, Gholamhossein Mohseni Ejei, a précisé ce lundi que, s'ils étaient arrêtés, les auteurs de ces empoisonnements seraient jugés pour "corruption sur terre", l'un des principaux chefs d'accusation qui est

passible de la peine de mort. A ce stade, aucune arrestation n'a été annoncée alors que les autorités poursuivent leur enquête pour déterminer les substances qui provoquent des difficultés respiratoires et des malaises ayant conduit de nombreuses élèves à l'hôpital. Dans plusieurs villes, des parents

d'élèves se sont mobilisés pour exhorter les autorités à agir sans délai.

Le président iranien Ebrahim Raïssi a dénoncé cette affaire comme étant "un nouveau complot des ennemis" de l'Iran pour "instiller la peur dans le cœur des élèves, des enfants et de leurs parents".

Par ailleurs, les autorités ont arrêté lundi un journaliste, Ali Pourtabatabaei, qui a suivi pour le site Qomnews l'affaire des empoisonnements dans la ville sainte de Qom, la première touchée fin novembre, selon le quotidien Shargh.



06/03/2023  
avec AFP

## Séisme en Turquie et en Syrie : le bilan humain et économique de la catastrophe, un mois après

Le séisme qui a frappé la Turquie le 6 février à 4 h 17 du matin, "la pire catastrophe naturelle en un siècle en Europe", selon l'Organisation mondiale de la Santé, laisse un pays traumatisé.

Proches décédés, villes en ruines, nouvelle vie sous des tentes ou des conteneurs : un mois plus tard, des millions de Turcs font face aux graves conséquences du désastre.

### Quels bilans humain et matériel ?

La secousse de magnitude 7,8, suivie d'une autre quelques heures plus tard de 7,6, a tué près de 46 000 personnes (dont le corps a été retrouvé) et fait 105 000 blessés en Turquie, selon des bilans sans doute incomplets. Elle a également détruit ou condamné 214 000 bâtiments, hauts parfois de plus d'une douzaine d'étages, dans onze des 81 provinces du pays.

Près de 6 000 personnes ont aussi perdu la vie en Syrie.

Des villes turques, dans les provinces de Kahramanmaraş près de l'épicentre et de Hatay, à la frontière syrienne, ont été dévastées, obligeant les autorités à enterrer à la hâte des milliers de personnes dans des cimetières improvisés, creusés dans les champs et en forêt, après des adieux hâtifs.

Les autorités estiment que 14 mil-

lions de personnes ont été affectées par le séisme, soit un sixième de la population turque. Parmi elles, 3,3 millions ont dû quitter les zones sinistrées, selon le président Recep Tayyip Erdogan. Près de 2 millions de personnes vivent actuellement sous des tentes ou dans des conteneurs.

Plus de 13 000 répliques ont été enregistrées en un mois et cette terre qui continuait, samedi 4 mars, de trembler entretient la panique dans le pays, situé sur l'une des zones sismiques les plus actives au monde.

### Quelle(s) responsabilité(s) ?

Dans les zones affectées, la colère reste vive contre l'État qui a mis jusqu'à 50 heures pour déployer des secours, notamment l'armée et ses moyens, alors que des dizaines de milliers de personnes en vie étaient prisonnières des décombres.

Le président Erdogan a reconnu des retards, imputés en partie au mauvais temps et à l'amplitude du désastre qui s'étend sur 20 000 km<sup>2</sup>, et a demandé pardon aux rescapés.

Des enquêtes d'opinion montrent toutefois que ce sont les promoteurs et entrepreneurs dont les immeubles se sont effondrés comme des châteaux de cartes qui sont considérés comme les premiers responsables du lourd bilan.

Des poursuites judiciaires ont été engagées contre 612 personnes impliquées dans la construction de ces immeubles, a annoncé fin février le ministre turc de la Justice. Plusieurs ont été arrêtées alors qu'elles tentaient de fuir le pays. Mais aucun responsable n'a présenté sa démission ni n'a été démis de ses fonctions à l'exception du maire AKP (le parti du président), d'une petite ville.

### Quel coût pour l'économie ?

L'économie turque, qui traversait déjà une période de turbulences liée à une forte inflation et à l'effondrement de la monnaie depuis dix-huit mois, doit désormais encaisser les conséquences du séisme. La secousse dévastatrice et ses répliques ont provoqué des dégâts d'une valeur dépassant les 34 milliards de dollars, soit 4 % du PIB turc, a estimé le 27 février la Banque mondiale.

Cette estimation ne prend pas en compte les coûts de reconstruction, "potentiellement deux fois plus élevés" selon elle, ni les conséquences sur la croissance turque à venir.

Recep Tayyip Erdogan a promis de bâtir "d'ici un an" plus de 450 000 logements aux normes antisismiques et a annoncé le versement de 100 000 livres turques (5 000 euros environ) aux proches de personnes décédées.

Près d'un million de personnes af-

fectées par le séisme ont déjà perçu une aide de 10 000 livres, soit un demi-milliard d'euros au total, a annoncé mercredi le chef de l'État.

Des aides spécifiques à la réinstallation, d'un montant de 15 000 livres turques (750 euros) sont également promises. "Les travaux de reconstruction pourraient largement compenser l'impact négatif (du séisme) sur l'activité économique", a estimé la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (Berd).

### Quelles conséquences politiques ?

Erdogan a mis fin mercredi aux spéculations en confirmant la tenue des élections présidentielle et législatives à la date prévue du 14 mai.

Au pouvoir depuis vingt ans et candidat à sa succession, il fait désormais de la reconstruction des zones dévastées sa ligne directrice. Le scrutin du 14 mai s'annonce cependant comme le plus périlleux pour lui depuis 2003.

L'opposition, qui a tenté de s'unir au sein d'une Alliance nationale de six partis, devrait officiellement investir son candidat unique lundi. Mais le choix de Kemal Kılıçdaroglu, chef du CHP, la principale formation d'opposition au parlement, a déjà fait voler en éclats la coalition.



## Séisme en Turquie et en Syrie : à Alep, le traumatisme de trop

Après plus d'une décennie de guerre, le séisme du 6 février a causé une souffrance commune au sein d'un peuple divisé, tout en réveillant de vieilles fractures. Un mois après le tremblement de terre, la population syrienne, étranglée dans sa vie quotidienne, a toujours peur de rentrer chez elle.

Ahmed est un miraculé qui aurait préféré ne pas l'être. En ce matin blanc, il se recueille, comme chaque jour depuis un mois, sur les décombres d'un immeuble devenu la tombe des siens à Boustan Al-Bacha. Dans ce quartier délabré d'Alep-Est, les bâtiments restés vulnérables depuis la guerre civile (2012-2016) n'ont pas résisté au séisme qui a frappé le nord de la Syrie la nuit du 6 février.

Mais seul un œil exercé peut distinguer l'œuvre du tremblement de magnitude 7,8 de celle des bombardements, dont les stigmates jalonnent la ville. « J'essaie de retrouver des objets ayant appartenu à mes filles », dit Ahmed, fantomatique, en grimant sur un amas de pierres. « Cette couverture appartenait à ma fille », murmure-t-il en pointant une étoffe verte avalée par la poussière.

### Des couvertures pour seule aide

L'existence de cet Alépin de 28 ans a sombré en quinze minutes. « Ma belle-mère m'a appelé au milieu de la nuit, elle avait besoin d'aide. Le séisme s'est produit à ce moment-là. Nous n'avons rien eu, mais à mon retour à la maison un quart d'heure après, il n'y avait plus rien. Ma mère, ma sœur, ma femme, nos deux filles de 3 et 5 ans ont été tuées », énumère-t-il comme un automate, sans cacher avoir songé à mourir depuis.

À quelques pas de là, un autre homme contemple le trou béant et sa vie d'avant. « Nous étions

chez des amis. Toute ma famille est sauvée. Je suis juste venu là pour une histoire de papiers », explique Mounir, les yeux rougis. Deux destinées parallèles.

Ahmed erre depuis entre la maison de sa belle-mère et une voiture refuge, où il empile quelques couvertures données par le gouvernement. « La seule aide que j'ai eue », glisse-t-il. De son côté, Mounir a rejoint de la famille près de Homs, après avoir passé les premiers jours dans une mosquée.

### Déplacés une nouvelle fois

La vie et la mort se côtoient de nouveau mètre par mètre, comme d'anciennes connaissances, dans cette ville fracturée et abîmée par des années de combats entre les insurgés et l'armée syrienne, aidée par son alliée russe.

« Le séisme a rouvert d'anciennes blessures avec beaucoup de sauvagerie », constate Jina Achji, fondatrice de L'Espace du Ciel, un centre de formation ouvert aux élèves de toutes religions, créé au cœur de la guerre en 2012. Dans l'urgence, la structure, soutenue par l'Œuvre d'Orient, a réorienté sa vocation et distribue des cartes prépayées pour que les familles des élèves puissent subvenir à leurs besoins les plus urgents.

La file d'attente déborde sur le trottoir de ce qui était encore une école il y a un mois. « Même s'il n'y a plus de bombes, j'ai l'impression de re-

vivre la guerre », confie Ghazalé, 46 ans. Depuis le drame, elle vit dans un train de la gare d'Alep avec ses six enfants. « J'étais déjà déplacée pendant le conflit, je le redeviens aujourd'hui », dit-elle en montrant la vidéo d'une maison si longtemps attendue et devenue inhabitable. « Beaucoup ont vécu l'horreur pendant la guerre, mais pleurent à la seule évocation de la nuit du 6 février, affirme Jina Achji. Le tremblement de terre a réveillé la peur. »

### Le poison des réseaux sociaux

Le séisme a irradié un sentiment de vulnérabilité qui dépasse les milieux, les religions ou les camps. « Même mon père de 75 ans dit qu'il n'a jamais vécu cela, explique Rama Daaboul, jeune trentenaire du Hope Center, une association de solidarité chrétienne. On s'était habitués à la guerre, qui a éclaté étape par étape. Avec un séisme, personne ne sait d'où vient le mal. Nos maisons ne sont plus des havres, et ce sentiment est encore plus fort depuis la seconde secousse du 20 février », ajoute cette jeune mère.

Sur les réseaux sociaux, les prophéties d'un certain Frank Hoogerbeets, un expert néerlandais autoproclamé, ont connu une popularité morbide après avoir soi-disant « prédit » la seconde secousse du 20 février en s'appuyant sur l'alignement des planètes...

Pour tenter d'apaiser le choc, dans un pays où la simple évo-

cation d'une aide psychologique paraît surréaliste, faute de professionnels, le frère Georges Sabé tente de refamiliariser un groupe de sinistrés avec une routine balayée.

« Je les aide à se remettre en pyjama, ce que la plupart ne font plus depuis le séisme. Beaucoup dorment encore dans leurs voitures, ne veulent plus prendre de douche, ou gardent une valise près d'eux par peur d'une nouvelle secousse, explique le cofondateur des Maristes bleus, une communauté religieuse qui a recueilli des centaines de personnes. Mais quand les dégâts sont mineurs ou que le relogement est possible, il faut rentrer chez soi à nouveau après un mois ! »

### Les charognards de la misère

De nombreuses habitations menacent de s'écrouler d'une minute à l'autre. Comme pour finir le travail inachevé de la guerre. Le gouvernement, qui a promis une aide encore peu perceptible sur le terrain, dit avoir mis en place des équipes d'ingénieurs pour vérifier la viabilité des immeubles sinistrés. D'autres initiatives privées voient le jour au compte-gouttes pour financer la restauration des maisons et le relogement.

Les onze Églises chrétiennes se sont notamment réunies le 14 février pour créer un comité d'assistance humanitaire. « Notre objectif est d'évaluer si les maisons peuvent être réparées ou non, et de louer des logements en attendant », ex-

plique Mgr Tobji, archevêque maronite d'Alep et président de ce conseil.

Face à cette crise dans la crise, les charognards de la misère ne sont pas en reste. « Les loyers ont déjà été multipliés par deux ou trois depuis le séisme », ajoute l'archevêque qui réclame comme la plupart des Syriens la levée des sanctions occidentales. « La phase d'urgence n'est pas passée », tranche Vincent Gelot, directeur Liban-Syrie de L'Œuvre d'Orient.

« Elle ne l'était déjà pas avant

le tremblement de terre ! Même si certaines aides sont arrivées, c'est très insuffisant par rapport aux besoins des gens dans tous les domaines de la vie. 95 % de la population vivait déjà sous le seuil de pauvreté avant le séisme ! », ajoute-t-il au sortir d'un camion de 10 tonnes (couvertures, lait infantile et couches), le deuxième convoyé depuis Beyrouth. Les conséquences de cette « guerre de quelques secondes », après plus d'une décennie de conflit, sont à la mesure de l'impuissance et de la peur ressenties sur place : infinies.

### Un bilan difficile à établir

Outre le sud de la Turquie, le séisme du 6 février a ravagé plusieurs régions dans le nord et l'ouest de la Syrie, divisée par près de douze ans d'une guerre qui a fait un demi-million de morts et des millions de déplacés.

D'après un bilan compilé le 28 février par l'Agence France-Presse, à partir du recoupement de plusieurs sources, 5 951 personnes sont mortes dans le tremblement de terre en Syrie. Dans les zones sous contrôle

gouvernemental, comme les régions d'Alep et de Lattaquié, le ministère syrien de la santé a recensé 1 414 morts.

Dans les régions échappant au contrôle de Damas, tenues par le groupe djihadiste Hayat Tahrir Al-Cham dans le Nord-Ouest, ou par les factions syriennes pro-turques dans le Nord, les autorités locales ont fait état de 4 537 morts.

L'ONU estime à 8,8 millions le nombre de Syriens affectés par le séisme, dont 3,7 millions d'enfants.

**Le Monde**

Par Ghazal Golshiri  
06/03/2023

## En Iran, les empoisonnements suspects s'accélèrent et se propagent

Des intoxications ont été signalées dans plusieurs centaines d'établissements scolaires accueillant des filles. Cette série d'événements est perçue comme une « vengeance » du régime, en réaction au soulèvement de la jeunesse consécutif à la mort de Mahsa Amini.

**D**epuis samedi 4 mars, jour marquant le début de la semaine en Iran, les empoisonnements en série dans les établissements scolaires réservés pour la grande majorité aux filles se sont multipliés à une vitesse inquiétante. Durant la journée de dimanche, plus de deux cents écoles élémentaires, collèges et lycées, partout dans le pays, ont été la cible d'intoxications d'origine suspecte. Il est impossible d'évaluer le nombre de jeunes filles ayant été transportées à l'hôpital, et le nombre des victimes dans un état critique. Ces dernières se plaignent de difficultés respiratoires, de nausées et de maux de tête. Ces intoxications surviennent alors que l'Iran est traversé par un soulèvement inédit depuis la mort d'une jeune femme, en septembre 2022, à l'issue de sa garde



Une jeune femme intoxiquée sur un lit d'hôpital, dans une ville d'Iran non précisée. Extrait d'une vidéo datant du 2 mars 2023. REUTERS TV / VIA REUTERS

à vue pour sa tenue « non appropriée ».

Les empoisonnements ont commencé fin novembre 2022 dans la ville religieuse de Qom, avant d'être observés dans plusieurs parties du pays. Les responsables de ces actes, survenus

à Téhéran, Racht (nord du pays), Machhad (nord-est), Bandar-e Abbas (sud), Kermanshah (ouest), notamment, n'ont toujours pas été identifiés. Ajoutant à l'inquiétude et à l'indignation de la population, les autorités iraniennes, au lieu d'agir, dénoncent l'action de supposés « ennemis de

*l'Iran* », ou font porter la responsabilité de cette vague aux jeunes filles qui en sont victimes, sous le prétexte qu'elles tenteraient ainsi de créer le désordre dans leurs établissements. Ces derniers mois, les jeunes Iraniennes ont été en première ligne des manifestations contre le régime. Beaucoup de vidéos et d'images ont été publiées les montrant en train de brûler le portrait du Guide suprême, Ali Khamenei, et leur foulard, obligatoire en Iran.

### « Le dictateur est en colère »

Un grand nombre de citoyens estiment que le pouvoir est en réalité à l'origine de ces empoisonnements. Et la colère s'allume de nouveau à travers le pays. Durant le week-end, des parents se sont réunis dans certaines villes devant les cen-

tres gouvernementaux pour protester contre l'inaction des autorités. A Racht, les policiers ont dispersé la foule en colère, rassemblée devant le département de l'éducation de la ville, en tirant des gaz lacrymogènes. Des arrestations ont été rapportées dans plusieurs villes du pays, parfois parmi les adolescentes. Certaines de ces scènes ont été filmées et publiées sur les réseaux sociaux.

Quelques journaux iraniens tentent de couvrir les événements, non sans difficulté, les

journalistes disposant de marges de manœuvre limitées. L'un d'eux, Seyyed Ali Pour Tabatabai, travaillant à Qom pour un site d'information local et ayant été le premier à rendre publics les empoisonnements dans sa ville, a été arrêté le 5 mars. Il n'est toujours pas clair si les symptômes affectant les victimes disparaissent avec le temps. A Qom, un père a indiqué que, deux semaines après avoir été exposée à un produit toxique, sa fille ne pouvait toujours pas marcher sans déambulateur et souffrait de troubles de la vision et de ver-

tiges, d'après des sites d'information iraniens.

Dans ce climat, de nombreuses familles demandent à leurs enfants de rester à la maison. Certains parents se sont organisés pour guetter les allées et venues dans les écoles. Fahimeh (le prénom a été modifié pour des raisons de sécurité) n'enverra plus sa fille à l'école jusqu'au Nouvel An iranien (le 21 mars). « *Ce qui se passe est dans l'intérêt du régime. Le dictateur est en colère contre les écolières. Il avait déjà menacé de les*

*punir* », avance cette habitante de Machhad. Le « dictateur », pour Fahimeh, est Ali Khomeini, qui, en octobre 2022, évoquait la nécessité d'une « *petite punition* » pour les jeunes et les adolescents descendus dans la rue, poussés par l'« *émotion* » après avoir regardé des publications sur Internet. « *Le but est peut-être aussi de susciter la peur pour mieux nous contrôler*, analyse Fahimeh. *C'est une stratégie de court terme. Il est impossible qu'elle fonctionne longtemps.* »

The New York Times

By Vivian Yee  
06/03/2023

## Iran's Rulers, Shaken by Protests, Now Face Currency Crisis

Years of Western sanctions are partly to blame for the crisis. But economists say poor management by the country's authoritarian clerical rulers also plays a big part.

**A**s their currency plunged to new lows recently, Iranians did what they had grown all too used to: They crowded exchange shops, hoping to convert their increasingly worthless rials into dollars.

At the grocery store, prices had climbed so high that many people had only enough to buy vegetables. And as the Persian New Year approached, some had little left for holiday meals, shopping and travel.

The rial has lost some 30 percent of its value against the dollar since the beginning of the year, the latest setback for an economy whose outlook has steadily dimmed since 2018, when President Donald J. Trump walked away from an agreement to limit Iran's nuclear activities in exchange for lifting sanctions. Instead, he imposed even harsher sanctions.

The currency's recent decline has added to a sense of despair



Shopping at the Grand Bazaar. Data shows that Iran's economy grew and poverty rates fell steadily until 2011, when the West first imposed heavy sanctions. Arash Khamooshi for The New York Times

and to Iranians' grievances against the government. The prospects for economic relief and political change now appear slim: The nuclear deal looks unlikely to be revived, and a violent crackdown by the authorities has largely crushed the mass [protests against clerical rule that erupted in September](#).

For an increasingly vocal number of Iranians, the long lines outside the currency exchanges were the latest evidence that the authoritarian leadership was steering the country off the rails. Frustration with the theocratic rulers, whether over economic policies or social restrictions, also drove the recent protests, which posed one of the greatest

challenges to the Islamic Republic since it was established in 1979.

"As someone who has been studying her whole life, I am full of rage that I can't have a normal life or afford the minimum that I want," said Sima, 33, a pharmacologist from the capital, Tehran, whose savings have plummeted in value with the currency. She hopes to emigrate to Canada, but if she makes it, her money will be worth far less than before.

"I have no future in this country," she said.

Iran, its residents often say, should be rich, with some of the world's largest oil reserves and a well-educated population. Instead, with inflation routinely topping 50 percent annually, some Iranians can no longer afford meat.

Others pare down middle-class comforts they once took for





Iran, its residents often say, should be a rich country, with some of the world's largest oil reserves and a well-educated population. Credit... Arash Khamooshi for The New York Times

granted: No more eating out. No more travel or new clothes. No more offering visitors the sour plums and green almonds that are traditional nibbles for guests, or no more hosting at all. Marriages are [delayed](#), babies put off.

Economic frustration over a sudden spike in gasoline prices set off major protests in 2019. But [last year's demonstrations](#), which began after the death in police custody of [22-year-old Mahsa Amini, who was accused of violating the strict religious dress code](#) for women, first took aim at the mandatory [head scarf law](#) and the systemic sexism protesters said it symbolized.

The movement quickly expanded, however, to encompass a broad range of grievances with the ruling establishment, including a lack of political and social freedoms, corruption and economic mismanagement.

Economists say the current crisis can be traced to years of Western sanctions on Iran's oil industry and financial sector over an Iranian nuclear program that the U.S. and its allies suspect is aimed at producing weapons.

"There is no way for this government, without increasing oil revenues, to find money to help people find jobs or even give them mere income," said Djavad Salehi-Isfahani, an Iranian-born

economist at Virginia Tech. "They've gotten themselves into a very bad situation."

Data shows that Iran's economy grew and poverty rates fell steadily until 2011, when the West first imposed heavy sanctions. The rial exchange rate is now about 500,000 to the dollar, compared with 32,000 when the [original nuclear deal was signed in 2015](#). Poverty has spread, especially in rural areas.

But the government's handling of a series of recent crises did little to dispel the widely held [belief](#) that mismanagement and corruption are also to blame.

In the last several months, victims of an earthquake in northern Iran denounced a too-little-too-late emergency response, according to social media posts. The authorities responded to protests with water cannons.

Mohamed Ali Kadivar, a Boston College sociologist who studies Iranian protest movements, said that "because of the dominance of the hard liners, the people who take government jobs are loyal, they're not people with expertise," which makes the system "incapable of problem-solving." Government interventions to stop the currency's slide over the last week have had minor success. The government has given cash to low-income and some middle-income Iranians and urged

the private sector to create jobs. But economists say Iran has failed to use levers it has to hold back poverty.

Much of the economy is controlled by well-connected government loyalists or the powerful Iranian Revolutionary Guard Corps, creating advantages for insiders that, along with the political uncertainty, hinder investment.

Iran's leaders blame Western sanctions for the economic problems and foreign meddling for the recent unrest.

Iran, its residents often say, should be a rich country, with some of the world's largest oil reserves and a well-educated population. Arash Khamooshi for The New York Times

Some analysts say one way for Iran to gain badly needed cash and investment would be to negotiate a new nuclear deal that would ease sanctions, as President Biden has tried to do. But some of the ruling establishment's fiercest critics argue that such an agreement would only grant Iran's leaders revenue and power.

Any hint that negotiations are stalling or picking up can send the rial fluctuating, and the growing belief that sanctions are here to stay was probably a factor in the rial's decline, analysts said. New restrictions on [dollars flowing into neighboring Iraq](#) made the U.S. currency even scarcer in Iran, a major trading partner, according to analysts.

In one supermarket in Amol, a city in northern Iran, the price of shampoo went up by nearly 60 percent in a week, while the price of meat increased tenfold, said Leili, 39, a teacher. To save, she said, she and her husband walked instead of taking taxis, stopped eating meat and dairy and bought more canned goods to use less cooking gas.

The idea of having a child, as she once imagined, no longer seemed realistic.

"This political system is the reason that we work for most of the day, and at the end of the day, we still have nothing. We're entirely incapable of affording the basics," said Leili, who, like other Iranians whom The Times interviewed, gave only her first name to avoid government reprisal.

Batoul, a 77-year-old pensioner in a poor area of south Tehran whose rent alone rose this year to more than twice her monthly pension, began asking for a grocery store's castoff fruit, hoping to find a few edible pieces among the rot.

To be sure, total economic collapse remains a ways away. Iran's economic output other than oil has managed to grow slightly in recent years. On recent visits to several cities, restaurants and hotels still had some guests, and bazaars and sweet shops had customers.

But with the dizzying swings in the currency's value, the uncertainty and the lack of opportunities for young people, despair is little surprise, said Mr. Salehi-Isfahani, the economist.

The government has done little to blunt the pain other than to avoid raising gas prices, one of its few means of raising revenue. Such a move could lead to protests, [as it did in 2019](#). This year's [budget](#) did not increase welfare payments to match inflation, according to analysts, or increase subsidies for food staples and gasoline.

The budget did, however, allocate more money to the Revolutionary Guards force and other defense sectors.

"It's just more money for the defense industry and cuts for the people," said Henry Rome, a senior fellow at the Washington Institute for Near East Policy who studies Iran, "and I think that kind of speaks for itself."

**Leily Nikounazar contributed reporting.**



avec afp  
07 mars 2023

## Iran : premières arrestations dans l'affaire des écolières intoxiquées

**D**epuis novembre, des cas inexplicables d'intoxication d'étudiantes se multiplient en Iran. Après avoir senti «un parfum de mandarine», ou «une odeur de poisson pourri» dans leurs écoles, elles sont des milliers à avoir été victimes de malaises, de nausées, ou d'évanouissement. Le ministère iranien de l'Intérieur a annoncé mardi des premières arrestations. «Plusieurs personnes ont été arrêtées dans cinq provinces et les services continuent leur enquête», a déclaré le vice-ministre de l'Intérieur, Majid Mirahmadi, à la télévision publique. Il n'a pas donné de détails sur

leur identité, les circonstances de leur arrestation et leur présumée implication. Cette affaire mystérieuse provoque une forte émotion en Iran, où des parents d'élèves se sont mobilisés pour appeler les autorités à agir. Selon l'administrateur du compte francophone Lettres de Téhéran, qui reste anonyme pour des raisons de sécurité, ces attaques seraient le fait «de milieux chiites extrémistes proches du pouvoir, puisque le pouvoir est lui-même chiite radical».

«Plus de 5 000 élèves ont été affectées»  
Ils chercheraient ainsi à remet-

tre en cause la scolarisation des filles de plus de 10 ans, alors que l'éducation pour tous bien que non-mixte reste obligatoire en Iran. D'autres Iraniens perçoivent ces attaques au gaz comme une vengeance contre le rôle joué par les écolières et lycéennes dans les manifestations qui ont suivi la mort de l'étudiante Mahsa Amini, après son arrestation par la police des mœurs pour négligence du port du voile. Un mouvement qui a ébranlé la République islamique, et qui a violemment été réprimé.

Au total, «plus de 5 000 élèves ont été affectées» dans

Photo  
The Grand Bazaar in Tehran. Inflation in Iran has risen by 50 percent a year. Arash Khamooshi for The New York Times  
«quelque 230 établissements scolaires» situés dans 25 des 31 provinces du pays depuis la fin novembre, a indiqué mardi Mohammad-Hassan Asafari, un membre de la commission d'enquête parlementaire chargée de faire la lumière sur les causes de cette vague d'empoisonnements. Le guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, a réclamé lundi des «peines sévères» contre les personnes qui seraient reconnues coupables dans cette affaire. «Il n'y aura pas d'amnistie» pour elles, a averti la plus haute autorité de l'Iran, qui évoquait cette affaire pour la première fois.

Challenge

8 mars 2023  
avec afp

## Séisme en Turquie et en Syrie: des ONG racontent le "chaos" des premiers jours

**V**olontaires bloqués par les autorités, absence d'aide extérieure, météo compliquée: un mois après le séisme qui a fait plus de 50.000 morts en Syrie et en Turquie, des ONG racontent les conditions "chaotiques" sur le terrain aux premiers jours de la catastrophe.

Présent dans le nord-ouest de la Syrie en guerre, Handicap International n'a pu compter, dans les heures qui ont suivi le séisme de magnitude 7,8 survenu le 6 février, "que sur elle-même", explique Myriam Abord-Hugon, directrice du programme Syrie de l'ONG.

D'abord parce que son équipe locale, composée d'une centaine de personnes vivant en Syrie, a elle-même subi le trem-

blement de terre et ses nombreuses répliques.

"On a passé les premières heures à multiplier les appels pour faire le compte de nos effectifs. Quand on a vu qu'une personne manquait à l'appel et que sa maison avait été détruite, ça a été l'effroi", raconte Myriam Abord-Hugon, soulagée d'avoir pu la retrouver vivante sous les décombres trois jours plus tard.

Les groupes de secouristes déployés sur place se sont cependant plus d'une fois retrouvés dans l'incapacité d'intervenir dans les débris des bâtiments sous lesquels se trouvaient des victimes.

Autant en raison de "l'immensité de la catastrophe", qui a généré

selon les estimations de l'ONU jusqu'à 210 millions de tonnes de gravats dans les deux pays, note la responsable, que par manque d'équipement, notamment de bulldozers.

L'impossibilité de recevoir du renfort et du matériel de l'extérieur du pays a considérablement "limité les choses" pour les équipes humanitaires dans cette zone rebelle enclavée de la Syrie, dont le seul poste-frontière alors ouvert avec la Turquie, Bab al-Hawa, a été endommagé pendant le séisme.

"Même si les hôpitaux étaient habitués, avec la guerre, à prendre en charge des patients polytraumatisés à la suite d'un effondrement, ils ont été débordés par le nombre de blessés du séisme", note Myriam

Abord-Hugon.

En Turquie, où l'aide internationale a commencé à arriver dès le lendemain du séisme, certains bénévoles se sont retrouvés immobilisés par les autorités locales.

Ce fut notamment le cas pendant une douzaine d'heures particulièrement cruciales à l'aéroport de Kahramanmaraş, dans le sud-est du pays, relate Ezgi Karakus, une bénévole d'ONG présente sur place.

### - Retour précipité -

"Il a fallu que notre chef d'équipe réquisitionne un autobus municipal pour qu'on puisse se rendre à Islahiye au bout de vingt-quatre heures", se souvient-elle.

La bénévole déplore que les ONG aient été contraintes d'agir uniquement dans les zones désignées par l'Afad, l'autorité gouvernementale turque en charge des situations d'urgence.

Président de l'association d'aide d'urgence SOS Attitude, John Diksa a pu distribuer, grâce à l'Afad, du matériel d'urgence (tentes, sacs de couchage, couvertures) aux villages de la région d'Elbistan, près de l'épicentre du deuxième séisme qui a frappé la Turquie le 6 février.

Mais son équipe a initialement

été confrontée à des conditions météorologiques compliquées.

"Il faisait entre -15 et -20 degrés la nuit, et il fallait compter près de cinq heures pour parcourir seulement cinq kilomètres à cause de la neige", détaille le bénévole.

Ce n'est que lors de sa deuxième semaine sur le terrain, dans la région agricole de Pazarcik, que les choses sont "devenues plus compliquées" pour SOS Attitude, après la réquisition soudaine par l'armée, la gendarmerie et la police

turques du centre de distribution d'aide local et l'expulsion de tous ses bénévoles.

Privée de base opérationnelle, en plines tractations avec les douanes pour récupérer du matériel bloqué au port de Mersin, l'association a dû précipiter son retour en France.

Un mois après la catastrophe, John Diksa se prépare à repartir en Turquie pour poursuivre ses efforts d'aide au logement des réfugiés, "leur plus grand besoin actuel", tandis qu'Ezgi Karakus s'inquiète des "gros problèmes d'hygiène" causés par le

manque d'eau dans les zones sinistrées.

En Syrie, où des points de passage transfrontaliers avec la Turquie ont été ouverts temporairement par les autorités mi-février, Handicap International focalise désormais ses efforts sur l'appui psychologique et la réadaptation physique des rescapés.

Avec un objectif clair, souligne Myriam Abord-Hugon: "éviter que leurs blessures ne deviennent des handicaps permanents."



March 8, 2023

## PM Barzani briefs EU Parliament on KRG's ninth cabinet reforms

The EU Parliament delegation expressed their readiness to strengthen bilateral ties with the Kurdistan region.

ERBIL (Kurdistan 24) – Kurdistan Region Prime Minister, Masrour Barzani, on Wednesday met with a top delegation from the European Parliament, headed by the chair of the EU Parliament's Delegation for relations with the Republic of Iraq, Sara Skyttedal, according to a statement.

The EU Parliament delegation expressed their readiness to strengthen bilateral ties with the Kurdistan region, according to a statement from the Kurdistan Regional Government (KRG).

PM Barzani discussed the latest developments regarding Erbil-Baghdad negotiations, the regional parliamentary elections, which he stressed must happen this year, after it was delayed



Prime Minister Masrour Barzani (right) during his meeting with the chair of the EU Parliament's Delegation for relations with the Republic of Iraq, Sara Skyttedal, March 8, 2023. (Photo: KRG)

by one year. The Prime Minister Barzani reiterated the KRG's readiness to assist the process by any means.

Furthermore, Barzani briefed the EU parliament delegation on the KRG's ninth cabinet reforms in the areas of eco-

nomical diversification and building a strong economic infrastructure, according to the statement.



## Nucléaire : L'Iran balaie les critiques des Occidentaux

**L'**Iran a assuré mercredi 8 mars de sa volonté de coopérer avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), selon son ambassadeur, face aux critiques des Occidentaux devant la «dangereuse» escalade nucléaire et les «promesses» à répétition.

### Les titres du matin Newsletter

«L'Iran est tout à fait prêt à travailler avec Rafael Grossi», le directeur général de l'instance onusienne, «et à accomplir ce qui a été convenu lors de sa récente visite à Téhéran», a déclaré dans une interview à l'AFP Mohsen Naziri Asl, représentant iranien auprès de l'AIEA. «Il y a beaucoup de choses à faire dans les semaines et mois à venir», a-t-il

ajouté en marge du Conseil des gouverneurs réuni cette semaine au siège de Vienne, appelant à «éviter la confrontation».

### «Activités (...) supplémentaires»

La République islamique, qui dément vouloir se doter de la bombe atomique, a accepté «des activités de vérification et de surveillance supplémentaires» de son programme nucléaire, selon un communiqué commun publié samedi. Selon Rafael Grossi, elle s'est engagée à rebrancher les caméras de surveillance sur plusieurs sites mais l'Iran est resté flou. «Nous n'avons pas précisé les détails, (...) les modalités doivent être discutées», a commenté l'ambassadeur.

Une augmentation des inspections a également été décidée à l'usine souterraine de Fordo, où ont été récemment détectées des particules d'uranium enrichies à 83,7%, un niveau proche du seuil pour fabriquer une bombe atomique. «Cet enrichissement sans précédent est une escalade extrêmement grave», sans «aucune justification civile crédible», ont souligné devant le Conseil la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni (E3).

Si aucune résolution n'a été prise cette fois pour condamner l'Iran, ils se réservent le droit d'agir avant le prochain Conseil de juin. Ces trois Etats sont parties prenantes, aux côtés de la Russie et de la Chine, de l'accord de 2015 visant à limiter le programme nucléaire iranien en échange de

la levée des sanctions internationales. Même ton sévère du côté des Etats-Unis, qui ont quitté en 2018 ce pacte - connu sous son acronyme JCPOA - sous l'impulsion de Donald Trump mais ont participé à partir de 2021 aux infructueuses négociations pour le relancer.

«L'Iran doit garantir qu'un tel incident ne se reproduira jamais», a déclaré l'ambassadrice Laura Holgate, dénonçant «un développement alarmant». «Il est temps que l'Iran coopère vraiment. Malheureusement, à trop de reprises par le passé, il a formulé de vagues promesses similaires pour éviter une résolution, sans que cela ne soit suivi d'effet», a-t-elle déploré.

Le Monde

Tribune : 8/03/2023

Marie Ladier-Fouladi  
Sociologue et démographe

Véronique Nahoum-Grappe  
Anthropologue

## « En Iran et en Afghanistan, un crime contre la moitié de l'humanité »

L'anthropologue Véronique Nahoum-Grappe et la sociologue et démographe Marie Ladier-Fouladi s'indignent des violences commises à l'encontre des femmes en Iran et en Afghanistan.

**T**enter d'empoisonner en série de jeunes écolières iraniennes (une trentaine d'écoles primaires, de collèges et de lycées de filles par jour et ce depuis novembre 2022) est une forme de « punition » politique qui viole un double tabou, celui de l'enfance et celui de l'école. Elle s'inscrit dans le programme de représen-

sion sauvage, dont les pendaisons de jeunes hommes sont aussi l'emblème, qui s'est mis en place contre toute une population révoltée après des gestes si courageux des jeunes filles et femmes iraniennes ôtant leur voile en public. La libération des femmes est inscrite au cœur même du mouvement social iranien actuel. Tenter de

punir collectivement les jeunes filles dans les lieux de leur accès légitime au savoir démontre la violence du stigmatisé religieux et politique contre elles.

En Iran et en Afghanistan, la détestation de l'école des filles est le signe de la haine de la liberté des femmes ; cette haine, en Afghanistan, a pris la forme

politique extrême de l'interdiction réelle qui vise la disparition des femmes de tous les champs sociaux, en lien avec l'effacement de leur différence sexuée dans l'espace public : que des hommes dans les rues, avec ça et là des rectangles de toile en forme de « borne ».

Le 2 février, l'universitaire af-

ghan Ismail Mashal a été arrêté alors qu'il distribuait des livres dans les rues de Kaboul, après avoir déchiré en décembre 2022 ses propres diplômes lors d'une émission télévisée en direct, pour protester contre l'interdiction de scolarisation des filles après l'enfance. Il faut saluer ce geste fort de résistance, demander sa libération, et rêver d'un monde dans lequel les hommes refusent les diplômes auxquels les femmes ne peuvent accéder.

### Stigmate infernal

L'exclusion des écoles, des collèges et des universités est l'arme la plus perverse de cette élimination du champ social de la moitié de la population. Elle consiste non seulement à priver les jeunes filles de tout avenir professionnel, mais aussi, au cœur de la vie quotidienne, à empêcher la petite fille de faire l'expérience du dehors, quand chaque matin elle regarde son frère partir à l'école. Elle va aussi accroître le fossé culturel de l'inégalité garçon-fille : les hommes auront seuls le monopole des savoirs qui permettent la compréhension scientifique et la maîtrise pragmatique du monde, les jeunes filles seront privées de l'appropriation des données pertinentes, basiques et pointues, sur la matière des choses, la marche de la planète, l'histoire du monde... Elles seront exclues de leur propre époque et empêchées d'habiter l'actualité du monde présent.

C'est un coup porté à la curiosité de la petite fille, c'est l'assassinat de la formidable ques-

tion enfantine. C'est la destruction du lointain, hors de portée mais appréhendé au travers d'un livre. Même en cas de riches traditions familiales dans l'espace privé, habiter le présent de son propre monde devrait être un droit humain imprescriptible.

Les femmes iraniennes sont l'objet d'un stigmate infernal, dont l'empoisonnement des lycéennes est un signe effroyable et inquiétant, mais elles ont pour des raisons historiques accès aux divers champs sociaux du monde extérieur. En Afghanistan, nul besoin de ghetto ou de camps pour l'enfermement politique des filles et femmes exclues du dehors, le dedans de l'espace privé joue son rôle de prison suffisante, même si bien sûr il y a des paradis affectifs familiaux isolés dissidents, des résistances avec l'aide des pères et des frères, des fils, des maris (pour les mises en place actuelles d'écoles clandestines de filles, par exemple). Mais, trop souvent aussi, les enfers tyranniques masculinistes entourent de leur violence et de leur cruauté une forme de vie féminine dévorée par les tâches ménagères permanentes et répétitives, piégée tragiquement par le lien affectif crucial envers les enfants, et socialement désinvesties de valeur et de sens. Bien sur la résistance culturelle est en cours avec la présence des téléphones portables et des écrans dans de nombreuses couches sociales...

Le stigmate contre les femmes qui frappe les femmes iraniennes se mue en Afghanistan

en un racisme de genre meurtrier, dans une intention d'annulation qui pèse non pas sur une communauté ethnique, ou sociale, ou nationale, mais sur la moitié de la population définie par son identité de genre. Nous parlons de millions de femmes, nées ainsi.

### Exceptionnalité du projet

Mais il est impossible d'exterminer toutes les femmes dans une intention génocidaire contre elles, car elles font les enfants des deux sexes, elles font les barbus aussi. Un projet de génocide contre un des deux sexes humains est donc impossible pour l'espèce humaine, mais l'exemple des talibans afghans montre qu'il peut être rêvé par un groupe masculiniste politico-religieux qui tentera un maximum d'anéantissement de l'existence sociale des femmes, tout en tenant compte du fait qu'il faut en garder un troupeau invisible, enfermé en petits groupes familiaux derrière les murs de l'espace privé, pour la reproduction.

Cette exclusion du social sera corrélée démographiquement avec une surmortalité effrayante des femmes, à cause d'une précarité sanitaire multifactorielle et d'une insécurité physique permanente : de combien le chiffre noir des violences contre les femmes et les enfants doit-il encore augmenter avant que l'impunité accordée à la violence masculine se mue en autorisation et droit de punir ? Cette politique qui se termine aussi dans le sang et la mort atteint la société entière.

Il est temps que la pensée juridique internationale, qui a su construire la catégorie de génocide en 1945 à cause de l'exceptionnalité des crimes perpétrés par les nazis, mette en place une nouvelle catégorie, à cause de l'exceptionnalité du projet mis en œuvre par les talibans d'annulation du féminin chassé du monde extérieur visible : ce génocide impossible des femmes pourrait être appelé « gynocide ». Il se caractérise par la disparition sociale et politique des femmes, leur invisibilisation et exténuation physique, et par un enfermement des corps reproducteurs dans l'espace privé.

Le pouvoir iranien serait aussi concerné par la dimension « gynocidaire » de sa répression. La bizarrerie désuète de la sinistre charia ne doit pas masquer, à cause de sa tradition religieuse intemporelle pensée comme « culturelle », la modernité spécifique du crime politique actuel qui prend pour cible la moitié de l'humanité.

**Marie Ladier-Fouladi** est sociologue et démographe au Centre d'études turques, ottomanes, balkaniques et centra-siatiques (CNRS-EHESS/CETOBaC) ; **Véronique Nahoum-Grappe** est anthropologue au laboratoire d'anthropologie politique de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS-LAP).

Marie Ladier-Fouladi (Sociologue et démographe) et Véronique Nahoum-Grappe (Anthropologue)



## En Turquie, l'opposition parvient à s'unir face à Erdogan pour la présidentielle de mai

Le leader du Parti républicain du peuple (CHP), Kemal Kılıçdaroglu, a été désigné par une large coalition de six mouvements, de la gauche à la droite nationaliste. Il défiera un président au pouvoir depuis vingt ans, affaibli par le séisme du 6 février.

**E**n endossant l'habit de candidat de l'opposition à la présidentielle turque, lundi 6 mars, après des mois de tractations, de conciliabules et même de psychodrames ces derniers jours, Kemal Kılıçdaroglu a pu éprouver plusieurs gammes de sensations, parmi lesquelles le plaisir discret d'une nette revanche.

Attaqué et critiqué de toute part par l'égérie de la droite nationaliste Meral Aksener, membre pourtant intégrante de la coalition d'opposition qu'il a su porter à bout de bras depuis un an, le leader du Parti républicain du peuple (CHP), la formation créée par Atatürk, fondateur de la République, a réussi à rassembler six mouvements autour de son nom, un tour de force dont peu d'hommes politiques peuvent se targuer.

Dans un revirement de dernière minute dont la vie politique turque a le secret, un compromis a donc été trouvé, lundi, à Ankara, entre la remuante présidente du Bon Parti et les cinq autres formations de cette coalition appelée l'Alliance du peuple, également baptisée la « Table des Six ». Kemal Kılıçdaroglu, président du principal parti d'opposition au Parti de la justice et du développement (AKP), sera donc en lice, le 14 mai, face à l'indéboulonnable président Recep Tayyip Erdogan, au pouvoir depuis vingt ans.

« Notre table est celle de la paix et de la fraternité. Notre objectif supérieur est de porter



Kemal Kılıçdaroglu, leader du Parti républicain du peuple (CHP), s'exprime après avoir été confirmé comme candidat de l'opposition turque, entre Meral Aksener (à gauche) et Temel Karamollaoglu (à droite), à Ankara, le 6 mars 2023. PARTI RÉPUBLICAIN DU PEUPLE (CHP) VIA AFP

la Turquie vers des jours prospères, paisibles et joyeux. En tant qu'Alliance nationale, nous gouvernerons la Turquie par la consultation et le consensus », a promis le candidat, en précisant que les présidents des autres partis de la coalition assureraient des fonctions de vice-présidents pendant la période de transition. « Nous redonnerons au peuple ce qui a été volé au peuple (...). Je ne suis pas le candidat, le candidat, c'est nous tous », a-t-il ensuite lancé devant le siège de son mouvement, sous les acclamations, entouré d'Ekrem Imamoglu et de Mansur Yavas, les deux populaires maires respectivement d'Istanbul et d'Ankara.

« Mobiliser un maximum d'électeurs »

Meral Aksener, elle, est finalement revenue à la table des

négociations après avoir créé la surprise, vendredi, en s'opposant vertement à la candidature de Kemal Kılıçdaroglu. « Cette alliance ne permet plus de discuter de manière concertée des candidats potentiels : elle s'est transformée en bureau de notaire qui travaille à l'approbation d'un seul candidat », avait-elle dénoncé. La déclaration, rapidement interprétée comme un sabotage de la « Table des Six », avait provoqué la consternation au sein de l'opposition, qui peinait déjà à présenter une image d'unité et n'a cessé de repousser la date de l'annonce du nom de son candidat commun. Plusieurs membres de son parti, pris au dépourvu et déçus, ont choisi de jeter l'éponge.

Tout le week-end a été rythmé par un tourbillon de virulentes critiques et de spéculations sur la prise de position de Meral

Aksener. « Cette déclaration était si inattendue et injustifiée d'un point de vue politique qu'il n'est pas étonnant qu'elle ait donné lieu à des spéculations sur la potentielle influence de l'Etat profond », analyse Seren Selvin Korkmaz, politologue et directrice générale de l'institut de recherche IstanPol. L'expression désigne des réseaux d'influence informels concentrés au sein des institutions sécuritaires de l'Etat.

La crispation n'était pas nouvelle. La présidente de la deuxième force de la coalition, créditée d'environ 12 % à 15 % des intentions de vote, affiche depuis plusieurs mois des réticences face à la candidature du leader du CHP, dont elle craint la défaite.

Elle n'a pas hésité à manifester sa proximité avec d'autres figures politiques populaires du CHP que les enquêtes donnaient largement gagnantes face à Recep Tayyip Erdogan pour l'élection présidentielle : Mansur Yavas, originaire de la même formation politique d'extrême droite du MHP, ainsi que le maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, qu'elle a ouvertement soutenu au soir de sa condamnation à plus de deux ans et demi de prison pour « insulte » à des représentants de l'Etat, le 14 décembre 2022.

En les intégrant officiellement à son cercle de proches conseillers, le candidat du CHP est parvenu à convaincre le leader du Bon Parti de revenir sur ses déclarations. « Grâce à cette

formule, le Bon Parti a obtenu ce qu'il voulait et le Parti républicain du peuple n'a pas reculé. C'est une formule qui va permettre de mobiliser un maximum d'électeurs et cela augmente les chances de l'opposition de l'emporter à la présidentielle. Ils ont trouvé la meilleure solution », assure Seren Selvin Korkmaz.

### Le maintien du scrutin apparaît techniquement périlleux

Après ces derniers rebondissements, la méfiance s'est pourtant encore un peu plus installée au sein de l'opposition. Toutefois, l'équipe désormais en place pour les prochains scrutins présidentiel et législatif a désormais le potentiel de réunir un très large éventail d'électeurs.

Elle présente l'avantage de convaincre l'importante aile nationaliste, sans perdre les électeurs de gauche. Seule la candidature de Kılıçdaroglu était à même de satisfaire l'Alliance du travail et de la liberté, conduite par le Parti démocratique des peuples (HDP, gauche et prokurde), crédité de 10 % à 12 % des voix. La formation, selon plusieurs députés, pourrait d'ailleurs ne pas investir de candidat cette année afin de favoriser l'alliance de l'opposition.

La date des élections, elle, avait été annoncée tardivement, le 18 janvier, par le président. Alors que le pays fait encore le bilan de la catastrophe sismique du 6 février, qui a entraîné la mort de plus de 45 000 personnes, le maintien des élec-

tions le 14 mai apparaît techniquement périlleux, en dépit des assurances du président Recep Tayyip Erdogan de tenir ce calendrier. Près d'un million et demi de personnes sont logées sous des tentes ou en conteneurs, et 3,3 millions d'habitants ont quitté la région sinistrée.

Les sondages, publiés avant la sortie de Meral Aksener, donnaient une courte avance à l'opposition. La désignation du candidat devrait contribuer à resserrer encore les rangs autour de la « Table des Six ». Pas sûr toutefois que cela suffise pour renverser le pouvoir en place.

Se posant en adversaire à Recep Tayyip Erdogan depuis une dizaine d'années, notamment lors des référendums sur la ré-

forme constitutionnelle, Kemal Kılıçdaroglu ne s'est jamais imposé face à l'homme fort d'Ankara. Beaucoup, encore aujourd'hui, estiment qu'il n'a pas la carrure et le charisme pour affronter une bête politique comme le chef de l'Etat turc. A cela s'ajoute le fait que de nombreux électeurs conservateurs lui reprochent d'être issu de la minorité alévie, une branche hétérodoxe de l'islam. Aux législatives de 2011, Erdogan n'avait pas hésité à évoquer avec insistance – pas moins de sept fois en deux semaines – les origines de son adversaire.

Le leader du CHP est prévenu. Il lui reste moins de dix semaines pour imposer son programme et faire campagne à travers le pays.

**Le Monde**  
Tribune 8/03/2023

**Djana-Bahar Djam**  
Militante féministe iranienne

## « La question des femmes en Iran est plus complexe que le simple port obligatoire du voile »

Djana-Bahar Djam, militante féministe iranienne, rappelle, dans une tribune au « Monde », que les femmes de son pays souffrent d'injustices qui vont bien au-delà de la question du voile, pourtant à l'origine du présent mouvement de contestation. Le droit iranien est empreint d'une profonde misogynie.

La mort de Jina Mahsa Amini, une jeune Kurde iranienne, à cause d'un voile « mal porté », en septembre 2022, a provoqué un mouvement de contestation en Iran. Ensemble, les Iraniennes et les Iraniens crient depuis lors leur colère contre un régime totalitaire et oppresseur. Ils revendiquent la liberté, l'égalité et la démocratie. Le facteur déclenchant de ce soulèvement est certes le dramatique décès de la jeune femme après son interpellation par la police des mœurs, mais que demande en réalité le peuple iranien lorsqu'il clame « Femme, vie, liberté » ? L'obligation de porter le hidjab

est bien sûr une préoccupation importante pour une part significative des Iraniennes, ainsi que pour les défenseurs des droits des femmes. Elle l'est d'autant plus que le respect de cette règle est contrôlé par la police de la moralité, dont on a vu que la violence pouvait provoquer la mort. Cependant, la situation des femmes iraniennes se réduit-elle à cette question ?

La Journée internationale des droits des femmes est une opportunité pour mettre en lumière leur condition. La République islamique d'Iran est un régime théocratique. La loi y est, en majeure partie, fondée sur la

charia. Les inégalités entre hommes et femmes sont donc institutionnalisées, notamment en droit de la famille et en droit pénal. Voyons quelques exemples concrets.

### Les Iraniennes souffrent d'une injustice juridique et sociale

La femme n'a le droit de demander le divorce que si cela est stipulé dans le contrat de mariage. A défaut, elle ne peut le faire que si elle peut prouver devant un tribunal patriarcal qu'elle se trouve dans une situation particulière, comme l'absence du mari pendant une

certaine période. L'homme, quant à lui, peut toujours décider de divorcer à sa guise. En outre, seul le père bénéficie de l'autorité parentale.

La loi reconnaît le père et le grand-père paternel comme représentants légaux de l'enfant. Au sujet de la garde des enfants après le divorce, la mère peut avoir le droit de la garde de son enfant jusqu'aux sept ans de celui-ci. Une femme mariée doit avoir l'autorisation de son mari pour voyager à l'étranger. Autre injustice : la femme hérite de la moitié de la part de l'homme.

Le prix de la vie d'une femme est moins grand que celui de la vie d'un homme devant un tribunal. Le témoignage d'une femme dans les affaires pénales ne peut être accepté qu'à la condition qu'il soit corroboré par celui d'un homme. Les femmes magistrates ne sont pas autorisées à rendre un jugement au sein de leurs tribunaux. Ainsi, comme le montrent ces quelques exemples, les Iraniennes souffrent d'une injustice juridique et sociale majeure. Pourtant, le regard à l'étranger se limite invariablement à la question du voile.

Pire, l'identité propre des Iraniennes et leur diversité ne sont pas prises en considération. En effet, lorsque l'on parle des femmes iraniennes, qui vise-t-on ? La femme indépendante

de la classe moyenne, ou celle qui appartient aux classes défavorisées et qui habite dans un village au Baloutchistan, une région pauvre de l'Iran ? La femme bahaïe qui subit également des discriminations en raison de son appartenance religieuse, ou la femme chiite ? La partisane du régime, ou plutôt une révolutionnaire ? La dénomination « *femmes* » en Iran comprend-elle les femmes homosexuelles et trans au sein de cette population ?

### Le port obligatoire du voile n'est que la pointe de l'iceberg

Les composantes féminines de la société iranienne sont hétérogènes, avec des préoccupations variées. Elles ont pour

point commun de subir une discrimination institutionnalisée dans un climat misogyne. Le port obligatoire du voile n'est que la pointe de l'iceberg. La clé pour obtenir l'égalité des genres dans ce pays réside d'abord dans l'élimination juridique de toute sorte de discrimination. Cela ne peut se faire que si les deux conditions indissociables que sont l'élimination de toute référence religieuse dans la constitution et la démocratisation sont réunies.

Sécularisation et démocratisation constituent un grand pas en avant mais ne signifient pas encore l'abolition de la domination masculine. Le patriarcat au sein de la société iranienne, notamment dans les milieux conservateurs, a été consolidé

et soutenu, pendant des années, par un système misogyne. Cette domination est à l'origine des violences infligées aux femmes et des crimes d'honneur.

S'il est incontestable qu'un contexte démocratique et séculier favorisera l'émergence d'une situation favorable aux femmes et les protégera contre ce type de violences, les résultats ne seront pas immédiats. Du temps et des efforts, notamment dans l'éducation, seront nécessaires pour créer un contexte propre à permettre la socialisation de genre, depuis le jeune âge. Il est clair qu'une simple abolition de la police des mœurs ou toute solution rudimentaire de ce type ne résoudre pas la complexité de la situation des femmes en Iran.

**Le Monde**

avec **afp**  
7/03/2023

## Turquie : Kemal Kılıçdaroglu désigné par l'alliance de l'opposition pour affronter Erdogan à la présidentielle

Résolue à mettre en œuvre un « changement total », l'alliance de l'opposition veut, en cas de victoire le 14 mai, revenir à un système parlementaire, après le passage au système présidentiel dans lequel Erdogan concentre la totalité du pouvoir exécutif.

« *Kemal Kılıçdaroglu est notre candidat à la présidentielle* », a déclaré Temel Karamollaoglu, leader du Parti de la félicité, face à une foule rassemblée devant le siège de sa formation à Ankara, où étaient réunis, lundi 6 mars, les dirigeants de six formations.

Kemal Kılıçdaroglu affrontera, à la présidentielle du 14 mai, Recep Tayyip Erdogan, au pouvoir depuis vingt ans. Les chefs des cinq autres mouvements de l'alliance, dont M. Kılıçdaroglu (Parti républicain du peuple, CHP, social-démocrate), se trouvaient à ses côtés au moment de l'annonce.

Les élections présidentielle et législatives turques ont été maintenues à la date prévue,

malgré le séisme du 6 février qui a fait plus de 45 000 morts et dévasté des zones entières du sud et sud-est du pays.

Kemal Kılıçdaroglu, à la tête du CHP depuis 2010, a promis un retour au jeu démocratique s'il est élu en mai. « *Nous établissons tous ensemble le pouvoir de la morale et de la justice* », a-t-il déclaré face à la foule, juste après sa désignation.

« *Nous, en tant qu'Alliance de la nation, dirigerons la Turquie sur la base de la consultation et du compromis* », a-t-il promis. « *Nous redonnerons au peuple ce qui a été volé au peuple (...)* *Je ne suis pas le candidat, le candidat, c'est nous tous* », a-t-il lancé devant le siège de son parti, sous les acclamations,

entouré des populaires maires CHP d'Istanbul et d'Ankara, respectivement **Ekrem İmamoğlu** et Mansur Yavaş.

L'opposition veut ramener la Turquie à un système parlementaire, après le passage au système présidentiel obtenu par M. Erdogan, dans lequel le chef de l'Etat concentre la totalité du pouvoir exécutif. C'est un changement total que l'alliance veut mettre en place en cas de victoire en mai.

### Pour Erdogan, le scrutin le plus périlleux depuis 2003

Si M. Kılıçdaroglu est élu, les dirigeants des cinq autres formations de l'alliance seront par ailleurs désignés vice-présidents. L'accord signé par les

six parties établit aussi un rôle spécifique pour les populaires maires (CHP) d'Istanbul et d'Ankara : ils seront à leur tour nommés vice-présidents « *à un moment jugé opportun* » par M. Kılıçdaroglu en cas de victoire. Une partie des soutiens de l'opposition reproche toutefois à M. Kılıçdaroglu, ancien haut fonctionnaire âgé de 74 ans issu de la minorité alévie, de manquer de charisme face au chef de l'Etat sortant, candidat à sa succession.

L'alliance avait même manqué d'imploser, vendredi, sur le choix de M. Kılıçdaroglu : **Meral Akşener, la présidente du Bon Parti** (nationaliste), deuxième plus importante formation de la coalition, s'était alors opposée avec véhémence à sa désigna-



tion, avant de reprendre sa place à la table de l'alliance lundi. La promesse de désigner les maires d'Istanbul et d'Ankara comme des éventuels futurs vice-présidents a joué un rôle clé pour son retour.

M. Erdogan, dont la popularité a souffert de la crise économique que traverse la Turquie, devra répondre de la lenteur des secours dans les heures qui ont suivi le tremblement de terre du 6 février. Des manquements que M. Kılıçdaroglu n'a pas manqué de relever, dénonçant « l'incompétence » et la corruption à la tête du pays.

Tout en demandant pardon pour les retards dans l'arrivée des secours, le président turc, âgé de 69 ans, a fait de la reconstruction des zones dévastées sa ligne directrice. Selon les sondages, la présidentielle du 14 mai s'annonce comme son scrutin le plus périlleux depuis 2003, année de son arrivée au pouvoir en tant que premier ministre.

**Le parti prokurde HDP veut « se débarrasser de ce gouvernement »**

M. Erdogan et son mouvement, le Parti de la justice et du dé-

veloppement (AKP, islamo-conservateur), ont déjà vu leur échapper, en 2019, les municipalités d'Istanbul et d'Ankara au profit du CHP, un revers cinglant.

Quant à la formation de gauche prokurde HDP, elle pourrait aussi désormais appeler à soutenir M. Kılıçdaroglu afin de « se débarrasser de ce gouvernement », a déclaré, lundi soir, sur la chaîne de télévision Habertürk son coprésident Mihtat Sançar. Le HDP, troisième formation au Parlement turc, avait réuni 12 % des suffrages aux dernières législatives. Le

HDP a jusque-là été maintenu à l'écart de l'alliance de l'opposition du fait du Bon Parti, dont la ligne est incompatible avec celle de la formation de gauche prokurde.

Il reste désormais moins de dix semaines à l'opposition pour imposer son programme et faire campagne à travers le pays. Le séisme d'une magnitude de 7,8 du 6 février, qui a dévasté onze des 81 provinces turques, pose cependant d'importants problèmes logistiques, 3,3 millions de personnes ayant dû quitter les zones sinistrées.



By Dilan Sirwan  
07/03/2023

## President Barzani receives Pentagon chief in Erbil

**ERBIL, Kurdistan Region** - The US Defense Secretary on Tuesday met with the President of the Kurdistan Region in Erbil and discussed cooperation with the Region, especially in the war against terrorism.

Lloyd Austin arrived in Erbil on Tuesday afternoon, where he met with President of the Kurdistan Region and the Commander in Chief of the Region's Armed Forces Nechirvan Barzani.

In a joint press conference following their meeting, Barzani expressed his gratitude for Washington's long-standing support.

"Mutual interests and principles bring us together with the US," Barzani said. "We thank America for their continuous support to Iraq and the Kurdistan Region."

Austin went on to praise the



US Defense Secretary Lloyd Austin meets with Kurdistan Region's President and Commander in Chief of the Armed Forces Nechirvan Barzani in Erbil on March 7, 2023. Photo: AFP

Kurdish Peshmerga forces in their fight against the Islamic State (ISIS).

"Through the global coalition to defeat Daesh [ISIS], we have liberated more than 50,000 square kilometers from the nightmare of Daesh and freed more than 4.5 million Iraqis, so let me applaud the invaluable contributions to this fight made

by the Kurdish Peshmerga as part of Iraq's security forces," he said.

Austin is currently on a multi-day tour to Washington partner nations in the Middle East. He kicked off his tour in Jordan on Sunday, meeting with King Abdullah II. The purpose of the defense chief's visit is to emphasize US' continued commit-

ment to their partners in the region, according to the Pentagon.

After landing in Baghdad on Tuesday morning, Austin met with Iraq's Prime Minister Mohammed Shia' al-Sudani and Defense Minister Thabet Muhammad al-Abbasi, reiterating Washington's commitment to assisting Iraq in eliminating the threat of ISIS.

The global coalition against ISIS was formally established in October 2014, after ISIS took control of vast swathes of territories in Iraq and Syria. Consisting of 79 nations and five international organizations, the US-led coalition seeks to ensure ISIS' "enduring defeat."

The US security relationship with Iraq fully transitioned into an advising and assisting role in December 2021. There are currently about 2,500 US troops in Iraq, including in the Kurdistan Region.





## Kirkuk Minute March 9, 2023

### Kirkuk

At the request of the Iraqi Ministry of Defense, the Real Estate Directorate and Agriculture Department in Kirkuk have allocated 500 dunams (123 acres) of Kurdish-owned lands in the Kuli Tapa village in the Daquq district to the military. According to the leaked memorandums issued on January 4 and 8 of this year, the Agriculture Department of Daquq approved the transfer for the construction of a new Iraqi military base. Kurdish residents of the village protested and attempted to prevent the construction of the barracks because the allocated land on which it is set to be built is Kurdish property.

On Friday night, a suspected Turkish drone bombed Saydan stream between Saydan on the road between Chamchamal and Shwan districts. According to activists, the drone allegedly hit Kurdistan Workers' Party (PKK) members, killing two and wounding one.

On March 5, the Iraqi Defense Ministry announced the names of the admitted candidates for the 113th officer college, which includes 950 people, including 168 residents of Kirkuk. According to the list, out of 168 residents of Kirkuk in the officers' program, 149 are Arabs, 12 are Kurds, and 7 are Turkmen.

Broken down further: 89% of the admitted students are from the Arab community, 7% from the Kurdish community, and 4% from the Turkmen. In the latest election, Kurdish parties won 52 percent of the vote, but Baghdad's policies of discrimination against minorities are ongoing. The Arab community is also dissatisfied since most accepted students are from the Jabouri tribe, which dominates positions in the province, backed by the acting governor Rakan al Jabouri.

On March 6, [Ali Nazim](#), a Kurdish man of the [Kakai' belief](#) from the Daquq district, was released by Iraqi authorities. Nazim and six other Kurds were charged with "terrorism" in 2017 following attacks by Iranian-backed militias and the federal government on Kirkuk. The Kurds denied involvement and announced they were forced to confess under torture.

In June last year, the Kirkuk administration announced the opening of a women's shelter as a refuge for women who are subjected to domestic violence. Six months after the ceremony, the shelter remains empty and has no employees. During a demonstration on March 8 in Kirkuk, women's organizations criticized the failure to open the shelter, accusing the local authorities of

turning a blind eye to issues facing women.

On March 7, the Iraqi Prime Minister's press office said that Mohammed Shia Sudani directly supervised the signing of three contracts with the German company Siemens to repair and improve power plants in Kirkuk province and the two power plants in Baghdad. According to the statement, the German government will supervise the projects to ensure their proper implementation. The plants themselves are German-built and the five-year project will generate an additional 1,400 MW of electricity annually.

On the morning of March 3, a senior Turkish-backed Turkmen Front security official was assassinated by an [IED planted in his car](#). The incident occurred when Ahmad Tahir, the former head of the Turkmen Front guards' office, started his car in the yard of his home to go to Friday prayers, but minutes later his car exploded and killed him instantly. In response to the incident the Turkmen Front announced, "Ahmad Tahir, a retired officer and former head of the Turkmen Front guards office, was assassinated by a bomb attached to his car." According to security investigations, Ahmad Tahir was targeted by a 400-gram TNT bomb. His assassination has also sparked controversy

among the leaders of the Turkmen Front since the group's internal politics were contentious, and included a subset of the Turkmen Front specifically backing Ahmad Tahir in leadership elections.

### Tuz Khurmatu

On March 9, Da'esh terrorists released two Kurdish shepherds who had been kidnapped several months earlier. The families of the shepherds paid a \$50,000 ransom. For years the terrorist group has been generating income through kidnappings.

### Shingal (Sinjar)

On March 4, the Iraqi government's National Mass Grave Excavation Team, in coordination with forensic medical experts, began the process of excavating a mass grave of Yazidi victims in the Hamadan area of Shingal. According to the Iraqi Mass Graves Office, more than 30 bodies of Yazidi citizens are expected to be in the grave, all of them from the village of Hamadan. According to official statistics, more than 80 mass graves and dozens of individual graves have been found in Sinjar, which date back to the time of genocide committed by Da'esh terrorists in 2014.



MARCH 10, 2023  
Wladimir van Wilgenburg

## German Kurdish artist arrested in Turkey

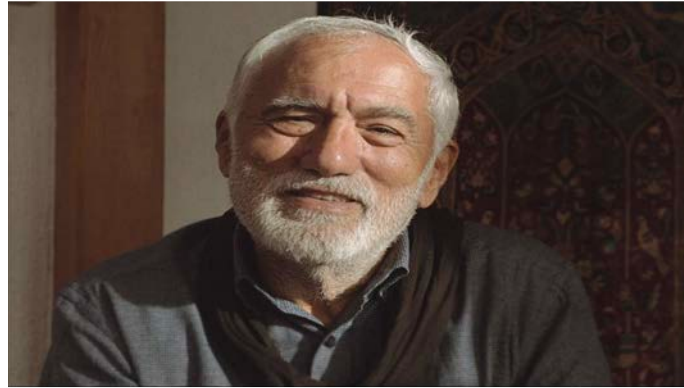
He was reportedly conditionally released on Thursday with travel restrictions.

ERBIL (Kurdistan 24) – Kurdish musician, Ali Baran, was arrested on Wednesday by Turkish police at the Sabiha Gokcen Airport.

Ali Baran, who lives in Germany, was detained by security forces when he traveled to Istanbul to work on his new album.

He was reportedly conditionally released on Thursday with travel restrictions.

Ali Baran's social media posts



were cited as a reason for his arrest.

On [Twitter](#), he thanked people for supporting him, but added

that the court investigation and travel ban will continue.

The German government in the past has [warned](#) German citizens of a travel warning, especially Kurds, that they risk being arrested for anti-government statements on social media.

A number of German citizens were arrested in Turkey in the past.



10/03/2023

## Turkey condemns Kurdish conference in EU parliament

The conference focused on the situation in northeast Syria and Kurds in Turkey.

ERBIL (Kurdistan 24) – The Turkish Foreign Ministry on Thursday condemned the annual Kurdish conference that took place in the European Parliament in Brussels on March 8th and 9th.

The 17th International Conference on the “European Union, Turkey, the Middle East and the Kurds” was organized by the EU Turkey Civic Commission (EUTCC).

According to the EUTCC, the aim of the EUTCC is “to contribute to the progress of Turkish membership to the EU. It does this by spreading accurate, objective information both in Tur-



17th International Conference on “the European Union, Turkey, the Middle East and the Kurds” (Photo: EUTCC)

key and Europe about the progress made by Turkey.”

The conference focused on the

situation in northeast Syria and Kurds in Turkey. Politicians from northeast Syria, the pro-Kurdish Peoples' Democratic

Party (HDP), academics and journalists attended the event.

The Turkish Foreign Ministry [complained](#) that the conference was organized by the “ringleaders and supporters of the PKK/PYD/YPG at the European Parliament.”

“This demonstrates once again the hypocrisy and insincere position of the European Parliament,” the Turkish foreign ministry said.

“Permitting this event to take place is in contradiction with the EU's international obligations.”





9/03/2023

## PHOTOS: Kurdistan Region celebrates national dress day

ERBIL (Kurdistan 24) – Many across Iraq’s Kurdistan region wore their traditional clothes to work, schools, and other places in honor of the national dress day.

Officially observed on March 10, many people wore their traditional costumes on Thursday, before the start of the weekend on Friday. For example, they included public civil servants, a group of traffic police officers from Akre, and students and staff at a Kurdish-language school in Kirkuk.

The oil-rich province lies within the disputed territories between the Iraqi government and the Kurdistan Region.

Also, the Ministry of Education organized a carnival today, where Arab, Kurdish, Turkmen, and Assyrian students appeared in their traditional clothing.

“It is the depiction of a culture of coexistence,” Ramy Noori, the mayor of the Christian-majority town of Ankawa, told Kurdistan 24 at a school.

Assyrians are one of the indigenous communities of Mesopotamia, which covers today's Iraq, Syria, and Turkey. They are predominantly Christians.

Arab, Kurdish, Assyrian and Turkmen Students are lining up in their traditional clothes, marking the Kurdistan Region's National Clothing Day, March 9, 2023. (Photo: Shayma Bayiz/Kurdistan 24)



Members of the Chaldean and Assyrian communities posing for a group photo in traditional clothes, March 9, 2023. (Photo: Submitted to Kurdistan 24)



Members of traffic police in the Kurdistan Region's Akre posing for a group photo in Kurdish traditional clothes, March 9, 2023. (Photo: Salah Zebary)



Erbil governor and the governorate staff posing for a group photo in Kurdish clothes, March 9, 2023. (Photo: Erbil Governorate/Facebook)



9/03/2023

## Turkey restores election funding for pro-Kurdish party

Turkey's top court on Thursday restored the funding of a pro-Kurdish party that has emerged as a kingmaker in crucial May 14 parliamentary and presidential polls.

Turkey's top court on Thursday restored the funding of a pro-Kurdish party that has emerged as a kingmaker in crucial May 14 parliamentary and presidential polls.

The constitutional court's decision reverses a freeze imposed in January at the request of government prosecutors, who are trying to dissolve the Peoples' Democratic Party (HDP).

President Recep Tayyip Erdogan accuses the HDP -- parliament's third-largest party -- of being the political wing of Kurdish militants who have been fighting government forces since 1984.

The party denies the charges and says it is being singled out for its fierce criticism of the government's social and economic policies.



A woman holds up a photo of Kurdish leader Selahattin Demirtas in a demonstration to protest against the Turkish government's policy on November 4, 2016, in Frankfurt, Germany (Photo: Boris Roessler, DPA/AFP)

The court froze the funding as an interim measure before a final decision on whether to shut down the party and bar hundreds of its members from engaging in politics for five years.

Its lawyers are due to submit a defence of their case before the constitutional court on April

11.

Turkish media reports say the party was due to receive 539 million liras (\$28 million) in treasury support this year.

The unexpected court victory for the HDP comes with Erdogan trying to expand his appeal in the face of the most difficult

election test of his two-decade rule.

Erdogan's splintered political opponents ended months of heated debates and agreed to back the candidacy of secular opposition leader Kemal Kilicdaroglu.

Opinion polls in Turkey have a poor track record, but some show Erdogan trailing his rival by more than 10 percentage points.

The HDP was excluded from the anti-Erdogan alliance because some of the other opposition leaders' more nationalist views.

"Erdogan now pitching for Kurdish votes?" emerging markets analyst Timothy Ash of BlueBay Asset Management asked in a note to clients.

LE FIGARO

avec afp  
9/03/2023

## Séismes en Turquie : jusqu'à 1,5 milliard d'euros déployés par la BERD

La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) a annoncé jeudi 9 mars son intention « d'investir jusqu'à 1,5 milliard d'euros » sur les deux prochaines années dans les régions de Turquie touchées par les tremblements de terre dévastateurs de février.

La BERD compte ainsi

« soutenir le redressement, la reconstruction et la réintégration de l'économie de la région » afin de préserver « les moyens de subsistance et les emplois dans les villes touchées », a-t-elle annoncé dans un communiqué.

**Soutien à la reconstruction**

« Il s'agit de l'une des crises

les plus dévastatrices observées en Turquie et même en Europe depuis plus d'un siècle et l'impact sur la population et l'économie est extrêmement grave », a indiqué Arvid Tuerkner, directeur général de la BERD pour la Turquie, cité dans le communiqué. La somme investie comprendra 600 millions d'euros de lignes de

crédit aux banques locales pour les entreprises et les particuliers directement touchés, ainsi que de nouveaux prêts aux entreprises participant aux efforts de reprise et de reconstruction dans la région.

La BERD dit vouloir soutenir la reconstruction « d'infrastructures durables » et concentrera également les fonds sur la



reconstruction du réseau ferroviaire pour rétablir la connectivité entre la région du sud-est et le reste du pays. Les seuls dégâts matériels provoqués par le tremblement de terre en Turquie «*dépassent les 100 milliards de dollars*» (94,7 milliards d'euros), selon un calcul sommaire mardi de la Banque mondiale, de l'ONU,

de l'Union européenne et du gouvernement turc.

#### Premier investisseur institutionnel

La secousse du 6 février de magnitude 7,8, suivie d'une autre neuf heures plus tard de magnitude 7,6, a tué près de 46.000 personnes et fait 105.000

blessés en Turquie, selon des bilans non définitifs. Elle a également détruit ou condamné 214.000 bâtiments, hauts parfois de plus de dix étages, dans 11 des 81 provinces turques. Près de 6000 personnes ont aussi perdu la vie en Syrie, selon les autorités.

La BERD, fondée en 1991 pour

aider les pays de l'ex-bloc soviétique à passer à une économie de marché, a depuis étendu son périmètre pour inclure des pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. Elle est «*le premier investisseur institutionnel en Turquie*», ayant apporté «*près de 17 milliards d'euros dans le pays depuis 2009*», précise-t-elle dans son communiqué.



Cyrielle CABOT

10/03/2023

## Présidentielle en Turquie : l'opposition unie face à un Erdogan "plus fragilisé que jamais"

Le leader du Parti républicain du peuple (CHP), Kemal Kılıçdaroglu, a été désigné le 6 mars pour défier Recep Tayyip Erdogan lors des élections prévues le 14 mai prochain. Il lui reste désormais dix semaines pour s'imposer face à un président affaibli par la crise économique et les séismes survenus voilà un mois.

La campagne présidentielle s'ouvre officiellement vendredi 10 mars en Turquie. Et le président Recep Tayyip Erdogan, en lice pour un nouveau mandat, connaît désormais son principal adversaire : Kemal Kılıçdaroglu. À 74 ans, cet ancien fonctionnaire, souvent présenté comme "l'antithèse d'Erdogan", a été désigné après des semaines de tractations et de débats par la "Table des six", l'alliance regroupant les six principaux partis d'opposition.

"Nous sommes très proches aujourd'hui de renverser le trône des tyrans, croyez-moi", a-t-il lancé, mardi, au lendemain de sa nomination, promettant "le début d'un changement total". Alors que les enquêtes d'opinion prédisent une élection serrée, la moins certaine pour le président sortant depuis son arrivée au pouvoir en 2003, France 24 décrypte les enjeux

des dix semaines à venir avant le scrutin, prévu le 14 mai.

#### Kemal Kılıçdaroglu, un "Gandhi turc" face à Erdogan

La Table des six, qui brasse tout le spectre politique allant de la gauche à la droite, aura eu bien du mal à départager ses favoris pour la présidentielle. Tout le week-end précédant l'annonce de la désignation de Kemal Kılıçdaroglu a ainsi été marqué par des tensions et disputes. La coalition semblait même sur le point d'imploser lorsque Meral Aksener, égérie de la droite nationaliste et à la tête du deuxième mouvement du groupe, a menacé de claquer la porte.

"C'est finalement le choix du consensus qui l'a emporté", explique Aurélien Denizeau, chercheur indépendant spécialiste de la Turquie. "Le Parti républicain du peuple (CHP) de Kemal Kılıçdaroglu est le mouvement le plus important de la coalition et il incarne l'opposition à Erdogan depuis sa création. Nommer son leader était un choix logique", abonde Didier Billion, directeur adjoint de l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris), spécialiste de la Turquie.

À 74 ans, cet ancien haut fonctionnaire, longtemps directeur de la Sécurité sociale turque, est devenu l'un des principaux visages de l'opposition au président. Depuis 2008, il a fait parler de lui à plusieurs reprises en révélant des affaires de corruption éclaboussant des membres de l'AKP, le parti présidentiel. En 2017, celui qu'on surnomme "le Gandhi turc" pour son calme et sa ressemblance avec le leader indien a aussi marqué les esprits en parcourant 450 kilomètres à pied, d'Ankara à Istanbul, pour dénoncer "l'autoritarisme du pouvoir". En 2019, c'est aussi son parti qui a réussi à rafler plusieurs grandes villes, dont Istanbul, après plus de 20 ans passés aux mains de l'AKP.

Malgré ces succès, beaucoup, au sein de la coalition, lui reprochent son manque de charisme et auraient préféré la candidature du maire d'Istanbul ou de celui d'Ankara – d'ailleurs mieux placés que lui dans les sondages. "Mais ce que certains considèrent comme un manque de charisme pourrait finalement se révéler être un atout pendant la campagne", estime Didier Billion. "Kemal Kılıçdaroglu jouit d'une image totalement contraire à celle de Recep Tayyip Erdogan, vu

comme autoritaire et belliqueux. Or, la population a envie de ce calme."

#### Les Kurdes, arbitres du scrutin

La nomination de Kemal Kılıçdaroglu pourrait présenter un autre avantage : rallier le vote kurde à la Table des six. Issu d'une fratrie anatolienne de sept enfants, le candidat est en effet originaire de la région de Dersim, à majorité kurde, et membre de la minorité alévie, une branche hétérodoxe de l'islam. À lui seul, il pourrait donc convaincre l'aile nationaliste de l'alliance, garder ses électeurs de gauche et aller chercher le vote du parti prokurde, le Parti démocratique des peuples (HDP).

"Environ un tiers de la population kurde, sunnite conservatrice, vote traditionnellement pour Recep Tayyip Erdogan", précise Aurélien Denizeau. "Mais le vote des deux tiers restants, majoritairement ralliés au HDP, est plus incertain. Il s'agit de la troisième formation au Parlement turc. Elle est créditée d'environ 10 % des suffrages. Ce sera l'arbitre de ces élections."

Lundi, le coprésident du parti

prokurde HDP, Mithat Sancar, a laissé entendre que sa formation pourrait ne pas présenter de candidat et appeler à soutenir Kemal Kılıçdaroglu. "L'alliance pourrait alors remporter l'élection dès le premier tour", note le spécialiste. "Mais cette offre est certainement conditionnée à des garanties pour les Kurdes en cas de victoire. Il faudra donc voir, dans les prochains jours, ce qu'offre Kemal Kılıçdaroglu."

**Recep Tayyip Erdogan fragilisé "mais toujours solide"**

Face à la Table des six, **Recep Tayyip Erdogan** apparaît "plus fragilisé qu'il ne l'a jamais été" mais "il jouit toujours d'une base électorale très solide", analyse Aurélien Denizeau. "Selon les derniers sondages, il est toujours crédité de 40 % des voix. C'est suffisant pour remporter le scrutin mais le résultat pourrait être très serré."

Pendant la campagne, le président Erdogan pourra par ailleurs compter **sur une presse qui lui est presque exclusivement acquise** pour tenter de rallier l'électorat. "En parallèle,

il va très certainement essayer de jouer sur les divisions de l'opposition pour la discréditer", anticipe le spécialiste.

Car si le président sortant est fragilisé par un bilan en demi-teinte, marqué par une **crise économique** et une **pluie de critiques sur sa gestion des séismes du 6 février**, l'opposition, elle, peine à faire émerger un programme commun. "Leur dénominateur commun, c'est d'en finir avec Erdogan, de mettre fin à un régime présidentiel pour revenir à un régime parlementaire", rappelle Didier Billion.

"Pour ce qui est des questions économiques ou sociales, ils remettent ça à l'après-élection en assurant qu'il y aura des 'compromis'."

"Recep Tayyip Erdogan essaiera aussi certainement d'améliorer la situation économique du pays, même d'une façon court-termiste", reprend Aurélien Denizeau. "Tout en misant sur sa politique étrangère – l'un des rares domaines où son bilan fait consensus, notamment en ce qui concerne sa gestion de la guerre en Ukraine."



**Anselm Jappe**  
10 mars 2023

## Séisme en Turquie : le béton en question

Et si la catastrophe «naturelle» survenue il y a un mois en Turquie ne l'était pas tant que ça ? Le philosophe Anselm Jappe pointe du doigt le rôle joué par le béton, matériau qui n'est pas mauvais en soi mais a une «tendance fatale à être mal utilisé», dans l'amplification de la destruction.

**L**e séisme en Turquie et en Syrie survenu le 6 février a fait plus de 50 000 morts. Ce nombre dépasse, apparemment, le nombre de civils ukrainiens tués pendant la première année de guerre. Mais ils risquent d'être oubliés bien vite : c'était une «catastrophe naturelle», même «l'une des plus grandes catastrophes naturelles de nos temps», comme l'a dit António Guterres, le secrétaire général des Nations unies. Qu'est-ce qu'on peut faire contre une catastrophe naturelle ? Elles arrivent, c'est tout. Mais que veut dire «naturelle» ?

Quiconque se trouve dans un champ ou dans une forêt au moment d'un tremblement de terre, même puissant, court peu de risques ; seuls les glissements de terrain sont susceptibles de constituer un danger au milieu de la nature. Les secousses sont dangereuses à cause des

constructions humaines – et tout dépend donc du caractère de ces bâtiments. Ce fait est banal, mais souvent négligé.

Après le séisme de Gölcük de 1999 qui a causé plus de 17 000 morts, la presse turque, unanime, avait titré : «Assassins !». Parce que tout le monde savait que si les maisons s'étaient écroulées si facilement, c'était parce que les constructeurs avaient utilisé des matériaux de mauvaise qualité – notamment du béton contenant trop de sable pour baisser les coûts au détriment de la stabilité des édifices. Cette fois, les promoteurs turcs n'ont pas attendu d'être montrés du doigt ; certains se sont enfuis, et ont été arrêtés juste avant de monter dans l'avion. Ils savaient bien qu'on les tiendrait pour responsables de cette catastrophe.

La résistance antisismique n'est pas l'apanage du béton

Mais dans quelle mesure le béton armé peut-il être considéré comme étant la cause du nombre élevé de victimes ? Au cours de l'histoire, les maisons en pierre n'ont pas résisté aux tremblements de terre, qui ont détruit des villes entières : voir Pompéi. Pour ce qui est du béton, nous sommes face à un phénomène typiquement moderne : les constructions en béton armé ne se sont vraiment répandues qu'après la Seconde Guerre mondiale – en Europe comme dans le reste du monde. Or, il existe des constructions en béton «antisismiques».

D'ailleurs, la résistance antisismique n'est pas l'apanage du béton ou de la modernité : les Incas au Pérou utilisaient d'énormes blocs de pierre qui tenaient le choc bien mieux que les édifices des conquérants espagnols. Aujourd'hui, on peut – semble-t-il – avoir des constructions

en béton armé qui résistent aux secousses, comme au Japon. Mais elles coûtent cher. Et c'est ici que gît le problème.

Il est tentant de dire : le problème n'est pas le béton en soi, mais son usage. Cependant, le béton a une tendance fatale à être mal utilisé. C'est un mélange d'eau, de sable, de calcaire et de gravats. Ce mélange ne se trouve pas spontanément dans la nature, mais est produit par l'homme, et donc susceptible de faire l'objet de manipulations. Notamment celle d'y mettre trop de sable pour économiser de l'argent. En règle générale, il est «armé», donc coulé dans une structure métallique : autre tentation de faire des économies, au détriment de la sécurité. Ensuite, la corrosion arrive vite, et la structure cède.

**Ce matériau peut prendre toutes sortes de formes différentes**

Autre inconvénient du béton : il peut prendre toutes sortes de formes différentes, mais en pratique il donne lieu à une certaine uniformité. Or ce qui peut être bon aux Pays-Bas ne l'est pas nécessairement en Turquie, et vice-versa. Les façons de bâtir prémodernes étaient toujours adaptées aux contextes locaux - et tenaient souvent compte des possibles catastrophes naturelles. Le béton, en revanche, finit par imposer partout les mêmes solutions. Car le béton est facile à utiliser et coûte peu cher.

Ce qui ne comporte pas que des avantages, car cela pousse les détenteurs du pouvoir politique et économique à

commanditer, souvent pour des raisons de prestige, des projets gigantesques qui non seulement accaparent une partie des ressources qui pourraient être utilisées à meilleur escient (par exemple, pour des logements populaires de qualité), mais représentent parfois de véritables menaces pour les populations locales, comme les barrages et les centrales nucléaires.

**Des constructions rapides dont la sécurité n'est pas le premier souci**

Le béton se prête évidemment à l'édification forcée de grandes quantités de logements de piètre qualité par des

entrepreneurs peu scrupuleux. Mais il se trouve également employé massivement par les «auto-constructeurs» des bidonvilles, qui abandonnent alors des constructions traditionnelles, aux qualités éprouvées, pour des constructions rapides dont la sécurité n'est certainement pas le premier souci.

Bien sûr : des constructions en béton peuvent être très solides. A condition de les contrôler. Mais en de nombreux endroits, les contrôles ne sont pas vraiment effectués, et leur obligation légale produit plutôt un effet négatif supplémentaire du béton : un gros marché de corruption, de complaisances,

de complicité, de clientélisme et de carrières politiques. En Italie, la droite a gagné plusieurs fois des élections avec la promesse d'une légalisation après coup des bâtiments érigés sans permis, ou simplement en faisant comprendre qu'elle tolérait silencieusement la poursuite de ces constructions réalisées par toutes les classes sociales.

Anselm Jappe est l'auteur d'une dizaine de livres, dont le Béton, arme de construction massive du capitalisme (L'Echappée, 2020). Dernier ouvrage paru : Un complot permanent contre le monde entier. Essais sur Guy Debord (L'Echappée, mars 2023).

The New York Times

Lydia Polgreen  
March 10, 2023

Lydia Polgreen's: The U.S. isn't the center of the world. Lydia Polgreen thinks beyond borders. Get her column as soon as it publishes.

## 'The State Failed These People. They Didn't Have to Die Like This.'

ADIYAMAN, Turkey — Beneath each fresh mound in this rapidly expanding graveyard lies a tragedy. One morning at dawn, Zeki Karababa told me about his.

Karababa's brother, Hamit; Hamit's wife, Fatma; and two children, Ahmet, 10, and Evra, 3, had been crushed when their apartment building crumbled in the earthquake.

**But that was just the beginning.**

"For three days there were no professional rescuers," Karababa told me. By the time they found his relatives, all four were dead.

"I took the bodies with my bare hands," he said, weeping. "Nobody came to help us."

It is a refrain I heard over and over in the week I spent traversing southeastern Turkey last month. The country is strug-

gling to recover from an earthquake whose wrath defies superlatives: 50,000 dead in Turkey and Syria and countless families homeless. The World Bank [estimates](#) that the quake caused \$34.2 billion in physical damage in Turkey, or roughly 4 percent of the country's G.D.P.

Turkey's government, led by the increasingly autocratic President Recep Tayyip Erdogan, has tried to portray the unbearable losses as the inevitable result of a biblical catastrophe that no one could have prepared for. But few people I spoke to were buying that.

"There is nothing natural about this disaster," Ali Aslan, a volunteer rescue worker in Adiyaman, told me. "The state failed these people. They didn't have to die like this."

In all of the death and destruction, nothing has been shaken more thoroughly than the Turkish people's faith in their gov-

ernment. The quake has undermined Erdogan's strongman image and exposed the core contradiction of autocratic rule: A government that insists on its own omnipotence and competence will inevitably disappoint when it is nowhere to be seen in the face of disaster. The implicit trade — freedom for safety and security — begins to look like a very bad bargain indeed.

This is not the first time the Turkish people have had to confront this reality. For generations, Turkish citizens had been told that the government — devlet baba, or father state — would keep them safe. Few people have gotten more out of this promise than Erdogan. He rose to power in the aftermath of Turkey's last devastating earthquake, which hit near Istanbul in 1999 and killed more than 17,000 people. Just as they did last month, victims lay under the rubble for days awaiting rescue from a government

that showed up too late or not at all.

"I am not saying that the civil defense organization collapsed," a Turkish lawmaker [said at the time](#). "It did not exist. I saw that there was not the slightest bit of preparation."

The government response was "a declaration of bankruptcy for the Turkish political and economic system," a cabinet member declared in a speech. "All ideological arguments were flattened by the earthquake," he said. "Lying under the ruins is the Turkish political and administrative system."

The state's compact with the Turkish people had been broken. The disastrous response was seen by many as a result of the corrupt governance and decadent indifference of the elite, and it led to the eventual defeat of the secular, nationalist establishment that had held power in Ankara since



the founding of the Turkish state. Erdogan had been Istanbul's mayor and was a loud critic of the government at the time. His new political party, the Justice and Development Party, took power, led by pious business owners who said they wanted to improve the lot of the average citizen, not line their own pockets.

But more than 20 years have passed, and now the tables have turned. If it took roughly eight decades for the old elite to wear out their welcome with corruption and overreach, Erdogan and his party have achieved the same ignominy in two.

"In any modern setting, when something bad happens to you, you expect the state to show up," said Selim Kuru, a leading analyst of Turkish affairs. "Somebody is supposed to answer the call. And when that doesn't happen, people just get very, very upset."

There are lots of very angry people in Turkey right now. "Lies, lies and more lies, it has been 20 years, resign," Turkish football fans [recently shouted](#).

**It wasn't supposed to be this way.**

Erdogan and his party came to power promising good governance and public safety in the aftermath of the Istanbul quake. His government embarked on a frenzy of building, and construction supercharged the Turkish economy. [Per capita G.D.P.](#) nearly tripled between 2003 and its peak in 2013. In just about every city, towers of apartment blocks mushroomed. Cranes dotted the skylines.

But many of those buildings held deadly secrets that only now have spilled out. Idris Bedirhanoglu, a professor of civil engineering at Dicle University in southern Turkey, explained to me how contractors routinely cut corners. They might skimp on cement or substitute smooth river stones for commercially made crushed gravel, making for a weaker aggregate. A



Survivors of the earthquake stand in line to get aid at a distribution point in Adiyaman. Credit... Diego Ibarra Sanchez for The New York Times

builder might put in thinner rebar.

In 2018 Erdogan extended what was known as "zoning amnesty" to buildings that did not meet stringent code requirements. The action was intended as an election year sop to voters who had expanded their homes and businesses illegally, and he touted this in [remarks](#) he gave in the city of Kahramanmaras. That city would be one of the hardest hit by this year's earthquake.

Erdogan's rise to power after the 1999 Istanbul disaster was paralleled by a surge in civic activity. Many people felt abandoned by a paternalistic government. Turkish intellectuals and activists formed and bolstered their own civil society organizations aimed at helping one another through all manner of difficulties. A lot of the organizing was done by professional associations of architects and engineers and others worried about not just building safety but also the use of public space and the environmental impacts of the building frenzy that accompanied Erdogan's rise. These groups did not want a new, paternalistic state to take the place of the old one. They wanted greater participation in a truly democratic civic sphere.

In Erdogan's first decade in power, he was broadly hailed as a champion of openness and democracy. Turkey was

seeking European Union membership and burnishing its democratic credentials. Erdogan emphasized freedom of religion, which had been repressed in the old secular regime, and freedom of expression. Most critically, he managed to [contain](#) Turkey's military and all but eliminate its meddling in political life.

But ultimately Erdogan began refashioning the old centralized state as an even more powerful instrument that he alone could wield. Over the past decade, and with increasing speed since a [2016 coup plot](#) was put down, Erdogan has [squeezed civil society groups](#), brought the independent press to heel and prosecuted his political opponents. He has steadily accrued power, culminating in a [2017 referendum](#) that moved Turkey from a parliamentary system to a strong executive system, giving him greater control over the judiciary and legislature.

He centralized disaster relief under a new government agency known as AFAD, and in a decision that calls to mind George W. Bush's appointment of the head of the International Arabian Horse Association to lead FEMA two years before Hurricane Katrina, Erdogan named a [theologian with little experience in disaster relief](#) to head AFAD's relief efforts, according to [local media reports](#). Erdogan has joined a growing club of elected autocrats who came to power in truly demo-

cratic elections only to slowly insulate themselves from political competition. For such men there is no need to declare oneself the leader for life — it is much better to follow the frog-in-boiling-water approach. Bit by bit, destroy the independence of institutions, civil society, the media. Drain the legislature of its oversight power. Bend the judiciary to your will. Use the law to remove popular competitors from the playing field of politics. Slowly, then all at once, you are the only person who can win an election.

It is happening in [India](#) and in [Hungary](#), and many feared that Brazil was headed in this direction, until the last election. The natural endpoint of this process — unfettered one-man rule despite regular elections — is on display most tragically in Russia, where a madman who answers to no one controls what is [reportedly](#) the largest nuclear arsenal in the world. But Civicus, an organization that tracks the health of civil society across the globe, gives Turkey the same rating as Russia: [repressed](#).

In the concentration of this power, however, lie the seeds of destruction. If the president controls all the levers of power, who else can he blame when the response to a disaster goes awry? In a world where we expect more disasters, not fewer, this is an extraordinary vulnerability.

"To build his strongman rule he weakened institutions, and those weak institutions came back to haunt him," said [Gonul Tol](#), director of the Turkey program at the Middle East Institute. "It really undermined his ability to govern and deliver."

It would be foolish to try to predict with any certainty how the earthquake and its aftermath will affect Erdogan's political fortunes. The country needs rebuilding, and Erdogan is nothing if not a committed builder. Dueling polls [disagree](#) about whether his popularity has dipped since the quake.



Erdogan also has lots of friends on the global stage. His handling of the cataclysm on his doorstep in Syria, which could easily have undone a less savvy leader, has raised Turkey's stature, making him ever more indispensable in a new, multipolar world. Turkey is a NATO member that nevertheless has [warming ties with Russia](#), making it a crucial and sometimes [frustrating](#) player in the Ukraine crisis.

But as Erdogan well knows, disaster changes the trajectory

of history in sudden and unexpected ways. The country is in the midst of an economic crisis, in part driven by Erdogan's highly unorthodox policy of keeping interest rates low despite inflation soaring at one point [beyond 85 percent](#). A [poll before the earthquake](#) found that more than 70 percent of young Turks want to leave the country, and that percentage is certain to rise. Even before the quake, Erdogan's poll numbers were slipping.

Meanwhile, the fractured Turk-

ish opposition has become more united. New polling numbers reported this week show a [double-digit lead](#) for the opposition candidate, Kemal Kilicdaroglu. He has pledged to return the country to its parliamentary system and [decentralize power](#).

Last week, Erdogan [indicated](#) that elections would happen on schedule. Right now, Turkey simmers with grief and rage. The last time there was a massive quake, that grief and rage were channeled into the possi-

bility of a new compact between citizen and state in Turkey and a rejection of the centralized, autocratic style of the previous regime. If Erdogan and his party, despite a promising start, have crushed that dream, the elections in May, assuming they are allowed to proceed freely and fairly, could offer another rare chance for the Turkish people to try again.

"I think this is the last exit for Turkish democracy," Gonul Tol said. "The stakes are really high."



March 10, 2023

## Iraqi forces bar Kirkuk University students in Kurdish clothing

ERBIL, Kurdistan Region - As Kurds across the Kurdistan Region marked traditional clothing day on Thursday, Iraqi security forces manning the gates at Kirkuk University denied entry to students dressed in Kurdish outfits.

"We tried to enter from the main gate, but they told us that we were not allowed," a geography student at Kirkuk University who dressed up in traditional clothing alongside scores of his fellow Kurdish students told Rudaw English on Friday, speaking on condition of anonymity.

"They prohibited us from entering the campus from all three gates, telling us there was no

such thing as national dress day. We remained in the parking lot until the school day was over," he said.

Rudaw reached out to the university, but they declined to comment on the ban.

Iraqi security forces are responsible for campus security and they routinely enforce a general dress code, prohibiting students from wearing bright colors or clothing with slogans. Kurdish students are routinely barred from wearing their national costume to campus.

Government offices in Kirkuk also banned the wearing of Kurdish clothing, though Kurdish primary and high schools

across the city marked the occasion with festive outfits.

Kirkuk is a multi-ethnic city home to Kurds, Arabs, and Turkmen. The city was under joint administration before 2014, when Kurds took full control after Iraqi forces withdrew in the face of the Islamic State (ISIS) group. Kurds held the city until October 16, 2017, when Iraqi forces retook control and expelled Kurdish security forces following the Kurdistan Regional Government's (KRG) independence referendum.

Less than two months later, violent altercations broke out between students of Kirkuk University when Arab students

attempted to provoke the Kurds on Peshmerga day, which honors Kurdish armed forces, by playing nationalist Iraqi music over loudspeakers and waving the Iraqi flag in front of their Kurdish schoolmates.

Kurds in Kirkuk have not been able to freely celebrate their national events or display the Kurdistan flag since October 16, 2017.

"One year, they ban raising the Kurdistan flag. Then, they ban Kurdish clothing. If it continues like this, in a couple of years they will forbid Kurds from entering the university altogether," said another student.

# Le rétablissement des relations diplomatiques entre l'Iran et l'Arabie saoudite, amorce d'un tournant géopolitique majeur

Riyad et Téhéran ont annoncé à Pékin leur décision de rétablir leurs relations diplomatiques, rompues en 2016.

**P**endant sept ans, la rupture entre l'Arabie saoudite et l'Iran a placé le Moyen-Orient au bord du gouffre. Les acteurs de la région s'accrochaient à l'espoir ténu de voir les deux puissances ennemies reprendre langue pour éviter une déflagration et solder la série de crises et de conflits alimentés par leur rivalité. A la surprise de tous, c'est depuis Pékin que Riyad et Téhéran ont annoncé, vendredi 10 mars, le rétablissement de leurs relations diplomatiques, actant par là même l'ascension de la Chine en tant qu'acteur stratégique dans la région, sur fond de désengagement américain.

Cette détente, obtenue après plus de deux ans de pourparlers secrets en Irak puis à Oman, pourrait constituer l'amorce d'un tournant géopolitique. L'accord, qui devrait être finalisé lors d'une prochaine rencontre entre les ministres des affaires étrangères des deux pays, prévoit que Riyad et Téhéran rouvrent leurs ambassades dans un délai de deux mois et qu'ils réactivent les accords sécuritaire et économique qui les lient. Les deux puissances se sont également engagées à ne pas interférer dans leurs affaires internes.

« Le retour à des relations normales entre Téhéran et Riyad offre de grandes possibilités aux deux pays, à la région et au monde musulman », a assuré sur Twitter le chef de la diplomatie iranienne, Hossein Amir Abdollahian, ajoutant que

son ministère allait « lancer d'autres initiatives régionales », renforçant ainsi les spéculations sur de possibles avancées sur d'autres dossiers régionaux, dont le Liban et la Syrie.

Le secrétaire du Conseil suprême de la sécurité nationale, Ali Shamkhani, présent à Pékin, a salué pour sa part « la fin des malentendus » et s'est dit confiant que l'accord contribue « à améliorer la stabilité et la sécurité régionales ». Son homologue saoudien, le conseiller à la sécurité nationale Musaid Al-Aiban, a dit « espérer continuer un dialogue constructif avec l'Iran », fondé sur les « principes du bon voisinage ».

## Rivalité persistante

Cosignataire de l'accord, le chef de la diplomatie chinoise, Wang Yi, a souligné la « sagesse » et la « sincérité » des deux pays. La réaction de Washington, éclipsé au profit de la Chine, est plus ambivalente. L'administration américaine a soutenu les pourparlers engagés entre l'Arabie saoudite et l'Iran, sans y être associée. « Il reste à voir si l'Iran remplira ses obligations liées à l'accord. Ce n'est pas un régime habitué à tenir sa parole », a toutefois commenté la Maison Blanche.

« C'est un pas de plus des Saoudiens loin des Américains, au moment où ils négociaient avec eux des garanties de sécurité. Cela les prive d'un levier sur l'Iran », estime Jo-

seph Bahout, directeur de l'Institut Issam-Fares à l'Université américaine de Beyrouth. Bête noire de Téhéran, les Etats-Unis voient leur rôle de garant de la sécurité régionale remis en cause par Riyad, qui doute de leur capacité et de leur volonté à contenir l'expansion de l'Iran.

La détente amorcée par les deux puissances ennemies ne met toutefois pas fin à leur rivalité. « Pour le moment, il ne faut pas s'attendre à ce que cette entente entre l'Iran et l'Arabie saoudite mène à une véritable réconciliation, estime l'analyste Thomas Juneau, rattaché au Sanaa Centre for Strategic Studies. Il s'agit plutôt d'un accord pour mieux gérer les tensions bilatérales, qui demeurent importantes. » Depuis la révolution islamique de 1979, les deux puissances se disputent la suprématie régionale, chacune se posant en défenseur des deux grands courants de l'islam, le sunnisme pour Riyad et le chiisme pour Téhéran. L'expansion iranienne dans la région a aiguisé leur compétition sur de nombreux dossiers, du Liban au Yémen, en passant par la Syrie et l'Irak.

## Le Yémen, une priorité

Le divorce a été consommé en 2016 lorsque l'Arabie saoudite a rompu ses relations diplomatiques avec l'Iran, à la suite de l'attaque de son ambassade à Téhéran par des manifestants iraniens qui protestaient contre l'exécution par Riyad du religieux chiite Nimr

Al-Nimr. Les Emirats arabes unis, le Koweït et Bahreïn lui ont emboîté le pas. L'antagonisme entre les deux camps avait été exacerbé par l'entrée en guerre du royaume contre les rebelles houthistes au Yémen en 2015, décidé par Mohammed Ben Salman, l'actuel prince héritier saoudien, qui était alors ministre de la défense. L'Iran a maintenu son grand rival sous pression à travers l'influence qu'il exerce sur le mouvement houthiste. Celui-ci a enchaîné les tirs de roquettes sur le territoire saoudien, tandis que les attaques contre des pétroliers dans le détroit d'Ormuz se multipliaient.

L'attaque de septembre 2019 contre deux des sites pétroliers les plus stratégiques d'Arabie saoudite, par des drones et des missiles, tirés selon les Etats-Unis depuis le territoire iranien, a constitué un tournant. Restée sans réponse des Américains, cette attaque a mis en lumière la vulnérabilité saoudienne et nourri la conviction à Riyad qu'une guerre contre l'Iran serait dévastatrice.

C'est à Bagdad, en avril 2021, que des pourparlers ont commencé. Après cinq rounds de négociations, et deux conférences internationales, tenues dans la capitale irakienne et à Amman, ces discussions ont été suspendues en décembre 2022. Le régime iranien a accusé Riyad d'utiliser ses chaînes satellites pour soutenir les manifestations qui ont embrasé le pays trois mois

plus tôt. Les négociations pour rétablir l'accord sur le nucléaire iranien ont également été stoppées face à la répression de la contestation.

Mais la guerre au Yémen, un bourbier pour l'Arabie saoudite, a poussé en faveur d'un rapprochement. La priorité absolue de l'Arabie saoudite est de « trouver un moyen d'avoir un cessez-le-feu permanent au Yémen », a déclaré jeudi à Moscou le ministre saoudien des affaires étrangères, le prince Faisal Bin Farhan. Les pourparlers entre Saoudiens et houthistes ont repris à partir de l'été 2022 sous l'égide du sultanat d'Oman, qui entretient des liens avec Téhéran et les rebelles yéménites. Les contacts se sont accélérés au début de l'année.

Compte tenu de l'intérêt de la République islamique, déstabilisée par un soulèvement interne, pour une désescalade régionale, ce ballet diplomatique pourrait déboucher sur une trêve plus pérenne au

Yémen. Malgré la non-reconduction en octobre de la trêve décrétée en avril 2022 sous l'égide des Nations unies, les houthistes se sont abstenus de toute attaque contre leur voisin du nord.

« Téhéran a probablement dû s'engager à faire pression sur ses alliés au Yémen pour qu'ils soient plus disposés à mettre fin au conflit dans ce pays », estime Hussein Ibish, chercheur à l'Arab Gulf States Institute, à Washington. « L'Iran n'acceptera pas de cesser son soutien aux houthistes. Téhéran n'abandonnera pas cette importante carte dans son jeu », nuance Thomas Juneau.

#### Moment crucial pour l'Iran

L'accord Téhéran-Riyad survient à un moment crucial pour la République islamique. Après avoir fait face à un soulèvement d'une ampleur inédite, Téhéran est confronté à une chute historique de sa monnaie face aux devises étrangères. Des voix s'élèvent,

même parmi certains soutiens de l'Iran, pour dénoncer le président ultraconservateur, Ebrahim Raïssi, qualifié d'incompétent par un nombre croissant d'Iraniens. Sur la scène internationale, la République islamique est de plus en plus isolée du fait de ses violations répétées de l'accord sur son programme nucléaire.

L'absence d'avancées sur ce dossier semble avoir convaincu Riyad, engagé dans une offensive diplomatique tous azimuts au Moyen-Orient, à manœuvrer pour s'assurer que Téhéran ne dépasse pas certaines lignes rouges. Les tractations avec l'Iran ont été menées parallèlement à une campagne d'endiguement et de dissuasion, conduite de concert avec les Etats-Unis et Israël. « L'engagement des Arabes du Golfe dans cette double politique reflète leur conviction que ni l'endiguement et la dissuasion, ni les efforts diplomatiques de rapprochement ne suffisent à eux seuls à gérer les relations

avec les Iraniens », analyse Hussein Ibish.

L'accord saoudo-iranien constitue un accroc dans la stratégie d'isolement de l'Iran du premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou. Un haut responsable israélien a confié à la presse que cet accord ne devrait toutefois pas entraver les efforts de normalisation en cours entre Israël et l'Arabie saoudite ni un rapprochement entre Israël et l'Occident sur la question iranienne. M. Nétanyahou constate que les Occidentaux ont cessé de prétendre négocier sérieusement, sur le fond, avec les Iraniens. Le premier ministre israélien voit la position des Occidentaux se rapprocher de la sienne, à savoir le renforcement des sanctions et la mise en place d'une dissuasion militaire crédible.

Ghazal Golshiri, Madjid Zerrouky, Louis Imbert (Jérusalem, correspondant) et Hélène Sallon (Beyrouth, correspondante)



11 mars 2023  
Eléonore Disdero

## Après le séisme en Turquie, l'aube d'une catastrophe environnementale et sanitaire

Les séismes du 6 février en Turquie et en Syrie ont fait plus de 50 000 morts. Une catastrophe humaine sans précédent à laquelle s'ajoute un nouveau désastre environnemental. Encore mal évaluées, les conséquences de ces tremblements de terre sur la nature et la santé humaine sont pourtant nombreuses : amiante et plastique disséminés dans les débris de construction, sites industriels touchés, émanation de substances chimiques, rejets de déchets dangereux qui polluent les sols, l'eau et l'air...

Au moins 200 000 bâtiments ont été endommagés en Tur-

quie, générant 100 millions de tonnes de déchets. «C'est l'équivalent de tous les déchets que le pays a produit en 2020», rapporte Greenpeace. Rien qu'à Antioche, 19 zones de stockage temporaire de débris ont été recensées. Les bâtiments écroulés regorgent d'amiante, classé comme cancérigène pour l'homme dès 1977 par le Centre international de recherche sur le cancer, et interdit d'utilisation en Turquie en 2010. Même après cette date, le minéral a continué d'être utilisé illégalement dans certaines constructions, en servant d'isolant «dans les systèmes de chauffage, les re-

vêtements de sol, les systèmes électriques, les enduits muraux et les toits», détaille la Plateforme pour le droit à un air pur, qui réunit plusieurs ONG turques. «Les débris ne devraient être enlevés qu'après avoir vérifié la présence d'amiante dans les bâtiments effondrés, et les avoir soigneusement débarrassés de ce minéral autant que possible.» Concrètement, une évaluation sur le terrain doit être effectuée par un spécialiste de la détection de l'amiante, en prélevant des échantillons si besoin. Le désamiantage est ensuite effectué par des employés d'entre-

prises spécialisées. Une procédure qui n'est pas suivie pour le moment.

Lésions pulmonaires et cancers

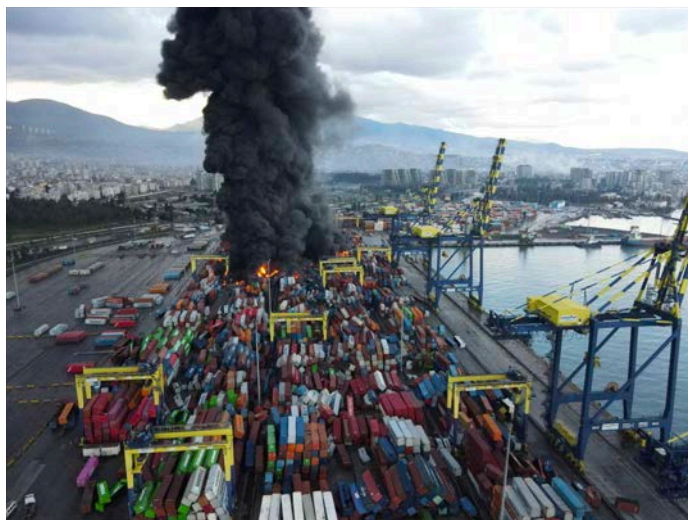
En outre, les fibres d'amiante peuvent être transportées par le vent sur de grandes distances. Leur inhalation provoque des lésions pulmonaires et différents cancers, même dix à vingt ans après l'exposition. Les équipes de sauvetage et d'enlèvement des débris doivent utiliser des masques filtrants aux normes FFP3 ou N95, car l'amiante traverse facilement les masques chirurgi-



caux classiques. Elles doivent aussi porter des vêtements de protection spéciaux et des casquettes pour ne pas transporter les fibres dans l'environnement. Pour éviter la formation de poussière, les secouristes doivent pulvériser de l'eau dans l'air, ou tout du moins dans les décombres des bâtiments. Or, «aucune de ces mesures n'est appliquée», déplore la Plateforme pour le droit à un air pur. Enfin, de nombreuses menuiseries, peintures, portes et fenêtres contiennent des particules de plastique, également toxiques pour l'humain et l'environnement.

Les particules fines rejetées dans l'air lors de l'enlèvement des débris, portées par le vent en grande quantité ont elles aussi de graves conséquences sur la santé, car elles traversent la barrière poumon-sang. Et causent des irritations des voies respiratoires, de la toux et des difficultés à respirer, une aggravation de l'asthme, une diminution de la fonction pulmonaire, des cancers du poumon, voire une mort prématurée chez les personnes souffrant de maladies cardiaques et pulmonaires. De plus, le transport par camions des déchets engendrera en moyenne 45 000 allers simples, «un problème en soi», selon Greenpeace. «A chaque voyage, la poussière des débris se répandra dans les villes et augmentera la pollution atmosphérique. Cela peut entraîner de graves problèmes de santé respiratoire.»

Les débris de construction, les produits chimiques, les polluants organiques permanents, l'amiante et les métaux lourds contenus dans l'énorme quantité de déchets du tremblement de terre provoquent une pollution de l'air, du sol et des eaux de surface et souterraines. Certains magasins situés sous les bâtiments qui se sont écroulés vendaient des maté-



La fumée noire de l'incendie dans le port d'Iskenderun après les tremblements de terre en Turquie, le 7 février. (Depo photos/REUTERS)

riaux de construction. «On peut donc supposer qu'il y a des produits chimiques, des peintures, du plâtre et d'autres matériaux supplémentaires sous les débris», s'alarme la Plateforme pour le droit à un air pur. Il existe un risque additionnel dans les zones rurales touchées par les séismes, car la plupart des bâtiments stockent des pesticides et autres produits chimiques agricoles. «Ces produits ont pu s'infiltrer et provoquer une pollution du sol et de l'eau dans la région», rapporte l'ONG.

#### Dégradation de la qualité de l'air

Les dégâts des séismes sur les infrastructures industrielles sont encore peu connus. Malgré tout, les associations rapportent que la centrale électrique au charbon Afsin-Elbistan, à Kahramanmaraş, dans le sud du pays, a été endommagée par les ondes sismiques. «Nous espérons que les dégâts n'ont rien à voir avec le bassin de cendres de la centrale, qui peut laisser échapper des substances toxiques dans les eaux souterraines et de surface ainsi que dans les sols», s'inquiète Greenpeace. De même, la centrale Atlas dans la province

du Hatay, ne fonctionne plus depuis les premiers séismes. «Aucune explication satisfaisante n'a été donnée par les autorités [sur ces dysfonctionnements] et les experts indépendants ne peuvent pas entrer dans les installations», alertent les deux ONG.

Autre site sensible touché : le port d'Iskenderun, l'un des plus grands du pays. L'incendie, qui s'est déclaré peu après les séismes et a duré quatre jours, s'est propagé depuis les conteneurs de produits chimiques, renversés par les secousses des tremblements de terre. Selon la base de données du réseau officiel de surveillance de la qualité de l'air du ministère de l'Environnement, de l'Urbanisation et du Changement climatique turc, la qualité de l'air, qui était bonne les 6 et 7 février, est soudainement devenue très mauvaise le 8 février. Le niveau de particules dans l'air à Iskenderun a atteint  $275 \mu\text{g}/\text{m}^3$  en moyenne les jours suivants, un chiffre 18 fois supérieur aux recommandations de l'Organisation mondiale de la santé.

Le principal risque est la propagation de déchets dangereux, qui entraînera une pollution généralisée de l'envi-

ronnement. Car la Turquie n'est pas préparée à la gestion de ces débris, affirme la Plateforme pour le droit à un air pur. «Les plaintes des citoyens selon lesquelles les déchets sont déversés de manière irrégulière sur les terres agricoles, les zones humides et même dans le lit des rivières font déjà la une des journaux», selon l'ONG. «Nous avons été témoins de l'élimination de matériaux très risqués, déversés dans la réserve d'oiseaux et zone humide de Mileyha», abonde Greenpeace, qui a mis en place une ligne anonyme pour recevoir des informations sur les rejets illégaux de déchets. Sollicité par Libération, le ministère de l'Environnement, de l'Urbanisation et du Changement climatique turc n'a pas donné suite.

Bien sûr, la reconstruction des bâtiments entraînera de nouvelles pollutions. Les édifices pourraient s'inscrire dans le cadre des «efforts de développement de villes écologiques à faible émission et résistantes au changement climatique», espère la Plateforme pour le droit à un air pur. Mais le gouvernement, pressé par les élections présidentielle et législative de mai, «veut agir rapidement sur la construction», rappelle Greenpeace. Ainsi, 200 000 logements doivent sortir de terre dans les onze provinces affectées par le séisme, a annoncé le président turc, Recep Tayyip Erdogan, fin février. Sans une bonne planification des besoins futurs, «ces nouveaux bâtiments conçus pour résister aux tremblements de terre pourraient être vulnérables aux autres crises écologiques et sociales qui nous attendent», affirme Greenpeace. L'ONG a d'ores et déjà enterré l'idée que ces reconstructions soient conformes aux normes environnementales.



## Iran : une centaine d'arrestations dans l'affaire des écolières intoxiquées

Certains suspects avaient pour objectif d'« instiller un climat de peur parmi les élèves et de fermer des écoles », affirme le ministère de l'intérieur iranien.

Une centaine de personnes ont été arrêtées en Iran dans le cadre de l'enquête sur la mystérieuse affaire des intoxications dans des écoles de filles, qui a suscité une forte émotion dans le pays, fait savoir le ministère de l'intérieur dans un communiqué relayé dimanche 12 mars par l'agence de presse officielle IRNA.

« Plus de 100 personnes soupçonnées d'être responsables des incidents dans les écoles ont été identifiées, arrêtées et interrogées », est-il dit dans ce communiqué, qui précise que les interpellations ont eu lieu dans plusieurs provinces, dont celles de Téhéran et de Qom (Nord), de l'Azerbaïdjan-Oriental et Occidental (Nord-Ouest), du Kurdistan et d'Hamadan (Ouest).

Certains suspects avaient pour objectif d'« instiller un climat de peur parmi les élèves et de



Une jeune femme intoxiquée sur un lit d'hôpital, dans une ville d'Iran non précisée. Extrait d'une vidéo datant du 2 mars 2023. REUTERS TV / VIA REUTERS

fermer des écoles », poursuit-il, évoquant « de possibles liens avec des organisations terroristes » telles que les Moudjahidine du peuple (MEK). « Heureusement, depuis le milieu de la semaine dernière, le nombre d'incidents a diminué sensiblement » et il n'y a pas « eu de nouveaux cas d'élèves malades », ajoute le ministère.

### Plus de 5 000 cas répertoriés

Depuis le début de l'affaire, fin novembre, les élèves de nombreux établissements, pour la plupart des écoles de filles, ont été affectés par de soudaines intoxications par des gaz ou des substances toxiques qui ont provoqué des malaises et des évanouissements menant parfois à des hospitalisations.

Les autorités en ont dénombré « plus de 5 000 » dans « quelque 230 établissements scolaires » situés dans vingt-cinq des trente et une provinces du pays. Face à la multiplication des cas, des parents d'élèves et des habitants s'étaient mobilisés pour exprimer leur inquiétude et appeler les autorités à agir. Le 6 mars, le Guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, a réclamé des « peines sévères », allant jusqu'à la peine de mort, contre les responsables de ces empoisonnements, qu'il a qualifiés de « crimes impardonnables ».

L'affaire a commencé deux mois après le début du mouvement de contestation qui a suivi la mort en détention, le 16 septembre, de Mahsa Amini, une jeune femme arrêtée par la police des mœurs qui lui reprochait d'avoir enfreint le code vestimentaire imposant notamment le port du voile.



Parisa Hafezi  
12 mars 2023

## L'Iran dit avoir conclu un accord avec Washington pour un échange de prisonniers

L'Iran et les Etats-Unis ont conclu un accord pour un échange de prisonniers, a annoncé dimanche le ministre iranien des Affaires étrangères.

"En ce qui concerne la question de l'échange de prisonniers entre l'Iran et les Etats-Unis, nous sommes parvenus à un accord

ces derniers jours et si tout se passe bien du côté américain, je pense qu'il y aura un échange de prisonniers dans un bref délai", a déclaré Hossein Amirabdollahian.

"De notre côté, tout est prêt, tandis que les Etats-Unis travaillent actuellement à la coor-

dination technique finale", a poursuivi le ministre des Affaires étrangères.

La Maison blanche n'a pas répondu dans l'immédiat à une demande de commentaire.

Parmi les prisonniers détenus par Téhéran figure Siamak Na-

mazi, un homme d'affaires irano-américain condamné en 2016 à dix ans de prison pour espionnage et coopération avec le gouvernement américain.

Emad Sharghi, également un homme d'affaires irano-américain, est emprisonné en Iran depuis 2018 alors qu'il travaillait

pour une société d'investissement technologique. Morad Tahbaz, un autre ressortissant irano-américain, disposant également de la nationalité, est aussi détenu en Iran.

Des sources iraniennes ont déclaré à Reuters que deux autres

pays étaient impliqués dans les discussions indirectes entre Téhéran et Washington pour la libération de prisonniers.

La République islamique dément les accusations d'activistes selon lesquelles elle sert des arrestations de bina-

tionaux pour obtenir des concessions auprès d'autres pays.

Certains médias iraniens ont rapporté la semaine dernière qu'un accord d'échange avait été conclu en contrepartie du déblocage de sept milliards de

dollars des fonds iraniens gelés en Corée du Sud et faisant l'objet de sanctions américaines.

(avec Elwely Elwely à Dubai et Moira Warburton à Washington, rédigé par Parisa Hafezi, version française Laetitia Volga)

Le Monde

Le Monde avec AFP  
12/03/2023

## L'Iran confirme la condamnation à mort d'un dissident irano-suédois

Habib Chaab, chef du Mouvement arabe de lutte pour la libération d'Ahvaz, a été condamné pour terrorisme. La Suède a entamé des démarches pour lui offrir une aide consulaire, mais l'Iran ne reconnaît pas la double nationalité.

La Cour suprême iranienne a confirmé la condamnation à mort pour « terrorisme » du dissident irano-suédois Habib Chaab, [rapporte dimanche 12 mars l'agence de presse Mizan Online](#).

Chef du Mouvement arabe de lutte pour la libération d'Ahvaz (ASMLA), considéré comme une organisation terroriste par les autorités iraniennes, Habib Chaab, qui est âgé d'une cinquantaine d'années, avait disparu en octobre 2020 après s'être rendu à Istanbul pour réapparaître un mois plus tard derrière des barreaux en Iran. Sa condamnation à mort avait été annoncée le 6 décembre.

En novembre 2020, la télévision iranienne avait diffusé une vidéo dans laquelle il s'accusait notamment d'un attentat meurtrier commis en septembre 2018 lors d'un défilé militaire à Ahvaz, chef-lieu de la province du Khouzistan.

« **Châtiment inhumain** »,



Une capture d'écran des aveux de Habib Chaab, aussi connu sous le nom de Habib Asyud, diffusés à la télévision publique iranienne le 11 novembre dernier.

### selon le ministre des affaires étrangères suédois

La Suède a réagi en affirmant qu'elle cherchait à obtenir plus de clarté sur ce dossier. « *La peine de mort est un châtiment inhumain et irréversible, et la Suède, comme le reste de l'UE, condamne son application en toutes circonstances* », a déclaré à l'Agence France-Presse le ministre des affaires étrangères suédois, Tobias Billström, dans un courriel.

Le pays scandinave, dont M.

Chaab est citoyen, a engagé des démarches pour lui offrir une aide consulaire mais l'Iran ne reconnaît pas la double nationalité. Six hommes accusés de faire partie de l'ASMLA ont été condamnés à mort en Iran pour avoir « *suivi les ordres de leurs chefs européens, comme Habib Nabgan et Habib Chaab* ».

Au moins seize détenteurs de passeports occidentaux, dont six Français, sont détenus en Iran. La plupart sont des binationaux. L'exécution en janvier

de l'Irano-Britannique Alireza Akbari, reconnu coupable d'espionnage, a soulevé une vague d'indignation. Le 1<sup>er</sup> mars, l'Allemagne a par ailleurs expulsé deux diplomates en poste à Berlin pour protester contre la condamnation à mort du dissident irano-allemand Jamshid Sharmahd, âgé de 67 ans, accusé d'avoir participé à un attentat contre une mosquée à Chiraz, dans le sud de l'Iran, qui avait fait quatorze morts en avril 2008.

Les relations irano-suédoises sont également tendues en raison de l'affaire Hamid Nouri, un ancien fonctionnaire pénitentiaire iranien condamné à la perpétuité en première instance en Suède pour son rôle dans les exécutions de masse de prisonniers ordonnées par Téhéran en 1988. Son procès, qui a débuté en appel en janvier, suscite la colère de Téhéran, qui dénonce régulièrement des poursuites « *politiques* » et des « *accusations sans fondement et fabriquées contre l'Iran* » dans ce dossier.



Wladimir van Wilgenburg  
13/03/2023

## Peshmerga unification needs political commitment for a stable future: Dutch military advisor

“When the parties are not aligned, and they are not willing to cooperate, then it's also really difficult to have a unified Peshmerga.”

**ERBIL (Kurdistan 24)** – The outgoing Col. Hans Vroegh, a senior Dutch military advisor and member of the Multinational Advisor Group (MNAG) told Kurdistan 24 in an interview that Peshmerga reform needs political commitment from the ruling parties.

The Netherlands, the US, the UK, and Germany, all members of MNAG, support the unification of the Kurdistan Democratic Party's (KDP) Units 80 and the Patriotic Union of Kurdistan's (PUK) Units 70 under the command of the Ministry of Peshmerga (MOP). The Peshmerga reform project is also supported by the US-led coalition.

Last year, Dutch Consul General Jaco Beerends told Kurdistan 24 that the process is hampered due to tensions between the two ruling Kurdish political parties, PUK and KDP.

Col. Hans Vroegh received a parting gift depicting a Peshmerga in his natural environment overseeing a huge (political) gap (Photo: Col. Hans Vroegh).

Col. Hans Vroegh underscored the cooperation between the Kurdish parties on Peshmerga reform at the lower levels. Moreover, he said Kurdish leaders “all say that they support Peshmerga reforms, but we will have to see how that will develop in the future.”

“What does this mean for the 70 forces in total, and what does it mean for the 80 forces is difficult to predict. But, one of the main aims of Peshmerga reform is unification, because unification contributes to a



Dutch military advisor Col. Hans Vroegh with Peshmerga forces (photo: private)

stable and safe environment in the Kurdistan Region of Iraq.”

### Political commitment

For unification to work, there must be a “political commitment and political cooperation from the parties.” If the parties are not aligned, and they are not willing to cooperate, then it's also really difficult to have a unified Peshmerga (..).”

Distrust is one of the main issues between the political parties, he added. “That doesn't help reform. There needs to be a lot done on trust building, a big part of Peshmerga reform.”

In order to build trust, he continued, politicians must be aligned and cooperate in favour of Peshmerga reform.

### Support for unification

“One good thing I have noticed is that everyone is supportive of Peshmerga reform” and recognizes the necessity for reform in order for the KRG to remain a secure and safe environment. “The political disputes are dis-

turbing the process,” he added. “So that's not easy.”

Until now there are 25 Regional Guard Brigades (RGBs) that fall under the Ministry of Peshmerga, he said. In 2014, there were a total of 14 unified brigades.

Last year, on Sept. 20, the US signed a [Memorandum of Understanding \(MOU\)](#) with the KRG to continue to support Peshmerga forces, including a mandate of 28 projects from the MNAG linked to Peshmerga reform.

He added that during his six months of service, there has been some progress.

“But if you look back from a historical perspective, then you see substantial progress. We have now reorganized the Ministry of Peshmerga. There are RGBs under the command of the Ministry of Peshmerga, and there is a force command, organized under the Ministry of Peshmerga.”

“The Coalition is working on logistical hubs for the Ministry of Peshmerga and now the coalition supports a force structure

with divisional headquarters with a very clear command and control within the Ministry of Peshmerga, and we're focusing on financial reform.”

Until now the Ministry of Peshmerga has two divisional headquarters. “The next step, this year, will be to create four divisional headquarters.”

“There is still a lot to be done. We have four years within the MoU to implement Peshmerga reform within the Ministry of Peshmerga.”

### Budget

Due to the KRGs financial reform program in the Ministry of Peshmerga, many of the Peshmerga forces will be paid digitally.

One problem is that the Ministry of Peshmerga (MOPA) doesn't have their own sovereign budget. Baghdad has refused to pay the Peshmerga Ministry under the Iraqi budget, which has remained a point of dispute between Baghdad and Erbil.

He said the Ministry of Peshmerga needs a “stable budget” they can count on, and sufficient amount to pay for salaries, development, equipment, infrastructure, and other expenses. “There needs to be a healthy discussion in the Kurdistan region to give proper funding to the ministry of Peshmerga,” he said.

He added that the KRG aims to have 125,000 Peshmerga forces in the future.

“I know it's related to the (Iraqi)



constitution and the Ministry of Peshmerga is dependent on the budget, but I think there needs to be a solution. It is incomprehensible that the Ministry of Peshmerga does not have an adequate budget. In every discussion we have, they say they don't have enough money, while there is enough money in the (Kurdistan) region."

Col Hans Vroegh said he felt very welcome during his short

stay of six months in the Kurdistan Region. "I felt very welcome, everyone was kind and supportive, the hospitality and the kindness of people overwhelmed me. I really liked my stay over here," he added.

He also said he had fruitful discussions with Peshmerga officials during his stay, with some becoming friends. "I really enjoyed my stay and I will always be an ambassador for the Kurdish issue."

However, he hoped that the Kurdish politicians understand that they have 'gold' in their hands with the level of autonomy in the Kurdistan Region and that they have to reorganize the Peshmerga forces.

"What we see lately are a lot of political disputes," he said. "We can see the coalition has put a lot of effort to get people close together, and I think there are many factors inside and outside

of the Kurdistan region that influence this. But to develop a society, there is a limited amount of time."

"There are outside factors, such as the neighbors, and huge challenges such as the climate, water shortages, and energy transition. There are a lot of challenges, but people have to realize this, and not argue with each other."



Wladimir van Wilgenburg  
13/03/2023

## US denies Iran's claim of prisoner swap—though Oman had tried to mediate prisoner release

Oman was mediating the release of Americans wrongfully detained in Iran, but its efforts have produced little results.

**WASHINGTON DC, United States (Kurdistan 24)** – The U.S. strongly denied the claim made on Sunday by Iran's Foreign Minister that a prisoner exchange between the two countries was imminent.

Tehran holds three Iranian-Americans, who were arrested and imprisoned, after traveling back to their country of birth.

"We have reached an agreement in recent days regarding the exchange of prisoners between Iran and the United States," Iran's Foreign Minister Hossein Amir-Abdollahian told a state broadcaster.

However, U.S. officials vehemently denied that. "Statements from Iranian officials that a deal regarding the exchange of prisoners has been reached are another especially cruel lie that only adds to the suffering of their families," State Department Spokesperson Ned Price said.

Similarly, a National Security



A photo of the Sultan of Oman Haitham bin Tariq (right) is merged with a picture of US President Joe Biden. (Photo: Designed by Kurdistan 24)

Council Spokesperson stated, "Claims made by Iranian officials that we have reached a deal for the release of the U.S. citizens held by Iran are false."

Iran's Foreign Minister "has made similar comments in the past about possible deals with the U.S. on frozen assets abroad and other issues that never came to fruition," the Associated Press reported. "Some of those remarks have appeared aimed at shoring up domestic support amid the

mass protests challenging Iran's theocracy and supporting the country's troubled rial currency.

### But there were Negotiations to Free Americans Held in Iran

In fact, there were attempts to negotiate the release of Americans detained by the Iranian regime—an important point that has received surprisingly little public attention.

Last week, U.S. President Joe

Biden spoke with the Sultan of Oman, Haitham bin Tariq Al Said. The White House read-out of their March 7 conversation consisted mostly of the anodyne statements that one expects from such documents: reaffirming "longstanding historical ties between our countries," while "strengthening the U.S.-Oman strategic partnership."

However, the White House read-out did contain one significant point that was largely overlooked: Oman was mediating with Tehran in an effort to release Americans detained there.

The read-out concluded with the sentence, "President Biden finally welcomed Oman's historic role in securing the freedom of American citizens wrongfully held in Iran."

That statement explains a point that, three weeks ago, had left journalists quite befuddled: Why did the U.S. Special Envoy to Iran, Rob Malley, travel to Oman?



An Iranian member of parliament had said that the Sultan of Oman would be traveling to Iran to discuss renewing the 2015 nuclear accord, formally known as the Joint Comprehensive Plan of Action (JCPOA.)

At a State Department press briefing, a reporter noted that Rob Malley had recently visited Oman. Was the U.S. secretly negotiating the renewal of the JCPOA? He repeatedly pressed Ned Price on that point.

Price's answer was, essentially, no. "The JCPOA is not on the agenda [and] has not been on the agenda for some time," he responded. But the reporter failed to recognize that Price had hinted at other reasons why Malley might have visited Oman—the most plausible of which was to help free Americans detained in Iran.

That point, was in essence, confirmed last week by Biden. Malley went to Oman, because the Omanis were involved in trying to free the three Ameri-

cans wrongly detained in Tehran.

### But no Results from Oman's Mediation

It appears that Oman's mediation has yielded little results. Certainly, no Americans have been released, and tensions between Washington and Tehran appear undiminished.

Shortly after the read-out of the discussion between President Biden and Sultan Haitham was published, Kurdistan 24 asked

the State Department about the results of Oman's mediation.

"We will not detail any diplomatic efforts underway," a State Department Spokesperson replied. "Such discussions are sensitive and highly consequential for the U.S. citizens who have been wrongfully detained." But, as she affirmed, "we remain committed to securing the freedom of all U.S. citizens who continue to be wrongfully detained overseas, and we are working tirelessly to bring them home."



20 Minutes avec AFP  
14/03/23

## L'Iran a reconnu « ouvertement » l'arbitraire des détentions des six Français, estime Paris

**chantage** Lundi, le responsable de la diplomatie iranienne a dénoncé l'attitude « non constructive » de la France vis-à-vis de l'Iran qui ne facilite pas les discussions sur une éventuelle libération des Français

Des propos jugés « préoccupants » par le **Quai d'Orsay**. « Nous avons bien noté les déclarations lundi » du porte-parole du ministère des Affaires étrangères iranien, Nasser Kanani. Elles « attestent du caractère arbitraire » des **détentions des Français**, a souligné la porte-parole du ministère français des Affaires étrangères, Anne-Claire Legendre, lors d'un point presse mardi.

La veille, le responsable de la diplomatie iranienne a dénoncé l'attitude « non constructive » de la France vis-à-vis de l'Iran et



Benjamin Briere, Cécile Kohler, Jacques Paris, Bernard Phelan et Louis Arnaud, détenus arbitrairement par le gouvernement iranien depuis des mois. — SEVGI/SIPA

son « interventionnisme » qui ne facilitent pas les discussions sur une éventuelle libération des Français détenus dans le pays. « Naturellement, la poursuite de telles actions n'aidera pas au règlement de la question des prisonniers », a conclu Nasser Kanani. « J'espère que nous allons assister à une évo-

lution positive dans ce dossier », a-t-il également dit, soulignant que « bien sûr, les positions et les actions des pays peuvent jouer un rôle positif » pour cela.

### Six Français toujours détenus

La porte-parole du Quai d'Or-

say, a, elle, rappelé la position française : « nous demandons la liberté immédiate de tous nos ressortissants détenus arbitrairement ». La France est l'un des pays ayant dénoncé le plus fermement « la répression » de la vague de protestations qui a secoué l'Iran après la mort le 16 septembre de Mahsa Amini.

Officiellement, six Français sont détenus en Iran : l'enseignante et syndicaliste **Cécile Kohler** et son compagnon Jacques Paris, le Franco-Irlandais **Bernard Phelan**, **Louis Arnaud** et **Benjamin Brière**, ainsi qu'un autre ressortissant dont l'identité n'a pas été rendue publique. La chercheuse franco-iranienne Fariba Adelkhah, arrêtée en juin 2019 puis condamnée à cinq ans de prison pour atteinte à la sécurité nationale, a quant à elle **été libérée** le 10 février.



Clara Hidalgo  
14/03/2023

## Iran : des hommes portent le voile pour soutenir les femmes contre la politique stricte du régime

Un inversement des rôles inhabituel en Iran. Depuis plusieurs jours, des dizaines de photos d'hommes iraniens portant un voile circulent sur les réseaux sociaux. Un geste fort en soutien aux femmes dans un pays où leurs **droits sont largement réprimés**.

De nombreux Iraniens tout âge confondu, un voile sur la tête, posent devant l'objectif ou en selfie pour dénoncer l'obligation du port du voile imposé aux femmes. Depuis la **Révolution islamique de 1979**, la police veille au strict respect de cette règle dans l'espace public.

C'est pour dénoncer l'«*absurdité*» de cette règle et «*l'injustice*» dont sont victimes les Iraniennes «*depuis plus de quatre décennies*», que des hommes «*publient des photos d'eux avec un voile*», décrypte sur son compte Twitter Farid

Vahid, co-directeur de l'Observatoire du Nord et du Moyen-Orient et de la Fondation Jean Jaurès.

### «Ridiculiser le pouvoir»

Certains étudiants se rendent même «*à l'université en portant le voile*» pour témoigner de leur «*solidarité*» à leurs camarades et protester contre «*le code vestimentaire*» qui y est obligatoire. Cette pratique vise «*à ridiculiser le régime*», salue Farid Vahid.

Les pharmaciens se moquent eux aussi publiquement de l'Iran Food and Drug Administration (IFDA). Cette administration publique qui opère sous la tutelle du ministère de la Santé a rendu obligatoire le port du voile traditionnel à tout le personnel féminin dans les officines. Pour montrer leur désaccord avec cette mesure, les professionnels posent derrière leur bureau ou entre deux

rayons de médicaments, un voile sur la tête.

Sur son compte Twitter, la journaliste et activiste Masih Alinejad, félicite ces actions : «*Les hommes iraniens se moquent de cet ordre et soutiennent leurs collègues féminines en portant le hijab.*» Ces photos ont fait le tour du monde entier et ont été applaudies par des centaines d'internautes. «*Fiers de nos hommes qui se sont tenus à nos côtés dans la lutte pour la liberté #MahsaAmini*», peut-on lire dans les commentaires.

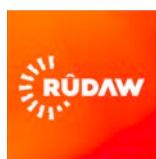
### Hommes mobilisés en soutien des femmes

Masih Alinejad va plus loin en appelant, dans un autre post, «*les pharmaciens internationaux à soutenir leurs collègues iraniens*». L'activiste rappelle que «*de nombreuses femmes ont perdu leur emploi pour le crime d'avoir résisté aux lois*

*sur le port obligatoire du hijab. [...] Les droits de l'homme sont une question mondiale. Montrez votre solidarité.*

Ce n'est pas la première fois que Masih Alinejad interpelle les hommes. En 2016, l'opposante au régime leur avait demandé de participer à sa campagne contre le port du voile obligatoire à travers le hashtag **#meninhijab**. Deux ans plus tôt, l'activiste avait créé le mouvement «*My Stealthy Freedom*» pour révoquer le port forcé du hijab en Iran.

Les hommes iraniens se mobilisent largement en soutien aux femmes depuis la mort de Mahsa Amini qui a impulsé une vague de contestations, en septembre dernier. Main dans la main, hommes et femmes manifestent dans la rue contre un régime répressif qui a déjà causé la mort de plusieurs centaines de personnes.



Karwan Faidhi Dri  
14/03/2023

## Former US envoy blames PKK for failure of intra-Kurdish talks

**ERBIL, Kurdistan Region** - James Jeffrey, former US special envoy to the global coalition against the Islamic State (ISIS), told Rudaw earlier this month that the "major reason" behind the failure of talks between Kurdish ruling and opposition parties in northeast Syria (Rojava) is the Kurdistan Workers' Party (PKK) - a claim previously made by the opposition as well.

"We have tried several times.

Many of our friends here in Erbil have tried as well - it has been a major effort. I think the problem is not with the people in northeast Syria, but the problem is with the people in Qandil," Jeffrey told Rudaw's Dilbawin Dara earlier this month, referring to the headquarters of the PKK. "They absolutely do not want to see this happen," he added. "Qandil seems to be against it and I think that's the major reason."

Rojava's ruling Democratic Union Party (PYD) and the opposition Kurdish National Council (ENKS) have had thorny relations for years. They began unity talks in 2014 in the Kurdistan Region's Duhok province, and reached an agreement but it was never implemented.

PYD is the political arm of the People's Protection Units (YPG) which is the backbone of the Kurdish-led Syrian Democratic

Forces (SDF).

The groups resumed talks in late 2019. However, talks stalled for months, reportedly due to changes in the positions of US officials in Syria who supervise talks. Despite the presence of all relevant US officials in Rojava, talks have not resumed.

Both sides blame one another for the failure of the talks.

Sulaiman Oso, a member of

ENKS' leadership council, said in 2021 that the PKK's dominance over Kurdish authorities in Rojava had stalled the talks.

Jeffrey also told Rudaw that most of the Kurdish officials and commanders in Rojava are affiliated to the PKK.

The ENKS is a member of the Turkey-backed Syrian opposition and has enjoyed good relations with Ankara. Turkish foreign minister Mevlut Cavusoglu has warned the ENKS not to make deals with the PYD.

"You get mixed signals from Ankara. As you know, the KNC [ENKS] is supported by Ankara. It is part of the official Syrian



James Jeffrey, former US special envoy to the global coalition against ISIS, speaking to Rudaw on March 1, 2023. Photo: Rudaw/Screengrab

opposition. But they were able to, despite that, have considerable talks and back and forth. So, I can say Ankara is ambiv-

alent - sometimes yes sometimes no," said the former US envoy. The presence of the PKK in

Rojava has been confirmed by Mazloum Abdi, commander in chief of the SDF.

He spoke to researchers from the International Crisis Group in 2020 for a report published late November, and acknowledged the sacrifices that thousands of PKK fighters have made in the area since 2011, but noted that the group's presence is a headache for his administration.

A number of PKK-trained individuals, some accused of having maintained ties to the group, occupy senior positions in the Autonomous Administration of North and East Syria (NES), according to the report.



**Karwan Faidhi Dri**  
14/03/2023

## HDP to contest elections with alternative party amid closure row

ERBIL, Kurdistan Region - There is a "strong possibility" that the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP) will enter the upcoming general elections in Turkey through an alternative party in case its closure materializes, a senior member of the party told Rudaw English on Tuesday.

In 2021, Turkey's chief prosecutor filed a lawsuit in the Constitutional Court seeking the dissolution of the HDP for alleged links to the Kurdistan Workers' Party (PKK) - an armed group struggling for increased rights of Kurds in Turkey but listed as a terrorist organization by Ankara. The case is ongoing and the next hearing has been postponed to April 11.

Ferhat Encu, head of HDP office in Istanbul, told Rudaw English on Tuesday that the party will meet on Wednesday to decide whether to contest the elections

within a newly-established party - Green Left Party - or not.

"There is a strong possibility, though it is not definite," that the HDP will enter elections through the Green Left Party, he said, adding that "we have been discussing this for a while... in case the party closes."

"We have been working on it so that the will of Kurds would not be without an alternative. It was established a long time ago but there were no preparations for it to enter the elections," noted the politician. "We do not want to be without an alternative in case the HDP is closed."

Selahattin Demirtas, former co-chair of the HDP, who has been in jail since 2016 for terror-related charges, shared the logo of Green Left Party, calling on people in a tweet to "print out this image in color and put it on the refrigerator door and room

doors at home. Don't know what it is, you will need it."

The Green Left Party already initiated preparations to take part in the Kurdish New Year, Newroz, in Kurdish areas - an event largely organized by the HDP.

HDP co-chair Pervin Buldan told Rudaw English in 2021 that a new party would carry on the Kurdish struggle if her party is eventually closed.

"Political parties are means or tools for political struggle. The important thing is to continue this struggle," she said.

HDP was founded in 2012 as a pro-Kurdish leftist party. With a diverse group of candidates from devout Muslims, to minority representatives, socialists, and LGBT activists, HDP passed the 10 percent vote threshold and entered the parliament in 2015.

The party acted as an intermediary during the peace process between the Turkish state and the PKK between 2013 and 2015, marking short years of hope that the decades-long conflict that left tens of thousands dead might finally come to an end.

For decades, Kurdish parties have been sidelined, prosecuted, and shuttered by the state. The HDP was formed by members of the Democratic Regions Party (DBP). Both parties consider themselves as pro-Kurdish and are still in alliance. The HDP is seen as the successor of the Democratic Society Party (DTP), which was founded in 2005 but closed by the Turkish Constitutional Court in 2009 for allegedly trying to divide Turkey.

Turkish parliamentary and presidential elections will take place on May 14.



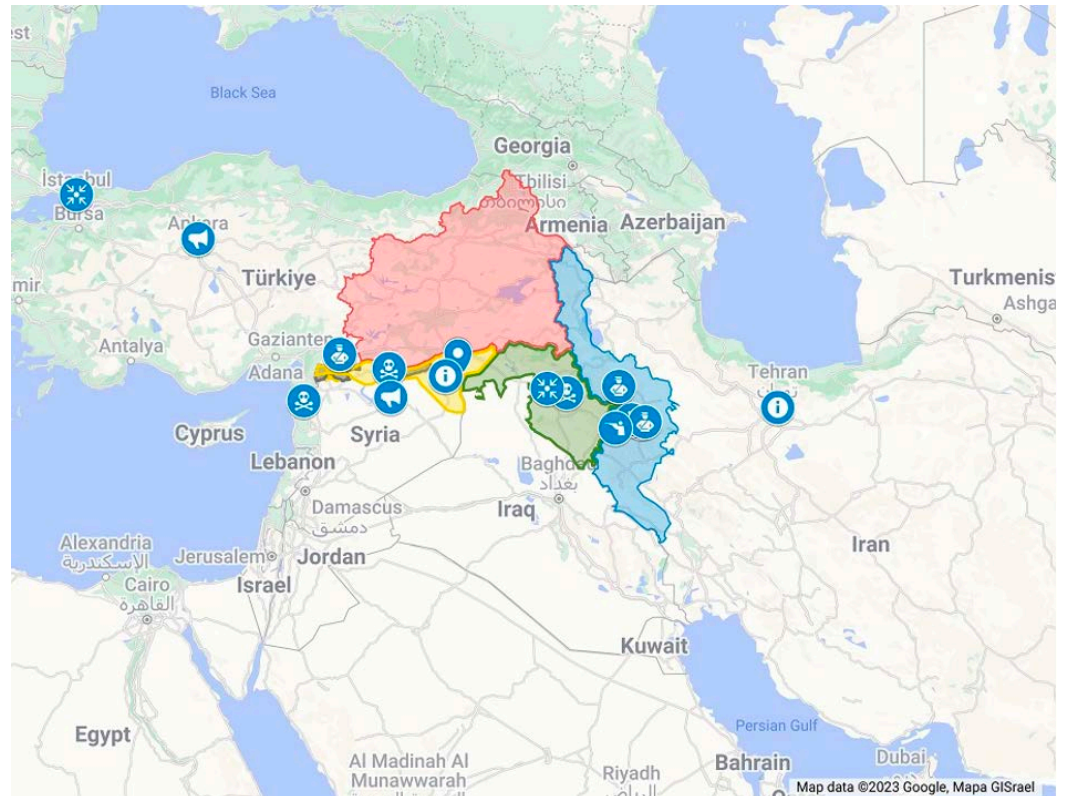
# Kurdistan's Weekly Brief March 14, 2023

Washington Kurdish Institute

*A weekly brief of events occurred in the Kurdistan regions of Iran, Iraq, Syria, and Turkey.*

## Iran

The Iranian regime arrested several teachers and activists last week for protesting the string of poison gas attacks that has targeted girls' schools in Iran. Iranian security forces detained six teachers in Sena and four in Saqqez, Kermanshah, and Ilam. The exiled Cooperation Center for Iranian Kurdistan's Political Parties (CCIKP) expressed support for the protests and called for Iranian Kurds to dedicate this year's Newroz celebrations to Jina Amini. Simultaneously, Iranian courts sentenced a female activist named Serour Malai'e to three years and six months in prison, another female activist named Haina Maroufi to five years in prison, and a Kurd from Sena named Kawa Bahrami to one year in prison. Iranian authorities also arrested a women's rights activist named Sahan Khosravi. Moreover, Iranian security forces wounded two Kurdish porters (kolbars), and a mine from the Iran-Iraq War injured a Kurdish man near Sardasht. Separately, the U.S Treasury Department's Office of Foreign Assets Control (OFAC) sanctioned 39 entities constituting a network of banks and institutions responsible for facilitating the Iranian regime's oil sales and moving its financial assets. Furthermore, the White House and U.S. State Department refuted Iranian claims the two parties nearly agreed to a prisoner exchange. Lastly, the European Union (EU) dissolved its system that was created to facilitate trade with Iran in 2019.



## Iraq

Iranian Ministry of Foreign Affairs spokesperson Naser Kananani demanded Iraq hand over Iranian Kurdish dissidents residing in Iraqi Kurdistan and "disarm" all Iranian Kurdish opposition parties on Iraqi soil. Several Kurdish parties and their members' relatives have resided in Iraqi Kurdistan's Koya town since the establishment of the Islamic Republic in 1979. The Iranian regime has launched several attacks on exiled opposition parties in Iraq since 2018.

U.S. Secretary of Defense Lloyd Austin concluded his Iraq visit by meeting with President of Kurdistan Region Nechirvan Barzani in Erbil. Secretary Aus-

tin reaffirmed the U.S.'s commitment to providing security assistance to the Peshmerga and working with the Kurdistan Regional Government (KRG) on institutional reforms. Secretary Austin also denounced Iran's repeated attacks on Iraqi Kurdistan and called for Kurdish leaders to overcome divisions. On a different note, the Kurdistan Democratic Party (KDP) and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) presented their earlier agreement regarding election laws to the opposition parties. The arrangement divides Kurdistan into four electoral districts whose boundaries are based on the provinces of Erbil, Sulaymaniyah, Duhok, and Halabja. The parties remain divided on the issue of minority districts but agreed to use voter

registrations from 2021 as a reference for constituent data.

## Syria

Russia agreed to repatriate 200 children linked to ISIS (Da'esh) from the Autonomous Administration of North and East Syria (AANES) last week. Russia repatriated 49 children from AANES custody on March 11. A Sudanese delegation also agreed to repatriate female and juvenile relatives of Da'esh from the al Hol camp. The AANES and the Syrian Democratic Forces (SDF) remain responsible for over 10,000 relatives of Da'esh members in the al Hol and Roj camps.

Turkish forces and their Syrian proxies expelled over 15,000



people from [16 villages](#) in the rural areas surrounding Tel Abyad. The Syrian Observatory of Human Rights (SOHR) revealed that Turkish proxies occupied and looted abandoned homes in the villages. Last week's events echo previous ethnic cleansing episodes perpetrated by Turkey and its Syrian allies in territories that were formerly administered by Kurdish authorities.

The AANES reported [Syrian government officials](#) and Turkish proxy forces have been politicizing the delivery of humanitarian aid to areas impacted by the February 6 earthquake. The Assad regime has a long history of profiting from humanitarian aid and using it to patronize its supporters. On the other hand, the AANES has allocated resources to ongoing humanitarian relief efforts and called on all regional players to eliminate restrictions on the delivery of aid to earthquake-affected areas.

The U.S. House of Representatives [rejected](#) a concurrent resolution, H.Con.Res.21, calling for the removal of all U.S. forces from Syria within six months with a vote of 321-103. H.Con.Res.21 was sponsored by Rep. Matt Gaetz (R-FL), and

its supporters argued, among other things, that such a small force possessed a limited ability to counter Da'esh in the Middle East. That said, various experts and military officers joined most of the House of Representatives in opposing the resolution. U.S. CENTCOM Commander General Michael Kurilla and Chairman of the Joint Chiefs of Staff General Mark Milley, having recently returned from visits to the AANES, [stressed](#) continued support for the SDF and ongoing U.S. operations were essential to prevent Da'esh's resurgence.

#### Turkey

An international watchdog organization known as the Turkey Tribunal filed a [formal complaint](#) against Turkey with the International Criminal Court. The complaint included details on approximately 1,300 victims of Turkish repression and outlined 17 disappearances and 800 incidents of torture. One incident detailed in the complaint was Turkish border guards' [torture and murder](#) of a man near the Bab al Hawa border crossing in Syria's Idlib Governorate, which [sparked](#) several protests.

The Constitutional Court of Turkey [unfroze](#) the pro-Kurdish People's Democratic Party's (HDP) bank accounts on Thursday. The HDP's accounts were previously frozen due to politically motivated accusations of terrorism links from the Turkish government. However, the Turkish government is still attempting to close the HDP, and the latter's defense teams will argue against the closure attempt on [April 11](#). In addition, Turkish President Recep Tayyip Erdogan set May 14 as the date of the nation's parliamentary and presidential elections. The HDP's former co-chair, Selahattin Demirtas, who has been [illegally imprisoned](#) since 2016, authored a [statement](#) addressed to Meral Aksener, leader of the Good Party (İYİP). Demirtas's statement expressed hope the HDP and the National Alliance (Table of Six) could cooperate in unseating Erdogan's Justice and Development Party (AKP) but also called on Aksener to treat the HDP as an equal partner and remain cognizant of Kurdish positions and demands. Concomitantly, the National Alliance's presidential candidate, Kemal Kilicdaroglu, [is seeking](#) HDP support to improve the coalition's chances in May. The AKP has

responded to the National Alliance's overtures towards the HDP by [reaching out](#) to the Huda Par (Free Cause Party), an Islamist Kurdish party based in southeast Turkey. The AKP's outreach is unlikely to impact the elections, however, as Turkish records [indicate](#) the Huda Par only has 11,589 members.

Istanbul's district governor banned the [21st Feminist Night March](#) on International Women's Day. Turkish police barricaded streets, tear-gassed marchers, and arrested [at least 30 people](#) for participating in the march. Nevertheless, participants chanted slogans like "the government must resign," "we do not obey," and the Kurdish-inspired "[Jin, Jiyan, Azadi.](#)"

Turkish authorities arrested an Istanbul-based journalist named [Firat Bulut](#) at Andarak's Esenboğa Airport. Bulut was charged with espousing disinformation for reporting on the failures and shortcomings of the Turkish government's response to the February 6 earthquake. Separately, Turkey's Disaster and Emergency Management Authority (AFAD) [removed 10 Syrian refugee families](#) from the tents they were sheltering in without explanation.



15/03/2023

## Kurdistan Region President Receives Letter from US Secretary of State, as ties between Erbil and Baghdad warm

As Blinken's letter made clear, cultivating cooperative relations between Iraq's federal government and the Kurdistan Regional Government is a key issue for Washington.

**K**urdistan Region President Nechirvan Barzani on Saturday met with the US Secretary of State Antony Blinken (Photo: KRP)

ceived a letter from the U.S. Secretary of State, Antony Blinken, following their meeting on the sidelines of the Munich Security Conference last month.

a press release from the President's office published on Tuesday.

Blinken's letter to President Barzani characterized their discussion in Germany as "an opportunity to underscore the need to completely resolve the outstanding issues between Erbil and Baghdad through dialogue and understanding," the President's press release said.

WASHINGTON DC, United States (Kurdistan 24) –The President of the Kurdistan Region, Nechirvan Barzani, re-

Secretary Blinken expressed appreciation for his conversation with the Kurdish President at the Munich event, according to

As Blinken's letter made clear, cultivating cooperative relations between Iraq's federal government and the Kurdistan Regional Government (KRG) is a key issue for Washington.

The letter appeared to arrive,

just as such relations seem to be developing.

In his letter, Blinken also reiterated the U.S. "commitment to strong cooperation and partnership with the federal Republic of Iraq and the Kurdistan Region" and "expressed his country's continued solid support for Iraq's stability, security, and sovereignty."

### Major Steps in Advancing Erbil-Baghdad Cooperation

Blinken's letter came as the KRG and the federal government have reached several understandings that reflect, and promote, improved ties between the two sides.

On February 12 and 19, KRG delegations visited Baghdad and agreed to form a joint committee to draft a new oil and gas law in order to resolve issues raised by Baghdad's Federal Supreme Court regarding oil exports from the Kurdistan Region.



Kurdistan Region President Nechirvan Barzani on Saturday met with the US Secretary of State Antony Blinken (Photo: KRP)

The results of the visits were welcomed by U.S. ambassador to Baghdad, Alina Romanowski. Read More: US encouraged by KRG's recent visit to Baghdad, says top diplomat

A week later, on February 26, another KRG delegation visiting Baghdad reached a preliminary agreement with federal officials on the 2023 budget. Read More: Erbil and Baghdad reach a preliminary agreement on 2023 budget

In fact, the new Iraqi government approved a three-year budget to help ensure a more stable economic environment, and sent the budget proposal to parliament for its approval.

As Iraq's Prime Minister, Mohammed Shia al-Sudani, explained, "We will end the process that disrupts all development and construction efforts, as ministries are usually paralyzed before the end of the fiscal year."

As the KRG Prime Minister, Masrour Barzani, noted, this was the first time that the Kurdistan Region was included in the preparation of the federal budget for Iraq.

Following this significant progress, Sudani paid his first visit to Erbil, where he met the Kurdish leadership, including the KRG Prime Minister, and the President of the Kurdistan Region, as well as Masoud Barzani, who, as head of the largest Kurdish party, the Kurdistan Democratic Party (KDP), played a key role in securing Sudani's election victory.

One can well imagine that these conciliatory steps between Baghdad and Erbil were encouraged by the U.S., and Blinken's letter was meant to underscore their importance to Washington.

Sudani is participating at the American University of Iraq Sulaimani (AUIS) Suli Forum on Wednesday.

LE FIGARO

avec AFP  
15/03/2023

## Otan: le président finlandais en Turquie pour rencontrer Erdogan

Le président finlandais Sauli Niinistö se rend jeudi en Turquie, où il doit rencontrer vendredi le président Recep Tayyip Erdogan au moment où Ankara se dit prêt à finaliser son feu vert à l'entrée dans l'Otan du pays nordique. Le chef de l'État finlandais, accompagné du ministre des Affaires étrangères Pekka Haavisto, doit d'abord se rendre dans la zone sinistrée par les séismes du mois dernier dans le sud-est de la Turquie.

La rencontre avec le président Erdogan doit notamment porter

sur les chantiers de la reconstruction et l'adhésion de la Finlande et de la Suède à l'Otan, bloquée pour l'heure par Ankara. La Turquie, dont le feu vert est indispensable en tant que membre de l'Otan, a refusé pour l'heure de ratifier les deux candidatures. Mais ses reproches, qui portent notamment sur les militants kurdes habitant dans les deux pays, concernent essentiellement la Suède, accusée de passivité contre le PKK kurde honni d'Ankara. La voie est donc largement dégagée pour Helsinki. Même si la Hongrie doit, elle aussi, encore ratifier l'adhésion suédoise et

finlandaise. Les 28 autres membres (États-Unis, Royaume-Uni, France, Allemagne...) l'ont déjà ratifiée au Parlement.

### Aucune date n'est encore fixée

Si la Turquie a dit être prête à ratifier séparément l'adhésion de la Finlande, aucune date n'a toutefois été fixée par le Parlement turc, à l'approche d'élections le 14 mai. Face à l'enlisement des négociations entre la Suède et la Turquie, le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg, avait pour la première fois évoqué,

mi-février, la possibilité d'une adhésion en deux temps.

Le premier ministre suédois Ulf Kristersson avait lui reconnu mardi que la probabilité que la Finlande entre dans l'Otan avant la Suède avait augmenté ces dernières semaines, tout en gardant l'espoir de boucler rapidement l'entrée de Stockholm après les élections turques. Les négociations tripartites, un temps suspendues après l'autodafé d'un Coran par un extrémiste en Suède, ont repris la semaine dernière.

## Otan : la Turquie a pris sa décision sur l'adhésion de la Finlande, annonce Helsinki

L'annonce sera officielle ce vendredi, après une visite du président finlandais.

**L**a Turquie et son président Recep Tayyip Erdogan ont pris leur décision concernant l'adhésion de la Finlande à l'Otan, qui sera annoncée officiellement vendredi 17 mars lors d'une visite du président finlandais, a annoncé Helsinki.

«Les Turcs espéraient que je serais là pour recevoir leur réponse quand ils annonceraient leur décision. Bien sûr, j'ai accepté l'invitation et j'irai pour recevoir l'expression de leurs intentions», a fait savoir le président finlandais Sauli Niinistö dans un communiqué.

**Nous ferons ce que notre promesse nécessite.**

Recep Tayyip Erdogan  
président turc

Actuellement en campagne pour sa réélection, le président turc, qui bloque l'adhésion de la Finlande et de la Suède depuis l'an dernier, avait déjà laissé entendre ce mercredi matin qu'il répondrait favorablement à la «promesse» donnée à Helsinki d'entrer dans l'alliance. «Nous ferons notre part, nous respecterons la promesse que nous avons donnée», a déclaré Recep Tayyip Erdogan. «Vendredi nous rencontrerons le président, nous ferons ce que notre promesse nécessite».

C'est le Parlement turc qui doit ratifier l'adhésion de la Finlande à l'Otan, présentée conjointement avec la Suède en mai 2022. Aucune date n'est connue, la question restant de

savoir si le vote aura lieu avant ou après les élections turques du 14 mai. Même si la Hongrie doit aussi ratifier, un feu vert de la Turquie à Helsinki laisse la voie grande ouverte à la Finlande pour entrer dans l'Otan. Pays frontalier de la Russie, le pays nordique avait été contraint à la neutralité par Moscou après la Deuxième Guerre mondiale, avant de devenir non aligné militairement à la fin de la guerre froide.

**Véto à la candidature suédoise**

Les choses sont en revanche beaucoup plus compliquées pour la Suède, qui concentre les objections d'Ankara. La Turquie accuse notamment Stock-

holm de passivité face à des «terroristes» kurdes qui vivent en Suède. Le premier ministre suédois Ulf Kristersson avait reconnu mardi que la probabilité que la Finlande entre dans l'Otan avant la Suède avait augmenté ces dernières semaines.

Tout en gardant l'espoir de boucler rapidement l'entrée de Stockholm avant le prochain sommet de l'Otan, en juillet à Vilnius. Jusque-là inenvisageables politiquement, les candidatures de la Suède et de la Finlande sont une conséquence directe de l'invasion russe de l'Ukraine, signe d'une menace majeure de Moscou pour la sécurité européenne selon les deux pays.

## Turquie : la peur d'un séisme géant pousse des habitants d'Istanbul à fuir la ville

Le double séisme du 6 février à Kahramanmaraş, qui a fait officiellement plus de 48 000 victimes dans le pays, a ravivé la conscience du risque sismique chez les 16 millions d'habitants de la mégalopole d'Istanbul.

**A**ssise sur un banc, dans les jardins d'une paisible résidence, Esra Yilmaz (le nom a été modifié) lève les yeux vers l'imposant bâtiment beige qui lui fait face. « Notre immeuble fait quinze étages. Il y a une soixantaine d'appartements, mais le nôtre est en sous-sol », explique la femme de ménage, 43 ans, les traits tirés.

Elle, son mari et ses deux enfants se sont installés il y a huit ans à Erenköy, quartier tranquille de la rive asiatique d'Istanbul. Mais depuis le double séisme qui a dévasté le sud-est de la Turquie, le 6 février (et qia fait 48 000 morts dans le pays selon le dernier bilan), Esra ne dort plus : « Je suis très angoissée. Je n'arrive à tenir qu'en prenant des antidépresseurs. Chaque soir, je

dépose un verre d'eau et quelques biscuits au pied du lit de mes enfants au cas où [un nouveau séisme se produisait], car si l'immeuble s'effondre, nous serons les derniers secourus », poursuit-elle.

Son mari Hüseyin, assis à ses côtés, tire nerveusement sur sa cigarette et secoue la tête pour marquer son désaccord : comment espérer ressortir sain

et sauf d'un tel sous-sol ? Comme des millions de Turcs, Esra et Hüseyin ont été saisis d'effroi lorsqu'ils ont découvert les images de la catastrophe dans le sud-est du pays. Des images qui ont eu une résonance particulière à Istanbul.

**Alerter sur l'approche du « Big One »**

Depuis le tremblement de terre

d'Izmit en 1999, dont le bilan officiel s'est élevé à 17 480 victimes (en réalité, sans doute nettement plus), les sismologues du pays n'ont cessé d'alerter sur l'approche du « Big One » – un séisme de magnitude supérieure à 7 sur l'échelle de Richter au large d'Istanbul –, qui pourrait être le plus meurtrier de l'histoire du pays si des mesures d'ampleur de renforcement du bâti n'étaient pas prises à temps dans la mégapole.

Le couple a toujours eu conscience du risque sismique, mais l'horreur de la catastrophe de Kahramanmaras a agi comme une prise de conscience de la réalité de la menace. Alors, la mort dans l'âme, ils ont pris la décision de quitter la ville et de se réinstaller dans leur région d'origine, à Ordu, sur les bords de la mer Noire : « *J'aimerais beaucoup rester à Istanbul, mais nous n'avons pas le choix. Le prix des loyers a explosé... 20 000-25 000 livres turques [1 000-1 200 euros]... c'est plus que le revenu minimum* », se désole Esra, dont les revenus se réduisent comme peau de chagrin sous l'effet d'une inflation vertigineuse.

Depuis le séisme du 6 février, les Stambouliotes gardent les yeux rivés sur le compte Twitter de l'observatoire de Kandilli, qui enregistre en temps réel les mouvements des plaques tectoniques du pays. Les commentaires vont bon train sur les réseaux sociaux et la sismologie semble s'être trans-

formée en science populaire, au grand dam des scientifiques.

Le matin du 9 mars, encore, la terre a tremblé aux abords de la mer de Marmara. La secousse n'était certes que de 4 sur l'échelle de Richter, demeurant imperceptible, mais elle a contribué à alimenter l'anxiété générale. Une croyance bien répandue voudrait que les secousses de faible intensité permettent de « *libérer l'énergie sismique* » et ainsi de repousser l'arrivée du « Big One ».

### **Mettre en conformité les bâtiments**

« *Mais qui répand ce genre de bêtises ?* », fulmine Naci Görür, l'un des sismologues les plus réputés du pays, devenu dernièrement une célébrité nationale. Le scientifique sexagénaire prédit inlassablement depuis des décennies, sans être écouté, les zones où risquent de se produire les prochains séismes. Elazig, Istanbul, Kahramanmaras. A chaque tremblement de terre, les autorités et les médias exhument a posteriori ses alertes.

« *Jusqu'à l'arrivée d'Ekrem İmamoğlu [personnalité de l'opposition, maire d'Istanbul depuis 2019], personne ne nous prenait véritablement au sérieux, pestait-il. J'ai été officiellement sollicité pour la première fois après le dernier séisme à Gaziantep et Marach par la présidence pour être intégré à des groupes de travail.* » Lui-même a pris la précaution depuis 1999 de vivre

dans une maison de plain-pied à Zekeryaköy, un quartier excentré du nord d'Istanbul.

Depuis l'arrivée au pouvoir de l'opposition à la tête de la ville en 2019, la municipalité s'efforce de mettre en conformité les bâtiments. Une cinquantaine d'équipes travaillent, chaque jour, à évaluer la qualité antisismique des constructions, mais dans cette ville tentaculaire de 16 millions d'habitants, la tâche est herculéenne. « *Parmi les constructions que nous contrôlons, près de la moitié des immeubles sont considérés comme "très à risque"* », déplore Özlem Tut, architecte à la tête du département spécialisé, le bureau de prévention sismique et d'étude des sols.

Les listes d'attente pour des contrôles ne cessent de s'allonger. Habib et Dilara Yücel, couple de trentenaires, n'attendront pas les conclusions du département de la municipalité : « *Nous avons posé la question au propriétaire et il nous a répondu que l'immeuble était fiable. Mais bien sûr, après avoir commencé à vivre ici, j'ai parlé à d'autres propriétaires. L'un d'entre eux m'a répondu qu'il datait de 1978 et qu'ils avaient utilisé du sable [de mauvaise qualité] à l'époque* », raconte Habib, très inquiet.

### **« Troubles liés à l'anxiété »**

Ce professeur de littérature turque est originaire d'Adiyaman, l'une des villes les plus touchées par les destructions. Il voulait depuis longtemps quit-

ter Istanbul, mais ne parvenait pas à convaincre son épouse. « *Le séisme m'a fait changer d'avis* », reconnaît aujourd'hui la jeune femme, qui est désormais la plus impatiente des deux à vouloir fuir la ville.

« *J'ai commencé à avoir des palpitations cardiaques. C'était tellement fort qu'un jour je ne pouvais presque plus bouger. Mon mari m'a emmenée à l'hôpital. Ils m'ont examinée, et ils m'ont dit que c'était dû au tremblement de terre et que j'avais des troubles liés à l'anxiété. J'ai plus de cheveux blancs aussi. C'est le bilan du mois qui vient de s'écouler* », résume-t-elle. Partout, ces craintes animent les conversations.

Les statistiques ont beau faire défaut, les déménagements et les départs se multiplient. En attendant de quitter Istanbul, le couple a revu le contenu de son *deprem çantası* (« kit antisismique »), un sac rempli de vivres et de médicaments de base, que les autorités conseillent à chaque foyer de préparer. Habib a également téléchargé sur son téléphone plusieurs applications d'urgence à utiliser s'il venait à être coincé sous les décombres : l'une d'entre elles imite le son d'un sifflet, l'autre appelle automatiquement les urgences, et la dernière, baptisée « Je suis en sécurité », envoie une notification aux équipes de secours d'AKUT, association de sauvetage bien connue dans le pays.

Angèle Pierre (Istanbul, correspondance)



## « La chercheuse Pinar Selek est punie parce qu'elle a compris que le problème central de la Turquie était la question kurde »

Alors que la Cour pénale de Turquie doit, le 31 mars, statuer sur le sort de la sociologue et défenseuse des droits humains franco-turque, réfugiée en France depuis 2011, la journaliste en exil Ece Temelkuran retrace, dans une tribune au « Monde », la « chasse aux sorcières » dont elle est victime depuis 1998.

Lorsque les nouvelles concernant Pinar Selek, sociologue, écrivaine et militante des droits humains, nous sont parvenues, nous avons ressenti la même crispation que lorsque nous avons appris l'emprisonnement injuste d'Osman Kavala ou de Selahattin Demirtas, et les innombrables injustices que nous n'avons pas pu empêcher au cours de la dernière décennie.

Pinar, une amie chère pour beaucoup, est victime d'une injustice révoltante, ou, pour mieux dire, d'une torture judiciaire, depuis vingt-cinq ans. Et, depuis janvier, les autorités turques ont décidé d'émettre un mandat d'arrêt international et d'emprisonnement à son encontre.

Si tout se passe comme le souhaite le gouvernement turc, Pinar, qui est pourtant un être humain des plus exceptionnels, une universitaire décorée et une brillante conteuse, deviendra une criminelle recherchée au niveau mondial. Tout cela parce qu'elle est née dans un pays où les peuples sont dressés les uns contre les autres (Arméniens, Kurdes, Turcs, etc.). Elle était l'une des rares personnes à avoir osé franchir ces frontières pour rassembler des récits de paix, un peu comme Osman, Selahattin, ou notre cher ami Hrant Dink, qui a été abattu en 2007. Et, exactement comme les leurs,

son histoire officielle est d'un ridicule exaspérant.

### Défaillances de la procédure judiciaire

Les autorités turques recherchent Pinar à cause d'un attentat à la bombe qui n'a pas eu lieu ! En 1998, une explosion s'est produite dans le marché aux épices d'Istanbul. Malgré les nombreux rapports d'expertise indiquant qu'il ne s'agissait pas d'un attentat mais d'un accident provoqué par une fuite de gaz, des ombres opérant au sein du système judiciaire turc ont décidé qu'il devait s'agir d'une bombe, et que Pinar devait être celle qui l'avait posée.

Après l'« attentat », elle a été placée en garde à vue. Elle a été lourdement torturée (estrade, électrocution...) pendant une semaine, mais aucun des tortionnaires ne l'a interrogée à propos de l'explosion. Après une audience au tribunal sans assistance juridique et de nombreuses fausses preuves, elle est restée en prison pendant deux ans et demi. Les défaillances de la procédure judiciaire sont finalement devenues si flagrantes qu'elle a été libérée. Mais certaines ombres de la police turque n'étaient pas satisfaites de cette libération. L'affaire a donc été rouverte avec de nouvelles preuves fabriquées, et le soi-disant processus juridique est resté ouvert jusqu'aujourd'hui.

Au cours des vingt-cinq dernières années, elle a été acquittée à plusieurs reprises, mais son dossier juridique est toujours retourné devant les tribunaux grâce aux appels insistants des procureurs. Et, en janvier, la plus haute instance de la Cour suprême a pris la décision finale : Pinar est condamnée à perpétuité.

### « Je suis épuisée »

« Je suis épuisée », m'a dit Pinar lorsqu'elle m'a appelée la semaine dernière. En évoquant Hannah Arendt, qui a dit un jour « Je ne suis pas fatiguée, mais épuisée », nous avons ri amèrement de notre misère. « Tout cela parce que, en tant que Turque blanche, tu as osé être curieuse de la question kurde, lui ai-je dit. Et ils n'oublieront jamais ce péché capital. »

C'est pour cela que, lorsque ses tortionnaires lui disloquaient l'épaule pendant la torture, ce qu'ils voulaient savoir, c'était l'identité des Kurdes auxquels elle parlait pour sa recherche en sociologie. Ils voulaient les noms, les adresses, tout. Elle devait être membre du PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan, pensaient les tortionnaires, car aucune femme turque saine d'esprit ne côtoierait des « terroristes » et ne demanderait aux Kurdes leur version des faits. Ils ne pouvaient pas savoir ni comprendre

que Pinar était de cette espèce, rare et belle, qui s'immerge dans les histoires qu'elle veut raconter.

La première fois que j'ai vu Pinar, c'était au début des années 1990, alors qu'elle travaillait avec des enfants des rues. Elle avait fondé un atelier à Taksim [quartier d'Istanbul] pour qu'ils puissent faire de l'art. Pinar jouait de la flûte. Lorsqu'elle marchait, le dos bien droit, tous ceux qui étaient poussés en marge de la société – sniffeurs de colle, travestis, travailleurs du sexe, sans-abri – la suivaient. Elle ne les « sauvait » pas, en gardant une distance de sécurité comme une Turque blanche devait le faire, mais elle vivait avec eux pour leur offrir sa pleine solidarité. Comme Simone Weil, avec une ossature plus solide. En tant que sociologue, lorsqu'elle a compris que le problème central de la Turquie était la question kurde, elle s'est jetée au cœur du problème sans aucune réserve craintive. C'est pourquoi aujourd'hui, après vingt-cinq ans, elle est punie et toujours torturée avec des outils judiciaires illégitimes.

### La moitié du pays retient son souffle

L'opposition turque, dans ses meilleurs jours, aurait pu réagir à cette décision de justice révoltante d'une voix plus forte et faire clairement savoir qu'elle

était au côté de Pinar Selek, comme elle l'a fait à plusieurs reprises au cours du dernier quart de siècle. Mais la Turquie d'aujourd'hui est devenue une foire aux injustices et, plus important encore, l'approche des élections attire toute l'attention.

Même si nous savons tous que les chances de mettre fin au règne d'Erdogan sont assez

minces, au moins la moitié du pays retient son souffle jusqu'à la date des élections. D'où le silence actuel.

Cependant, même si Erdogan est détrôné lors des élections, même en ce jour béni, celles d'entre nous qui ont osé demander la paix et la réconciliation avec les Kurdes seront toujours les sorcières de la Ré-

publique. Après tout, le cas de Pinar a quatre ans de plus que le pouvoir d'Erdogan, ce qui semble déjà une éternité pour beaucoup. C'est pourquoi elle sait que le « crime » pour lequel elle paie, c'est de continuer à écrire, à parler pour construire une Turquie où les conteurs d'histoires ne sont pas torturés pour avoir dit la vérité.

**Ece Temelkuran** est une journaliste turque, autrice de « Comment conduire un pays à sa perte » (Stock, 2019) et de « Ensemble. Dix choix pour un meilleur présent » (Stock, 2022). Elle vit en exil depuis le coup d'Etat militaire raté de juillet 2016 et est membre du programme The Future of Democracy au New Institute de Hambourg.



15 mars 2023

## Turquie : des inondations dans la même zone du séisme font au moins dix morts

Les catastrophes naturelles se suivent. Au moins dix personnes sont mortes mercredi dans des inondations qui ont frappé deux provinces du sud-est de la Turquie déjà affectées par le séisme dévastateur du 6 février, ont rapporté les médias turcs.

Neuf personnes ont perdu la vie dans la ville de Sanliurfa, parmi lesquelles cinq ressortissants syriens retrouvés morts dans le sous-sol d'un immeuble et deux autres sont portées disparues, selon l'agence de presse officielle turque Anadolu.

Une autre personne est décédée et trois sont actuellement recherchées dans la province voisine d'Adiyaman, elle aussi touchée par de fortes pluies. La victime se trouvait à l'intérieur d'un conteneur transformé en hébergement d'urgence quand elle a été prise au piège des eaux, a précisé l'agence de presse turque.



Les eaux de crue à Sanliurfa, dans le sud de la Turquie, le 15 mars 2023. (Photo/AFP)

Nombre de rescapés du séisme ont été logés de façon temporaire dans des villages de tentes et de conteneurs dans les onze provinces turques touchées par le séisme. Des images prises mercredi montraient des avenues de Sanliurfa transformées

en torrents brunâtres charriant voitures et camions.

Une vidéo, tournée dans la province de Malatya, voisine de celle d'Adiyaman, montrait aussi l'eau qui montait autour des tentes blanches où sont réfugiés

des rescapés du séisme, qui a fait près de 50 000 morts selon le dernier bilan des autorités. 13,5 millions de personnes ont été affectées par le séisme qui a frappé la région le 6 février.



16 mars 2023

## Iran : la désobéissance civile, "un terreau fertile pour les prochains soulèvements"

Six mois après la mort de Mahsa Amini, les actes spontanés de désobéissance civile se poursuivent, en attendant la naissance d'un mouvement d'une plus grande ampleur.

La mort en Iran de la jeune Mahsa Amini, le 16 septembre 2022, a déclenché une vague de contestation sans précédent, et une répression sanglante de la part de la République islamique. Six mois après, le mouvement se poursuit sous d'autres formes affirme Ryma Sheermohammadi, interprète et militante iranienne vivant en Espagne.

La contestation massive s'est progressivement transformée en une multitude d'initiatives de désobéissance civile, notamment sur les réseaux sociaux

comme TikTok. Un changement de pratique forcé en raison de la répression policière brutale, qui a fait entre 300 et 500 victimes depuis le début du mouvement.

### Au moins 137 exécutions

"On peut mettre sa vie en danger en sortant dans la rue" explique Daniel Bashandeh, politologue expert du Moyen-Orient. Cela a "provoqué une sorte de paralysie des manifestations" poursuit-il, alors que la population iranienne "avait pris une initiative très importante contre le régime" dit-il.

Outre les victimes de violence policière, plus de 120 000 personnes ont été arrêtées et au moins 137 ont été exécutées pour avoir participé aux manifestations. Le régime a par ail-

leurs annoncé l'amnistie de 22 000 personnes cette semaine.

### Sanctions occidentales

L'Union européenne a condamné cette répression violente en sanctionnant le régime, mais ce type d'action n'est pas suffisant selon Daniel Bashandeh.

"Il faut d'autres types de politiques, comme peut-être l'isolement diplomatique, et l'expulsion de différents ambassadeurs, comme cela a été fait avec la Russie" suggère-t-il. Mais "l'\_\_a gravité de la question réside dans le fait que l'Iran est un pays stratégique où il y a des ressources naturelles, en particulier du gaz et du pétrole, et il y a beaucoup, beaucoup d'intérêts en jeu" dit-il.

L'interprète et militaire iranienne Ryma Sheermohammadi, estime pour sa part que ce mouvement a permis de "réveiller la conscience des Iraniens".

"Les gens sont d'abord sortis pour protester contre la mort de Mahsa Amini et, cela s'est transformé en une lutte pour les droits de tous les Iraniens, réunissant différents groupes qui, jusqu'à récemment, ne se battaient que pour leurs propres droits" analyse-t-elle, résumant la lutte avec le slogan désormais incontournable "Femme, vie, liberté".

"Nous sommes entrés dans une nouvelle phase, celle de la désobéissance civile" conclut Daniel Bashandeh. "C'est le terreau des prochaines crises et surtout des prochains soulèvements" assure-t-il.



16 mars 2023

## Turquie : les dissidents installés en Allemagne attendent les élections

Les nombreux dissidents turcs exilés en Allemagne attendent les élections présidentielles et législatives du mois de mai avec espoir.

De nombreux universitaires turcs ont quitté leur pays pour l'Allemagne ces dernières années en raison de leur opposition à la politique gouvernementale.

"Une décision dure à prendre, un sentiment de perte", explique l'une d'entre eux. "Repartir à zéro n'a pas été simple" et la Turquie lui manque.

Par crainte de représailles, elle ne souhaite pas révéler son identité.

Comme beaucoup d'exilés, elle attend les élections présiden-

tielles et législatives du mois de mai avec espoir.

- Turquie : l'alliance de l'opposition désigne son candidat pour affronter Erdogan à la présidentielle

Pour la première fois depuis l'arrivée au pouvoir du président turc Recep Tayyip Erdoğan il y a 20 ans, l'opposition a de

réelles chances de l'emporter.

Importante diaspora turque en Allemagne

Le nombre de réfugiés turcs en Allemagne a drastiquement augmenté depuis 2016, année où une tentative de coup d'État a échoué en Turquie.

Le ministère allemand de l'In-



térieur a déclaré à Euronews que plus de 21 000 ressortissants turcs ont reçu l'asile ou le statut de réfugié dans les années qui ont suivi.

C'est à ce moment-là que les organisations de défense des droits de l'homme affirment qu'il y a eu une répression des voix critiques en Turquie.

La diaspora turque compte en

viron 3 millions de personnes en Allemagne.

Parmi elles, des dissidents politiques qui peuvent être tentés de rentrer en Turquie en cas de défaite de Recep Tayyip Erdoğan. Mais cela peut prendre du temps.

"Parce que l'établissement de l'Etat de droit prendra un certain temps, et même s'il est établi,

si certains sont sous le coup de procès ou de décisions de justice, ils ne feront pas demi-tour immédiatement", estime Salim Çevik, chercheur en science politique à l'Institut allemand pour les affaires internationales et de sécurité.

Pour l'universitaire partie s'installer à Berlin et pour d'autres, une victoire de l'opposition permettrait d'envisager un retour

en Turquie. Elle dit rêver d'être "de nouveau fière de son pays", de se sentir "appartenir à une communauté", de retrouver "un sentiment de sécurité".

Mais ceux qui ont reçu l'asile en Allemagne pourraient perdre leur statut s'ils décident de rentrer dans leur pays, a prévenu le ministère allemand de l'Intérieur.



16/03/2023

## PKK members among the killed in deadly helicopter crash

**ERBIL (Kurdistan 24)** – According to the Kurdistan Region's counter-terrorism group, members of the Kurdistan Workers' Party (PKK) were killed in the helicopter crash in Dohuk province on Wednesday night.

The helicopter, Eurocopter AS350, crashed in the Chamanke sub-district of Duhok province, according

to the Kurdistan Region's Directorate General of Counter Terrorism (CTD).

The Kurdistan Regional Government has contacted the US-led coalition against ISIS, the Iraqi government, and the Turkish military, to confirm the identity of the helicopter and the crews onboard.

"Some of those who had been killed are PKK members," according to the anti-terror agency, describing the finding as "preliminary".

The Turkish Ministry of Defense denied that the helicopter belonged to Turkish forces. The location of the crash is near the border area common to PKK and Turkish clashes.

The PKK has not issued a comment about the incident yet.

For decades, Turkey and the PKK have been in a bloody conflict, much of which fought in the mountainous areas of the Kurdistan Region. Hundreds of villages have been evacuated due to the ongoing fight, some of which are located in the Chamanke subdistrict.



16/03/2023

## Sweden very serious about fighting terrorism, says former foreign minister

**ERBIL (Kurdistan 24)** – Sweden has been very serious about agreeing to Turkey's demands, and there is no reason for the NATO member to still oppose the Nordic country's membership to the security consortium, the former foreign minister told Kurdistan 24 on Wednesday.

Ann Linde, who stepped down from the top diplomatic post in October 2022, was interviewed by Kurdistan 24 on the sidelines of the 7th Suli Forum at the American University of Iraq, Sulaimani (AUIS).

"We have stepped up our fight against terrorism, including the

Kurdistan Workers' Party (PKK), as we consider [it] as a terrorist organization," Linde told Kurdistan 24, adding there is no reason for the country's parliament to not ratify the trilateral memorandum of understanding struck between Finland, Turkey and Sweden in June 2022.

Turkey has demanded the two Nordic countries crack down on individuals having ties to the Kurdish militant group and taking part in the 2016 coup.

According to Turkey, Sweden has not done enough to satisfy Turkish

requirements to become a NATO member.

However, "we have been very serious in our fulfilment of the trilateral memorandum," Linde added.

### Fight against ISIS not over

The former Swedish minister said the fight against ISIS continues and those fighting the group have to remain "very vigilant."

"The fight is still not over ... we still have elements that would like to" spread terror again like Daesh [the Arabic acronym for ISIS], she said.

Sweden should be "very thankful" for the contributions the Kurdistan Region Peshmerga and other Kurdish forces in northeastern Syria (Rojava) have made in the fight against ISIS.

The Scandinavian country has been part of the eighty-five member US-led coalition in the fight against ISIS since 2014.

Linde visited Kurdistan Region in 2022 and met with the Iraq's Kurdish region top officials, including Prime Minister Masrour Barzani.

## Six mois après la mort de Mahsa Amini, la contestation a-t-elle fait bouger les lignes en Iran ?

Le 16 septembre 2022, comme une traînée de poudre, la nouvelle de la mort d'une jeune Kurde iraniennne aux mains de la police des mœurs soulevait l'Iran. Mahsa Amini déclenchait, par son martyr, une vague de protestation inédite dans l'histoire de l'Iran - pourtant riche en révoltes. Six mois plus tard, la répression du régime a fait autour de 500 morts selon les ONG, et engendré des dizaines de milliers d'arrestations.

Or, le régime n'a montré aucun signe de compromis. L'annonce de la suppression de la «police des mœurs» n'était finalement qu'un leurre. En février, le guide suprême Ali Khamenei annonçait gracier 80.000 prisonniers - seulement la partie émergée de l'iceberg. La répression continue. Mardi encore, des comptes militants alertaient de l'arrestation de cinq jeunes femmes iraniennes filmées en train de danser sans foulard sur un tube mondial à Téhéran. L'électrochoc de Mahsa Amini aura-t-il eu un effet sur la conquête des libertés en Iran ?

«Pour moi, la révolution s'est installée dans la rue», affirme Maryam\*, 40 ans, enseignante à l'université de Téhéran, qui assure que le vent a tourné dans la capitale iranienne. Ce changement se manifeste par des choses toutes simples, presque anodines : un sourire échangé, un regard croisé avec une autre femme aux cheveux découverts... Car Maryam a elle-même fait tomber le voile, consciente du risque qu'elle prend. «Il y a six mois, je n'aurais jamais imaginé voir dans la rue autant de petits hauts

*fashion ou de pantalons !».*

«L'autre jour en prenant le taxi, le conducteur a insisté pour m'offrir la course. Il m'a dit, en faisant allusion à mes cheveux : "merci de rendre notre ville plus belle"». À l'université où travaille la quarantenaire, le port du voile est obligatoire, mais personne ne lui fait la remarque parmi les étudiants qui en discutent avec elle «beaucoup plus librement qu'avant». «Je pense que les fondements mêmes de la société ont été ébranlés, et ces choses-là ne peuvent revenir en arrière», abonde Anon, 42 ans, businessman à Téhéran. «Dans les rues, les femmes sont devenues beaucoup plus audacieuses, c'est assez fascinant à voir».

### Des actes de résistance

Autre signe de changement : en empruntant Iran Air, la compagnie aérienne nationale de la République Islamique d'Iran, pour un voyage en décembre, Mayriam et sa sœur ont pu embarquer la tête découverte. «Les hôtesses voilées nous ont lancé un regard de travers, mais c'est tout. Trois mois avant, c'eût été inimaginable !». À Rasht dans la province de Guilan, Masi, 25 ans, était au début «terrifiée» dès qu'elle sortait de chez elle sans le voile, mais s'est rassurée en constatant l'évolution des regards portés sur elle. «Peu à peu, certains ont commencé à me dire : tes cheveux sont très beaux ! Des choses qu'on n'entendait jamais avant. Ça m'a encouragée».

Les rassemblements de rue massifs des premiers mois,

se sont étioilés. «Les mouvements sociaux de ce type connaissent toujours des hauts et des bas, mais sans s'éteindre pour autant, explique Mahnaz Shirali, sociologue et politologue iranienne. Des actes de résistance ont lieu chaque jour, partout. Regardez les témoignages lors de la fête des feux». Mardi, les Iraniens ont célébré dans tout le pays, selon une tradition perse vieille de 2000 ans, le «dernier mardi» avant le Nouvel an prévu six jours plus tard. «Cette célébration n'était pas comme les autres années», témoigne Maryam.

«Les gens sont allés devant les maisons des martyrs de la contestation. À côté de chez moi, un jeune garçon dans la fleur de l'âge est mort. Tout le quartier s'est rassemblé devant sa maison pour lui dédier le feu». Des vidéos ont également tourné sur les réseaux sociaux montrant la foule criant : «Liberté, liberté !», ou encore jetant dans les feux des foulards avec le slogan «Femmes de liberté».

### Une répression plus insidieuse, une généralisation du courage

Un vent de liberté ? «Il ne faut pas croire que le régime cède de quelque manière que ce soit», avertit la sociologue iranienne Mahnaz Shirali. «Il en est tout simplement incapable, c'est hors de son ADN». Les menaces continuent - mardi encore, le régime a annoncé couper la ligne téléphonique de toute femme qui ne porterait pas correctement le voile. «Autrefois plus explicite et officielle, la répression est devenue vicieuse». Le degré de violence

a atteint un sommet inédit, estime la sociologue. «Les agents de l'armée civile arrêtent les gens dans les domiciles. Ils interpellent un jeune, le tue, le vide de ses organes, et le laissent ensuite dans la rue, comme ça. On n'avait jamais vu autant de barbarie dans la société iranienne».

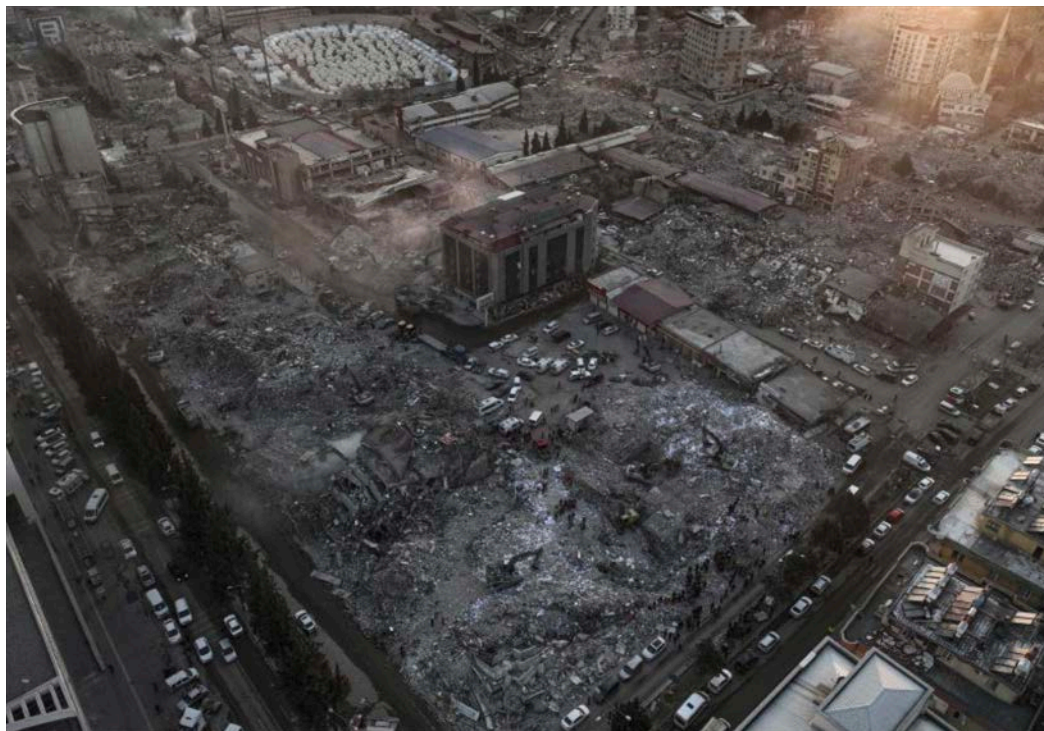
Face à cette terreur instaurée, la sociologue souligne le courage des Iraniens qui continuent de défier le régime. «Certes, de plus en plus de femmes sortent sans le voile, mais elles le font en transgressant des règles et s'exposant à des sanctions qui n'ont pas disparu. Il est faux de dire qu'elles ont acquis des libertés, il s'agit simplement de courage». Voilà l'autre changement déclenché par la mort de Mahsa Amini, selon la politologue : la généralisation de la contestation. «Si la transgression en Iran était déjà monnaie courante depuis les années 1990, aujourd'hui, les jeunes ont pris du courage, et sont chaque jour plus nombreux à défier le régime».

Maryam partage cette analyse. La peur reste là bien sûr, à chaque pas dehors, et l'enseignante garde toujours un chapeau à la main, feinte que les Iraniennes sont nombreuses à utiliser. «Dès qu'on voit un policier, hop, on l'enfile». Mais l'impression d'un peuple soudé la galvanise. «On est tous très rapprochés depuis six mois. On sait bien que personne ne va nous sauver. On se le dit : "Oublions Dieu, il ne nous sauvera pas, oublions aussi les autres pays, l'Occident. Il n'y a que nous».

## En Turquie, « Maras l'héroïque » en plein doute

Fief historique du parti de Recep Tayyip Erdogan, la ville de 1,2 million d'habitants a été ravagée par le séisme du 6 février, dont l'épicentre se trouvait à une dizaine de kilomètres. En baisse dans les sondages au niveau national, l'AKP semble ici mieux résister qu'ailleurs, même si nombre d'électeurs prennent leurs distances à deux mois d'élections cruciales.

Sur la carte du tremblement de terre du 6 février, Kahramanmaras dessine des contours singuliers. La grande ville de ce Sud profond de la Turquie est en miettes, ravagée tel un champ de bataille où le ballet incessant des pelleuses et des camions-bennes semble bien en peine de venir à bout de la mer de gravats et de poussières. Autrefois locomotive industrielle de la région, cette cité tentaculaire, étalée au pied des montagnes du Taurus avec son 1,2 million d'habitants, n'est plus que l'ombre d'elle-même, un monde à part et clos. Un mois après le séisme, on parle de plus de 12 000 morts, sur un total encore non définitif de 48 000 décès dans tout le pays, et de 120 000 personnes ayant fui la ville. Beaucoup plus, selon les observateurs sur place ou les rares institutions locales encore debout.



Les ruines d'un bâtiment détruit par le tremblement de terre du 6 février, à Kahramanmaras, dans le sud de la Turquie, le 14 février 2023. ABED ALRAHMAN ALKAHLOUT / ZUMA-REA

Ici, la vie est devenue incertaine depuis la catastrophe. A deux mois des élections présidentielle et législatives du 14 mai, aucune enquête d'opinion n'est venue sonder la ville. Comme partout dans la région, on s'interroge, peut-être même un peu plus qu'ailleurs.

Certes, celle que l'on a longtemps surnommée « la capitale des poètes » a toujours été une ville à part. Son nom, déjà, âpre et vindicatif, qu'elle a officiellement pris depuis 1973, celui de Kahramanmaras, c'est-à-dire « Maras l'héroïque », est une référence à la victoire contre les forces françaises d'occupation après la première guerre mondiale, même si tout le monde ou presque continue

de l'appeler Maras (« marach » en français).

### Le laboratoire de l'AKP

Par son passé aussi, sanglant et traumatique, avec le massacre de 1978, l'un des pires pogroms de l'histoire de la République turque, [lorsqu'une foule de 15 000 à 20 000 personnes s'est ruée sur les hauteurs de la ville pour lyncher et brûler](#) hommes, femmes et enfants de la communauté alévie, minorité progressiste et laïque, issue d'un islam hétérodoxe, aux cris de « *Turquie musulmane !* ». Les autorités feront état d'une centaine de morts. Ils auraient été quatre à cinq fois plus nombreux, selon les sources.

Surtout, avec l'ascension de Recep Tayyip Erdogan, Maras est devenu l'un des fiefs de sa formation politique, l'AKP, le Parti de la justice et du développement. Avec ses usines textiles, sa fibre du petit commerce, ses échoppes à foison, la ville s'est transformée en laboratoire du mouvement islamo-conservateur. Sur fond de grands travaux, de clientélisme et de quadrillage des quartiers, l'AKP a mis en place tout un réseau d'aides et de contrôle de la petite classe moyenne, travailleuse et conservatrice, son vivier électoral. Soutenu en sous-main par [les confréries religieuses](#), ou *tarikats*, qui tissent dans toute la région un puissant maillage de la société civile, le parti ob-

tient depuis plus d'une décennie des résultats compris entre 60 % et 75 % des suffrages, sans compter les 10 % à 15 % de voix de ses alliés ultranationalistes.

Qu'elle n'a pas été alors la surprise et aussi la crainte des autorités de voir, dès le jour du séisme, le 6 février, une foule exprimer son exaspération devant l'absence totale d'aide des pouvoirs publics. Les vidéos et les messages critiquant l'inaction des dirigeants locaux et nationaux se sont multipliés à une vitesse totalement inédite sur les réseaux sociaux. Dans l'après-midi, la colère s'est même traduite par des jets de pierre contre le maire de Maras. Du jamais-vu.



Il faudra trente heures avant que les premiers secours commencent à se déployer sur les amas de ruines. Trente heures où, à la colère, s'est ajoutée l'incompréhension : « Comment expliquer cette absence et ce vide des autorités alors que nous n'avions pendant tout ce temps que nos mains pour sortir les membres déchirés, les têtes écrasées et tous ces corps de nos proches sous les décombres ? Comment oublier tout ça ? Comment encore voter pour eux ? », dira d'un trait Gül, une survivante, le regard perdu, l'esprit plongé dans les souvenirs de sa vieille boulangerie du marché couvert de Maras, aujourd'hui entièrement détruite.

### Promesses de reconstruction

Après les premiers moments de stupeur, les réseaux de l'AKP se sont pourtant activés. Contrairement à ce qu'il s'est passé dans d'autres villes, un nombre impressionnant de policiers et d'agents ont été placés dans les rues de la cité martyre.

Le président et son très droitier ministre de l'intérieur, Süleyman Soyly, sont venus à plusieurs reprises. Les promesses de reconstruction et d'aides aux familles se sont succédé. Avec son slogan « Nous allons reconstruire Kahramanmaraş ensemble », Recep Tayyip Erdoğan a annoncé, le 28 février, la réalisation de « 83 000 logements et de 18 681 maisons de village » dans tout le district.

Il est revenu avec son partenaire de la coalition gouvernementale, l'ultranationaliste Devlet Bahçeli. Et puis, le 1<sup>er</sup> mars, cette scène, quasi surréaliste et qui en dit long sur le rapport à l'Etat, où l'on a vu le président marcher entre les tentes avant de sortir une liasse de billets

de sa poche et de distribuer un à un les billets aux mains tendues devant lui.

Ayşe hausse les épaules. Assise dans un des rares magasins d'alimentation ouverts dans le centre-ville, la jeune femme de 38 ans refuse elle aussi, comme la plupart des personnes interrogées pour ce reportage, de donner son nom. Elle dit simplement ne pas avoir perdu confiance en Erdoğan. « Passé les premiers jours de colère, la situation s'est améliorée », assure-t-elle. Ayşe en veut pour preuve les tentes distribuées un peu partout, la nourriture qui, de fait, est acheminée dans les campements de la ville. Electrice de l'AKP depuis son premier vote, mère de trois enfants, elle soutient, comme beaucoup d'autres habitants de Maras entendus ici et là, que « les autorités ne pouvaient pas faire mieux, vu la force du séisme et le nombre impressionnant de villes touchées ». Elle votera pour la coalition gouvernementale le 14 mai. A l'autre bout de la table, Nuri, 50 ans, opine du menton. Cet homme a tout perdu dans le séisme. Sa boutique de montres et d'accessoires de téléphone a disparu sous les décombres. Il affirme n'avoir aucune assurance mais prévoit de se rendre à la guilde des commerçants de la ville pour obtenir un pécule afin de payer un nouveau loyer et de relancer son petit business. « Il y a encore beaucoup à faire pour que la ville se relève, pour trouver une meilleure coordination pour les aides et accélérer le déblaiement des rues, mais on va y arriver, assure-t-il. Les gens vont revenir dans le droit chemin et voter Erdoğan. Tout le monde sait que l'opposition, à sa place, n'aurait pas réalisé le dixième de ce qu'il a fait. » Et Nuri d'ajouter, crûment : « Personne ne mord la main de celui qui le nourrit. »

### « Réseaux et clientélisme »

Ayhan, lui, est un militant des droits de l'homme de Maras, installé depuis des années à proximité, dans un village. Il connaît bien la ville. Il s'est occupé de plusieurs cas d'attaques racistes contre des réfugiés syriens ou contre des étudiants de gauche, organisées par des groupes nationalistes locaux. « La colère des premiers jours s'est estompée dès que les premières aides sont arrivées », explique-t-il. Ici, l'AFAD [l'organisme gouvernemental de gestion des catastrophes naturelles] travaille avec les communautés religieuses. »

Ayhan sait que les dernières enquêtes d'opinion sur le plan national indiquent une baisse notable des intentions de vote pour l'AKP et pour son président, une perte située entre 4 et 12 points selon les sondages. « Mais à Maras, les réseaux et le clientélisme sont trop forts, ils sont partout. Il y a peu d'espoir que cela change, seulement peut-être à la marge », estime-t-il.

Sur les hauteurs de la ville, au sommet de Yörükselim, l'un des quartiers qui a connu les horreurs de 1978, Müslüm İbili veut croire le contraire. A 64 ans, la voix rauque et pénétrante, ce dede, chef spirituel et communautaire alévi, a ouvert, il y a six mois à peine, les portes du premier cemevi de l'histoire de la ville, une « maison de prière » où se déroulent les cérémonies religieuses. « Les temps changent », affirme-t-il. Avec la crise économique et l'inflation, il y a eu des signes de mécontentement, et ce bien avant le séisme. Des employés de la mairie, à peine quelques mois avant le tremblement de terre, avaient même manifesté pour la première fois à Maras. »

Pour lui, plus de la moitié de la

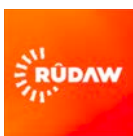
population aurait déjà quitté la ville. « Ceux qui restent sont les plus pauvres, les plus dépendants aussi des aides de l'Etat. Mais eux, comme tous les autres, ont vu à quel point les autorités n'avaient rien préparé. Nous sommes sur la faille et nous le savons depuis six cents ans lorsqu'un tremblement de terre avait déjà tout rasé. De ça, ils se souviennent. »

### « Je n'en réfère plus qu'à Dieu »

Installé en face du dede, Baris Günes, un ingénieur textile de 31 ans, va dans le même sens. Il affirme qu'une méfiance envers l'Etat s'est installée. « On l'a vu avec les dons après le séisme », révèle-t-il. Personne n'a versé de l'argent aux organismes publics, tout est allé de la main à la main, directement aux associations locales ou aux secours sur place. »

Gül, elle, attend toujours devant sa boulangerie détruite. Cette mère de famille et ses frères se relaient ainsi tous les jours devant les restes de leur antique four à pain. « Notre père nous a toujours obligés à voter pour Erdoğan, mais c'est fini. » Les mots se heurtent dans sa bouche. Ils sont amers : « Le maire ne se balade plus qu'avec ses gardes du corps et le président promet, lui, que d'ici à un an tout sera reconstruit. Mais un an, c'est long, on va faire quoi d'ici-là ? Je n'attends plus rien de ce gouvernement, de plus personne d'ailleurs. Je n'en réfère plus qu'à Dieu. » Il est tard et Gül tourne le dos à son passé enseveli. Au loin, les pelleuses et les camions-bennes se sont tus. « Maras l'héroïque » semble bien dans la peine.

Nicolas Bourcier (Kahramanmaraş (Turquie), envoyé spécial)



Chenar Chalak  
15/03/2023

## Halabja on the cusp of ascension to province on 35th anniversary of chemical attack

ERBIL, Kurdistan Region - The General Secretariat of the Iraqi Council of Ministers on Tuesday sent the bill of ascending Halabja into a province to the parliament, with Kurdish lawmakers optimistic about the bill being passed, despite a similar attempt failing to take effect in 2013.

The Iraqi cabinet on Monday approved a bill to make Halabja a province, in recognition of the 35th anniversary of Saddam Hussein's brutal chemical attack against the city. In order for the decision to be finalized, the Iraqi legislature needs to pass the bill through a vote.

During the tenure of former PM Nouri al-Maliki, the Iraqi Council of Ministers approved a bill to make Halabja the country's 19th province on December 31, 2013. Nonetheless, the deterioration of Erbil-Baghdad relations soon after, as well as disagreements between the Sunni and Shiite blocs of the parliament, prevented the legislature from officially passing the bill.

Amanj Rahim, the Kurdistan Regional Government (KRG) cabinet secretary, believed that a legislation was necessary to recognize Halabja as an Iraqi province, in order to prevent the decision from being overturned in the future, considering that the city would become a province for its "special characteristics" and not based on population or area.

"I believe it is best to issue a legislation recognizing Halabja as a province. I do not want this matter to be treated in a way that makes it vulnerable to an appeal in the [Iraqi] Federal Supreme Court in the future," Rahim told Rudaw's Sangar Abdulrahman on Tuesday.

Halabja consists of four districts, and has an estimated population of over 120 thousand people. The date of the parliamentary session to vote on the bill has not yet been announced, but Kurdish MPs in the



The monument in Halabja built to honor the victims of the 1998 chemical attack on the city. Photo: Bilind T. Abdullah/Rudaw

Iraqi parliament believed that it was unlikely the 2013 scenario would repeat itself.

"The subject has political power and is special to all parties because of the chemical attack. That is why I believe that, not only the Kurdish blocs, but the Shiites will also vote in favor of the bill" Patriotic Union of Kurdistan (PUK) MP in the Iraqi parliament Karwan Yarwais told Rudaw's Soran Hussein on Wednesday.

One of the factors that resulted in the 2013 bill not coming into force was Shiite blocs of the Iraqi parliament requesting that several historically Shiite-populated districts be turned into provinces as well.

"The atmosphere is favorable and I do not think anyone would be against Halabja becoming a province," said Muthana Amin, Kurdistan Islamic Union (KIU) MP, stressing the need for the Kurdish blocs in the Iraqi parliament to unify their efforts towards passing the bill as soon as possible. Similar thoughts were echoed by

Kurdistan Democratic Party (KDP) MP Shwan Mohammed, who said he believed the bill will be passed by a consensus.

The Kurdistan Region's Council of Ministers issued a decision in March 2014 to turn Halabja into a province, making it the fourth province in the Region.

### -People of Halabja to boycott the anniversary-

At a time when both governments in Erbil and Baghdad are making efforts to establish Halabja as Iraq's 19th province, the people of the city have held multiple demonstrations in recent days, decrying the lack of basic services.

Civil society organizations in the city have announced that they will be boycotting all events relating to the 35th anniversary of the chemical attack.

"We are asking for ending the marginalization of Halabja. The Baath regime destroyed Halabja and then the KRG ignored Halabja. They

[KRG] named us a 'province' but it was nothing more than that: a name," A'ssi Fayaq, head of the Halabja Organizations Network, told Rudaw English on Wednesday.

Fayaq said he was not optimistic about the prospect of Halabja becoming a province, considering the failure of previous attempts.

"The previous bill was discussed and worked on for years. This new bill means everything goes back to square one," he noted.

On the last days of the eight-year-long war between Iran and Iraq, warplanes of the former regime of Saddam Hussein rained down a lethal cocktail of chemical weapons on the city Halabja on March 16, 1988, killing at least 5,000 people, mostly women and children, and injuring hundreds of others.

The attack was part of a longer genocidal campaign against Iraq's Kurds by the Baathist regime that continues to resonate in the mind of Kurds to this day.



Horvan Rafaat  
16/03/2023

## Parents of nine dead in Halabja massacre decry inadequate services, compensation

### ERBIL, Kurdistan Region -

An elderly couple who survived the 1988 Halabja chemical attack, but lost nine of their children during the horrific massacre, criticized the efforts of the governments in Erbil and Baghdad in providing basic services and compensations to the victims.

Thursday marks the 35th anniversary of the Saddam Hussein's brutal chemical attack against Halabja. Warplanes of the fallen Baathist regime rained down a lethal cocktail of chemical weapons on the city on March 16, 1988, killing at least 5,000 people, mostly women and children, and injuring hundreds of others.

"This is our own government. We have fought, struggled, and sacrificed for this. I have nine children martyred. Two of my brothers are victims of Anfal. One of them was ran over by a tank, and the other was taken during the Anfal and never returned. I am the only survivor of three families, and my sur-



An elderly couple who survived the 1988 Halabja chemical attack hold up pictures of their nine children who died in the attack on March 16, 2023. Photo: Rudaw/Screengrab

vival is nothing more than longing and grief, mainly because of the situation of the people" Ahmed Abdullah, who lost nine children in the attack, told Rudaw.

Ahmed decried the Kurdistan Regional Government's (KRG) inability to pay its civil servants on time, as well as the failure of providing basic services like heating oil. The Anfal campaign, named

after the eighth surah in the Quran, was the codename for Hussein's genocide which killed around 182,000 Kurds.

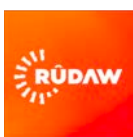
"I had difficulty breathing, so they took me to a clinic. I was holding one of my daughters. My husband, daughter, and I left together for the clinic. Once we returned, they told us our children had died," said Hayat Hama Ali, mother of the victims.

The couple also criticized the lack of efforts made by both the KRG and the Iraqi federal government to revitalize the city following the attack, and the lack of compensation towards the victims.

Iraq and the Kurdistan Region's top leaders on Thursday commemorated the anniversary of the chemical attack against Halabja, calling for hastening the process of making the city the country's 19th province.

Kurdistan Region's President Nechirvan Barzani and Prime Minister Masrour Barzani also called on the Iraqi federal government to compensate the victims of the brutal attack "without delay."

The chemical attack was part of a longer genocidal campaign against Iraq's Kurds by the Baathist regime that continues to resonate in the mind of Kurds to this day.



16/03/2023

## 5.1-magnitude quake hits Halabja province

ERBIL, Kurdistan Region - A 5.1-magnitude earthquake occurred in Halabja province near Kurdistan Region's border with Iran, according to a seismological centre. It was felt in most parts of the Region but no casualties or material damage has been reported.

The quake, whose depth was 10 kilometres, took place 17 kilo-

metres northeast of Halabja city as well as 76 kilometres southwest of the Kurdish city of Sanandaj in western Iran (Rojhelat), according to the European-Mediterranean Seismological Centre. Amir Jabri, spokesperson for Iraq's seismology department, told Rudaw that the quake was felt in the Kurdistan Region, excluding Duhok province, and Kirkuk province. He added that Ha-

labja was the epicentre of the tremor.

A large number of people in Halabja have come out of their houses, according to a Rudaw reporter on the ground.

The Kurdistan Regional Government's (KRG) Ministry of Transportation and Communications said the depth of the quake was 43 kilometres.

After two strong earthquakes last month in southeastern Turkey killed over 48,000 people in Turkey, the area has been rocked by frequent aftershocks and new earthquakes, sparking alarm among people who are afraid to return to their homes and are living in the streets or in tents. The quake also killed thousands of people in Syria.





Karwan Faidhi Dri  
16/03/2023

## US top general defends surprise visit to Rojava

ERBIL, Kurdistan Region - General Mark A. Milley, chairman of the US Joint Chiefs of Staff, Wednesday defended his recent trip to northeast Syria (Rojava), saying it was a "routine" visit to troops in the area. Turkey had summoned the US ambassador in Ankara over the general's surprise visit to the Kurdish-held region.

General Milley [visited](#) troops in Rojava on March 4, meeting with US military officials and troops who train and support the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) in the fight against the Islamic State (ISIS).

Turkish Foreign Minister Mevlut Cavusoglu [said](#) on March 8 that they had "invited" the US ambassador to Turkey Jeff Flake

and handed him "necessary warnings and messages" over the American commander's alleged meeting with the Kurdish authorities in Rojava. He added that what worries them is not the meeting but the continuation of Washington's support for the Kurdish fighters in Rojava.

General Milley said during a Pentagon [news conference](#) on Wednesday that the visit was a "routine" one.

"For my visit, it was nothing more than a routine troop visit to determine the task purpose mission, to go out and check that, see how we are doing, and assess things like force protection, etcetera. We have got almost 1,000 troops in Syria, and

they are at risk. They are attacked from time to time with various types of munitions by various actors that are in the area of Syria. So I want to go over and check on them and to make sure that the mission is validated and I can come back and report it to the secretary," he explained.

"With respect to Turkey, Turkey and the United States have a common interest here [Syria] and we have had a common interest for years - we have been there for years. And the common interest is to ensure the enduring defeat of ISIS," he added.

The US leads the global coalition against ISIS in Iraq and Syria. Ankara is a member of

the coalition but has not contributed much.

Turkey considers the People's Protection Units (YPG), which is the backbone of the SDF, the Syrian offshoot of the Kurdistan Workers' Party (PKK) - armed group struggling for the increased rights of Kurds in Turkey but listed as a terrorist organization by Ankara.

Turkey has repeatedly called on the US to cease its military support for the YPG, claiming that it is a threat to Ankara's national security.

Ankara has carried out three major military operations against the SDF in Syria since 2016, and is threatening to launch a fresh one.



Julian Bechocha  
16/03/2023

## Kurdistan CT claims Duhok helicopter crash casualties were PKK fighters

ERBIL, Kurdistan Region - Erbil-based Kurdistan CT claimed early Thursday that the casualties of a helicopter crash in Duhok province the previous night were fighters of the Kurdistan Workers' Party (PKK).

An unidentified helicopter [crashed](#) in Duhok's Chamanke subdistrict on Wednesday night, killing all seven people onboard. The vicinity of the area where the copter fell is known for frequent clashes between Turkey

and the PKK. "Preliminary investigations revealed that the helicopter was of type Eurocopter AS350 and that several of the passengers that were killed were PKK fighters," the counterterrorism force [stated](#).

The PKK, however, has yet to comment on the incident, while Turkey's defense ministry was quick to deny reports that the fallen helicopter belonged to the Turkish armed forces.

Further investigations into the incident are ongoing, according to the counterterrorism force.

Footage from the helicopter crash on March 15, 2023. Photos: submitted  
The PKK is a Kurdish group that has waged an armed insurgency against Turkey for decades and is designated a terrorist organization by Ankara, who has launched successive operations both in the Kurdistan Region and Syria to target the

group and other forces Turkey claims to be its offshoots.

Chamanke in Duhok province is located 15 kilometers from Mount Gara, a region where Ankara in February 2021 [launched](#) an operation dubbed Claw-Eagle-2 targeting the PKK.

More than 500 villages have been [emptied](#) in the Kurdistan Region over three decades of the Turkey-PKK conflict.

## Erdogan donne son feu vert à la ratification par la Turquie de l'adhésion de la Finlande à l'OTAN

L'annonce du président turc, vendredi, a été suivie une heure plus tard par celle de la Hongrie, qui prévoit un vote d'approbation le 27 mars.

En revanche, ni Ankara ni Budapest n'ont franchi le pas concernant l'adhésion de la Suède.

**A**près des mois de négociations, de rencontres bilatérales et de conciliabules, Recep Tayyip Erdogan a annoncé, vendredi 17 mars, que la Turquie allait commencer la procédure de ratification de l'adhésion de la Finlande à l'OTAN, le pays ayant pris, selon lui, des mesures concrètes pour tenir ses engagements auprès d'Ankara. Le gouvernement turc entend poursuivre, a ajouté le chef de l'Etat, lors d'une conférence de presse dans la capitale turque aux côtés de son homologue finlandais, Sauli Niinistö, ses discussions avec la Suède, l'autre pays nordique candidat, sur les questions relatives au terrorisme, notamment.

« Nous avons décidé de lancer le processus de ratification de l'adhésion de la Finlande dans notre Parlement. Avec la Finlande, l'OTAN sera plus forte. Avec la Suède, nous continuerons de discuter. Les progrès de la candidature de la Suède dépendent des mesures qu'elle prendra », a déclaré M. Erdogan. Le président turc a précisé qu'il espérait achever le processus d'ap-

probation pour la Finlande d'ici aux élections présidentielle et législatives prévues le 14 mai en Turquie.

La ratification d'Ankara lèvera le principal obstacle à l'adhésion de la Finlande à l'Alliance atlantique. La Hongrie, par la voix du Fidesz, le parti du premier ministre, Viktor Orban, a annoncé à peine une heure après la déclaration du président turc que le vote sur l'adhésion de la Finlande aurait lieu le 27 mars au Parlement hongrois. Pas un mot, en revanche, n'a été prononcé au sujet de la Suède.

### Les griefs d'Ankara contre la Suède

Si le président finlandais s'est réjoui de la décision d'Ankara, il a constaté aussi que l'adhésion de la Finlande ne pourrait être « complète » tant que la Suède n'aura pas été acceptée, tant par la Turquie que par la Hongrie.

Lors de sa conférence de presse, le président Erdogan a rappelé ses griefs contre la Suède, qui « a ouvert ses bras aux terroristes », ce qui « n'est pas le cas de la

Finlande », selon le président turc. « Nous avons donné [aux autorités suédoises] une liste d'environ 120 terroristes et leur avons demandé de les extraditer en Turquie. Le premier ministre [suédois] est une bonne personne, mais il n'a pas voulu et n'a pas pu le faire. Dans ce contexte, ce n'est pas possible pour nous d'avoir une approche positive à l'égard de la Suède. »

A Stockholm, on rappelle que le mémorandum trilatéral, signé par Helsinki, Stockholm et Ankara, en juin 2022 à Madrid, fixant les conditions de la ratification turque, ne mentionne pas l'extradition de personnes spécifiques. La Cour suprême suédoise a d'ailleurs déjà rejeté plusieurs demandes d'Ankara concernant des journalistes turcs, réfugiés en Suède et accusés de terrorisme dans leur pays.

### Garanties de sécurité

Vendredi en fin d'après-midi, le ministre suédois des affaires étrangères, Tobias Billström, a constaté que la décision turque « n'était pas souhaitée, mais attendue ». Le but est toujours que le

pays puisse rejoindre l'Alliance le plus rapidement possible. « La question n'est pas de savoir si nous allons adhérer à l'OTAN, mais quand », a commenté M. Billström, insistant sur le fait que la Suède, qui a reçu des garanties de sécurité de la France, du Royaume-Uni et des Etats-Unis notamment, « est plus sûre maintenant qu'avant d'avoir présenté sa candidature ».

Concernant les demandes d'Ankara, le chef de la diplomatie suédoise a précisé que son pays « ne ferait pas plus, ni moins, que ce qui est stipulé dans le mémorandum trilatéral », rappelant au passage que les demandes d'extradition sont examinées par les tribunaux en Suède, qui sont « indépendants ». Dans un communiqué, vendredi, le secrétaire de l'OTAN, Jens Stoltenberg, a réagi en cherchant à minimiser la différence de traitement entre Helsinki et Stockholm : « La chose la plus importante est que la Finlande et la Suède deviennent rapidement membres à part entière de l'OTAN, et non qu'elles adhèrent exactement au même moment. »



17/03/2023

## 'No longer safe' from quakes: fear of 'Big One' grips Istanbul

The helmet-topped engineer drove his pointy instrument into the concrete to test whether Durmus Uygun's building will crumble when the feared big quake finally strikes Istanbul.

"I'm pretty confident but my children aren't convinced, so we're having this test done," said Uygun, who lives in one of the Turkish megalopolis's poorer and more densely packed neighbourhoods.

"If the result is good, we will live in peace. But who knows where we will be when the earthquake hits? We may be at the supermarket or at work - that's what scares us."

In his fifties and wearing a black beret, Uygun is far from the only one living in fear in Istanbul.

Turkey's cultural and economic capital is home to up to 20 million people, many still haunted by memories of the last "Big One" that struck just east of the city in 1999. More than 17,000 people died, including 1,000 in Istanbul.

The city has grown substantially since then, becoming a magnet for people attracted by its booming economy -- and oblivious to the active fault line running along its southern edge.

That changed on February 6, when a 7.8-magnitude earthquake killed more than 48,000 in southeastern Turkey and nearly 6,000 over the border in Syria, leaving entire cities in ruins.

A state of collective psychosis has since gripped Istanbulites,

who have requested more than 140,000 checks of the type being conducted on Uygun's apartment building.

### Disaster a 47-percent chance

By the municipality's own admission, nearly 100,000 buildings will collapse or be seriously damaged in the event of a 7.5-magnitude quake.

Fifty teams of engineers have been roaming the city since last month's disaster, measuring the quality of concrete and the width of steel reinforcement bars.

If the risk to the building is deemed "very high", it could be condemned to demolition and occupants forced to move out.

Some of Istanbul's southern districts lie just 15 kilometres (nine miles) from the North Anatolian Fault, which is distinct from the equally active East Anatolian Fault on which last month's quake struck.

Seismologists have calculated a 47-percent chance of an earthquake with a magnitude above 7.3 hitting Istanbul within 30 years.

Two blocks from Uygun's building, hardware store owner Ali Nezir has started selling whistles to locals who fear getting trapped under tonnes of concrete.

"People are scared," said Nezir, whose small shop is on the ground floor of a 12-storey tower.

### Whistles and water bottles

Some residents say they have started storing biscuits and water bottles at the foot of their beds in case the quake comes in the middle of the night, leaving them trapped.

Uygun has prepared some emergency bags for his family containing enough to survive on while waiting for help.

Ugur Erisoglu, an Istanbul wholesaler, offers earthquake survival bags for 200 lira (\$10) containing torches, blankets, medical kits and neck braces.

"We used to sell 1,000 a month," Erisoglu said. "We have received 15,000 orders since the earthquake, including 8,000 from Istanbul."

The sudden reminder of the threat hanging over Turkey's main city is forcing some to seriously contemplate moving home.

"There is strong demand for northern districts of Istanbul, further from the fault line, and for individual houses," said Mehmet Erkek, the general manager of Zingat, a real estate listings platform.

Searches have also exploded

for cities such as Edirne and Kırklareli, located in a less quake-prone region 200 kilometres northwest of Istanbul.

### 'Always on alert'

Nil Akat, a clinical psychologist, says she has been receiving patients "who are making very concrete plans to move out of Istanbul".

"Many no longer feel safe at home. They are on high alert, always on alert. Out on the street, they pick out safer looking sidewalks in case a building should collapse."

Akat said she spoke to some colleagues who told her: "Some (of our patients) can no longer think rationally."

This fear can grip anyone, without distinction for age or social class, she said.

Cisel Aktimur, a young Istanbulite who enjoys a breathtaking view of the city from her 12th-floor apartment, had been thinking of leaving for some time.

Last month's disaster has made moving a "priority", she said.

"Even if nothing happens to my building, I probably wouldn't be able to bear what I see," she said.



LA DÉPÊCHE

Louis Rousseau  
17 mars 2023

## Élections en Turquie : Erdogan en danger pour la première fois

Pour la première fois depuis qu'il a pris le pouvoir en 1993, Recep Tayyip Erdogan semble susceptible de perdre son statut de président à travers les urnes.

Recep Tayyip Erdogan se retrouve dans une situation inédite. Alors qu'il fêtait ce mardi 14 mars les vingt ans de son accession au pouvoir en Turquie, le président turc et son Parti de la justice et du développement (AKP), semblent en mesure d'échouer à la prochaine élection. Une première alors que l'AKP avait obtenu des victoires plutôt probantes lors des quatorze derniers scrutins auxquels il a participé.

### Une popularité qui baisse

Derrière ce possible revers historique, on trouve l'épisode du séisme meurtrier qui a touché le pays début février. La catastrophe a soulevé de nombreux doutes autour de la gestion de la crise par le pouvoir. Critiqué notamment pour la lenteur d'action, le président Erdogan a même été poussé à une réaction qui n'est pas dans ses habitudes. «Il s'est senti obligé de s'excuser pour ce retard, ce qui est très rare car ce n'est pas un habitué de l'autocritique», note Didier Billion, directeur adjoint de l'Iris, spécialiste de la Turquie et du Moyen-Orient, interrogé par La Dépêche.



Recep Tayyip Erdogan le 10 mars 2023 à Ankara (Turquie). AFP - ALP EREN KAYA

Le président turc a également été la cible de vives critiques pour son manque d'anticipation de la catastrophe. «Ce qui est reproché à Erdogan, c'est le fait que l'on ait permis de construire des bâtiments au mépris de toutes les normes antisismiques alors même qu'on était dans une zone à risque», explique Didier Billion.

Un reproche direct au système économique actuel, basé sur la recherche du profit maximal, dont Recep Tayyip Erdogan s'était fait le champion. «Il a toujours voulu apparaître comme

l'homme providentiel, celui qui veut défendre les Turcs contre tous les dangers. Or, on a eu la preuve flagrante que ce n'était pas le cas», décrypte le directeur adjoint de l'Iris.

Mais si les conséquences du séisme ont joué sur la popularité de Recep Tayyip Erdogan, le vent avait déjà commencé à tourner avant cet épisode : «Il s'était constitué une base électorale solide, avec les bons résultats économiques lors de ses quinze premières années de présidence. Or, la conjoncture économique s'est retournée. Une partie

des électeurs qui votaient pour lui ont commencé à se détourner d'Erdogan, non pas par conviction mais pour les résultats économiques», rappelle Didier Billion. Un constat particulièrement visible lors des élections municipales en 2019, lors desquelles l'AKP d'Erdogan avait perdu les deux principales villes du pays, Ankara et Istanbul.

D'autres facteurs pourraient expliquer la baisse de popularité du président sortant, notamment la cassure avec une partie de la jeunesse.

### Des élections serrées

Recep Tayyip Erdogan n'aborde pas pour autant ces élections sous le spectre de la défaite. «Les jeux ne sont pas faits à l'avance, cela va être serré, pronostique Didier Billion. Il n'y aura pas de victoire facile de l'opposition.» Mais les principaux partis d'opposition ont réussi à se mettre d'accord pour présenter une candidature commune. Un accord historique qui fait de Kemal Kılıçdaroglu, leader du Parti républicain du peuple (CHP), le seul visage susceptible de faire de l'ombre à celui qui dirige la Turquie depuis 20 ans.

The New York Times

By Alissa J. Rubin  
March 18, 2023

## 20 Years After U.S. Invasion, Iraq Is a Freer Place, but Not a Hopeful One

Conversations with dozens of Iraqis offer a portrait of a nation that is rich in oil, hobbled by corruption and unable to guarantee its citizens' safety.

A couple of streets away from the new buildings and noisy main road of the desert city of Falluja, there was once a sports stadium. The goal posts are long gone, the stands rotted years ago.

Now, every inch is covered with gravestones.

"This is the martyrs' graveyard," said Kamil Jassim Mohammed, 70, the cemetery's custodian, who has looked after it since 2004, when graves were first dug for those killed as [U.S. troops battled Iraqi militias](#). "I stopped counting how many people are buried here, but there are hundreds, thousands of martyrs."

As Iraq marks the 20th anniversary on Monday of the American-led invasion that toppled the dictator Saddam Hussein, an army of ghosts haunts the living. The dead and the maimed shadow everyone in this country — even those who want to leave the past behind.

The United States invaded Iraq as part of its "war on terror" announced by President George W. Bush after the Al Qaeda attacks on Sept. 11, 2001. Mr. Bush and members of his administration claimed that Mr. Hussein was manufacturing and concealing weapons of mass destruction, though [no evidence](#) to back up those accusations was ever found. Some U.S. officials also said Mr. Hussein had links to Al Qaeda, a charge that intelligence agencies [later rejected](#).

Today, Iraq is a very different place, and there are many lenses through which to see it.



Kamil Jassim Mohammed, the custodian of the martyrs' cemetery in Falluja, Iraq. It is hard to find anyone in Iraq who has not lost someone. Joao Silva/The New York Times

It is a far freer society than it was under Mr. Hussein and one of the more open countries in the Middle East, with multiple political parties and a largely free press.

Still, conversations with more than 50 Iraqis about the war's anniversary offered an often troubling portrait of an oil-rich nation that should be doing well but where most people neither feel secure nor see their government as anything but a corruption machine.

Many Iraqis see a bleak economic future, because despite a wealth of natural resources, the country's energy revenues have been spent primarily on the vast public sector, lost to corruption or wasted on grand projects left unfinished. Relatively little has gone into transforming public infrastructure or providing services, as many Iraqis had hoped.

"The living conditions are not good. The electricity is still bad," said Mohammed Hassan, a 37-

year-old communications engineer and father of three who supervises the laying of internet lines in a middle-class neighborhood in the capital, Baghdad. He is paid \$620 a month. "I have hardly enough to get to the end of the month, so I cannot see much of a future," he added.

"It's a pity. We always wanted to get rid of Saddam," he said. "We know Iraq is rich, and we hoped it would get better. But we did not get what we were hoping for."

Iraq remains indelibly scarred by a civil war, an insurgency and the almost constant upheaval that the invasion unleashed, which continued even after [U.S. troops pulled out in 2011](#). Wave after wave of fighting gave way to political strife, and the country never fully stabilized. Two major cities — Mosul and Falluja — have been largely destroyed, and damage is visible in almost every major town throughout central and northern Iraq.

It is hard to find anyone in this country who has not lost someone.

About 200,000 civilians died at the hands of American forces, Al Qaeda militants, Iraqi insurgents or the Islamic State terrorist group, according to [Brown University's Cost of War project](#). At least 45,000 members of the Iraqi military and police forces and at least 35,000 Iraqi insurgents also lost their lives, and tens of thousands more were left with life-altering injuries.

On the U.S. side, about 4,600 troops and 3,650 American contractors were killed in Iraq, and countless others survived, but bear physical and mental scars.

But Iran proved most adept at exploiting the power vacuum left by the removal of Mr. Hussein and at [exerting influence inside Iraq](#). Iran spurred the creation of a parallel military force that was long outside the control of the Iraqi government. These mostly Shiite militias have tens of thousands of fighters, including some who are loyal to Tehran.

Abetting and expanding Iran's influence in Iraq was hardly the intention of American policymakers in 2003. Ryan Crocker, a former American ambassador to Iraq who was involved in the planning of the war, said he suggested to U.S. diplomats and military leaders that they might want to reach out to the Iranians.

"I said: 'Shouldn't we be figuring out how to talk to the Iranians about this and how to have them minimize their hostile in-



volvement?” he recalled.

He said his plea fell on deaf ears.

“I saw no evidence whatsoever at any point that anyone was really thinking about the depth and breadth of the Iranian factor,” he added.

### New Freedoms, but Few Jobs

Today, Iraq is a far different place from the one the Americans found in 2003.

Roughly half the population of nearly 45 million was born after 2000 and did not experience the strictures and frequent brutality of life under Mr. Hussein, who was [captured by U.S. forces](#) in late 2003 and, after [an Iraqi trial](#), executed.

Young Iraqis’ perceptions are shaped by the violence that followed the U.S.-led invasion and, at the same time, by disappointment that their country still falls far short of the hopes raised by a more open society.

“Saddam Hussein was the Hitler of our times. He was the most brutal dictator, tyrant, that we have experienced,” said Barham Salih, Iraq’s president from 2018 to 2022 and a longtime member of the Iraqi opposition who, like many others, saw up close the torture and executions that Mr. Hussein used to keep political opponents in check.

“Once he was gone, suddenly we had elections,” Mr. Salih said. “We had an open polity, a multitude of press. Those things had not been seen in a long, long time in a place like Iraq.”

Such things are certainly rare in the Middle East, where dictators and autocrats rule in most countries and there is widespread repression of media freedoms and individual rights. More recently both have started to come under threat in Iraq as well, largely from Shiite Muslim parties linked to Iran.

“If you put things in context, there have been a lot of positive developments,” Mr. Salih said.



Iraq struggles with persistent electricity shortages, and many Baghdad residents rely on a tangled nest of cables connected to generators. Sergey Ponomarev for The New York Times

Among those developments is a better relationship with the U.S. military. Its troops returned in 2014, this time at the request of the Iraqi government, and played a vital role in the fight to defeat the Islamic State. About 2,500 U.S. troops remain in the country.

For many Iraqis, it is hard to appreciate the positive developments when [unemployment](#) is rampant, with more than one in three young people jobless, according to the World Bank and the International Labor Organization. There are few private-sector jobs, which means that most people seek government positions. But there are not enough of those to go around for Iraq’s fast-growing population.

About a quarter of Iraqis live at or below the poverty line, according to Iraq’s Planning Ministry.

Most troubling for young and old alike, however, is the increasingly entrenched government corruption, which is rooted in a system of sectarian and ethnic distribution of power that the United States pressed Iraq to put into place after Mr. Hussein fell. Transparency International ranks Iraq 157th among 180 countries in its corruption index.

The U.S. invasion and subsequent occupation upended the social order that had existed

under the dictatorship by marginalizing the Sunni Muslim sect, which had formed the core of Mr. Hussein’s power base, his military and his intelligence services. That benefited the country’s Shiite Muslim majority and the Kurdish minority.

This backfired, however, by fueling a tenacious [Sunni insurgency](#) against the U.S. occupation that began soon after the 2003 invasion. It was led initially by former officers in Mr. Hussein’s military and intelligence services, who were quickly joined by Islamist extremists connected to Al Qaeda.

The conflict soon morphed into a sectarian war, targeting Shiites who, in turn, formed fighting groups of their own. Those groups, rather than dissolving once the fighting stopped — as the Sunni groups did — evolved and expanded over time into the numerous [Shiite militias](#) that hold sway today.

The most powerful among these militias have links to Iran.

Many Iraqis accuse the militias and Iran of undermining Iraq’s sovereignty and democracy because a number of them function outside Iraq’s military command and because many militias are also linked to political parties, lending a violent edge to politics.

Today, the power-sharing system among Shiites, Sunnis and

Kurds that was put in place by the Americans is regarded by many as having undermined from the start any hope of good governance. But Mr. Crocker and others said that at the time it seemed the only way to ensure that all sects and ethnicities would have a role in governing.

That U.S.-imposed framework became the basis for the current system of government with competing factions gaining access to power, money and patronage, which they now divide up among the different sects and ethnic groups in Parliament.

“The government now is a coalition of rivals” for government spoils, said Sajad Jiyad, an Iraqi political analyst and non-resident fellow at the Century Foundation, an American research institute.

He and other experts say that every party has tried to grab as much of the spoils of Iraq’s wealth and power as possible, and that over the years, [corruption](#) has become institutionalized to such an extent that it is not just the positions of ministers that are allocated by party; parties also control many lower-level jobs and contracts associated with a ministry and use them to reward supporters or curry political favor.

“It makes it very difficult to run a state,” Mr. Jiyad said, because no one is accountable. “The people who investigate corruption are political appointees,” he added. “The people who put you on trial are politically connected, and so are the people who arrest you. So, everything is quid pro quo: ‘You leave alone my misdemeanors, and I’ll ignore yours.’”

Only sometimes, the transgressions are far more than misdemeanors.

Last fall, it emerged that \$2.5 billion had been stolen from the office of tax revenue and that much of it had been spirited



out of the country. While one person was initially named, there are now arrest warrants for 10 people, two of them senior figures in the office of the prime minister at the time, Mustafa al-Kadhimi, said Judge Dhiaa Jaafar, Iraq's chief anti-corruption judge.

Mr. Kadhimi, who is now living outside Iraq, as are several of those named in the arrest warrants, adamantly denies any wrongdoing by anyone in his administration.

The news media dubbed the case the "steal of the century." But Judge Jaafar said he believed it was just one of several thefts on this scale. The difference is that some of the others lack the paper trail that he has found in the \$2.5 billion one.

As Mr. Jiyad put it: "We have stolen people's futures."

Most humiliating for many Iraqis is that to get a government job, they either have to know someone in a senior position in a ministry or political party, or they have to pay someone in a party or in the department where they want to work, or both. This system, which in the last few years has become pervasive, has put a price tag on many jobs, according to anticorruption officials and Parliament members.

Zainab Jassim Zayre, a 30-year-old radiology technician who works in a hospital in the sprawling, mostly poor Sadr City neighborhood of Baghdad, got her job several years ago, before such payments became routine. But she said students are now being asked to shell out as much as \$30,000 for a position like hers, which pays at most \$800 a month.

"People suffer from this system — not all people," she said. "If



A fighter loyal to the influential Shiite cleric Muqtada al-Sadr after firing a rocket-propelled grenade toward American tanks in the Sadr City section of Baghdad in 2004. Credit... Joao Silva for The New York Times

they are middle class or rich, maybe their families can afford it. But the poor people cannot. This is injustice, and if they borrow, it takes them so long to pay back."

Injustice is a word that comes up in almost every interview with ordinary Iraqis.

They use it to describe not only the system of paying for jobs, but the difficulty of getting any official document without paying something extra to the person giving it to you; they use it when they describe how some neighborhoods have polluted



Iraqi special forces in 2017 during fighting with the Islamic State in the city of Mosul. U.S. troops helped with that fight at the request of the Iraqi government. Ivor Prickett for The New York Times

water — or no water at all. It expresses their sense of out-

rage at the privilege of a very few Iraqis and the desperation of the many.

### Two Constants: Insecurity and Instability

Even the most basic demand that people make of government — that it guarantee their day-to-day safety — is not a given everywhere in Iraq. It depends where you live.

In Diyala, a sprawling, largely rural province northeast of Baghdad, sectarian fighting still goes on. Just a week ago, eight people were killed and since January, more than 40 people

The security threat from the Islamic State may be quiescent now, but is hardly gone, according to senior Iraqi security officials. An [analysis](#) by U.S. military commanders in December found that there were "more than 20,000 ISIS leaders and fighters in detention facilities in Iraq," calling this "an ISIS army in detention."

In one corner of Falluja's cemetery lie the 27 members of the Dhahi family who were killed when a U.S. aircraft bombed their house on April 6, 2004, during heavy fighting. One of the smallest graves bears three names, those of three infants who died in the bombing and were buried together.

One family member who survived, Waleed Dhahi, now 23, was found alive in the rubble. His immediate family — both parents, three brothers and a sister — were not so lucky. He lost an eye and has shrapnel deep in his leg.

For him, the United States invasion was a crucible of loss.

"My opinion of the Americans is negative, because if someone comes and kills my family and I don't have any power to fight them, it leaves a hatred," he said. "Of course life continues and we must start again. But I lost my family and that has affected me, and sometimes I wish I had died with them."

Falih Hassan in Baghdad contributed reporting.

Alissa J. Rubin, who has covered Iraq for much of the past two decades, spent several weeks in central and northern Iraq talking with Iraqis from all walks of life for this article.

The New York Times

Farnaz Fassihi and Vivian Yee  
March 17, 2023

# For Iran, Saudi Détente Could Ease Strains Regionally and at Home

Long seen as a regional troublemaker and on the defensive from advances made by Israel, Iran sees the restoration of ties with its rival as a win for all sides, analysts say.

**F**or years, Iran's standing as a Mideast power has been battered on a number of fronts.

Some Arab neighbors have [forged ties with Israel](#), giving it a foothold in the Persian Gulf. Regional states have closed down financial channels that once allowed Tehran to evade U.S.-led sanctions over its nuclear and weapons programs.

Iran has also been engaged in a bruising battle for regional dominance with Saudi Arabia, with which it severed relations seven years ago, engaging in a proxy war in Yemen and competing for influence in Lebanon and Syria.

Last week, Iran took a step toward resolving some of those issues with an [agreement to restore ties with Saudi Arabia](#), its archrival in the region and an influential power among the Sunni Arab countries of the region with which Tehran has been at odds.

In a deal brokered by China, Iran and Saudi Arabia agreed to reopen embassies in each other's countries; revive an old security pact; not attack each other, even through proxies; tone down the rhetoric against one another in the news media and elsewhere; and not meddle in each other's domestic affairs.

"We are moving from a strategy that was lose-lose for all sides to hopefully a win-win situation," said Ali Akbar Behmanesh, a political analyst in Tehran close to the government. "We realized



Graves of people killed in the war in Yemen, at a cemetery in Sanaa in March. Yahya Arhab / EPA, via Shutterstock

that in order to solve many of our problems we had to make peace with the Big Brother of the Arab world, and that is Saudi Arabia. The seven years of hostilities did not benefit our interests at all."

The rupture between Saudi Arabia and Iran occurred in 2016 when a vigilante mob [ransacked the Saudi Embassy](#) in Tehran after the execution of a Shia cleric by Saudi Arabia. Iran is predominantly Shiite, while Saudi Arabia is mainly Sunni.

If the détente holds, analysts say, it could be transformational for the region, bringing an end to the proxy battle in Yemen and facilitating political resolutions in Lebanon and Syria. The United Nations said on

Wednesday that the deal had created a momentum for renewed peace talks on Yemen.

For Iran's government, the gains would be significant at a time when its legitimacy has been challenged at home with protests that erupted six months ago after a 22-year-old woman, Mahsa Amini, died in custody after being accused of violating the country's hijab laws, and as it faces increasing isolation in the West as a result of its crackdown on dissent.

At the same time, negotiations between Iran and world powers to revive a nuclear deal that collapsed in 2018 when President Donald J. Trump withdrew the United States from the agreement have stalled with lit-

tle prospect of revival.

Without a deal, sanctions on Iran's oil revenues and banking activity will remain in place, contributing to the steady deterioration of the Iranian economy. The United States and Europe have also tried to isolate Iran for supplying Russia with drones used in the war in Ukraine.

Iran therefore needs all the friends — or, at least, non-enemies — it can get.

Saudi Arabia is a powerful regional player, considered a leader of the Sunni faith because of its custodianship of Islam's holiest sites, and has close ties to the West. Iran also signaled a wider diplomacy outreach with other regional Sunni



Arab countries immediately after the deal, and it says that normalizing relations with Bahrain is next on the agenda and that even Egypt might be on the table, too.

“Fortunately, we are seeing positive vibes in the region,” Nasser Kanaani, a foreign ministry spokesman, said last week. “These positive developments could happen with other countries in the region too, such as Bahrain.”

“We need to trust diplomacy more and take steps in this direction,” he said.

Mr. Kanaani said the region would benefit from greater cooperation and good relations between Egypt and Iran. Diplomatic relations between those two countries were ruptured after Egypt provided refuge to the Shah of Iran after the Iranian revolution of 1979.

This month, when a delegation from Iran’s Parliament traveled to Bahrain, a small Persian Gulf island that has been a flashpoint between Iran and Saudi Arabia, to attend a gathering of lawmakers, the Iranian news media reported that they had held back-channel negotiations about forging diplomatic relations. Bahrain does not have an embassy in Iran.

And on Thursday, the secretary of Iran’s Supreme National Security Council, Ali Shamkhani — a powerful official who negotiated the Saudi deal in China — arrived in the United Arab Emirates with a delegation of senior financial and security officials, including the governor of the Central Bank.

The choice of Mr. Shamkhani, who is ethnically Arab and speaks Arabic, as an envoy for diplomacy with Arab countries indicates that the shift to a less confrontational stance in the region is endorsed by the supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, who directs the Supreme National Security Council. One of the aims of the rapprochement may be to check the



A woman standing on top of a vehicle during a commemoration last year for Mahsa Amini, whose death set off nationwide protests in Iran. Ugc, via Agence France-Presse — Getty Images

growing influence in the region of Israel, which in 2020 reached a landmark accord with the United Arab Emirates and Bahrain, known as the Abraham Accords, mediated by the United States under President Trump.

The growing presence of [Israel, which has engaged in a campaign of assassination and sabotage of sensitive sites in Iran](#), in such proximity to its borders has rattled the Iranian authorities, and Tehran has threatened retaliation if Israel uses the region as a launching pad for intelligence gathering or covert attacks on Iran. Israel, for its part, has long considered Iran and its nuclear program as an existential threat, viewing Saudi Arabia as a potential partner.

Mr. Shamkhani said the Saudi-Iran deal would counter Israel’s “ nefarious activities” in the Persian Gulf. But beyond Israel, Mr. Shamkhani’s negotiations will also focus on financial channels and trade with the Emirates. Iran’s state news media reported on Friday that he will travel to Iraq next to sign a security pact.

The Emirates has served as

an important financial hub for Iran, with a large population of expatriate Iranians who own trade and business enterprises. Iran long used the Emirates to evade sanctions, but the stand-off with Saudi Arabia — a close ally of the Emirates — on top of pressure from the United States had restricted those channels.

Restraining Saudi-owned or affiliated news media outlets has been another thorny priority for Iran. At the center of the media negotiations was [Iran International, a Saudi-owned and Washington-based Persian news channel](#), according to two Iranians familiar with the talks.

The Saudis say the channel is owned by private investors and not the government.

The news channel did not reply to requests for a comment.

Iran views the reconciliation with Saudi Arabia as a victory and a key part of a strategy to lower the temperature domestically and abroad, analysts said.

It is “a huge regional win for Tehran, since this vindicates the idea that ‘maximum pres-

sure’ has failed,” said Sanam Vakil, the deputy director of the Middle East North Africa program at Chatham House, a London-based research group, referring to Mr. Trump’s campaign to force Iran to end its nuclear program and regional meddling.

Instead of waiting for the West to punish Iran into submission, the Arab states appear to have embraced engagement, Ms. Vakil said, adding: “It’s better to dialogue and incentivize Tehran rather than live on the precipice of uncertainty and missile attacks.”

**Vivian Nereim contributed reporting.**

**Farnaz Fassihi** is a reporter for The New York Times based in New York. Previously she was a senior writer and war correspondent for the Wall Street Journal for 17 years based in the Middle East.

**Vivian Yee** is the Cairo bureau chief, covering politics, society and culture in the Middle East and North Africa. She was previously based in Beirut, Lebanon, and in New York, where she wrote about New York City, New York politics and immigration.



The New York Times

By Vivian Yee and Alissa J. Rubin  
March 19, 2023

# In U.S.-Led Iraq War, Iran Was the Big Winner

In the 20 years since the United States invaded Iraq, Iran has built up loyal militias inside Iraq, gained deep political influence in the country and reaped economic benefits. For Washington, these were unintended consequences.

If visitors to Baghdad knew nothing of Iraqi politics, they could be forgiven for thinking that the trim-bearded, green-uniformed man whose larger-than-life photo is everywhere in the Iraqi capital was Iraq's president.

Along the boulevard that tracks the Tigris River and inside the Green Zone, the seat of Iraq's government, the likeness of Maj. Gen. Qassim Suleimani towers above roundabouts and stands astride medians. The last person to be so glorified was Saddam Hussein, the dictator deposed and killed in the [American-led invasion of Iraq that began almost exactly 20 years ago](#).

**But Mr. Suleimani was Iranian, not Iraqi.**

The commander of the Quds Force, the external arm of Iran's powerful Revolutionary Guards Corps, he achieved near-mythic status in Iraq as an [influential force](#) who helped bind Iraq and Iran after the invasion. It was thanks in large part to Mr. Suleimani, whom the United States assassinated in Iraq in 2020, that Iran came to [extend its influence](#) into almost every aspect of Iraqi security and politics.

That, in turn, gave Iran outside influence over the region and beyond. Tehran's rise exposed the unintended consequences of Washington's strategy in Iraq, analysts and former U.S. officials say, and damaged the United States' relationship with its regional allies.

The invasion "was the original sin," said Emile Hokayem, a senior fellow for Middle East



Pilgrims at the Imam Ali shrine in Najaf, an Iraqi Shiite holy city, during a pilgrimage in September. Emily Garthwaite for The New York Times

security at the International Institute for Strategic Studies, a British think tank. "It helped Iran bolster its position by being a predator in Iraq. It's where Iran perfected the use of violence and militias to obtain its goals. It eroded the U.S.'s image. It led to fragmentation in the region."

**The U.S. State Department declined to comment on the impact of the war in Iraq.**

"On Iraq specifically, our focus is on the 20 years ahead; less about looking backward," the department said in an email response to questions. "Our partnership today has evolved far beyond security, to a 360-degree relationship that delivers results for the Iraqi people."

All of that was enabled by the

political changes that the American invasion of Iraq on March 20, 2003, set in motion. Later on, the 2014 takeover of a large area of northern Iraq by the Islamic State terrorist group prompted Iraq to turn to Iran as well as the United States for help, cementing Iran's grip.

As destabilizing as the Iranian involvement has been for many Iraqis, it has been at least as unsettling for much of the rest of the region.

Iraq and Iran are the two largest Middle Eastern countries with a Shiite Muslim majority, and Shiites emerged from the Iraq war empowered across the region — often unnerving their ancient sectarian rivals, the Sunni Muslims, who dominate most other Arab countries.

Under the Iraqi dictatorship, the Sunni minority had formed the base of Mr. Hussein's power; once he was killed, Iran set up loyal militias inside Iraq. It also went on to dismay Saudi Arabia and the other Persian Gulf monarchies and Israel by supporting proxies and partners, such as the Houthi militia in Yemen, that brought violence right to their doorsteps.

Before 2003, it would have been hard to imagine Saudi Arabia, a pillar of the United States' Middle East policy for decades and a leading Sunni power, showing open anger toward American leaders over their conduct in the region. But the Saudi king at the time did just that in a January 2006 meeting with the American ambassador to Iraq, telling him that the way Washington saw

things going in Baghdad reflected “wishful thinking,” according to a State Department cable released by WikiLeaks in 2010.

Americans kept watch as the Ministry of Transportation burned in Baghdad days after the invasion in 2003.

By the time of that meeting, Iraqis had approved a new Constitution and held parliamentary elections that swept Shiite parties to power, and Sunni-Shiite sectarian tensions had escalated.

Saudi King Abdullah told the ambassador that before Mr. Hussein’s ouster, his kingdom — Iran’s longtime rival for influence in the Middle East — could count on Iraq as another Sunni power keeping Iran in check.

Now, he said, Iraq had been handed to Iran like “a gift on a golden platter.”

The United States, whose military muscle guided its policies, often with little sensitivity for Iraq’s religious and political dynamics, according to analysts, was not the country best placed to make lasting inroads in Iraq.

Iraq, by contrast, could build the bonds created by the Shiite faith it shared with many in Iraq’s population.

Iranian and Iraqi clerics, along with millions of pilgrims, frequented Shiite shrines in both countries each year and enjoyed a mutual understanding of each other’s culture. Tribes and families span their nearly 1,000-mile-long border. And the father of Iran’s 1979 Islamic Revolution, Ayatollah Ruhollah Khomeini, spent 13 years in Iraq’s Shiite pilgrimage city of Najaf, while Iraq’s top Shiite cleric, Grand Ayatollah Ali Sistani, was born in one Iranian holy city and educated in another.

Still, that proximity hardly bred friendship, at least before 2003.



A poster of Maj. Gen. Qassim Suleimani at a pilgrims’ tent in Najaf. Emily Garthwaite for The New York Times

American troops watched over Iraqi detainees at a base in Najaf in 2004 after an early morning raid. Tyler Hicks/The New York Times

In 1980, when Iraq invaded Iran, the United States and other Western countries quietly supported Iraq in the ensuing war.

The eight-year conflict was so devastating that some analysts say it shaped the mentality of an entire generation of Iranian leaders, making them determined to never again allow Iraq to grow strong enough to attack them. That could explain why, under Mr. Hussein’s repressive rule, which empowered Iraq’s Sunni minority over its Shiite majority, Iran gave shelter and support to both Shiites and Kurds in the Iraqi opposition.

When the United States toppled Mr. Hussein, it neutralized Iran’s foremost enemy without Tehran’s having to lift a finger. Afterward, the Americans diminished Sunni power in Iraq by dismantling the country’s army and purging the Sunni-dominated governing elite.

Iraq saw opportunity.

“What they were looking for and have been looking for isn’t Iranian control,” Ryan Crocker, a former United States ambassador to Iraq, said of Iran. “It’s Iraqi instability.”

After the 2003 invasion, Iranians streamed into Baghdad and Iraq’s Shiite-dominated south: construction engineers to rebuild Iraqi cities, political consultants to train Shiite activists before the Iraqi elections, media professionals to establish Shiite-owned television channels.

Iranian pilgrims who had been barred in the Saddam Hussein era from visiting Iraq’s Shiite shrines now hurried across the border to the Shiite holy cities of Karbala and Najaf, where Iranian companies invested in acres of hotels and restaurants for the millions of worshipers, many of them Iranian, who visit the shrines each year.

The Victory Arch in Baghdad marks the entrance to Grand Festivities Square and a parade ground constructed to commemorate the Iran-Iraq War of the 1980s. Emily Garthwaite for The New York Times

A good number of the Iraqi leaders who emerged after

2003 also had ties to Iran. The Shiite and Kurdish opposition politicians who had taken refuge there years before returned to Iraq after the invasion. Some of Iraq’s largest Shiite parties had backing and technical support from Iran, putting politicians from those parties in Iran’s debt when they won seats.

The Americans “somehow didn’t make the connection with Iran explicitly and understand that it’s not the Shiites you are giving the upper hand to, it’s the Shiites backed by Iran,” Marwan Muasher, who was then Jordan’s foreign minister, said last week.

Across Iraq’s southern border, Saudi Arabia and its gulf allies watched with growing frustration.

Gulf wariness of Iran dated back centuries. Less than 150 miles of Persian Gulf waters separate Iran from the Arabian Peninsula, a dynamic that has long fueled trade rivalries and territorial disputes. After the 1979 Islamic Revolution, the Sunni gulf monarchies feared that Iran would export its brand of Shiite theocracy across a region traditionally ruled by Sunnis.



Before 2003, the gulf worried about the Iraqi dictator, too. But Western-led sanctions had weakened Iraq, and the Gulf States and the Iraqis shared a common enemy in Iran.

The toppling of Mr. Hussein unleashed what the gulf saw as Iran's destructive power: Now, Iran was increasing its influence over a major Arab country with enormous oil reserves on Saudi Arabia's northern border, just as evidence was growing that Iran was developing a nuclear program.

A view of the Imam Ali shrine from the top floor of Aldur Palace, a four-star hotel for international pilgrims. Emily Garthwaite for The New York Times

These days, no Iraqi prime minister can take office without at least the tacit approval of both the United States and Iran, an arrangement that often produces prime ministers torn between Washington and Tehran. Iraqis with connections to Iran hold posts throughout the government.

The cost of Iranian influence to Iraqi development and stability has been high.

Cut off from the world economy by sanctions, Iran has found an economic lifeline in Iraq, which buys about at least \$7 billion in Iranian exports a year while selling only about \$250 million of goods in return. The fine print on many medicines shows that they are Iranian made, and large quantities of Iranian construction materials come stacked on truck convoys across the border every day.

Many Iraqi farmers and businesspeople complain that Iran



Americans kept watch as the Ministry of Transportation burned in Baghdad days after the invasion in 2003.

has suffocated Iraqi manufacturing and farming by dumping large quantities of produce and cheap goods in Iraq.

Iranian pilgrims who had been barred in the Saddam Hussein era from visiting Iraq's Shiite shrines now cross the border to the holy cities of Karbala and Najaf. Emily Garthwaite for The New York Times

Although Shiites in Iraq's political elite tolerated Iran's activities and respected General Suleimani, resentment of Iran among other Iraqis helped set off mass antigovernment demonstrations in 2019 in which protesters [demanded an end to Iran's](#) interference in Iraqi affairs.

Beyond Iraq, Iran has used every conflict in the region to extend its reach.

It inserted fighters into Syria after the 2011 Arab Spring revolt, aiming to prop up the Syrian president, Bashar al-Assad. It supported the Houthis in Yemen's civil war against a Saudi-led coalition, establishing Iranian influence on the southern Saudi border. And it further

cemented its position in Iraq and Syria by recruiting and training Shiite fighters against the Islamic State.

"Every opportunity that there was in the region, the dominoes fell in Iran's favor," said Vali Nasr, a professor of international affairs and Middle East studies at Johns Hopkins University. Exploiting Iraq's weakness, he added, gradually turned into "a powerful foreign policy tool for Iran on the regional level."

Particularly worrisome to its Sunni Arab neighbors was Tehran's consolidation of influence across a so-called Shiite Crescent stretching from Iran through Iraq and into Syria and Lebanon. Some Sunni governments, chief among them Saudi Arabia and the United Arab Emirates, blamed the United States — the country they had long depended on to have their backs — for failing to stop Iran from moving goods, weapons and personnel freely across the region, analysts say.

Later quarrels in the relationship arose over what the gulf saw as the U.S. failure to intervene

in Syria or to protect the gulf from Iranian-linked attacks on Saudi Arabia and the Emirates.

The State Department said the United States values its relationship with the gulf and is committed to "to strengthen cooperation, coordination, and consultation with our gulf partners in all fields, including security, counterterrorism, and economic partnership."

The gulf remains deeply connected to the United States, but since the 2003 invasion it has looked to [broaden and deepen its ties to China](#) and [Russia as alternative partners](#). When Saudi Arabia agreed to restore diplomatic relations with Iran last week, for example, it did so in Beijing.

That agreement was the latest sign that Saudi Arabia has decided to try engaging with its adversaries rather than holding them at arm's length as the gulf monarchies did for years in Iraq.

Despite Iraq and its gulf neighbors' shared Arab identity, they all but forfeited the competition for influence to Iran: Whereas Iran was the first to establish an embassy in Baghdad after the United States invasion, a Saudi ambassador to Iraq arrived in Baghdad only last week.

Likewise, the Saudis did not open their deep pockets to Iraq until a few years ago, when they began a tentative effort to invest in infrastructure.

"The only thing we can do is to give the Iraqis another choice that isn't only Iran," said Hesham Alghannam, a Saudi political scientist. "We can't corner them and then blame them for going with the Iranians."



euro  
news.

Méabh Mc Mahon  
20 mars 2023

## Conférence des donateurs : 7 milliards d'euros récoltés en soutien à la Turquie et la Syrie

La conférence internationale des donateurs organisée ce lundi à Bruxelles a permis de récolter 7 milliards d'euros pour soutenir les populations turque et syrienne touchées par les séismes meurtriers de début février.

7 milliards d'euros pour aider les victimes des récents tremblements de terre en Turquie et en Syrie, c'est la grande promesse faite par la communauté internationale à Bruxelles ce lundi.

Le défi consiste maintenant à s'assurer que les donateurs respectent leurs engagements et que l'argent et les ressources parviennent à ceux qui en ont le plus besoin.

"Nous devons commencer par la chose la plus élémentaire. Pouvons-nous réellement redonner de l'espoir ? N'oublions pas que 600 000 logements ont été détruits, que 900 écoles ont été détruites rien qu'en Turquie. Les gens ont perdu leurs moyens de subsistance en quelques secondes et de nombreuses personnes sont encore déplacées à l'intérieur du pays, vivant dans des tentes, chez des parents, dans des villages de conteneurs", rappelle Achim Steiner, président du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD)

Les tremblements de terre du 6 février ont été la pire catastrophe naturelle à frapper la région dans l'histoire récente. Plus de 56 000 personnes sont

mortes. En outre, des inondations torrentielles ont récemment privé de nombreuses personnes de leur logement temporaire.

Pour sa part, la Commission européenne a mis un milliard d'euros sur la table et s'est déclarée convaincue que l'argent serait mobilisé rapidement pour parvenir aux mains de ceux qui en ont le plus besoin.

"Je suis également très heureux qu'il ne s'agisse pas d'un simple soutien académique. Il s'agit d'une aide réelle qui sera rapidement mise en œuvre sur le terrain et qui permettra de rétablir les écoles et les hôpitaux, de reconstruire les infrastructures et de relancer l'emploi et la croissance dans la région",

a affirmé Oliver Varheyli, commissaire européen chargé de l'élargissement.

Les relations entre l'Union européenne et Ankara sont tendues depuis des années. Plus récemment, la Turquie a empêché la Suède d'adhérer à l'OTAN. Mais aujourd'hui, c'est la diplomatie qui prévaut.

"Vous savez, les problèmes rapprochent les gens. Je pense donc que si ce tremblement de terre a un élément positif, à savoir l'amélioration de nos relations, ce n'en sera que mieux", ajoute le commissaire européen.

L'UE organisera une conférence de suivi pour soutenir la Syrie en juin prochain.

euro  
news.

Andrey Poznyako  
20 mars 2023

## Séisme en Turquie et en Syrie : les ONG exigent des mesures d'urgence pour soutenir les survivants

L'UE et ses Etats membres ont l'intention de faire une promesse d'aide "significative", selon un communiqué.

Une conférence internationale des donateurs sous l'égide de l'Union européenne (UE) s'est ouverte lundi à Bruxelles pour apporter une aide à la Turquie et la Syrie, durement touchées par le séisme dévastateur de février dernier.

Les régions sinistrées ont be-

soin d'une aide urgente, et les ONG réclament des moyens supplémentaires pour soutenir les efforts sur place. La conférence des donateurs est une étape importante dans cette démarche, et permettra de collecter des fonds pour venir en aide aux survivants du séisme.

L'UE et ses Etats membres ont l'intention de faire une promesse d'aide "significative", selon un communiqué.

Organisée par la Commission européenne et la Suède

La conférence des donateurs est organisée par la Commission européenne et la Suède, qui exerce la présidence semestrielle du Conseil de l'UE, en coordination avec les autorités turques.

Elle sera ouverte aux Etats membres de l'UE, aux pays voisins et partenaires, aux membres du G20 à l'exception

de la Russie, aux six pays membres du Conseil de coopération du Golfe, à l'ONU, aux organisations internationales, humanitaires, et aux institutions financières internationales et européennes, détaille le communiqué.

La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (Berd) a annoncé jeudi son intention "d'investir jusqu'à 1,5 milliard d'euros" sur les deux prochaines années dans

les régions de Turquie touchées par les tremblements de terre dévastateurs de février.

#### Situation critique en Syrie

Dans le nord de la Syrie, la situation est particulièrement préoccupante après douze années de guerre civile. Les survivants du séisme ont encore du mal à recevoir les aides humanitaires, aggravant ainsi une situation déjà difficile.

Il est crucial que la communauté internationale continue de soutenir les efforts humanitaires afin de répondre aux besoins urgents dans la région.

"Cela fait plus d'un mois et les besoins sont tellement urgents. Les gens ont besoin des choses les plus élémentaires. Ils ont besoin de nourriture, d'eau, d'abris et de produits de première nécessité que de l'autre côté de la frontière, en Syrie", a expliqué Susan Malandrino, responsable de la communication de la Croix-Rouge américaine.

- Séisme : Washington débloque une aide supplémentaire de 100 millions de dollars pour la Turquie

- Turquie : la désolation, un

mois après le séisme qui a fait près de 46 000 morts

#### Les conséquences économiques du séisme

Selon le Programme des Nations unies pour le développement, les dommages causés par les tremblements de terre en Turquie pourraient dépasser les 100 milliards de dollars. Les économistes distinguent les estimations basées sur les effets directs et indirects de la catastrophe.

"Si l'on prend en compte les conséquences directes, le mon-

tant s'élève à environ 35 milliards de dollars. Et si l'on prend en compte les répercussions indirectes, le montant s'élève entre 75 et 80 milliards de dollars", estime Arda Tunca, économiste et éditorialiste à *Politikol*.

La secousse du 6 février de magnitude 7,8, suivie d'une autre neuf heures plus tard de magnitude 7,6, ont tué plus de 48 000 personnes en Turquie et 6000 en Syrie. Ces chiffres continuent d'augmenter dans les deux pays.

**Le Monde**

Christophe Ayad  
et Madjid Zerrouky  
20 mars 2023

## Quand l'usine Lafarge en Syrie servait de base d'espionnage pour la coalition anti-Etat islamique

L'ex-responsable jordanien de la sécurité de l'usine de ciment française, Ahmad Jaloudi, mis en examen pour « financement de terrorisme », assure que les services de renseignement occidentaux, notamment français, ont profité du maintien sur place de Lafarge.

**A**hmad Jaloudi est un militaire, un homme de discipline et d'ordre. Petit, musclé, trapu. Des ordres, il a l'habitude d'en recevoir, d'en donner et de les exécuter sans barguigner. Il sait faire preuve d'initiative aussi, quand la situation le nécessite. Mais devoir rendre compte de ses actes et s'en expliquer devant un juge, voilà qui le dépasse.

Ahmad Jaloudi, 54 ans, est colonel à la retraite de l'armée de l'air jordanienne. Il a aussi officié pour les services de renseignement de son pays, participé à des missions de maintien de la paix de l'ONU au Soudan, en Somalie, notamment. Sur-tout, il a travaillé de 2013 à 2019 pour l'entreprise française de ciment Lafarge. Il a notamment exercé les fonctions de « risk manager » de l'usine de Jalabiya, dans le nord-est de la Syrie, qui a continué de fonctionner jusqu'en septem-



Convoi de livraison de ciment à l'usine Lafarge de Jalabiya, en Syrie, entre 2013 et 2014. DOCUMENT « LE MONDE »

bre 2014, malgré la guerre civile en cours dans ce pays.

Et c'est ce qui vaut aujourd'hui à ce Jordanien une mise en examen pour « financement de terrorisme » aux côtés de six dirigeants du groupe. Après

une première audition devant un juge d'instruction, en septembre 2021, il est attendu à Paris, au pôle crimes contre l'humanité, pour une nouvelle convocation, le 28 mars.

Jusqu'ici, le cimentier français

est poursuivi en justice car il est soupçonné d'avoir financé des groupes djihadistes, dont l'organisation Etat islamique (EI), pour maintenir coûte que coûte son activité en Syrie. Le récit exclusif d'Ahmad Jaloudi, corroboré par des éléments auxquels *Le Monde* a eu accès, indique que d'autres acteurs ont profité de la présence et du maintien de Lafarge en Syrie : les services de renseignement occidentaux, à commencer par les Français.

#### Droits de passage et rançons

Comme l'avait révélé une enquête du *Monde* en juin 2016, confirmant des informations publiées par le journal syrien d'opposition *Zaman Al-Wasl*, la firme française a payé des droits de passage, des rançons, et acheté des matières premières brutes taxées par différents groupes rebelles armés syriens, dont l'EI.

Les conclusions de l'audit conduit en 2017 par le cabinet Baker McKenzie, à la demande des nouveaux dirigeants du cimentier, ont permis de conclure qu'une somme totale de 15,34 millions de dollars (14,3 millions d'euros) a pu être versée par la société Lafarge Cement Syria (LCS), filiale syrienne de Lafarge, sur la période de 2011 à 2015, tant au titre de l'achat irrégulier de matières premières qu'à celui de la rémunération des différents groupes armés, parmi lesquels des organisations terroristes. L'EI, par ses intermédiaires, aurait récupéré entre 4,8 millions et 10 millions de dollars, selon les estimations de la justice française.

Ahmed Jaloudi, qui était l'un des derniers responsables sur place à faire tourner l'usine, ne garde pas ce souvenir infamant de son ancien métier. « *Quand j'ai été recruté, je travaillais pour le Norwegian Refugee Council, une importante ONG. On m'a proposé un poste intéressant et plein de défis : je devais protéger l'usine de Lafarge et veiller à son bon fonctionnement comme à son approvisionnement. En tant que professionnel de la sécurité, j'ai été séduit. J'ai d'ailleurs immédiatement alerté les autorités jordaniennes pour savoir si je pouvais accepter le poste.* »

La compagnie Lafarge est à l'époque la seule multinationale française continuant à opérer en Syrie, par le biais de sa filiale locale, malgré les sanctions européennes contre le régime de Bachar Al-Assad. Le groupe Total – devenu en 2021 TotalEnergies –, qui exploitait des puits de pétrole dans l'Est syrien, avait plié bagage dès 2012. Pour quoi ce choix ? Ahmed Jaloudi n'est pas au courant : « *Une telle décision stratégique n'entraîne pas dans le cadre de mes compétences.* »

### L'irruption de la révolution syrienne

En fait, l'usine de Jalabiya était le plus important investissement de Lafarge au Moyen-Orient :

quelque 700 millions d'euros. Rachetée par Lafarge au groupe égyptien Orascom, elle n'avait commencé à fonctionner qu'en 2010, quelques mois seulement avant l'éclatement de la révolution syrienne, en mars 2011.

Pendant un an, les manifestations et les combats se déroulent loin du périmètre de l'usine. Mais, à partir de 2012, le danger se rapproche : les unités combattantes du parti kurde PYD – le Parti de l'union démocratique, branche syrienne du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) –, opposé au régime comme à la rébellion, prennent le contrôle de la zone. Plus loin, des formations rebelles arabes installent des checkpoints par lesquels doivent transiter les employés de l'usine, mais aussi les camions entrants, de matières premières, et sortants, de ciment.

Pour gérer ces aléas, dans un environnement qui change à toute allure, deux hommes : Firas Tlass, ancien partenaire minoritaire de LCS et figure du régime Assad, passé à l'opposition après la révolution ; et Jacob Waerness, un ancien membre des forces d'élite de la police norvégienne, recruté comme « risk manager » de l'usine. Waerness, qui est installé dans l'usine même, ne se déplace qu'escorté par des hommes en armes. Firas Tlass, qui a « géré » les djihadistes de passage par la Syrie pour aller combattre l'armée américaine en Irak tout au long des années 2000, dispose d'un réseau bien rodé, qu'il dirige depuis Dubaï.

Quand, en 2013, le Front Al-Nosra, une organisation djihadiste affiliée à Al-Qaïda, monte en puissance au sein de la rébellion, et que les combats s'intensifient et se rapprochent, il est décidé d'évacuer tous les expatriés occidentaux de l'usine. Ahmad Jaloudi est recruté pour remplacer Jacob Waerness en avril. Il entre en fonctions le 15 août, le temps d'un long passage de témoin avec le Norvégien.

« *Quand je suis arrivé à l'usine, les YPG [sigle désignant les combattants kurdes] contrôlaient la zone de l'usine, raconte Ahmad Jaloudi. L'Armée syrienne libre [ASL, rébellion modérée] tenait Manbij [localité à une soixantaine de kilomètres à l'ouest] et Daech [acronyme arabe désignant l'EI] venait de prendre le contrôle de Rakka [à 110 km de l'usine].* » Ce paysage va rapidement évoluer. À l'époque, les services de renseignement sont dans le noir total : tout va trop vite en Syrie, les affiliations des groupes armés, les alliances et les ruptures, les avancées et les reculs sur le terrain.

### « Je faisais profil bas »

C'est là qu'Ahmad Jaloudi s'est révélé précieux. L'officier a été formé au renseignement contre-terroriste aux Etats-Unis, où il a suivi deux sessions d'instruction. Il s'est également spécialisé, à Toulouse, en imagerie aérienne. Une compétence qui va se révéler très utile.

Dès son arrivée à ce nouveau poste, il s'attelle à dresser une carte des checkpoints de toutes les milices présentes dans la zone de l'usine et au-delà. Sur le document très détaillé qu'il a fourni au Monde, chacun des barrages est représenté par une étoile de couleur : noir pour ceux de l'EI, jaune pour ceux des YPG, rouge pour ceux du régime de Damas et orange pour la milice islamiste Ahrar Al-Cham.

« *Ce travail m'a pris six mois. J'ai recoupé toutes les informations que me rapportaient les chauffeurs. Parfois, j'allais et je venais avec de faux papiers syriens. Il m'est arrivé d'aller jusqu'à Rakka ou Kobané, pour rencontrer des sources. Je faisais profil bas, je voyageais sans escorte.* » Il exhibe fièrement des photos le montrant en déplacé syrien ou encore en chauffeur de camion. Il s'est ainsi rendu à plusieurs reprises à Rakka, la capitale syrienne du pseudo-califat de l'EI.

Dans un courriel que Le Monde a pu consulter, adressé à son supérieur, Jean-Claude Veillard, alors directeur sûreté du groupe Lafarge, Ahmad Jaloudi écrit : « *Je me rends demain à Rakka pour rencontrer Abdul Razzaq Aldho [un revendeur de ciment, proche de la direction de l'EI], parce que l'Etat islamique refuse de donner un sauf-conduit à notre employé pakistanais pour passer par leurs territoires et checkpoints. (...) Je veux aussi parler avec lui d'autres problèmes comme le nouvel accord, les cargaisons, la taxation du ciment turc, les routes, ainsi que la situation sécuritaire à Rakka.* » Quelques jours plus tard, il décrit sa rencontre comme « *fructueuse* ». L'essentiel des contacts qu'Ahmad Jaloudi a tissés avec l'EI passait par les distributeurs locaux. « *Ils étaient très puissants, car c'étaient eux qui tenaient le marché des céréales. Tout le monde avait besoin d'eux* », raconte-t-il.

Jean-Claude Veillard s'inquiète de ce genre d'initiatives : « *Il est mieux pour vous et pour LCS d'avoir des contacts à un niveau local et non pas régional ou supérieur.* » Il précise sa pensée : « *Ahmad, je comprends votre désir d'avoir des contacts avec les différents réseaux [armés] dans le secteur, mais je voudrais insister sur le caractère sensible d'un certain nombre d'entre eux. L'EI est officiellement classé comme une organisation terroriste, et leur parler pourrait trop nous exposer.* » Il préfère laisser les contacts de ce type à Firas Tlass, qu'il décrit comme « *un personnage incontournable du dispositif* » et qui a l'avantage d'être un sous-traitant, et non un employé de LCS.

« *Tout le monde a profité de mon travail de renseignement : la coalition contre l'Etat islamique, les Nations unies, les ONG. Je suis très fier de ce que j'ai fait* », Ahmad Jaloudi, ancien « risk manager » de l'usine Lafarge de Jalabiya, en Syrie

Dans un mail à une autre



source, M. Veillard s'inquiète à l'idée que M. Jaloudi puisse faire du zèle pour d'autres raisons que les intérêts de Lafarge, en clair qu'il utilise la société pour faire du renseignement à but politico-militaire. Veillard ordonne alors à Jaloudi de lui dresser une liste exhaustive de ses contacts : « *Ahmad, j'ai besoin de vos contacts : noms, fonctions, localisation, numéros de téléphone, adresses Skype... Il est absolument nécessaire que j'aie ces informations.* »

Selon les documents que *Le Monde* a pu consulter, Jean-Claude Veillard est au centre de toutes les discussions de type sécuritaire. Toutes les informations et tous les ordres transitent par lui. « *Attends ma discussion avec Jean-Claude [Veillard] pour donner ton accord avec l'ISIS [acronyme anglais de l'Etat islamique en Irak et au Levant]* », écrit ainsi Christian Herrault, directeur exécutif du groupe Lafarge, à Frédéric Joblois, le nouveau directeur de LCS, le 16 août 2014.

La carte dressée par Ahmad Jaloudi, ainsi que de nombreux autres renseignements, a été transmise aux services de renseignement de la coalition contre l'EI, à laquelle appartiennent la France comme la Jordanie. Ce travail de renseignement l'a amené à s'intéresser au sort des dizaines d'otages occidentaux détenus par l'EI. En mai 2014, il a pu confirmer leur localisation dans une installation pétrolière au lieu-dit Akirchi, à 20 km à l'est de Rakka. « *Une information pareille est valable vingt-quatre à trente-six heures*, précise Ahmed Jaloudi. *Les Américains ont cherché à se faire confirmer le renseignement par une deuxième source. Le temps qu'ils y parviennent, il était trop tard quand ils ont lancé une opération hélicoptérée de libération des otages. Ceux-ci avaient déjà été déplacés ailleurs.* » Un raid nocturne a bien eu lieu en juillet 2014 au sud de Rakka, sur l'autre rive de l'Euphrate. Mais les forces spéciales américaines ont échoué à localiser les otages.



Ahmad Jaloudi se faisant passer pour un citoyen syrien ordinaire lors de ses déplacements en Syrie, pendant sa période d'activité pour Lafarge, entre 2013 et 2014. DOCUMENT « LE MONDE »

En soldat loyal, Ahmad Jaloudi briefait le service de renseignement de son pays, le GID, en plus de ses employeurs. Il possédait d'ailleurs deux téléphones satellites, l'un pour le GID et l'autre pour Lafarge. « *Les chefs de la DGSE, de la CIA et du MI6, le service de renseignement extérieur britannique, savaient très bien ce que je faisais et le rôle que je jouais. Même l'état-major particulier de l'Elysée était au courant*, insiste Ahmad Jaloudi. *Tout le monde a profité de mon travail de renseignement : la coalition contre l'Etat islamique, les Nations unies, les ONG. Je suis très fier de ce que j'ai fait.* »

**Pseudonyme : « gros marmotte »**

Côté Lafarge, il rendait compte en premier lieu à Jean-Claude Veillard. Les deux hommes correspondaient par courriel et par téléphone, en plus d'une entrevue mensuelle à Beyrouth ou à Istanbul. Toutes les trois semaines, M. Jaloudi quittait la Syrie pour une semaine de repos dans la région. C'est à cette occasion qu'il faisait le point avec le GID, puis avec Jean-Claude Veillard. Ce dernier n'était pas dupe du rôle d'informateur de Jaloudi auprès des services jordaniens. Il écrit ainsi dans un mail à un interlocuteur : « *Depuis le début, nous nous doutions qu'il pourrait*

*en référer aux Jordaniens, mais ce n'était pas une inquiétude, dans la mesure où cela n'affectait pas négativement son travail pour Lafarge.* »

Si Ahmad Jaloudi informait la coalition anti-EI par le truchement du GID, ses débriefs détaillés par Jean-Claude Veillard étaient aussi transmis à la DGSE. C'est ainsi que sa carte a atterri boulevard Mortier, à Paris, au siège des services de renseignement extérieur français. Veillard rencontrait la DGSE, confirme Ahmad Jaloudi. Il correspondait aussi avec certains de ses responsables. Selon des documents que *Le Monde* a pu consulter, M. Veillard entretenait une correspondance régulière avec un individu écrivant sous le pseudonyme fantaisiste de « gros marmotte ».

« *Pourriez-vous nous adresser les plans de votre usine avec les éléments de localisation GPS ? Le tout sur 1 adresse contact.re@defense.gouv.fr ?* », lui écrit son correspondant en donnant une adresse du ministère français de la défense. Il ajoute plus loin : « *Sinon nous sommes intéressés par tout élément sur les représentants de Daech en contact avec vos employés... Tels, mails, pseudos, descriptions etc.* » Exactement la demande déjà mentionnée de Jean-Claude Veillard à Ahmad Jaloudi.

## Commandes d'informations par la DGSJ

Veillard informe également le Quai d'Orsay, contrairement aux dénégations de l'ex-ambassadeur pour la Syrie, Eric Chevallier, entendu comme témoin devant les juges d'instruction. « *Ci-après les noms des trois responsables de Daech en charge du suivi de l'usine* », écrit Jean-Claude Veillard à Franck Gellet, le successeur d'Eric Chevallier. Puis il copie-colle un listing et un descriptif en anglais qui semble émaner d'Ahmad Jaloudi. Cet échange a lieu après la prise de l'usine par l'EI, en septembre 2014. A cette époque, les djihadistes cherchent à relancer la production de l'usine à leur propre profit. Autre preuve du « travail » de M. Veillard au service de la France : « *J'ai informé le directeur de la DRM [direction du renseignement militaire] et le CEMP [chef d'état-major particulier] du PR [président de la République] de cette évolution de situation* », écrit-il encore à M. Gellet.

Il arrivait aussi que Jean-Claude Veillard passe des commandes d'informations, à la demande de la Direction générale de la sécurité intérieure : « *Cher Ahmad. Il semble que Shaeyar [responsable militaire kurde de Kobané] ait arrêté des méchants. Certains sont Français. J'ai besoin de leur nom et, si possible, de leur photo. Je demande cela parce que nous avons un problème à la direction, à Paris, avec une sorte de menace. Amitiés. JC.* » Il a bien conscience que la demande a peu à voir avec la sécurité de l'usine Lafarge.

Parmi les Français de l'EI capturés se trouvait Kevin Guiavarch, qui sera libéré par les Kurdes dans le cadre d'un échange de prisonniers avec l'EI. « *Je suis celui qui a confirmé son identité et transmis sa photo [aux services français]* », confirme Jaloudi. **Kevin Guiavarch, qui a négocié plus tard un retour en France, a été jugé par la cour d'assises spé-**

ciale il y a un an. Il a été condamné à quatorze ans de réclusion pour « association de malfaiteurs terroriste ». Le parquet antiterroriste, qui avait requis dix-huit années de prison, a fait appel.

### Trois employés enlevés

Quand l'EI décide d'envahir l'usine, en septembre 2014, les employés évacuent dans la panique. Ahmad Jaloudi en garde une certaine amertume. « *La coalition avait les informations satellites en direct, ils auraient très bien pu nous prévenir pour éviter les drames humains.* » Trois employés, dont deux chrétiens, sont enlevés par les djihadistes ; ils ne seront libérés qu'après de pénibles négociations et en contrepartie d'une conversion à l'islam.

De septembre à décembre 2014, Ahmad Jaloudi reste à Gaziantep, en Turquie, où il s'occupe des ouvriers et se tient informé du sort de l'usine ainsi que des intentions de l'EI. Plusieurs propositions pour relancer la production sous la protection de Daech sont rejetées par Lafarge. Quand l'usine est reprise par les forces kurdes, en janvier 2015, Jean-Claude Veillard missionne Ahmad Jaloudi pour faire visiter les installations aux forces spéciales américaines et françaises, qui veulent installer une base dans l'usine. Il faut d'abord la déminer. « *L'EI en avait fait une usine à voitures piégées* », raconte l'ancien militaire jordanien. A cette époque, M. Jaloudi est aussi sollicité pour faciliter le transfert d'un chef militaire kurde blessé vers la France, où il doit être opéré.

Ahmad Jaloudi ne s'attendait pas à se retrouver dans le bureau d'un juge français. « *Si j'avais su, je n'aurais jamais pris ce travail* », regrette-t-il. « *Je n'étais pas en charge de l'argent. Je n'ai jamais payé qui que ce soit ni ordonné*

*quelque paiement que ce soit. Tout mon travail a été de garantir la sécurité de l'usine Lafarge, de ses employés, et d'informer la coalition des développements sur le terrain. J'estime avoir réussi dans ma mission.* »

### Mandat d'arrêt international

Sa première entrevue avec la juge d'instruction a ressemblé à un dialogue de sourds. « *Tout l'aspect renseignement ne l'intéressait pas, tout ce qui l'intéressait c'étaient les paiements faits à Daech.* » Avant cette première audition, il a fait l'objet pendant deux ans d'un mandat d'arrêt émis par Interpol, qui lui a interdit de facto de quitter la Jordanie, sous peine de se retrouver sous les verrous. « *J'ai raté plusieurs opportunités de travail à cause de ce mandat d'arrêt. J'ai été traité comme un criminel en fuite, alors que je ne me suis jamais caché.* »

A part Jean-Claude Veillard, il arrivait qu'Ahmad Jaloudi soit en contact avec Bruno Pescheux, le directeur de l'usine et de LCS jusqu'à l'été 2014. Et il arrivait que Christian Herrault, le directeur exécutif du groupe, souvent en copie des courriels, soit présent aux réunions en visio ou par téléphone. « *Mais les questions financières n'étaient pas de mon ressort. M. Pescheux me disait régulièrement que le but de Lafarge n'était pas de faire du business mais de préserver l'usine de Jalabiya.* »

L'échelon supérieur est bien conscient des implications de la présence de Lafarge en zone de guerre : « *Tu as pas besoin de [faire] beaucoup de recherches pour voir qu'ils sont des terroristes purs et durs. Ils tiennent les routes d'accès à l'usine et une vision "jésuite" démontre que ce sont essentiellement les camionneurs (« pas nous ! ») qui [paient] un*

*droit de passage pour chaque tonne qui circule* », écrit Christian Herrault dans un mail que *Le Monde* a pu consulter. En clair, Lafarge prévoit déjà de se défausser sur les chauffeurs de camion qui transportent son ciment et qui paient des taxes aux checkpoints tenus par les groupes armés, dont l'EI.

De fait, les transactions financières pour les checkpoints et les sauf-conduits relevaient plutôt de Firas Tlass et de ses équipes sur le terrain, à Manbij, Rakka et Kobané. « *Il disposait de deux émissaires à Rakka, deux à Manbij et un à Kobané, raconte Ahmad Jaloudi. Quand un employé avait un problème à un checkpoint, je répercutais à mes supérieurs, et ses équipes réglaient le problème sur place. Il arrivait que ceux qui travaillent pour lui viennent à l'usine, mais jamais l'argent ne transitait par moi. La politique de Bruno Pescheux était de cloisonner entre Firas Tlass et moi.* »

Du bout des lèvres et de manière plutôt laconique, un officier de la DGSE a confirmé le travail d'Ahmad Jaloudi devant la juge d'instruction : « *Depuis le début de la crise syrienne, le groupe Lafarge, devenu LafargeHolcim en 2015, après sa fusion avec son concurrent suisse, a pleinement coopéré avec le service et fourni, à partir du mois de juillet 2012, des points de situation politico-sécuritaires sur la Syrie* », a-t-il ainsi déclaré. En ajoutant ne pas avoir « *d'éléments permettant de considérer qu'il [Lafarge] a sciemment collaboré avec l'Etat islamique pour poursuivre l'exploitation de la cimenterie de Jalabiya* ».

### Mise au point de Me Sébastien Schapira, avocat de Jean-Claude Veillard

M<sup>e</sup> Sébastien Schapira, avocat de Jean-Claude Veillard, a fait parvenir au *Monde* le courrier suivant, lundi 20 mars.

« D'une manière générale, il n'est pas exact d'indiquer sans nuance que « *toutes les informations et ordres* » transitaient par M. Veillard, compte tenu du fait qu'il ne disposait d'aucun pouvoir décisionnaire et que son rôle, était, au sein de la fonction Support – et non pas opérationnelle –, purement consultatif. Il n'était pas le supérieur hiérarchique et n'avait aucun pouvoir disciplinaire sur les « *risk managers* », leurs supérieurs étant les directeurs, M. Pescheux puis Jolibois. Son rôle était de collecter des informations sur l'évolution de la situation politique et militaire dans le pays et, partant, sur le contexte sécuritaire autour de l'usine pour faire de simples recommandations : il n'a jamais été avancé par quiconque – et notamment les « *risk managers* » – que Jean-Claude Veillard aurait donné des instructions en lien avec des paiements à des intermédiaires et/ou groupes armés. Jean-Claude Veillard s'occupe de plus de 80 pays au sein du groupe Lafarge en qualité de directeur Sûreté.

Sur la prise de contact entre MM. Herrault et Veillard, il est précisé que M. Veillard n'est même pas en copie de l'email cité, et il n'y a pas d'élément sur la teneur de leurs échanges. On ne peut en tirer aucune conséquence sur le fait que tout transiterait par Jean-Claude Veillard comme le sous-entend l'article. En tout état de cause, un email postérieur de Christian Herrault à Jean-Claude Veillard démontre que ce dernier a toujours été réticent à l'idée d'un quelconque accord avec l'Etat islamique : « *Il ne faut vraiment rester prudent sur tout accord avec l'ISIS [acronyme anglais de l'EI], comme tu nous l'as conseillé* » (courriel du 19 août 2014 à 14h30.) »

Christophe Ayad (Amman, envoyé spécial) et Madjid Zerrouky (Amman, envoyé spécial)

LA CROIX

21 mars 2023  
Éric Larpin

## Séisme en Turquie : après le tremblement de terre, les dons ont afflué

Le 6 février 2023, plusieurs séismes ont ravagé la Turquie et la Syrie, faisant près de 50 000 morts. Comme à chaque grande crise humanitaire, les ONG ont immédiatement déclenché des appels aux dons, auxquels les Français ont largement répondu.

La réponse a été rapide. En quelques jours, l'élan de générosité pour les populations turques et syriennes a été massif. Pour les ONG et les associations, il est équivalent aux campagnes suscitées par le tremblement de terre en Haïti en 2010, celui au Népal en 2015 ou l'explosion dans le port de Beyrouth en 2020. En tout, 23 grandes organisations du collectif France générosités ont lancé des appels aux dons début février. Et, pour les

seules ONG françaises, la collecte s'élève déjà à plusieurs dizaines de millions d'euros.

Avant même la fin de son appel à la générosité, Oxfam, qui agit à la fois sur l'urgence et sur la reconstruction, a démarré des actions de terrain – protection des femmes et des enfants, distribution de kits d'hygiène, remise en état des circuits de l'eau. « Nous sommes sur place et nous avons prévu d'y rester au moins trois ans », indique Louis-Nicolas Jandeaux, chargé de campagne et plaidoyer humanitaire. En un mois, l'ensemble des sections Oxfam dans le monde ont collecté 10 millions d'euros.

**7,7 millions d'euros récoltés par la Fondation de France**

Ces dons importants ont pu être utilisés très vite, parce que la plupart des ONG avaient des antennes déjà sur place ou des partenaires locaux. La Fondation de France a ainsi collecté en un mois 7,7 millions d'euros pour pouvoir cibler directement des associations turques et syriennes. De son côté, le CCFD-Terre solidaire a recueilli 200 000 € depuis le mois de février. « Grâce à l'effort de nos donateurs habituels, souligne Damien Cousin, directeur du développement des générosités, nous avons pu aider deux associations du nord de la Syrie à acheminer des biens de première nécessité aux populations touchées. »

L'ONG Électriciens sans frontières (ESF) fait partie de ces indispensables dans les pre-

miers jours des crises graves. Elle a donc lancé un appel aux dons dès le premier jour auprès du grand public et des salariés du secteur énergétique, qui constituent aussi le vivier de ses bénévoles.

« Pour une petite ONG comme nous, le démarrage a été rapide avec plusieurs dizaines de milliers d'euros, explique Hervé Gouyet, président d'ESF. Grâce à cet argent, nous avons pu envoyer des lampes solaires et des convecteurs avec l'aide du Croissant-Rouge local. Sur place, nos bénévoles travaillent déjà avec des électriciens syriens et turcs pour remettre en état les réseaux. C'est indispensable pour nos collègues urgentistes médicaux et pour sécuriser les populations sur place. »

The New York Times

By Bret Stephens  
March 21, 2023.

## 20 Years On, I Don't Regret Supporting the Iraq War

Get expert analysis of the news and a guide to the big ideas shaping the world every weekday morning.

Of those who supported the U.S. invasion of Iraq 20 years ago — not just warmongering neocons like yours truly but also plenty of liberals, such as [the current president of the United States](#) — most have disavowed it.

A few of the arguments for doing so are strong. Others, I think, are wrong. And one is dangerous, in ways that mis-

shape our foreign policy debates today.

Among the strong arguments, one is especially compelling to me. If nearly every U.S. government bureaucracy is slow, wasteful and frequently incompetent in America, how much more so would it be in a country as distant and complex as Iraq?

The problem in Iraq wasn't simply a matter of faulty decisions, of which — as in every war — there were many. It was of faulty systems. Around the 10th anniversary of the invasion, the [special inspector general](#)

[for Iraq reconstruction](#) painted a devastating picture of our efforts. Billions of dollars were wasted on projects that were rarely, if ever, completed. Uncle Sam, whose cruise missiles could destroy Iraqi targets with astounding precision, couldn't [keep the lights on](#) in Baghdad.

Bottom line: Nation-building may have been something Washington could do in 1945 in places like Japan, under leaders like Douglas MacArthur. A core lesson of the Iraq war is that we shouldn't trust ourselves

to try it again. We do better as a cop than as a savior.

Those are arguments about the aftermath of the war. What about its conception?

The strongest case against invasion, other than the inevitable and tragic toll in lives, is that it would merely empower Iran. That was the private view of several Israeli policymakers I spoke with at the time, when I was editor of The Jerusalem Post.

But the case looks shaky on



closer inspection. Nobody on either side of the debate over the invasion was seriously in favor of strengthening Saddam Hussein as a counterweight to Tehran, as some were in the 1980s. On the contrary, many opponents of the invasion wanted to continue to weaken him through sanctions, in the hopes that his regime would eventually collapse. That, too, would ultimately have benefited Tehran.

If anything, the invasion of Iraq appears to have [prompted Iran to shutter its illicit nuclear program](#) out of fear of American power, at least for a time. It also got Libya's Muammar el-Qaddafi to come clean on [his own secret nuclear program](#)—oddly, but not trivially, the most important anti-proliferation achievement of the war.

Then there are the weak arguments.

One is that, in failing to adequately anticipate the insurgency that followed the invasion, the U.S. bears the brunt of moral blame for the misery Iraqis endured. In fact, Iraqis suffered horrifically under Hussein and suffered horrifically under the insurgency, and the force that destroyed both was the U.S. military, with tremendous sacrifices by Iraqi security forces. American troops help Iraqis do so against ISIS to this day. Their courage and sacrifice should be saluted, not disparaged.

Another weak argument is that Iraq under Hussein wasn't a serious geopolitical threat, no matter how badly his forces were damaged in 1991. This ignores the horrors of the Iran-Iraq war, [the rape of Kuwait](#), the Persian Gulf war, the Scud missile attacks on Israel and the [Kurdish refugee crisis](#), to say nothing of his genocidal [assaults on his own people](#). Hussein also repeatedly made real bids to acquire nuclear



Goran Tomasevic / Reuters

clear weapons, which were stopped only by an Israeli military strike in 1981 and by U.S. attacks and U.N. inspections during and after the Persian Gulf war. In 1998 the Clinton administration launched four days of strikes against Iraq, with the explicit intention of [degrading](#) Hussein's weapons of mass destruction capabilities.

But if there was one indisputably real W.M.D. in Iraq, it was Hussein himself. Until his downfall, he put everyone and everything he encountered at risk.

Then there was the argument that we could have contained Hussein indefinitely through sanctions and other means. Maybe in theory, but not in practice. The human misery caused by the sanctions against Iraq had become a [fervent global cause](#) by the late 1990s. They were internationally unsustainable. They were also easily flouted for the regime's benefit, as the [U.N.'s oil-for-food scandal](#) laid bare.

Ultimately, the choice for the United States and our allies in

early 2003 wasn't invasion or containment. It was invasion or, over time, the quasi-rehabilitation of Hussein's Iraq. This was a Hussein that, as the [Duelfer report](#) on Iraq's W.M.D. noted in 2004, "wanted to recreate Iraq's W.M.D. capability — which was essentially destroyed after 1991 — after sanctions were removed and Iraq's economy stabilized."

Finally, there is the argument that George W. Bush and his administration lied about the intelligence. I think they sincerely believed the (mis)judgments of the C.I.A., which, as the bipartisan [Robb-Silberman report concluded](#), sincerely believed in them itself. "The intelligence community was dead wrong in almost all of its prewar judgments about Iraq's weapons of mass destruction," the report noted. But it "was what they believed." The consequences of this confusion are dangerous.

Critics of the war now make the point that the intelligence fiasco wrecked America's credibility. It's true. But no less dam-

aging was the never-ending "[Bush lied](#)" charge that, 10 years later, morphed into the "[Obama lied](#)" charge when it came to Bashar al-Assad's use of chemical weapons in Syria or the suggestion that President Biden is lying about last year's sabotage of the Nordstream pipeline. One conspiracy theory tends to beget another, in ways that are destructive to all sides.

Readers will want to know whether, knowing what I know now, I would still have supported the decision to invade. Not for the reasons given at the time. Not in the way we did it. But on the baseline question of whether Iraq, the Middle East and the world are better off for having gotten rid of a dangerous tyrant, my answer remains yes.

---

**Bret Stephens has been an Opinion columnist with The Times since April 2017. He won a Pulitzer Prize for commentary at The Wall Street Journal in 2013 and was previously editor in chief of The Jerusalem Post.**

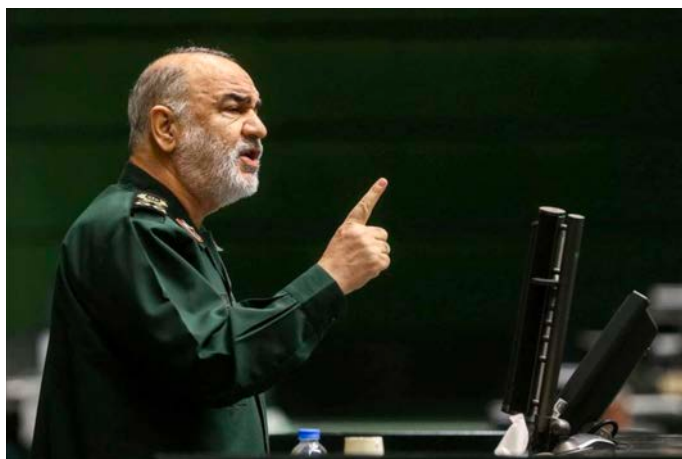
## L'usure gagne les Gardiens de la révolution en Iran

Le rapport d'une réunion organisée entre le Guide suprême et les commandants des pasdarans, diffusé le 19 mars, donne un aperçu de l'usure constatée au sein de l'armée idéologique du régime, après des mois de contestation populaire.

Ils sont la colonne vertébrale de la République islamique et jouent un rôle central dans la « contre-insurrection ». Mais après des mois de contestation de la population, les Gardiens de la révolution, qui sont à la fois un organe officiel du régime islamique et un corps très autonome avec sa propre hiérarchie, montrent des signes d'usure. Ce constat n'est pas un vœu pieux d'opposant iranien ou d'observateur occidental. Il a été dressé par des commandants du Corps des Gardiens de la révolution (CGRI ou IRGC en anglais), qui ont fait part de leur inquiétude au guide suprême, Ali Khamenei, lors d'une réunion organisée le 4 janvier.

Le rapport confidentiel, rédigé à l'issue de cette rencontre, a été diffusé le 19 mars par IranWire, un site Internet d'information collaborative géré par des journalistes de la diaspora et d'Iran. Selon ce média, sur les 58 commandants présents, 13 ont pris la parole pendant les quatre heures de rencontre.

Leur exposé, s'il ne doit pas être surinterprété, donne un éclairage précieux sur l'état d'esprit de la troupe. Avec ce premier constat livré par Abdullah Haji Sadeghi, représentant de Khamenei au sein des Gardiens : « Il semble que les forces du CGRI ne soient pas dans la même situation que l'an dernier, notamment en ce



Le commandant du Corps des Gardiens de la révolution, Hossein Salami, le 22 janvier 2023. Lors d'une réunion du 4 janvier avec le guide suprême, plusieurs membres ont souligné la possible implosion de cette colonne vertébrale de la République islamique. WANA NEWS AGENCY /REUTERS

qui concerne leur moral, qui a baissé. » « Le problème de l'usure des forces armées s'exprime à tous les étages depuis quelque temps, confirme Stéphane Dudoignon, chercheur au CNRS et spécialiste des Gardiens de la révolution (1). Ces derniers mois, des officiers intermédiaires, notamment dans l'armée conventionnelle, impliquée dans la contre-insurrection, avaient déjà protesté contre le fait de devoir tirer sur les gens. » Cette fatigue ne se limite pas au territoire iranien. « Ce document montre aussi une grogne sur le front. La légion des Gardiens, très largement investie en Syrie, se plaint des bombardements d'Israël. Il y a donc une lassitude de la base en Syrie comme dans les rues du pays. Même

silence hiérarchie arbore depuis janvier une très grande unité et volonté de venir à bout des protestations par la violence, c'est un signal extrêmement préoccupant pour elle. »

Le rapport, qui révèle la défection de 5 000 membres des bassidjis, l'unité paramilitaire au sein des pasdarans, met également en lumière l'existence de conflits dans les rangs. « Nous ne parlons pas d'un ou deux individus, mais bien d'une force armée composée de plus de 600 000 personnes », précise Abdullah Haji Sadeghi dans ce compte-rendu de 44 pages, publié en farsi. La grogne serait telle que des « éléments agités » du CGRI ont essayé, « au moins une fois depuis le début des manifestations », rapporte

IranWire, d'attaquer la résidence d'Ali Khamenei.

L'hostilité de certains vise aussi Mojtaba Khamenei. Âgé de 54 ans, le deuxième fils du Guide, omniprésent sur les réseaux sociaux et dans les médias, a un rôle important dans le contrôle des forces de sécurité face aux manifestants. Ce que certains commandants ont dénoncé face à Ali Khamenei. « C'est un personnage très impopulaire, devenu l'incarnation du népotisme et de la corruption du régime, de sa nature prédatrice, pour une large partie de la population, et pour les Gardiens qui ne voient pas d'un bon œil l'enrichissement de sa clique », ajoute le directeur de recherche au CNRS.

Plusieurs décisions ont été prises pour contenir le mécontentement des troupes, lors de cette réunion, comme la hausse de 52% des budgets du CGRI, de l'armée et du renseignement, ainsi que des exemptions fiscales pour les bassidjis. Cette hargne est-elle de nature à ébranler le Guide, octogénaire ? Non, tranche Stéphane Dudoignon : « Le Guide et les Gardiens n'existent pas les uns sans les autres, il y a une très forte interdépendance. Sans Guide, les Gardiens perdraient leur raison d'être, c'est ce qui fait qu'il ne s'est encore rien passé. Khamenei est à la fois le boulet du régime et un gage de pérennité pour eux. »

## Syrie : visé par une frappe israélienne, l'aéroport d'Alep à nouveau mis hors service

**Selon le ministère de la défense syrien, le tir de missiles n'a provoqué que des dégâts matériels. Israël a mené des centaines de frappes en Syrie lors des dernières années, ciblant des positions du régime ainsi que des forces iraniennes et du Hezbollah libanais.**

**V**isé par une nouvelle frappe israélienne, l'aéroport d'Alep, dans le nord de la Syrie, était hors service mercredi 22 mars. La cible était notamment un dépôt d'armes appartenant à des groupes pro-iraniens, selon une ONG. D'après le ministère de la défense syrien, la frappe a provoqué des dégâts uniquement matériels. « Vers 3 h 55 [heure locale ; 1 h 55, heure de Paris], l'ennemi israélien a mené une agression aérienne à l'aide de plusieurs missiles depuis la Méditerranée, à l'ouest de Lattaquié, ciblant l'aéroport international d'Alep », a fait savoir le ministère dans un communiqué.

L'attaque a « provoqué des dégâts sur les pistes de l'aéroport, et certaines sont hors service », a affirmé le responsable au ministère des transports, Souleiman Khalil. Le ministère a annoncé par la suite qu'en raison de dégâts in-

fligés aux pistes et à certaines installations, « l'aéroport a[vait] été mis hors service jusqu'à la fin des opérations de réparation ». Tous les vols ont été détournés vers les aéroports de Damas et Lattaquié. L'aéroport d'Alep a notamment servi pour l'acheminement de l'aide humanitaire internationale vers Alep, durement frappée par le séisme qui a dévasté, le 6 février, plusieurs régions de Syrie et de la Turquie, voisine.

Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), une organisation non gouvernementale établie au Royaume-Uni et disposant d'un vaste réseau de sources en Syrie, la frappe a ciblé « l'aéroport et un dépôt d'armes de groupes pro-iraniens à proximité ». Ce dépôt d'armes « a été entièrement détruit », a ajouté l'Observatoire. Les groupes relevant de l'Iran et de ses alliés ont une grande influence à Alep, où ils

ont aidé les forces gouvernementales à reprendre le contrôle total de la ville en décembre 2016, aux côtés de l'armée russe.

### Deuxième frappe en mars sur l'aéroport d'Alep

C'est la deuxième fois en mars que l'aéroport d'Alep est visé par Israël. Le 7 mars, un raid avait fait trois morts et mis l'aéroport hors service, selon l'OSDH. Plus de 80 avions chargés d'aide humanitaire ont atterri dans cet aéroport depuis le séisme, qui a fait près de 6 000 morts en Syrie, selon le ministère des transports.

L'aéroport d'Alep, le deuxième plus important du pays, était déjà resté fermé pendant trois jours après une frappe israélienne en septembre, selon des sources officielles. Au début de janvier, des tirs avaient également visé l'aéroport de Damas, la capitale, vi-

sant selon l'OSDH « des positions du Hezbollah et de groupes pro-iraniens ». Au cours des dernières années, Israël a mené des centaines de frappes aériennes en Syrie, ciblant des positions du régime ainsi que des forces iraniennes et du Hezbollah libanais, alliés de Damas et ennemis jurés d'Israël.

A propos de la nouvelle frappe contre l'aéroport d'Alep, l'armée israélienne a dit mercredi « ne pas commenter des informations de médias étrangers ». Israël, pays voisin de la Syrie, commente rarement ces actions au cas par cas, mais dit vouloir empêcher l'Iran de s'implanter à ses portes. Déclenchée par la répression de manifestations prodémocratie, la guerre en Syrie a fait environ 500 000 morts, dévasté les infrastructures du pays et déplacé des millions de personnes.



**Laurent Perpigna Iban, envoyé spécial à Diyarbakir (Turquie)**  
22 mars 2023

## Dans le Kurdistan turc : « Notre deuil est notre raison de lutter » contre Erdogan

A l'occasion du nouvel an kurde, d'immenses rassemblements ont lieu dans le sud-est de la Turquie. Après le séisme meurtrier du 6 février, et à l'approche du scrutin qui pourrait faire tomber l'autoritaire président Erdogan, la région est sur des charbons ardents.

**S**oudain, la foule s'est tue. Le nombre ne change rien à l'affaire : il règne dans l'assemblée un silence intense, saturé de douleur et

d'émotion. Ce moment de deuil à la mémoire des victimes du double séisme du 6 février, qui a fait au moins 56 000 morts – dont 50 000 en Turquie –, en

dit long sur l'état de choc dans lequel est toujours plongée la région.

Malgré le contexte, les festivités

du nouvel an kurde, Newroz, ont pourtant été maintenues. « Cela ne sera pas un moment de fête, mais d'hommage et de lutte. Dans les villes les plus



touchées, il y a encore des débris, des cadavres sous les décombres. A cause des récentes inondations, d'autres vies ont été perdues et trop de monde manque de tout», prévenait Ayşe Acar Başaran, députée du Parti démocratique des peuples (HDP, gauche, considéré comme prokurde) dans la file d'attente menant au site.

Quelques secondes après le recueillement, une clameur assourdissante, portée par des centaines de milliers de gorges encore nouées quelques secondes auparavant, fend l'air. Les barrières qui séparent la foule de la tribune officielle, prises d'assaut par de très jeunes hommes depuis un moment, vacillent dangereusement. A quelques mètres de là, des escadrons de police turcs lourdement équipés sont aux aguets. Ils le savent, ce torrent de colère brute sera difficile à maîtriser. Les organisateurs tâchent d'ailleurs, tant bien que mal, de canaliser l'assistance. Mission laborieuse, tant le ressentiment populaire contre le pouvoir est fort. Une ire bien antérieure au séisme, trop longtemps contenue, qui semble se libérer aujourd'hui.

### Pas le cœur à la fête

Nous sommes dans la banlieue de Diyarbakir, une ville de 1,7 million d'habitants située dans le plateau est-anatolien. Considérée comme «la capitale des Kurdes» de Turquie, la cité accueille chaque 21 mars des centaines de milliers de personnes à l'occasion du nouvel an du calendrier persan, Newroz. Une fête traditionnelle également célébrée par les Kurdes et qui a, au fil des années, mué en un moment politique unique : les tenues traditionnelles sortent des placards, les couleurs se portent fièrement, et la parole se libère.

Sur le site de la célébration, dès les premières heures du jour, c'est l'effervescence. Pourtant, cette année, rien ne sera pareil. «Nous sommes ici avec



Des escadrons de la police turque encadrent la foule à Diyarbakir (est de la Turquie), le 21 mars. (Laurent Perpigna Iban / Hans Lucas/Libération)

une grande douleur à l'intérieur, de la colère dans nos cœurs. Notre deuil est notre raison de lutter», clamait à la tribune Gülistan Atasoy, représentante locale du HDP, lors du discours d'ouverture. Clairement, le cœur n'y est pas. Et la très lourde présence policière n'est pas là pour détendre l'atmosphère. Pendant qu'un hélicoptère virovolte dans le ciel, les forces de l'ordre se déploient massivement le long d'un immense grillage, qui sépare la foule de la tribune officielle. Ils essuieront toute l'après-midi des jets nourris de projectiles, ce qui vaudra à plusieurs reprises du gaz lacrymogène. «Ce déploiement est une provocation, ils cherchent les incidents», se lamente un jeune homme en charge de l'organisation.

Comme le veut la tradition, un immense brasier est allumé – symbole de Newroz dans la mythologie kurde. Personne ne manque pour autant le discours très attendu de Mithat Sancar, coprésident du HDP, alors que la campagne pour les élections du 14 mai prochain bat son plein : «Le gouvernement est responsable de la transformation de ce grand tremblement de terre en catastrophe majeure. Il a entraîné le pays dans la destruction avec ses politiques de pillage, son économie de rente et les ressources qu'il a données à ses partisans. Il

est temps de se séparer d'eux. Nous reconstruirons la vie.» La foule exulte. Après plusieurs heures de discours enflammés, l'assistance se disperse sans incident majeur, malgré plusieurs dizaines d'arrestations et quelques blessés légers dans les rangs de la police.

### «Un siècle en arrière pour les droits des femmes»

Newroz fini, la colère reste. Tout le monde ou presque veut croire que les heures du président turc, Recep Tayyip Erdogan, à la tête de l'Etat sont comptées. Alors, inconsciemment, c'est le bilan de vingt années de règne presque sans partage, d'abord comme Premier ministre puis comme président, qui défile dans les esprits. Exit la volonté d'ouverture affichée par Erdogan au milieu des années 2000, la dernière décennie a définitivement marqué la région au fer rouge. Il reste encore les cicatrices béantes d'un lourd conflit qui s'est déroulé à l'été 2015 entre une partie de la jeunesse et l'armée turque, qui finira par raser des quartiers entiers de villes à majorité kurde.

Cette rancœur est venue s'ajouter à la colère que provoque la guerre d'usure menée par l'Etat turc à quelques kilomètres de là, dans le nord de la Syrie sous administration kurde. Député HDP, Hisyar Özsoy affirme:

«Après vingt ans de domination, il reste de la déception et beaucoup de colère. En réalité, Erdogan s'est contenté de donner une réponse militaire à la question kurde.» Berdan Ozturk, coprésident du Congrès pour une société démocratique, une organisation rassemblant des dizaines d'ONG, abonde : «Si l'argent de la guerre [contre les Kurdes] avait été investi dans le secteur du bâtiment, nous n'en serions pas là, à compter nos morts.»

En plus de figurer parmi les plus pauvres du pays, la région a subi les assauts incessants d'un pouvoir en plein tournant autoritaire. Les nombreuses arrestations de journalistes, de militants, ou de membres d'ONG sont là pour en témoigner. Adalet Kaya, qui nous reçoit dans les bureaux de l'organisation féministe Rosa Kadin, en a fait l'amère expérience. Depuis 2020, son engagement lui a coûté trois mises en détention – dont une de trois mois – et deux perquisitions à son domicile : «Au cours des dix dernières années, la Turquie est revenue un siècle en arrière en termes de droits des femmes. Les activistes du pays sont devenues une cible privilégiée des forces de l'ordre et du pouvoir judiciaire.»

Alors, pour renverser la tendance, le HDP entend bien peser dans la balance le 14 mai prochain. Pourtant, le parti, arrivé en troisième position lors du scrutin de 2018 – 6 millions d'électeurs –, vit des heures bien difficiles. Avec près de 5 000 sympathisants en prison, des dizaines de maires démocratiquement élus déchus de leurs mandats, il est peu dire que la campagne de la formation est un casse-tête. Encore plus depuis le 17 mars 2021, date à laquelle un acte d'accusation de 609 pages demandant l'interdiction du parti a été remis à la Cour constitutionnelle turque par le procureur général de la Cour de cassation. En cause, des liens présumés entre le HDP et le Parti des travail-

leurs du Kurdistan (PKK), labellisé «organisation terroriste» par la Turquie, l'Union européenne et les Etats-Unis – ce que nie formellement le HDP.

### Union sacrée contre Erdogan

Au pied du mur, face à une interdiction qui peut survenir à n'importe quel moment, le HDP va très probablement se présenter sous l'égide de la formation Yesil Sol, «le parti de la gauche verte», créée il y a dix ans et très proche du HDP, afin de contourner ces probables sanctions. «Si nous nous présentons en tant que HDP, que se passera-t-il si, un mois, dix jours ou même deux jours avant le scrutin, le parti est interdit ? Nous ne pouvons pas prendre ce risque», explique le député Hisyar Öszoy.

Les tentatives de rapprochement avec la grande coalition d'opposition, la Table des Six,

menée par le leader du CHP, Kemal Kilicdaroglu, se poursuivent, compliquées par la présence en son sein d'éléments résolument nationalistes farouchement opposés à l'idée de composer avec les Kurdes. Pourtant, plus que jamais, le vote kurde semble être un véritable faiseur de rois, capable de faire basculer un scrutin encore indécis.

Au lendemain de Newroz, la nouvelle a fait grand bruit : le HDP ne présentera pas de candidat à la présidentielle. «Nous nous acquitterons de notre responsabilité historique de mettre fin au règne d'un seul homme», a déclaré à la presse la coprésidente du parti, annonçant ainsi une union sacrée contre Erdogan. Si aucune consigne de vote n'a pour l'heure été donnée, c'est un soutien tacite qui risque de peser lourd le 14 mai à l'occasion de la présidentielle. Et lors des législatives prévues la même journée, le

Parti démocratique des peuples devrait vraisemblablement présenter ses candidats sur les listes du Parti de la gauche verte, dont le logo, remanié récemment, ressemble à s'y méprendre à celui du HDP.

### «Spirale de violence»

Cette nouvelle, si elle a été accueillie chaleureusement dans la région, ne semble paradoxalement pas rassurer outre mesure. Défait, Recep Tayyip Erdogan consentirait-il à accepter son échec sans broncher ? «Il faut garder en mémoire qu'en juin 2015, l'AKP perdait la majorité aux élections législatives. La Turquie est alors entrée dans une spirale de violence extraordinaire, marquée par la criminalisation du mouvement kurde, et Erdogan a réussi à provoquer l'annulation du scrutin, puis une répétition le 1er novembre 2015. L'AKP a renversé la situation en provoquant un cycle de violence», pointe

Samim Akgonul, directeur du département d'études turques à l'université de Strasbourg.

Une crainte qui semble largement partagée dans le sud-est de la Turquie. «J'ai un mauvais pressentiment. Je pense qu'une immense tempête nous attend», explique Baran (1), 30 ans, qui explique avoir postulé pour un travail en Europe. «Même s'il est défait par les urnes, il refusera d'effectuer un transfert du pouvoir dans la douceur, affirme Hisyar Öszoy. Il utilisera la force, via des groupes paramilitaires, des organisations privées... Le constat est clair : si la victoire de l'opposition est large, il ne sera pas en mesure de résister. En revanche, si la marge est faible, Erdogan pourrait bien transformer le pays en enfer.» Définitivement, les prochaines semaines s'annoncent brûlantes.

(1) Le prénom a été modifié.

LA CROIX

23 mars 2023  
Étienne Cherchour  
avec Agnès Rotivel

## Turquie : le parti kurde fait front uni avec l'opposition au président Erdogan

Le HDP (Parti démocratique des peuples), troisième parti de Turquie, a annoncé mercredi 22 mars qu'il ne présenterait pas de candidat à l'élection présidentielle du 14 mai.

Il soutiendra la candidature du chef de l'opposition, Kemal Kiliçdaroglu.

« Tous contre le président Erdogan », tel pourrait être le slogan de l'opposition turque. L'annonce mercredi 22 mars du principal parti de gauche pro-Kurdes (HDP) qu'il ne présenterait pas de candidat au côté de celui de l'opposition au président Recep Tayyip Erdogan a de quoi inquiéter le chef de l'État turc sortant, qui vise sa réélection, le 14 mai prochain. Le leader de l'AKP (Parti de la justice et du développement) depuis vingt ans au pouvoir est par ailleurs fragilisé par le récent séisme en février, qui a fait plus de 50 000 morts dans le sud-est du pays.

### « La Turquie a besoin de réconciliation »

La décision a été rendue publique après la rencontre entre Kemal Kiliçdaroglu, président du CHP (Parti républicain du peuple), candidat de la « table des six » partis qui composent l'opposition, et la co-présidente du HDP (Parti démocratique des peuples), Pervin Buldan. « La Turquie a besoin de réconciliation, pas de conflit », a lancé cette dernière, expliquant ce choix par la volonté de mettre fin au « règne » du président Erdogan.

Fondé en 2012, le HDP, dont le candidat à la présidentielle de 2018 avait terminé troisième avec 8,4 % des suffrages exprimés, est le troisième groupe politique à l'Assemblée turque (56 députés sur 600). Il est considéré comme le faiseur de rois du scrutin de mai prochain, que les sondages prédisent disputé.

Son électorat est largement implanté à Istanbul et dans le quart sud-est de l'Anatolie dans lequel vivent les minorités ethniques du pays, souvent ostracisées par le pouvoir, et principalement les Kurdes (soit

20 % de la population du pays). Le parti a souvent été accusé par le pouvoir turc de collusion avec le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), qui a mené durant des années une guérilla dans les régions kurdes de Turquie.

Un parti dans le viseur du président Erdogan

Dans son sillage, le HDP peut amener avec lui un certain nombre de plus petits partis de gauche. Ils se présenteront ensemble pour les élections législatives qui ont lieu également le 14 mai. Selon

des sondages parus ces dernières semaines, la liste du HDP arriverait en troisième position, aux législatives, avec 10 à 13 % des intentions de vote.

Une revanche, pour un parti qui, depuis la tentative de coup d'État de juillet 2016, est dans

le viseur du président Erdogan et des nationalistes turcs. Plusieurs personnalités du HDP ont été arrêtées et emprisonnées, dont son coprésident et ancien député, Selahattin Demirtas, accusé par Ankara de « terrorisme » et d'entretenir des liens avec le PKK (Parti

des travailleurs du Kurdistan), qualifié de groupe terroriste par la Turquie et ses alliés occidentaux. Il est toujours détenu dans les geôles turques. En 2019, la quasi-totalité des maires HDP élus ont été destitués par le président et remplacés par des administrateurs

nommés par Ankara.

Plus récemment, en janvier, la Cour constitutionnelle turque a décidé à 8 voix contre 7 de priver le HDP des 539 millions de livres turques (27 millions d'euros) de subventions qui lui étaient destinées.



March 23, 2023

## Overdue Justice for Yazidi Victims

The Yazidis (Êzîdî) are an ethno-religious group native to Mesopotamia, which is modern-day Iraq. They follow a unique monotheistic religion that incorporates elements of Islam, Christianity, and ancient Mesopotamian beliefs. Yazidis are a Kurdish ethnic group and their religion is believed to have developed over several millennia with its own unique set of beliefs, practices, and rituals.

Yazidis believe in a single God who created the world and is represented by a peacock angel known as Melek Taus. They believe that Melek Taus was sent by God to save the world and that he can be worshipped through music, dance, and other forms of ritual. They reside in the western portion of the Kurdistan Region of Iraq, but their region remains part of the disputed territories between the Kurdistan Region and the federal government. In addition to their main homeland, Shingal (Sinjar), the Yazidi community is spread across the Middle East, with populations in Syria, Turkey, Georgia and Armenia.

Due to their unique beliefs and practices, Yazidis have faced persecution and discrimination throughout their history, including at the hands of Muslim rulers and Ottoman authorities. Many of its members have

been historically and continually subjected to forced conversions, massacres, and other forms of violence.

In 2014, the Yazidis were victims of a genocide committed by ISIS (Da'esh) terrorists, where tens of thousands were killed. During the genocide, Da'esh terrorists enslaved thousands of Yazidi women and girls and destroyed many of their recognized holy sites and towns.

Despite these challenges, the Yazidi people have maintained their unique religious and cultural identity. After the liberation of their towns and villages, the Yazidis have had to contend with a lack primary services, destruction, security and political issues, and most notably, [70-90% Yazidis suffer](#) from post-traumatic stress disorder (PTSD) due to their experiences with the genocide. They continue to struggle rebuilding their communities and protecting their religious and cultural heritage.

### Finding Justice for the Yazidi Women Victims of the Da'esh Terrorists

The case of Yazidi women who have been victimized by Da'esh terrorists was the subject of an international law event at the George Washing-

ton University Law School on March 20th.

Leah Calabro, Visiting Associate Professor and Fellow for the International and Comparative Law Program at GW Law, presented her research and scholarly work to the law school audience.

According to Professor Calabro, of the fifteen international crimes enumerated in the Rome Statute — such as genocide, crimes against humanity, and war crimes — the only crime that was not committed by the ISIS against the Yazidis was the crime of apartheid.

In her research, Professor Calabro analyzes the applicability of human rights texts to the acts committed by ISIS against Yazidis women. She also surveys human rights mechanisms, such as the International Criminal Court, ad-hoc tribunals, and domestic options in states where the crimes were committed or the perpetrators are citizens, and considers which of them could be viable avenues for the victims.

### No Justice Yet for Yazidis

After years of Islamist rule, the terrorist "Caliphate" of Da'esh was defeated physically in 2019 at the hands of the Kurd-

ish-led Syrian Democratic Forces (SDF) with support from a US-led global coalition. The victory over Da'esh liberated millions of people in Iraq and Syria. That said, tens of thousands of terrorists and their families were captured and placed into prisons and into al Hol camp in Syria. Many of the captive terrorists were responsible for atrocities against Yazidis, but remain in prisons without prosecution. On several occasions, the Kurdish-led Autonomous Administration for North and East of Syria (AANES) has appealed to the international community to repatriate thousands of detainees and to set up an international tribunal to prosecute the terrorists. However, the AANES calls went unheeded, and today al Hol camp remains full of terrorists who often commit crimes within the camp. To this day, the Kurdish authorities free Yazidi women from the camp who were enslaved and forced to bear the children of deceased terrorists.

To this date, only a few Da'esh terrorists have been prosecuted in Europe for atrocities and partaking in the genocide, but the vast majority remain in the prison camp in Syria. Meanwhile, the Yazidi communities, and particularly Yazidi women, remain the most vulnerable victims of the genocide.



## Kirkuk Minute March 23, 2023

A weekly brief of events and news occurred in the disputed territories.

The Council of Representatives [voted on Monday](#) to hold provincial elections on November 6, 2023. Kirkuk's provincial election will be its first since 2005. The Arab Council and the Turkish-backed Turkmen Front opposed the Kirkuk local council elections. The protests began in response to the Iraqi parliament repealing Article 35 of the law on the Kirkuk provincial council, which recalls all voters' registration. The two parties worked to include the article in the upcoming elections. The election law is based on the voters' registration c. 2021. Both Turkish-backed parties and the Arab council have been vocally opposed to Kurds and Kurdish rights, and especially to those Kurds who were forcibly displaced by the former regime and returned to the province after 2003.

On March 22, five Peshmerga soldiers were arrested by Turkmen militias near the Perde district. The five Peshmerga soldiers of the 35th Brigade were returning from duty near the district but faced detention by militias who have controlled the area since October 16, 2017. After five hours in detention they were released by the Kirkuk police.

On March 19, General Jabar Naima Tai, the commander of Kirkuk operations, accompanied by General Kawa Gharib, the commander of the Kirkuk police, visited the Peshmerga positions and met with Peshmerga commanders in the Qara Hanjeer district. Accord-

ing to a statement issued by the police, the meeting addressed the security gaps between the army and the Peshmerga and discussed the closure of secondary roads to prevent smuggling.

On March 15, the Iraqi National Security arrested a female student at Kirkuk University for praising the former Iraqi dictator Saddam Hussein at a graduation ceremony. The girl was a final-year student at Kirkuk University's law college. Iraqi laws criminalize hailing the former regime, resulting in the arrest of the student pending court sentencing.

On March 15, dozens of graduates of Kurdistan Regional Government (KRG) medical colleges and universities, who are residents of Kirkuk, held a demonstration in front of the Kirkuk health building demanding employment in health institutions in Kirkuk. The graduates are residents of Kirkuk but have been denied employment because they graduated from universities in the Kurdistan Region.

### **Khanaqin**

On March 16, the Kurdish lawmaker Susan Mansour called for the removal of Khanaqin's mayor and governmental administration because of "[corruption](#)". She expressed her surprise at the decision of the local administration of Diyala province and the Council of Ministers to return Dilêr Hassan to the post of mayor and said: "[Hassan] was arrested on charges of corruption and

released on bail of 500 million Iraq dinar." Mansour warned of the potential of mass demonstrations if the mayor was not removed immediately.

On March 12, the Iraqi Ministry of Planning approved the re-designation of the Mandali district as a district. In 1947 Mandali became a district and is considered one of the oldest districts in Iraq. In 1987 the Ba'ath Party Revolutionary Leadership Council decided to open it as a district. Recently, the first deputy speaker of the Iraqi parliament, Shakhawan Abdullah, called for the redistricting of the Mandali district in a petition.

### **Tuz Khurmatu**

On March 15, the Turkmen Front bloc (ITF) in parliament demanded that the Iraqi parliament approve the legal procedures for the governorship of the two districts of Tal Afar and Tuz Khurmatu. In a statement, the Turkmen Front congratulated the approval of the bill making Halabja a province. The statement said that the Iraqi Council of Ministers in 2014, approved the governorship of the districts of Tal Afar and Tuz Khurmatu, but the project has not yet been approved by the Iraqi parliament.

On March 14, ISIS (Da'esh) terrorists released footage of the killing of a shepherd kidnapped last month in the Tuz Khurmatu district. The deceased shepherd, Ali Akbar, was kidnapped by Da'esh terrorists but was not released on

a ransom, which has been the case for many kidnapping victims. On March 18, Iraqi forces conducted a large-scale operation in the villages of Palkana and Shoraw near the district. The operation was conducted with the participation of the Rapid Response Force and military intelligence without the participation of the Peshmerga forces stationed nearby. During the military operations, the Iraqi forces destroyed an archaeological site named "No Gawan," the Nine Holes, located in the Gozeshken Valley in Palkana village, 24 kilometers from the center of Tuz Khurmatu district. According to historians, it dates back to prehistoric cave-dwelling humans. The area was demolished to prevent terrorists using it as a hideout.

### **Shingar (Sinjar)**

On March 18, the chairman of the Lalish center's high committee, Saeed Jardo, called on political parties to allocate a seat for the Yazidis in the new Kurdistan parliamentary election law. The request came at a press conference held at the headquarters of the Lalish temple in Duhok. "The Yazidis are a major indigenous community. Their presence in a national institution such as the Kurdistan Parliament is important," said Saed. The Lalish Center for Media and Culture is considered to be the largest existing Yazidi cultural institution. The Center was established in 1993 and has 38 departments and offices in Kurdistan, Iraq, and abroad.



2023/03/24

## US report on Kurdistan Region human rights condition ‘untransparent, unrealistic’, says KRG advocacy office

“The report has assessed the current state of affairs in the Kurdistan Region in a very untransparent, unrealistic and incorrect manner.”

**ERBIL (Kurdistan 24)** – The United States’ annual report on human rights, security forces, and judicial independence in the Kurdistan Region is “untransparent, unrealistic and contradictory”, wrote the Kurdistan Region’s international advocacy office on Wednesday.

The US Department of State recently published its report for 2022 on Iraq and Kurdistan Region’s human rights condition.

“The report has assessed the current state of affairs in the Kurdistan Region in a very untransparent, unrealistic and incorrect manner,” containing “double standards and duplicity,” the Kurdistan Regional Government’s (KRG) Office of the Coordinator for International Advocacy wrote in a statement. The Office criticized the report for failing to include steps the KRG has taken against terrorism, which poses a “significant threat” to the Kurdistan Region. With regards to the freedom

of the press, “it is evident that the freedom of thought and press are fully respected in the Kurdistan Region,” the government agency said, citing that several media outlets operate freely and independently, and are often critical of the government without any intimidation or repercussions.

Unfortunately, the report relied on a number of “informal sources” and media outlets, who are “politically motivated.”

The KRG judicial system is independent and impartial, says the advocacy coordinator. The report alleged due process issues with the courts by highlighting the trials of detainees. In fact, these cases were related to national security concerns, but were transparent and conducted in the presence of the United Nations, NGOs, and members of parliament, according to the statement by the KRG coordinator for international advocacy.

Despite providing data to the US Department of State through the US Consulate General in Erbil in 2022, the report does not include any of the government’s positions.

“By failing to include the KRG’s input, the report was not impartial or balanced in its assessment of the region. The advocacy office declared that it will respond to the report more thoroughly in the coming days.

“It is concerning that the US Consulate General [in Erbil] supports and only deals with individuals, media groups, and so-called civil society groups that have political agendas and do not operate with legal permits,” it added.

Regarding the security forces in the Kurdistan Region, the Office reiterated that all security and intelligence agencies operate under the supervision of the Kurdish Security Council.

There is a clear double stan-

dard when it comes to respecting the rule of law, says the KRG coordinator. The report applies “different standards” when it comes to the assassination of a security officer, Colonel Hawkar Jaff, in Erbil last year,” adding, “US military officials meet and take pictures with the main perpetrator of the assassination, who is wanted under an arrest warrant.

Despite the determinations and conclusions found in the report, the courts in the Kurdistan Region are “independent” and the government does not interfere with judicial affairs, per the statement.

Last year, the KRG released a comprehensive human rights action plan to improve and implement international human rights standards in the Kurdistan region. It’s one of the main initiatives supported by Prime minister Masrour Barzani to establish a long-term domestic and international cooperative plan.

## L'Iran appelle la France à «écouter» les manifestants

L'Iran a appelé vendredi la France à éviter la violence et à «écouter» les manifestants, au lendemain d'une [nouvelle journée de protestation contre la réforme des retraites](#), marquée par une série d'incidents.

Recevez chaque matin, l'actualité du jour : politique, international, société...

Plus de 450 personnes ont été interpellées et «441 policiers et gendarmes» blessés jeudi, a annoncé le ministre de l'Intérieur, Gérard Darmanin, au cours de cette journée marquée par les violences les plus graves depuis le début du mouvement en janvier.

« vous devriez écouter la voix

de votre peuple et éviter de faire usage de violence à son égard ».

Nasser Kanani, ministre iranien des Affaires étrangères.

«Le gouvernement français doit parler à son peuple et écouter sa voix», a déclaré le porte-parole du ministère des Affaires étrangères iranien, Nasser Kanani, sur Twitter. «Nous ne soutenons pas les destructions ni les émeutes, mais nous maintenons qu'au lieu de créer le chaos dans d'autres pays, vous devriez écouter la voix de votre peuple et éviter de faire usage de violence à son égard», a-t-il dit.

Le porte-parole faisait allusion aux critiques exprimées à

l'étranger, y compris par la France, face à la répression exercée en Iran lors des manifestations qui ont suivi la mort en détention, le 16 septembre, de Mahsa Amini, arrêtée pour infraction au strict code vestimentaire imposé aux femmes dans la République islamique. Plusieurs centaines de personnes, y compris des dizaines de membres des forces de sécurité, ont été tuées et des milliers d'autres arrêtées lors de ces manifestations, qualifiées par les autorités iraniennes «d'émeutes» fomentées par Israël et les pays occidentaux.

L'Union européenne, comme les États-Unis et le Royaume-Uni, ont imposé plusieurs séries de sanctions contre

Téhéran pour la répression de la contestation, menée en particulier par des femmes. «Ceux qui sèment le vent récoltent la tempête», a affirmé Nasser Kanani: «Cette sorte de violence contredit le fait de donner aux autres des leçons de morale».

Le président français, Emmanuel Macron, à l'origine de cette réforme qui prévoit de reculer à 64 ans l'âge de départ à la retraite, et le gouvernement restent inflexibles face aux manifestants. La contestation a connu un regain depuis l'adoption de la réforme via le 49.3, un article controversé de la Constitution française qui a permis de faire passer en force le texte à l'Assemblée nationale.

## En Iran, les hommes enfin solidaires des femmes qui refusent de porter le voile

Depuis le début du soulèvement qui secoue le pays, le regard masculin sur les femmes qui osent sortir la tête découverte a changé, racontent plusieurs Iraniennes contactées par « Le Monde ».

Pendant des années, Mahnaz (un pseudonyme, comme pour toutes les autres personnes citées dans cet article), une graphiste iranienne de 35 ans, a essayé de s'habituer aux regards réprobateurs des hommes dans la rue, du fait de son foulard, perçu comme pas suffisamment couvrant. Elle s'était résignée à l'idée qu'il n'y avait rien à attendre de ses compatriotes masculins. Mais depuis le début du soulève-

ment qui secoue l'Iran à la suite de la mort de Mahsa (Jina) Amini, en septembre 2022, pour un voile « mal ajusté », quelque chose de profond a changé dans l'attitude des hommes, affirment Mahnaz et d'autres Iraniennes consultées par *Le Monde*.

Alors que depuis septembre, de plus en plus de femmes sortent dans la rue les cheveux au vent, la trentenaire dit subir beaucoup moins de

commentaires déplaisants de la part des hommes. A la place, « ils me sourient et me remercient pour mon courage », explique Mahnaz. Une fois, j'étais assise sans foulard sur une banquette au centre de Téhéran. Un homme m'a lancé : « Je vous félicite d'être si belle sans ce maudit hidjab. Merci ! »

La manière dont les hommes manifestent leur soutien aux femmes qui osent défier la Ré-

publique islamique et l'obligation du port du voile, principe central du régime de Téhéran, va d'ailleurs au-delà des sourires et des paroles encourageantes. « Dans un Snapp [la version iranienne d'Uber], j'ai demandé au chauffeur s'il préférerait que je remette mon foulard », se souvient Mahnaz, qui cherchait ainsi à protéger le conducteur d'une amende et de poursuites judiciaires, ce à quoi s'exposent les propriétaires des véhicules dans les-



quels se trouve une femme sans voile. « *Le chauffeur, poursuit Mahnaz, m'a répondu : "Absolument pas. Ils peuvent m'envoyer tout ce qu'ils veulent. Vous, les femmes, vous payez le prix de la liberté avec vos vies. Moi, je peux payer une amende. Ce n'est pas grave."* » Depuis septembre 2022, au moins 525 civils ont été **tués en lien avec la contestation**, inédite dans son intensité et son étendue.

#### « Au début, j'avais peur »

Ces derniers mois, la police des mœurs, chargée de surveiller la tenue des hommes et des femmes, a disparu des rues et des places iraniennes. Les autorités essaient d'étouffer la révolte des femmes par des moyens détournés, notamment en dressant les gens les uns contre les autres. De plus en plus d'hôtels, de commerces et de restaurants ont été obligés de baisser le rideau parce qu'ils avaient accueilli des clientes sans voile. Fin février, les pharmacies ont reçu l'ordre d'obliger leurs employées à se couvrir leurs cheveux d'un « *maghnaé* », une sorte de cagoule, encore plus stricte que le foulard. Indignés par cette injonction, des hommes iraniens ont lancé une campagne de solidarité avec les Iraniennes en se faisant photographier, parfois dans les pharmacies, avec une cagoule sur la tête.

A Téhéran, mais aussi ailleurs dans le pays, des femmes sorties sans foulard ont raconté au *Monde* avoir bénéficié du soutien d'hommes face aux intimidations de partisans du régime. Soheila, habitante de Téhéran qui se rend souvent à Mashhad (ville religieuse et traditionnelle dans le nord-est du pays), témoigne du fait que les hommes sont de plus en plus nombreux à s'habituer à croiser des femmes tête nue. « *Au*



Dans le nord de Téhéran, le 17 mars 2023. MORTEZA NIKOU-BAZL / NURPHOTO VIA AFP

*début, j'avais peur quand je sortais dévoilée dans la rue à Mashhad. Mais plus le temps passe, plus je sens que les regards sur moi deviennent moins insistants, plus neutres, voire approbateurs. »*

Un sociologue vivant à Téhéran, qui préfère rester anonyme, échafaude une

*prisme sexiste, elle incarne désormais une forme de résistance, ce qui force le respect. »*

#### « J'admire leur audace »

Lors de son dernier voyage à Mashhad, Soheila, âgée de 38 ans, a été à plusieurs reprises défendue par des hommes, dont un chauffeur de



Capture d'écran d'un post diffusé le 12 mars 2023 sur le compte Twitter @Homa2021 montrant des hommes iraniens portant le voile en soutien aux femmes. TWITTER @HOMA2021

explication : « *Avant le soulèvement, une femme mal voilée ou sans voile était un objet à la disposition de tous pour toutes sortes de commentaires sexistes. Depuis, le geste de cette femme a changé de signification. Il n'est plus possible de la voir à travers un*

*taxi collectif. « Lorsque je suis montée dans son véhicule, une passagère portant un tchador [l'habit des Iraniennes les plus religieuses et zélées] s'est mise à pester contre moi et a enjoint au chauffeur de me faire descendre, se souvient Soheila. Lui est resté calme et*

*a répondu : "Si cela vous embête, vous pouvez descendre." Mais la femme en question n'a pas cessé de râler. Finalement, le chauffeur s'est arrêté et lui a dit de sortir. Après il m'a dit : "Les gens comme elle pensent que ce pays leur appartient." Jusqu'à la fin de la course, son regard et son sourire complices m'ont accompagnée. »*

Le soutien aux femmes contestataires se manifeste également dans des cadres plus officiels. A Téhéran, le directeur d'une banque a pris la défense de Soheila face à un client zélé qui se plaignait de la présence à ses côtés d'une femme dévoilée. « *J'ai vu le chef qui parlait à cet homme en colère contre moi, et essayait de le calmer. L'homme a quitté le bâtiment encore plus enragé. Puis, le chef de la banque et tous ses collègues hommes m'ont aidée dans mes démarches avec le sourire* », explique Soheila.

Depuis les premiers jours du soulèvement, Rambod, 57 ans, glisse toujours un mot d'encouragement aux jeunes femmes osant sortir dans la rue sans foulard. « *Je le fais, parce que c'est leur droit naturel de s'habiller comme elles le souhaitent et parce que c'est important qu'elles sachent que j'admire leur audace* », explique cet habitant de Téhéran. Pour cet instituteur, le hidjab est « *le mur de Berlin de la République islamique d'Iran* ». « *Si cette obligation disparaît, ça sera un pas énorme vers un pays laïc* », explique Rambod.

Sanam, une journaliste vivant dans la capitale, aimerait que la solidarité des hommes ne se manifeste pas seulement par des paroles. « *Je n'arrête pas de leur dire : "Vous voulez nous soutenir ? Eh bien, cet été, mettez des shorts" !* », un vêtement interdit en Iran.



25/03/2023

## Élections en Turquie : le HDP prokurde, un parti au poids "décisif et capital"

Le Parti démocratique des peuples (HDP), parti prokurde de Turquie, a indiqué mercredi qu'il ne présenterait pas de candidat à l'élection présidentielle du 14 mai prochain. Didier Billion, directeur adjoint de l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris), et spécialiste de la Turquie, analyse l'impact de cette décision "capitale" de la troisième force politique du pays.

Mercredi, le Parti démocratique des peuples (HDP), parti prokurde, a indiqué qu'il ne présenterait pas de candidat à l'élection présidentielle turque – dont le premier tour est prévu le 14 mai prochain. Il apporte ainsi un [soutien tacite au candidat de l'alliance de l'opposition](#) face au président sortant [Recep Tayyip Erdogan](#), candidat à sa réélection. "La Turquie a besoin de réconciliation, pas de conflit", a lancé la coprésidente de ce parti, Pervin Buldan, disant vouloir mettre fin au "règne" du président Erdogan.

L'alliance de l'opposition, appelée "Table des six", est constituée des six principaux partis d'opposition. [Son candidat à la présidentielle est Kemal Kılıçdaroglu](#), le chef du Parti républicain du peuple (CHP, kémaliste).

Avec un score de 8,4 % lors de la dernière élection présidentielle et de plus de 11 % lors des élections législatives, le HDP constitue aujourd'hui la troisième force politique de Turquie. Après la tentative de coup d'État de juillet 2016, le HDP affirme que 26 000 de ses militants et sympathisants ont été incarcérés. Son ancien dirigeant, Selahattin Demirtas, est lui emprisonné depuis novembre 2016 pour "propagande terroriste".

Pour Didier Billion, directeur adjoint de l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris), et spécialiste de la Turquie, la décision du HDP de ne



Le président du Parti républicain du peuple (CHP) et candidat à la présidence Kemal Kılıçdaroglu entouré par les coprésidents du Parti démocratique des peuples (HDP) Pervin Buldan (à gauche) et Mithat Sancar (à droite) lors d'une conférence de presse le 20 mars 2023. © Adem Altan, AFP

pas présenter de candidat à la présidentielle de cette année est "capitale".

**France 24 : Avec la décision du HDP, le bloc de l'opposition renforce-t-il ses chances face au président turc ?**

**Didier Billion :** La décision du HDP de ne pas présenter de candidat à l'élection présidentielle est capitale car nous savons que le résultat de cette élection va être très serré. Depuis l'annonce de la candidature de Kemal Kılıçdaroglu, il me semble que le résultat va se jouer à peu de choses. Quand un parti comme le HDP, dont l'électorat gravite autour de 10 % (du corps électoral turc, NDLR) à peu près, ne présente pas de candidat, c'est tout à fait décisif et capital pour la coalition de la Table des six.

Cela étant, à l'intérieur de la

coalition, il y a un parti, l'Iyi Parti (le "Bon Parti", en français), issu de l'extrême droite nationaliste. Certains députés et personnalités de ce parti sont très nationalistes et voient d'un assez mauvais œil cet appui indirect du HDP. Tout ce qui peut ressembler de près ou de loin à d'hypothétiques concessions sur la question kurde est un problème pour eux.

C'est là que se trouve la difficulté. Le HDP est un parti marqué très prokurde, et cela peut induire des turbulences à l'intérieur même de la coalition des six partis. Peut-être, par exemple, que des nationalistes qui s'apprêtaient à voter pour M. Kılıçdaroglu vont se raviser, considérant qu'il est trop soutenu par le HDP...

Le fait que le HDP ne présente pas de candidat ne veut pas mécaniquement dire "10 % de plus pour M. Kılıçdaroglu".

**Comment votent les Kurdes dans la Turquie de Recep Tayyip Erdogan ?**

Il serait erroné de penser que, comme un seul homme, l'électorat kurde vote pour le HDP. Les Kurdes sont divisés. Ils ne sont pas tous derrière le HDP, même si une bonne partie d'entre eux votent pour lui. Dans la "zone kurde" (dans l'est et le sud-est de la Turquie, NDLR), on constate que cet électorat se divise entre le HDP et l'AKP (Parti de la justice et du développement, formation du président Erdogan).

Ceux qui votent pour le HDP veulent faire valoir des revendications identitaires, culturelles, linguistiques propres aux Kurdes. D'autres Kurdes, très pieux et conservateurs, vote eux pour l'AKP. Dans cette région de la Turquie, les autres partis, dont le CHP, n'ont quasiment aucune voix.

**Qu'est-ce que la minorité kurde attend de cette élection ?**

Si l'on schématise, les Kurdes qui soutiennent habituellement le HDP s'inscrivent dans une logique de transformation de la société, avec l'objectif de pouvoir bénéficier d'une forme de décentralisation des décisions, mais ils ne réclament pas l'indépendance ou l'autonomie. Ils revendiquent la possibilité de pratiquer leur langue ou de se réapproprier leur culture, qui n'est pas tout à fait identique à celle des Turcs.

Le HDP joue très bien la séquence actuelle. Ils ont déclaré qu'ils ne présentaient pas de candidat, et qu'ils n'avaient aucune revendication, par exemple concernant d'éventuels postes. C'est vraiment au nom du "tout sauf Erdogan". Ils ne sont redevables de rien, mais les autres, s'ils sont élus, seront redevables du HDP.

Dans cette élection, la

**"question kurde" dépasse-t-elle la zone kurde du sud-est du pays ?**

40 %, peut-être même 50 % des Kurdes de Turquie ne vivent plus dans l'est ou le sud-est du pays. Certains ont émigré vers les grandes métropoles turques (Ankara, Istanbul, Izmir) ou sont partis à l'étranger (en France, en Allemagne...). La population kurde

n'est plus concentrée uniquement dans l'est et le sud-est de la Turquie. Ces hommes et ces femmes, citoyens turcs d'origine kurde vivant dans ces grandes métropoles ou à l'étranger, ne raisonnent pas exactement comme ceux qui sont restés dans leur ville d'origine.

Il y a une forme d'évolution, de déclinaison de leur perception

d'appartenir au peuple kurde qui s'est modifiée. Ils ne vivent pas dans les mêmes endroits et le quotidien n'est pas le même. Il est donc très compliqué de parler des Kurdes de manière générale et de ce qu'ils attendent de cette élection. Être Kurde n'est pas une catégorie politique. Être kurde induit un rapport à la vie politique, à la société, à l'État turc. Cela dépend de chacun.

**franceinfo:** Marie-Pierre Vérot  
26/03/2023

## Election présidentielle en Turquie : l'heure des alliances avant le duel Erdogan - Kılıçdaroglu

À l'approche de l'élection présidentielle et des élections législatives en Turquie, le duel entre Recep Tayyip Erdogan et Kemal Kılıçdaroglu se confirme. Les autres candidats tentent de monnayer, de la meilleure des manières, leur soutien.

À moins de 50 jours des élections présidentielle et législatives en Turquie, on connaît désormais les candidats qui aspirent à la fonction suprême. Ils sont un peu plus d'une dizaine d'hommes, âgés de 44 à 80 ans, en cette année où la Turquie célèbre le centenaire de la République fondée par Mustafa Kemal Atatürk. La plupart feront de la figuration, puisqu'il est largement acquis que le duel se jouera entre le président sortant Recep Tayyip Erdogan et Kemal Kılıçdaroglu le dirigeant du CHP, le parti républicain du peuple, fondé par Atatürk.

**>> En Turquie, le soutien implicite des Kurdes à l'opposition fragilise les chances de réélection de Recep Tayyip Erdogan**

Alors, les alliances se nouent et les tractations s'intensifient, car se profilent aussi les élections législatives. Chacun tente, donc, de monnayer au mieux son soutien. De son côté, Recep Tayyip Erdogan a essuyé un camouflet : Mehmet Simsek, qui fut son ministre



Le président turque Recep Tayyip Erdogan (à gauche) sera opposé à Kemal Kılıçdaroglu (à droite) le leader de l'opposition. (ADEM ALTAN / AFP)

des Finances et qui est un économiste reconnu, a snobé ses avances. L'actuel président lui offrait un poste et lui avait promis de revenir, après l'élection, à une politique économique plus orthodoxe. Une stratégie habile pour rassurer les milieux d'affaires turcs et les investisseurs étrangers. Mais Mehmet Simsek a déclaré que, s'il était toujours prêt à donner de bons conseils, il ne souhaitait pas revenir en politique.

**Kemal Kılıçdaroglu, principal rival d'Erdogan**

En revanche, Erdogan est parvenu à faire rentrer dans le rang Fatih Erbakan, le fils de l'ancien Premier ministre Necmettin Erbakan, chantre de l'islam politique. Après avoir annoncé sa candidature dans un premier temps, il a finalement choisi de soutenir le président sortant. S'il pèse entre 1,5 et 3% des suffrages, ce qui est loin d'être négligeable, il reste à voir ce que cet islamiste très conservateur a obtenu en échange.

**>> Turquie : qui est Kemal Kılıçdaroglu, l'homme qui va**

**défier Recep Tayyip Erdogan dans les urnes ?**

Toutefois, Erdogan a subi un deuxième camouflet politique, au profit, cette fois, de son adversaire. Kemal Kılıçdaroglu a en effet reçu le soutien tacite du parti pro-kurde, le HDP, troisième parti du pays. Le HDP a annoncé qu'il ne présenterait pas de candidat à la présidentielle. L'objectif est bien d'aider à battre Recep Tayyip Erdogan.

Reste que ce dernier, aussi, a un parti kurde dans sa besace : le HûdaPar, un groupuscule islamiste proche du Hezbollah. Il ne rapporte que peu de voix, mais le camp présidentiel espère diviser le vote kurde et forcer à un second tour avec ce ralliement. Car c'est la han-tise du président : perdre pied dès le 14 mai. Il fera alors tout son possible pour grignoter chaque voix, afin d'empêcher son rival d'avoir plus de 50% des suffrages. Un second tour serait, en effet, périlleux pour le candidat du CHP face à un Erdogan très habile et excellent en campagne.



LE FIGARO

avec afp  
26/03/2023

## La Turquie cesse d'importer du pétrole du Kurdistan d'Irak, annonce le ministère irakien

La Turquie a cessé samedi d'importer du pétrole depuis la région autonome du Kurdistan irakien, après une décision d'un tribunal international en faveur du gouvernement fédéral à Bagdad, a-t-on appris auprès du ministère irakien du Pétrole. Le dossier du pétrole empoisonne depuis de longues années les relations entre les autorités de Bagdad et celles du Kurdistan d'Irak.

«La Turquie a informé les autorités du Kurdistan d'Irak de l'arrêt des importations», a déclaré à l'AFP Assem Jihad, porte-parole du ministère. L'arrêt du pompage est intervenu samedi à 12h35 (9h35 GMT) a rapporté, de son côté, le bureau irakien chargé des exportations de pétrole au port turc de Ceyhan dans un document dont l'authenticité a été confirmée par Assem Jihad. Les autorités turques n'avaient pas commenté ces affirmations dans l'immédiat.

Cette mesure intervient après que le tribunal arbitral de la Chambre de commerce internationale à Paris a donné raison à Bagdad dans un contentieux qui l'oppose à la Turquie sur les exportations de pétrole du Kurdistan irakien. En 2014, Bagdad avait intenté une procédure contre son voisin turc suite à l'annonce d'Ankara d'importer du pétrole depuis cette région autonome du nord de l'Irak pour l'acheminer jusqu'au port de Ceyhan.

Or, selon le ministère irakien du Pétrole dans un communiqué, le tribunal arbitral siégeant à Paris a affirmé que Bagdad, «par l'intermédiaire de l'entreprise pétrolière d'État Somo, est la seule entité autorisée à gérer les exportations

### Des discussions en cours

Le gouvernement irakien était fermement opposé à la décision turque, estimant être le gestionnaire exclusif de ce pétrole et des revenus qui en découlent. Faisant fi de l'opposition de Bagdad, Erbil, capitale de la région autonome, s'est mis à exporter vers la Turquie. Aujourd'hui, ses exportations totales via la Turquie se montent à environ 450.000 barils par jour (bpj).

«Une équipe du gouvernement régional du Kurdistan va se rendre à Bagdad demain (dimanche) pour discuter» du sujet, a assuré sur Twitter Masrour Barzani, Premier ministre du Kurdistan d'Irak. Erbil estime que le gouvernement central cherche à faire main basse sur les richesses de ses sous-sols. Bagdad, de son côté, veut avoir son mot à dire dans l'exploitation des hydrocarbures sur la totalité du territoire irakien. Deuxième pays de l'Opep, l'Irak exporte en moyenne 3,3 millions de barils de brut par jour.

via le port turc de Ceyhan». Le jugement, communiqué jeudi soir à Bagdad, n'était pas disponible dans l'immédiat.

Valérie Erlich  
27 mars 2023

THE CONVERSATION

## Derrière le cas de Pinar Selek, la recherche en danger en Turquie et ailleurs dans le monde

Ce 31 mars 2023 se tiendra à Istanbul un procès contre Pinar Selek, sociologue, écrivaine, militante féministe, antimilitariste et pacifiste, exilée en France depuis fin 2011 et qui risque la prison à vie en Turquie.

Elle subit depuis 25 ans une persécution judiciaire constante de la part du pouvoir turc. La moitié d'une vie. Motif : son refus de révéler l'identité des personnes qu'elle a interrogées lors d'une enquête qu'elle a conduite sur les mouvements kurdes.

Arrêtée en juillet 1998, elle

est torturée et emprisonnée pendant plus de deux années. Elle apprend en prison qu'elle est accusée d'avoir déposé une bombe qui aurait explosé sur le marché aux épices d'Istanbul, faisant 7 morts et 121 blessés.

Libérée fin décembre 2000, elle est acquittée en 2006, en 2008, en 2011 et en 2014, les expertises ayant toutes montré que ce drame était dû à l'explosion accidentelle d'une bouteille de gaz. Bien que la justice turque l'ait blanchie à quatre reprises, le procureur a déposé un recours après chaque acquittement. Après un silence de près de neuf années, la Cour su-

prême de Turquie a annoncé l'annulation de son dernier acquittement et donc ce nouveau procès, qui se déroulera en son absence.

Avant même l'audience du 31 mars, Pinar Selek fait l'objet d'un mandat d'arrêt international en vue de son emprisonnement immédiat en Turquie. Difficile de ne pas lier le « réveil » de la justice turque, neuf ans après le dernier acquittement de la chercheuse, au fait que l'année 2023 sera cruciale pour la Turquie, en raison des élections présidentielles et législatives prévues en mai et de la célébration du centenaire

de la République turque.

Au-delà du sort personnel de Pinar Selek, cet épisode est révélateur de la répression dont les universitaires font l'objet en Turquie depuis des années et qui s'est encore intensifiée après la tentative de coup d'État de 2016.

### La liberté scientifique en danger

« Je ne lâcherai rien », promet la « chercheuse recherchée » pour « crime de sociologie ».

Depuis son arrivée en France en 2011, elle a soutenu

une [thèse de doctorat](#) en sciences politiques à l'Université de Strasbourg, [publié de nombreux travaux scientifiques](#) et enseigne à l'Université Côte d'Azur depuis 2016. Après l'aide du Programme national d'accueil en urgence des scientifiques et des artistes en exil ([PAUSE](#)) les deux premières années, l'Université Côte d'Azur a créé pour elle un poste pérenne d'enseignante-chercheure en 2022.

À travers elle, c'est aussi la liberté académique qui est en jeu. Les présidences des universités Côte d'Azur et de Strasbourg, ainsi que de nombreux laboratoires de recherche et d'autres instances universitaires et scientifiques ont [publiquement pris position](#) en sa faveur. Des collectifs de soutien universitaires, étudiants et militants se sont également constitués. Elle a été nommée [présidente d'honneur de l'Association des Sociologues de l'Enseignement Supérieur](#). Une délégation de [près d'une centaine de représentants français et étrangers](#) des mondes civils, associatifs, culturels, artistiques, politiques, juridiques, scientifiques, universitaires et étudiants se rendront à Istanbul pour assister à son procès, exiger la vérité et demander officiellement que justice lui soit rendue.

[Près de 80 000 lecteurs font confiance à la newsletter de *The Conversation* pour mieux comprendre les grands enjeux du monde. [Abonnez-vous aujourd'hui](#)]

Engagée dans un mouvement d'ouverture des sciences sociales sur la société et de critique des postures scientistes au service de l'ordre établi, Pinar Selek est une « scientifique en danger ». Même si elle a obtenu la nationalité française en 2017, elle continue à subir la violence politique d'un régime autoritaire qui s'attaque à l'[autonomie du monde académique](#) – un phénomène dont la Turquie n'a pas le monopole. Nombre d'[universitaires](#) irakiens, syriens, afghans, égyptiens, turcs, iraniens et tant



Pinar Selek pendant une conférence à Paris - Image pour le Comité de soutien à Pinar Selek, Pays basque. en 2010. [Streetpepper/Wikipedia](#), [CC BY-NC](#)- Cliquer pour zoomer. [Fred Sochard](#), Author provided

[SA](#)  
d'autres payent un [lourd tribut à la répression d'État](#).

### Une situation qui s'est envenimée en Turquie depuis 2016

La situation de Pinar Selek reflète la montée de l'autoritarisme en Turquie, particulièrement sensible depuis le renforcement des pouvoirs présidentiels consécutif au [référendum d'avril 2017](#).

Suite à la [tentative de coup d'État du 15 juillet 2016](#) au cours de laquelle des centaines de civils, de soldats, de policiers ont perdu la vie, un grand nombre d'universitaires ont été [désignés comme cibles par le président de la République, Recep Tayyip Erdoğan](#). Les signataires de la [pétition des universitaires pour la paix](#) ont été accusés de terrorisme, victimes d'ostracisme professionnel, de poursuites judiciaires et de lynchage médiatique.

Parmi eux, [549 universitaires](#) ont été forcés de démissionner ou de prendre leur retraite, licenciés, révoqués et bannis de la fonction publique en vertu des [décrets-lois](#). Le cas des « [sept de Gezi](#) » est emblématique de la répression massive des droits humains dans le pays. Parmi eux, l'éditeur et mécène Osman Kavala, emprisonné en 2017, a été condamné à la prison à vie pour avoir organisé et financé les manifestations de Gezi en 2013, sans possibilité de libération conditionnelle [après avoir été injustement reconnu coupable de tentative de coup d'État](#). Même s'il y a eu une

déclaration de la Cour constitutionnelle turque le 26 juillet 2019 les acquittant, ces universitaires ont perdu leur emploi et ont été victimes de harcèlement dans leur milieu professionnel. De plus, l'[Agence nationale de recherche turque](#) bloque leurs publications. Les accusations pour terrorisme continuent, en particulier en lien avec la question kurde. Ainsi, en octobre 2021, l'écrivaine Meral Simsek est condamnée à un an et trois mois d'emprisonnement pour « [propagande en faveur d'une organisation terroriste](#) ».

Les menaces pèsent également sur des chercheurs installés en France. En 2019, le mathématicien [Tuna Altinel](#), enseignant-chercheur à l'Université Lyon 1, accusé de propagande terroriste pour avoir participé, à Villeurbanne, à une réunion publique sur les crimes de guerre de l'armée dans le Sud-Est du pays, a été arrêté en Turquie. Libéré au bout de trois mois, il n'a pu récupérer son passeport et rentrer en France qu'en juin 2021, à l'issue d'une longue bataille [qui n'est pas terminée à ce jour](#).

Des centaines d'arrestations abusives, des acquittements prononcés – le plus souvent annulés en appel par la Cour de cassation –, des affaires jugées malgré les recommandations de la [Cour européenne des droits de l'homme](#), émaillent ce sombre tableau. Mais les nombreuses épreuves auxquelles chercheurs et chercheuses ont dû faire face ont renforcé leur solidarité, ainsi

qu'en témoignent leurs récits rassemblés dans le [documentaire \*Living in truth\*](#) d'Eylem Sen.

### Au nom de l'inconditionnalité de la liberté d'expression des chercheurs

« En condamnant Pinar Selek, c'est à l'indépendance de la recherche en sciences sociales que s'attaque le gouvernement

PHOTO

turc », titre une [tribune](#) d'un collectif d'universitaires parue dans *Le Monde* en juillet 2022. Le combat de Pinar Selek nous rappelle la vulnérabilité des chercheurs et chercheuses face aux attaques qu'ils et elles subissent dans de nombreux pays.

Les conférences et déclarations internationales réaffirment régulièrement la protection des libertés académiques, mais le maintien de celles-ci nécessite des combats permanents de la [communauté universitaire](#) et elles ne sont, de fait, [jamais pérennes](#) : les étudiants, professeurs et chercheurs sont toujours au mieux suspectés ou menacés ; au pire arrêtés, torturés et tués, quand s'installent des pouvoirs forts auxquels ils refusent de se soumettre.

« Militante de la poésie », comme elle aime à se définir, Pinar Selek, qui est aussi l'auteurice de romans et de contes pour enfants, fait l'objet d'une violence politique qui ne pourra être combattue que par la dénonciation et l'annulation de sa condamnation à perpétuité. Son combat sans relâche contre les injustices, les oppressions, les atteintes à la liberté académique aujourd'hui fragilisée en de [nombreux endroits du monde](#), illustre celui de tous les scientifiques menacés [dans les pays autoritaires, mais aussi dans les démocraties](#). Notre solidarité avec elle constitue plus qu'un devoir moral. Elle s'inscrit dans une lutte partagée au service de la liberté de la

# Zero Tolerance for Iran's Aggression in Syria

The drone strike by the Iranian Revolutionary Guard Corps (IRGC) against a US facility in Hasaka last week killed a US contractor and injured six other Americans. The attack was not an isolated incident. Iranian-backed Shiite militias also launched a missile against other facilities including the "Green Village", a US base close to the border with Iraq. Shiite militias have launched 78 attacks since January 2021. Iran's goal is to force the withdrawal of 900 US troops remaining in Syria.

The US should resist Iranian efforts to drive it from the region. Washington has a strategic interest in north and east Syria. America's erstwhile ally, the Syrian Democratic Forces (SDF), is a multiethnic force with Kurds at its core that is critical to preventing a resurgence of the Islamic State. To date, more than 11,000 Kurdish fighters have died and 24,000 wounded fighting ISIS at America's behest.

The SDF provides another valuable service to the international community. It operates detention centers for captured ISIS fighters numbering 11,000 men, of whom 9,000 are Syrians or Iraqis. Foreign fighters have transited through Turkey, benefitting from funds, training and weapons provided by Turkey's National Intelligence Agency. Turkey's cross border attacks against the SDF have destabilized the region. A jail break would be a windfall to the Islamic State. Another 2,000 ISIS detainees from 50 nations would either rejoin the fight in Mesopotamia or go

home to commit terrorist attacks. Al Hol camp, with 70,000 ISIS brides and their children, is an incubator of virulent anti-Americanism.

The Biden administration recognizes the threat posed by Iran in Syria. In response to the IRGC's recent attack, the US launched a retaliatory air strike employing two F-15E fighter jets that hit an ammunition depot and an intelligence collection site in eastern Syria. These pin prick strikes sent a message. But without significant retaliatory action, Iran-backed militias will continue to aggress against US forces and their Kurdish allies. The Pentagon should abandon the principle of proportionality, more intensively interdicting Shiite militias in Syria and ratcheting up the cost of their aggression.

The US is wary of escalation. It must balance its limited response with more pro-active measures to punish Tehran for inspiring militia attacks. The US should not hesitate to launch a preventive strike when an attack against US forces is imminent.

US Central Command needs to investigate how Iranian drones penetrated air defense systems in Hasaka. The Pentagon should determine if the Avenger radar system was working or what other aspects of the layered air defense system failed to stop Iran. Once the weakness has been diagnosed, the Pentagon should upgrade US air defense system to prevent future attacks.

Iran may disavow the actions of Shiite militias. However,

these groups are under Iran's control. Tehran must be held accountable.

Deterrence may include targeted killings, which are permissible in international law when there is no law enforcement option to prevent an imminent terrorist action. Washington has done this before.

General Qasem Soleimani, who spearheaded Iranian military operations in the Middle East as head of Iran's elite Quds Force, was killed by a US predator drone strike along with other Iran-backed militia figures at the Baghdad Airport in 2020. Under Soleimani's leadership, Iran expanded its military presence in Iraq and Syria, bolstered Hezbollah, and backed Syria's offensive against rebel groups in the country's civil war. The US should not hesitate to launch a targeted killing to dissuade Iran's hostile action.

The House recently voted on a resolution to withdraw all US forces from Syria within 180 days of passage. The resolution was defeated 321-103. Nonetheless, it garnered more than one hundred votes in favor.

Supporters of the resolution included isolationists and "America firsters"

— Lauren Boebert (R-CO), Marjorie Taylor Greene (R-GA), Harriet Hageman (R-WY), Chip Roy (R-TX). Progressive democrats also voted in favor, including Pramila Jayapal (D-WA), Ro Khanna (D-CA), Alexandria Ocasio-Cortez (D-NY), and Rashida Tlaib (D-

MI). House members who supported the resolution have nothing in common except naïvete and a lack of understanding about the Middle East.

Some legislators may have backed the measure based on their antipathy for Israel. They need to better understand that abandoning Syria would ill-serve both US and Israeli interests. Syria, Iran, and Russia would take it as a green light to intensify military action. Iraqi Kurdistan would also be at risk.

The withdrawal of US forces from Syria would be portrayed as an ignominious defeat by Iranian propagandists. It would cause other countries in the region to recalibrate their calculation of America's security commitments. After the debacle in Afghanistan, the US would be further discredited by a defeat at the hands of Islamist autocrats.

The Biden administration is wary of conflict escalation with Iran. It must not seek confrontation with Iran. Nor should it turn a blind eye to aggression by Iran and its proxies. Washington must be steely-eyed. Iran is a bad actor, testing US resolve. Killing US forces is a red line that must be enforced. The US must be resolute countering Iran's aggression.

*Mr. Phillips is a former US official who currently works as Director of Program on Peacebuilding and Human Rights at Columbia University.*

*Disclaimer: The views expressed here represent those of the author and not necessarily those of the WKI.*



Challenge

ARTICLES EN TEMPS RÉEL

28 mars 2023  
avec Reuters

## Moscou accueillera une réunion avec la Syrie, la Turquie et l'Iran en avril

**ANKARA (Reuters)** - Les vice-ministres des Affaires étrangères de la Syrie, de la Turquie, de l'Iran et de la Russie se rencontreront en avril à Moscou, ont annoncé mardi des responsables turcs et iraniens, s'appuyant sur les contacts entre Ankara et Damas après des années d'hostilités pendant la guerre syrienne.

Encouragés par la Russie, alliée du président Bachar al Assad, les responsables syriens et

turcs ont tenu des réunions l'année dernière, dans le but de normaliser les liens entre les États opposés dans le conflit syrien qui dure depuis 12 ans.

Ce mois-ci, le président syrien a exclu toute rencontre avec le président turc Recep Tayyip Erdogan tant que la Turquie ne sera pas prête à retirer ses troupes du nord de la Syrie, considérées comme des forces d'occupation par le président syrien.

"Cette réunion devrait s'inscrire dans le prolongement des réunions au niveau ministériel qui ont débuté lors du processus de normalisation", a déclaré un haut fonctionnaire turc.

"Toutefois, étant donné qu'il n'y aura pas de participation ministérielle et que la réunion se déroulera à un niveau technique, on ne s'attend pas à ce que des décisions importantes soient prises."

La Russie a accueilli une réunion des ministres de la Défense syrien et turc en décembre. Depuis, les discussions tripartites initiales ont été élargies à l'Iran, autre allié de Damas.

(Reportages de Orhan Coksun et Huseyin Hayatsever à Ankara, Parisa Hafezi à Dubaï et Maya Gebeily à Beyrouth ; version française Nathan Viffelin, édité par Kate Entringer)

euro news

29 mars 2023

## La Grèce démantèle un "réseau terroriste" ciblant les juifs, Israël accuse l'Iran

**L**a police grecque a annoncé mercredi avoir démantelé "un réseau terroriste" qui planifiait des "frappes" en Grèce et arrêté deux Pakistanais qui visaient des cibles juives à Athènes.

La police grecque a annoncé mercredi avoir démantelé "un réseau terroriste" qui planifiait des "frappes" en Grèce et arrêté deux Pakistanais qui visaient des cibles juives à Athènes.

En Israël, le bureau du Premier ministre a accusé Téhéran d'être derrière ce projet, assurant qu'il s'agissait là d'"une nouvelle tentative de l'Iran de promouvoir la terreur contre des cibles israéliennes et juives à l'étranger".

"L'enquête a révélé que l'infrastructure grecque faisait partie d'un vaste réseau iranien qui

opérait depuis l'Iran vers de nombreux pays", ont précisé les services de Benjamin Netanyahu dans un communiqué.

"Le cerveau (de cette cellule) est un Pakistanais qui réside dans un pays en dehors de l'Europe", a indiqué de son côté la porte-parole de la police, Konstantina Dimoglidou.

Selon des sources policières qui ont requis l'anonymat, il vit en Iran et plus particulièrement à Téhéran.

Les deux hommes arrêtés, âgés de 27 et 29 ans, sont des "Pakistanais qui résident illégalement en Grèce", a souligné Konstantina Dimoglidou.

Ils visaient un bâtiment de la communauté juive fréquenté par des Israéliens dans le centre d'Athènes et qui abrite "une sy-

nagogue (...) et un restaurant juif", a-t-elle ajouté.

Il pourrait s'agir de l'un des rares restaurants cachés de la capitale grecque, qui abrite aussi depuis 2001 un centre où se retrouve la communauté juive, le Chabad de Grèce.

Le ministre israélien des Affaires étrangères, Eli Cohen, a remercié le gouvernement grec et le Service national de renseignement (EYP) "pour avoir déjoué l'attaque terroriste contre des cibles juives et israéliennes".

"Le terrorisme est un ennemi commun et la lutte contre ce fléau est notre priorité absolue", a écrit Eli Cohen sur son compte Twitter mardi soir.

- Attentat à la voiture bélier à Jérusalem-Est : deux morts, dont un enfant

- Fusillade à Tel-Aviv : un "attentat terroriste" selon Netanyahu

Actions coordonnées

La police grecque avait annoncé peu auparavant "qu'après des actions coordonnées avec le Service national de renseignement (EYP) un réseau terroriste, depuis l'étranger, avait été démantelé".

"Ce réseau planifiait des frappes contre des cibles soigneusement sélectionnées sur le territoire grec", a indiqué un communiqué de la police.

Les téléphones portables des deux hommes interpellés ont permis aux enquêteurs de saisir des conversations, des vidéos et des croquis de lieux où ces cibles juives se réunissaient, selon la police.

Les deux hommes "avaient déjà choisi la cible de l'attaque et procédé à la reconnaissance de la zone et à la planification de l'attaque", selon le communiqué qui précise qu'"ils avaient reçu des instructions définitives" pour mettre à exécution leur projet.

Les deux suspects ont été déferés au parquet d'Athènes qui a ouvert des poursuites pénales pour le crime de "constitution et appartenance à un groupe terroriste", qui prévoit des peines entre dix ans et la perpétuité en vertu de la loi anti-terroriste grecque, selon une source judiciaire.

La justice grecque a également ouvert des poursuites pénales "contre X" visant le dirigeant présumé de ce réseau qui habite à Téhéran, selon la même source.

### Sécurité

La police estime que ces deux personnes visaient à "miner le sentiment de sécurité dans le pays (...) et ses institutions", tout en voulant porter un coup à "ses relations internationales".

La Grèce, qui compte une communauté d'environ 5.000 juifs, entretient de bonnes re-

lations avec Israël et n'a pas été la cible d'attaques terroristes ces dernières années.

"Cette opération (de démantèlement) confirme une fois de plus que les autorités de sécurité du pays maintiennent un niveau de préparation très élevé pour tous les Grecs et tous les visiteurs de notre pays", s'est félicité le ministre de la Protection du citoyen, Takis Theodorikakos, cité dans un communiqué.

Pays historiquement amical à l'égard des pays arabes, la Grèce a commencé toutefois à

se rapprocher d'Israël depuis plus d'une décennie. De nombreux accords de coopération ont été signés entre les deux pays, surtout en matière militaire, de sécurité et d'énergie.

Le gouvernement conservateur de Kyriakos Mitsotakis, au pouvoir depuis quatre ans, a fait de la politique sécuritaire l'une de ses principales priorités. Il mène une politique migratoire stricte en verrouillant les frontières du pays avec l'aide de l'Agence de surveillance des frontières européennes (Frontex).

**Le Monde**

Nicolas Bourcier  
29/03/2023

## En Turquie, l'affiche de campagne en forme de réquisitoire des années Erdogan

Le candidat de l'opposition, Kemal Kılıçdaroglu, a lancé sa campagne pour l'élection présidentielle du 14 mai avec un visuel d'une force et d'une audace politique inusitées.

Une affiche n'a jamais fait une campagne, à de très rares exceptions près. En France, on se souvient de la photo de François Mitterrand avec son slogan « *La force tranquille* » – bel oxymore – qui accompagna le candidat socialiste vers la victoire en 1981. Celle aussi de Valéry Giscard d'Estaing, en 1974, qui posait avec sa fille Jacinthe sous son simple nom de famille.

En Turquie, les affiches politiques ont également ponctué, à leurs manières, la vie électorale et ses soubresauts depuis la fin de la seconde guerre mondiale et l'introduction du multipartisme. Même si les panneaux géants au bord des routes ont été quasi monopolisés ces dernières années par l'omniprésident Recep Tayyip Erdogan dans une mise en



La première affiche de campagne de Kemal Kılıçdaroglu, diffusée le 6 mars 2023 sur le compte Twitter d'Engin Özkoç, président adjoint du CHP, en Turquie. TWITTER @ENGINOZKOC

scène la plus souvent identique (portrait en plan buste avec une phrase plutôt virile du type « *Une grande Turquie veut un leader fort* »), le pays a, lui aussi, connu quelques coups d'éclat dans l'imagerie politique. En 1950, la campagne du Parti

démocrate (PD), qui l'emporta aux législatives contre l'ex-parti unique, le Parti républicain du peuple (CHP), la formation créée par le père fondateur de la République, Mustafa Kemal Atatürk, est à ce titre exemplaire. L'affiche, d'une simplicité épurée à l'extrême, montre une main levée à côté de l'injonction : « *Ça suffit ! La parole est au peuple !* » Pour une première alternance électorale, l'effet fut garanti.

Les affiches de campagne du Parti démocrate turc pour les élections législatives de 1950 (à gauche) et du Parti populaire social-démocrate pour celles de 1987 (à droite).

Près de quatre décennies plus tard, la photo d'une main enserrant cette fois-ci un agrume et accolée au slogan en forme de question, « *Avez-vous la*

*force d'être pressé cinq ans de plus comme un citron ?* », marquera également les esprits. La métaphore contre la vie chère ne permettra pas au Parti populaire social-démocrate (SHP, opposition) de remporter les élections, mais elle participera à doubler son score dans les urnes, passant de 12 % à 24 % des suffrages. L'agrume pressé sera réutilisé à plusieurs reprises, notamment en 2015 par Kemal Kılıçdaroglu, le président du CHP et candidat alors aux élections législatives.

### Mise en abyme

Le leader de la formation kémaliste a aujourd'hui remis le citron, mais il revient avec une affiche d'une force et d'une audace politique inusitées, qui pourrait bien, elle aussi, faire date. Et pas seulement au niveau de l'image. [Candidat à la](#)

présidentielle du 14 mai d'une large coalition d'opposition, allant de l'extrême droite au centre gauche, Kemal Kılıçdaroglu, connu plutôt pour son manque de charisme, a choisi de cibler le pouvoir en place par une impressionnante galerie de portraits et de symboles.

Il y a là sa photo au premier plan, sourire large et regard bienveillant, un salut de la main aussi, le petit pin's du drapeau turc au revers de sa veste impeccable et un slogan plutôt simple et efficace : « *Je suis Kemal, j'arrive.* » Mais l'essentiel est ailleurs. En arrière-plan, on distingue sur fond bleu une vingtaine de photos alignées, une sorte de collage façon patchwork de la Turquie en crise d'aujourd'hui. Une mise en abyme sous forme de réquisitoire illustré, inventorié façon Prévert, des plaies et des maux des années Erdogan.

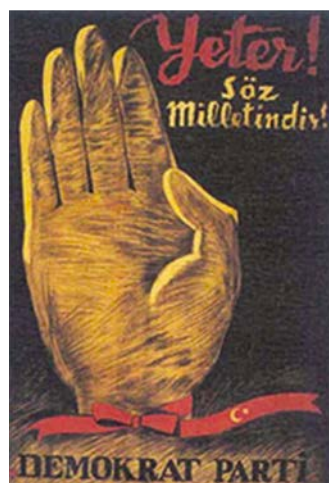
D'abord un chiffre, tiré d'une pancarte du CHP et qui interroge : « *Où sont passés les 128 milliards de dollars ?* » Ce montant avait été repris, au printemps 2022, par l'opposition qui accusait le gouvernement d'avoir dilapidé cette somme des réserves de la banque centrale en 2019 et 2020. Après un long silence, le chef de l'Etat avait accusé, à son tour, l'opposition de « *mentir* » en suggérant que le Trésor avait utilisé ses réserves pour le bénéfice d'entreprises proches du pouvoir. Selon lui, la banque centrale n'avait fait que soutenir l'économie et la livre turque en pleine pandémie.

La photo qui suit est un personnel soignant masqué. Le secteur est en crise et subit de plein fouet les vertiges de l'inflation. On parle de plus d'un millier de médecins ayant quitté le pays en 2022 pour un meilleur niveau de vie. Lors d'une de ses interventions, le président avait affirmé que si les professionnels de santé voulaient partir, et bien « *qu'ils s'en*

*ailent, nous continuerons avec des jeunes diplômés* ».

### Silence des autorités

Le portrait d'un jeune homme à la moustache tombante, devant un maillot du club de football de Bursa, est celui de Sinan Ates. Assassiné le 30 décembre 2022, en pleine rue, à Ankara d'une balle dans la tête, il avait été le président en 2019 et 2020 du groupuscule d'ex-



Les affiches de campagne du Parti démocrate turc pour les élections législatives de 1950 (à gauche) et du Parti populaire social-démocrate pour celles de 1987 (à droite).

trême droite Ülkü Ocakları (« le foyer des idéalistes »), principale association des Loups gris, le surnom donné aux membres de l'extrême droite turque, liés au MHP, le parti ultranationaliste de la coalition gouvernementale.

L'affaire a fait grand bruit et le silence des autorités, pendant plusieurs jours, a été particulièrement commenté. Sinan Ates était une célébrité dans les cercles nationalistes. Certains lui reprochaient d'avoir montré des marques de sympathie envers le Bon Parti de Meral Akşener, ex-MHP et ancienne ministre de l'intérieur aujourd'hui membre de la coalition d'opposition de Kemal Kılıçdaroglu. Une partie du dossier aurait depuis été « *perdue* », selon les autorités.

Vient ensuite Enes Kara, 20 ans. Le jeune homme était étudiant en médecine à Elazığ jusqu'à ce qu'il mette fin à ses jours le 10 janvier 2022. Dans une vidéo d'une dizaine de minutes et une note justifiant son acte, il expliquait avoir « *perdu toute joie de vivre* » en raison de son quotidien dans une résidence universitaire tenue par une confrérie religieuse. Lui-même se disait « *non musulman* », mais insistait sur le fait



« *que sa famille ne le sait pas* ». « *Obligé de prier tout le temps, d'assister aux cours de la secte, et de lire les livres qu'elle lui impose* », Enes Kara ajoutait être « *très fatigué psychologiquement* ». Et puis ceci : « *Tout le monde ici veut partir [à l'étranger]... Quand j'ai dit que je voulais quitter cet endroit, j'ai reçu un "non" en retour.* »

### Symbole d'une jeunesse en mal de reconnaissance

Sa mort a relancé le débat sur les résidences religieuses. Depuis des années, les étudiants sont contraints de trouver un logement dans ces foyers affiliés à des groupes religieux à cause de la pénurie de résidences gérées par l'Etat. Rattachées à des fondations ou à des associations, leur nombre aurait doublé depuis 2016. Se-

lon le Syndicat des employeurs de services de logements et résidences privés, la capacité en lits des internats gérés illégalement en Turquie dépasserait 150 000, alors que l'Etat ne dispose que de 50 000 places.

Le père d'Enes, Mehmet Kara, a déclaré qu'il n'engagerait aucune action en justice pour la mort de son fils. « *L'endroit où il a séjourné est géré par des gens bien. Je lui ai recommandé de rester là-bas. Je suis membre de cette communauté depuis vingt-cinq ans. Je n'ai vu aucun mal de leur part* », a-t-il dit. Enes Kara, lui, est devenu depuis le symbole d'une jeunesse en mal de reconnaissance et de modèles identitaires diversifiés.

Il y a là encore la photo d'une femme voilée, celles d'un paysan devant ses semences, d'un père tenant la main de sa fille piégée sous les décombres du tremblement terre du 6 février, le portrait aussi du jeune Ali Ismail Korkmaz, battu à mort dans la ville d'Eskeşehir pendant le mouvement de protestation de Gezi en 2013, et la militante transgenre Hande Kader. On l'appelait l'« icône de la communauté LGBT turque ». Elle a été brutalement assassinée le 8 août 2016. Son corps a été retrouvé entièrement brûlé. Hande s'était fait notamment connaître lors de la Marche des fiertés en 2015 à Istanbul lorsqu'elle s'était opposée aux forces de police.

Depuis, un « ordre de confidentialité » a été imposé sur l'enquête. On sait juste qu'une personne a été arrêtée, mais aucune autre information n'a filtré à ce jour. Rien. Un silence vertigineux que cette affiche de campagne de Kemal Kılıçdaroglu vient soudainement de briser. Comme tous les autres.

Nicolas Bourcier (Istanbul, correspondant)



## « Sept hivers à Téhéran » : la double peine d'une femme iranienne

Le documentaire de Steffi Niederzoll retrace le parcours de Reyhaneh Jabbari, condamnée à mort pour avoir poignardé son agresseur sexuel.

**E**n 2014, l'histoire de Reyhaneh Jabbari, condamnée à mort, à l'âge de 26 ans, pour avoir tué son agresseur qui tentait de la violer, a fait le tour du monde, tant elle est révélatrice de la double peine que subissent les femmes iraniennes, lorsqu'elles tentent de se défendre contre leur agresseur. Sélectionné à la Berlinale (*Perspektive Deutsches Kino*, Prix du meilleur film), *Sept hivers à Téhéran*, de la réalisatrice allemande Steffi Niederzoll, retrace le tragique parcours de cette jeune femme héroïque, qui trouva la force de soutenir ses codétenues et de militer pour l'amélioration des conditions de détention.

Née le 6 novembre 1987, Reyhaneh Jabbari a grandi à Téhéran, dans une famille ouverte, avec ses deux sœurs, sa mère, Shole Pakravan, et son père, Fereydoon Jabbari. Etudiante en informatique, elle travaillait à mi-temps comme décoratrice d'intérieur. En juillet 2007, Reyhaneh avait rendez-vous avec un client dans un appartement à rénover, mais il s'agissait d'un piège, et l'homme, Morteza Sarbandi, a tenté de la violer, lui expliquant qu'il ne servait à rien de crier, l'immeuble étant vide. Mais Reyhaneh Jabbari s'est emparé d'un couteau dans la cuisine et a poignardé son agresseur, lequel est mort peu de temps après. Morteza Sarbandi était en fait un ancien agent des services secrets.



Reyhaneh Jabbari dans « Sept hivers à Téhéran », documentaire de Steffi Niederzoll. MADE IN GERMANY/NOUR FILMS

La nuit suivante, Reyhaneh Jabbari fut arrêtée, passa plusieurs semaines sans contact avec sa famille ni avec un avocat, et se vit contrainte de faire de faux aveux, sous peine de voir l'une de ses sœurs arrêtée et torturée. Environ un an plus tard, elle fut condamnée à mort en vertu de la loi du talion permettant, en quelque sorte, à la famille de la victime de se venger.

### Récit à plusieurs voix

Au total, Reyhaneh Jabbari a été détenue pendant sept ans – dans la prison d'Evin, puis dans celle réservée aux femmes, de Shahr-e Rey, à Téhéran –, tandis que se mettait en place une intense mobilisation pour lui venir en aide. En vain : Reyhaneh Jabbari fut exécutée le

25 octobre 2014, et l'une des dernières images du film montre le visage de sa mère, ce jour-là, dans sa voiture garée devant la prison, espérant jusqu'au bout que sa fille serait épargnée.

C'est d'ailleurs en découvrant cette vidéo poignante, grâce à un ami iranien, que la réalisatrice a fait connaissance avec des proches de Reyhaneh Jabbari. Entre-temps, la mère de Reyhaneh, qui risquait la prison en Iran pour avoir dénoncé publiquement la peine de mort, ainsi que ses deux filles se sont installées en Allemagne, ce qui a permis à Steffi Niederzoll de les rencontrer. Seul le père, qui n'a pu obtenir un passeport, vit toujours en Iran.

Le film, foisonnant et concis,

construit un récit à plusieurs voix, avec les témoignages des parents, des deux sœurs, de l'avocat, d'une ancienne détenue que Reyhaneh Jabbari avait prise sous son aile, etc. Ces entretiens rendent intelligible la terrible machinerie que déployèrent les autorités pour charger la jeune femme – qui fut accusée de relations illicites hors mariage, sans rapport sexuel –, tout en refusant d'entendre sa version des faits. Au mieux, on lui fit comprendre qu'elle aurait dû se laisser violer, puis déposer une plainte.

Reyhaneh est incarnée par quelques images d'archives, mais aussi par sa voix que sa mère avait réussi parfois à enregistrer, après son arrestation, ainsi que par la voix de l'actrice iranienne [Zar Amir Ebrahimi](#), réfugiée en France. Fabriqué en Allemagne, ce documentaire crée les décors manquants : une maquette du tribunal où se déroula le procès, une autre du dortoir de la prison, avec ses rangées de triples lits superposés. Il doit aussi beaucoup à des Iraniens « anonymes » – crédités au générique – qui ont filmé des lieux à Téhéran, notamment l'appartement où Reyhaneh Jabbari fut agressée.

Documentaire allemand, français de Steffi Niederzoll. Avec la voix de Zar Amir Ebrahimi (1 h 37).

## Gels des fonds iraniens par les Etats-Unis : la cour internationale de justice déboute l'Iran

La Cour internationale de justice a donné 24 mois à Téhéran et Washington pour trouver en compromis ouvrant la voie à une indemnisation des entreprises et des particuliers touchés par le gel des fonds iraniens par les Américains.

La plus haute juridiction de l'ONU a rejeté jeudi la demande de l'Iran de débloquent près de 2 milliards de dollars d'actifs appartenant à sa banque centrale, gelés par les États-Unis en représailles à des attaques terroristes présumées.

La Cour internationale de justice (CIJ), qui siège à La Haye, a estimé qu'elle n'avait pas compétence sur cette requête.

La Cour a néanmoins jugé que Washington avait "violé" les droits de sociétés et ressortissants iraniens dont les avoirs ont également été gelés.

Washington et Téhéran ont chacun revendiqué une victoire à l'issue de l'énoncé de la décision de la CIJ.

Cela "montre encore une fois la légitimité des revendications de la République islamique d'Iran et le comportement illégal des États-Unis", a déclaré le ministère

iranien des affaires étrangères, dans un communiqué.

"Il s'agit d'une victoire majeure pour les États-Unis et les victimes du terrorisme parrainé par l'État iranien", a de son côté affirmé Rich Visek, conseiller juridique par intérim du département d'État américain, présent à l'audience à La Haye.

La justice américaine a déclaré en 2016 que les fonds saisis devaient servir à indemniser des Américains victimes, selon elle, d'attaques terroristes fomentées ou soutenues par la République islamiste.

Washington a notamment évoqué la mort de 241 soldats américains tués le 23 octobre 1983 dans deux attentats-suicide qui avaient frappé les contingents américain et français de la Force multinationale de sécurité à Beyrouth.

Téhéran nie toute responsabilité dans ces actions et soutient que la saisie par les États-Unis de ses actifs financiers est illégale.

Téhéran et Washington ont deux ans pour s'entendre

"La cour, par dix voix contre cinq, maintient l'exception d'incompétence soulevée par les États-Unis d'Amérique", a déclaré le juge de la CIJ, Kirill Gevorgian.

L'Iran a engagé la procédure en 2016, estimant que les fonds bloqués étaient cruciaux pour le pays, confronté à des difficultés économiques après les sanctions imposées par l'Occident à cause de son programme nucléaire.

L'Iran demandait la restitution de 1,75 milliard de dollars appartenant à la Banque centrale iranienne, ou Bank Markazi, plus les intérêts, plus les actifs appartenant aux ressortissants et aux entreprises iraniens. Mais la CIJ a statué que la banque centrale iranienne ne comptait pas comme une entreprise, contrairement à ce que soutenait Téhéran, et que seules les entreprises étaient protégées.

La Cour a toutefois estimé que "l'Iran a[vait] droit à une indemnisation pour le préjudice causé", a-t-elle déclaré.

La cour a donné aux deux pays 24 mois pour s'entendre sur l'indemnisation des entreprises et des particuliers touchés.

Ses jugements sont contraignants et sans appel mais la cour n'a aucun moyen de les faire respecter. Les pays peuvent cependant se tourner vers le Conseil de sécurité de l'ONU si un autre État n'obéit pas à une décision.

Le jugement intervient au milieu de nouvelles tensions entre les deux pays après les récentes frappes aériennes américaines ayant ciblé des groupes pro-iraniens en Syrie et le soutien de Téhéran à l'invasion russe en Ukraine.

La CIJ a été créée après la Seconde Guerre mondiale pour statuer sur les différends entre les États membres de l'ONU.

## Poutine pourrait se rendre en Turquie en avril, dit Erdogan

ANKARA (Reuters) - Le président turc Recep Tayyip Erdogan a déclaré mercredi que son homologue russe Vladimir Poutine pourrait se rendre en Turquie le 27 avril pour l'inauguration de la première centrale nucléaire du pays, construite par l'entreprise publique russe d'énergie nucléaire, Rosatom.

"Il y a peut-être une possibilité que M. Poutine vienne le 27 avril, ou alors nous pourrions mettre en place un accès à internet lors de la cérémonie d'inauguration", a dit Recep Tayyip Erdogan sur la chaîne de télévision privée ATV. La Turquie mettra en route la centrale nucléaire d'Akkuyu, située dans le sud de la Turquie, le

27 avril, a indiqué le président turc plus tôt mercredi.

Le Kremlin a démenti lundi les informations relayées par la presse turque selon lesquelles Vladimir Poutine prévoyait de se rendre en Turquie.

La construction de quatre réacteurs dans la ville d'Akkuyu, un

projet d'une valeur de 20 milliards de dollars (18,43 milliards d'euros) et d'une capacité de 4.800 mégawatts, permettra à la Turquie de rejoindre les nations disposant de l'énergie nucléaire civile.

(Reportage Huseyin Hayatsever; version française Camille Raynaud)



30/03/2023

## Biden nominates a Kurdish-American career diplomat as envoy to Egypt, says White House

Prior to the nomination, Mrs. Bajalan was the US ambassador to Bulgaria.

**ERBIL (Kurdistan 24)** – US President Biden has nominated Herro Mustafa Bajalan, a Kurdish-American career diplomat, as the country's ambassador to Egypt, the White House announced on Wednesday.

Prior to the nomination, Mrs. Bajalan was the US ambassador to Bulgaria.

"President Joe Biden announced his intent to nominate Herro Mustafa Garg to serve as Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary to the Arab Republic of Egypt," the White

House wrote in a statement. She had previously served as deputy chief of mission in Portugal and as Political Minister Counselor at the U.S. Embassy in New Delhi, India.

Born in Iraq's Kurdistan Region in 1973, Mrs. Bajalan fled the Kurdish region with her family after the former Ba'athist regime launched a deadly offensive in the north. Staying for a while in Iran, she later migrated to North Dakota in the US.

Her father was a Kurdish political activist and an opponent of

the former Iraqi authoritarian regime of Saddam Hussein.

"Being an immigrant refugee, you start with nothing," she once told a group of students. "But it has taught me to set your aims high, achieve them and then aim even higher."

Herro Mustafa (right) with then-US Vice-President Joe Biden (middle) and her father (left) in Erbil, Kurdistan Region, September 2010. (Photo: Submitted to Kurdistan 24)

As a polyglot, the diplomat speaks seven languages, in-

cluding Kurdish, Arabic, Farsi, Greek, Hindi, Bulgarian, and Portuguese.

She holds a Bachelor's from Georgetown University's School of Foreign Service and a Master's from Princeton University.

In Washington DC, she served as an adviser to the then-US Vice-President, Joe Biden, from 2009 to 2011, providing counsel on issues related to the Middle East, and south and central Asia.



Étienne Cherchour  
30/03/2023

## Iran : les femmes et les minorités n'ont jamais été autant en danger

**D**ans son nouveau rapport annuel, Amnesty International alerte sur la situation des Iraniennes, premières victimes de la violente répression du mouvement social né à l'automne 2022.

Dans son nouveau rapport publié le 28 mars, Amnesty International alerte sur la répression des manifestations à la suite de la mort de Mahsa Amini en Iran, qui a coûté la vie à au moins 510 femmes et hommes à travers l'Iran. L'ONG de protection des droits humains relève que de nombreuses Iraniennes ont été arrêtées arbitrairement et victimes de sévices.

Parmi elles, Armita Abbasi, militante féministe de 21 ans em-

prisonnée, violée et torturée par la police, selon les informations de France24, ou Hadis Nafaji, 20 ans, tuée par balles par la police en septembre, comme l'a révélé Amnesty le 23 septembre. Ces deux jeunes femmes ont incarné de nouveaux symboles de la lutte des Iraniennes, leurs noms et leurs images étant reprises par des opposants au régime à l'international.

La violence, signe d'une fuite en avant du régime

L'ONG souligne qu'aucun membre des forces de sécurité accusé d'exactions n'a fait l'objet d'enquête sur les « exécutions extrajudiciaires, les homicides illégaux, les actes de torture et les violations graves des droits

humains » durant la répression. Une impunité qui prend racine au plus profond du système carcéral iranien, selon l'ancienne détenue Ana Diamond, interrogée par la BBC. Les prisons sont le théâtre de violences sexuelles et de mauvais traitements.

Le cas de Nika Shakarami, jeune lycéenne de 16 ans, en est un exemple marquant. Après avoir disparu pendant dix jours à la fin du mois de septembre 2022, elle aurait été incarcérée à la prison d'Evin, à Téhéran, relate la BBC, avant que son corps ne soit rendu à sa famille sans explications. Bien que l'autopsie ait révélé de multiples fractures, la police a exclu toute responsabilité. Mohammad Shahriari, procu-

reur adjoint de Téhéran, a expliqué que cette mort « n'avait rien à voir avec les récents troubles ».

Selon Nassim Papayianni, responsable de la campagne Iran pour Amnesty International, un grand nombre de femmes subissent, encore aujourd'hui, des actes de torture physique et morale, des conditions de détentions illégales et n'ont pas eu accès à des soins médicaux élémentaires. Des propos corroborés par des détenues incarcérées à la prison d'Evin, dont l'avocate Nargess Mohammadi dans une tribune publiée sur Instagram le 4 février.

Au-delà de la répression, la loi iranienne contraint énormément la place des femmes dans la



société. Les jeunes filles peuvent être mariées dès 13 ans, voire plus jeunes, sur approbation du père. Le viol conjugal et les violences domestiques ne sont pas reconnus par le droit iranien. « La situation pour les femmes en Iran est extrêmement grave, nous avons fait face à une répression militarisée et meurtrière du mouvement de la jeunesse », explique Nassim Papayianni.

Les minorités, autres victimes du régime

Les femmes ne sont pas les seules victimes des autorités, c'est aussi le cas des minorités ethniques à travers le pays. Le décès de Mahsa Amini, le 16 septembre 2022, aux mains de la police, a déclenché un soulèvement dans les régions ethniques à fortes minorités non perses : Kurdes, Azéris et Baloutches, ces trois ethnies

représentent près de 30 % des 85 millions d'habitants du pays. Amnesty International dénonce la violence des forces paramilitaires de l'État – comme les Basijis – à l'encontre des minorités ethniques au Kurdistan, en Azerbaïdjan oriental et au Baloutchistan.

Les personnes LGBTI sont enfin fortement touchées par la répression des libertés. Les relations entre personnes de même

sexe sont criminalisées en Iran et passibles de la peine de mort. « Les personnes LGBTI sont extrêmement isolées. Elles n'ont d'appui ni par leur famille, ni par le corps médical. Elles sont en danger car on peut leur imposer des thérapies de conversion voire de la chirurgie sexuelle pour, dit-on les normaliser et les rendre à leur père », alerte la responsable d'Amnesty en Iran.

Le Monde

Nicolas Bourcier  
30/03/2023

## En Turquie, le président Erdogan en difficulté sur plusieurs fronts à six semaines des élections

Le séisme et la crise économique ont entamé la popularité du chef de l'Etat, avant les élections présidentielle et législatives du 14 mai. Sur la scène internationale, sa politique d'équilibriste face aux Etats-Unis et à la Russie semble atteindre ses limites.

Quelque chose est en train de changer en Turquie. Quelque chose qui n'est pas, ou pas encore, la fin des vingt ans de règne de Recep Tayyip Erdogan, qui n'est pas non plus la nature du régime politique devenu de plus en plus autoritaire, mais qui définit déjà le climat dans lequel se déroule la vie publique du pays. A l'approche d'élections cruciales, présidentielle et législatives, le 14 mai, la machine de l'Etat semble peiner à se mettre en mouvement, freinée par la lourdeur de ses contraintes autant que par une opposition requinquée. Freinée aussi par l'étroitesse de ses marges de manœuvre, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de ses frontières.

Frappé par la catastrophe du tremblement de terre du 6 février, par une crise financière qui n'en finit pas et par un manque de liquidités étrangères, le pouvoir du président Erdogan et de son Parti de la justice et du développement (AKP) enregistre, jour après jour, des résultats en net recul dans les enquêtes d'opinion.



Le président turc, lors de son discours devant les membres de son parti (AKP), au Parlement, à Ankara, le 29 mars 2023. ADEM ALTAN / AFP

Depuis le séisme, les sondages donnent quasi unanimement une même tendance favorable à une alternance politique, où le candidat de l'opposition, Kemal Kılıçdaroglu, devance de 3 à 6 points le chef de l'Etat, voire l'emporterait dès le premier tour. Chose inimaginable il y a encore à peine deux mois. « Le tremblement de terre a changé la donne, affirme le po-

litiste Berk Esen, professeur à l'université Sabanci, à Istanbul, parce qu'il a consolidé le soutien à Kılıçdaroglu et démontré l'incompétence du gouvernement. »

Mais ce n'est pas tout. Cette catastrophe est, selon l'essayiste et économiste Mehmet Altan, « un événement charnière dans notre histoire ».

« Elle a révélé aux yeux du monde le pouvoir turc tel qu'il est, c'est-à-dire l'autorité d'un seul homme, n'agissant que pour sa propre survie à la tête du pays, souligne-t-il. Vu le résultat, la politique d'équilibriste du président semble avoir atteint ses limites, tant en Turquie que sur la scène internationale. »

### Une « neutralité prorusse »

En quelques semaines, le chef de l'Etat a vu s'accumuler les nuages. D'abord avec les Etats-Unis et la visite du secrétaire d'Etat, Antony Blinken, à Ankara, le 20 février. Peu d'éléments ont filtré lors de la rencontre avec son homologue turc, Mevlüt Çavuşoglu, mais on a appris, quinze jours plus tard, que la Turquie avait subitement cessé tout transit ou acheminement vers la Russie de biens et de marchandises soumis aux sanctions contre la Russie. Une décision prise sans communiqué officiel ni déclaration des autorités. L'annoncer serait « admettre une part de culpabilité », a expliqué au journal russe *Izvestia*, le 10 mars, un logisticien du commerce maritime.

Mises en garde à de nombreuses reprises par Washington et les Européens, les autorités turques avaient jusqu'à cette date fait la sourde oreille et profité à plein de l'extension du commerce avec la Russie depuis le début de la guerre en Ukraine, le 24 février 2022. La valeur des échanges de marchandises entre les deux pays a augmenté de près de 200 % en un an. Dès le premier jour de l'agression, la Turquie avait condamné l'attitude de Moscou, appelé Vladimir Poutine à quitter la Crimée, mais, tout en étant membre de l'OTAN, n'avait appliqué aucune sanction économique contre la Russie. Une façon pour M. Erdogan de rester dans une sorte de zone grise, en conformité avec sa « *neutralité prorusse* », selon les mots d'un diplomate occidental à Ankara. Jusqu'à ce mois de février.

Peu avant la visite d'Antony Blinken, la Maison Blanche avait dépêché sur place le sous-secrétaire au Trésor pour le terrorisme et le renseignement financier, Brian Nelson, pour inciter le gouvernement turc à se conformer plus strictement aux sanctions internationales. Les pressions en coulisse ont redoublé. Un haut responsable du Pentagone serait même venu à Ankara pour signifier en substance, selon plusieurs sources, à ses interlocuteurs turcs de rentrer dans le rang, au risque d'être traduit devant des cours internationales.

**« Il sait qu'il aura un besoin vital d'argent »**

Mieux, le 14 mars, des sites spécialisés annoncent que la Turquie vient d'interrompre, là encore subitement, la fourniture de carburant et de services connexes aux avions russes. La décision a été prise confor-

mément à la lettre du département américain du commerce, qui explique que ces opérations sont interdites pour les avions privés, cargo et commerciaux contenant plus de 25 % de matières premières d'origine américaine s'ils sont destinés à la Russie et à la Biélorussie. Tous les avions Airbus et Boeing des compagnies russes sont concernés.

Ce même jour, autre surprise de taille, dans un article du quotidien *Milliyet*, le patron d'Aselsan Elektronik Sanayi, la fine fleur de l'industrie militaire turque, Haluk Görgün, annonce que la Turquie n'a pas besoin des missiles russes S-400 et que son groupe fabrique un « *système de défense aérien* ». De quoi, évidemment, ravir Washington. Depuis l'acquisition, en 2019, de ces missiles antiaériens russes, conçus à l'origine pour détruire les avions de l'OTAN, Ankara s'était considérablement démarqué de l'Alliance, créant une situation hors norme au sein de l'organisation. Son retour accéléré dans le giron atlantiste, après le déclenchement de la guerre en Ukraine, avait suscité quelques soulagements.

La bascule est presque complète, les signaux, en tout, cas sont clairs. Le président turc cherche les bonnes grâces des Occidentaux. « *Il sait qu'il aura un besoin vital d'argent et du soutien des Américains et des Européens dans un futur proche, ne serait-ce que pour la zone sinistrée du séisme* », souligne le haut diplomate en poste dans la capitale turque.

Autre concession, [M. Erdogan annonce soutenir l'adhésion de la Finlande au traité transatlantique](#). Certes, le président turc s'oppose toujours à l'entrée de la Suède, mais, après des mois

de blocages et de tractations, le geste du chef de l'Etat se veut un message fort auprès de la communauté internationale. En écho, plusieurs capitales européennes, dont Athènes, font état d'un adoucissement dans le verbe des dirigeants turcs sur certains sujets sensibles.

**« C'est un échec sur toute la ligne »**

A Moscou, un tout autre son de cloche se fait entendre. En visite au Kremlin, le 15 mars, le dirigeant syrien, Bachar Al-Assad, s'est montré une nouvelle fois inflexible à l'idée d'une rencontre avec M. Erdogan avant les élections du 14 mai, une demande expresse de l'entourage du président turc. Ce refus n'est pas une surprise, le dictateur syrien conditionne toute rencontre avec le dirigeant d'Ankara au retrait des troupes turques stationnées dans le nord du pays. « *L'objectif d'Erdogan est sa réélection, nous, c'est la paix*, déclare alors Bachar Al-Assad. *S'il veut un compromis avec nous, il doit retirer ses soldats du nord du pays et stopper son soutien aux terroristes* [les factions anti-Assad]. »

Certains analystes relèvent un manque d'engagement de la part de Vladimir Poutine dans ce processus de réconciliation entre les deux dirigeants, qu'il a pourtant appelé de ses vœux à plusieurs reprises. « *Poutine n'est plus sûr de la victoire d'Erdogan aux élections, il n'a donc plus besoin de faire pression sur Assad pour les besoins d'Ankara*, affirme Fehim Tastekin, expert de longue date du Moyen-Orient et journaliste à *Gazete Duvar*. *Poutine prend également en compte le fait qu'Erdogan manœuvre auprès de l'OTAN, de Bruxelles et de*

*Washington, tout en l'ignorant. Après son revirement vis-à-vis de Damas, Erdogan comptait sur les pressions de Moscou. C'est un échec sur toute la ligne.* » La réunion des 15 et 16 mars, qui devait réunir les secrétaires d'Etat adjoints aux affaires étrangères iranien, russe, syrien et turc, a été annulée.

Certes, le 18 mars, grâce à la médiation turque, Moscou a donné son feu vert à l'extension de l'accord sur l'exportation de céréales d'Ukraine, signé pour la première fois en juillet 2022. Mais, cette fois, Vladimir Poutine n'a accordé qu'une prolongation de soixante jours, au lieu des cent vingt demandés par Ankara. Deux jours plus tard, Dmitri Peskov, le porte-parole du Kremlin, annonçait que le projet de centre gazier en Turquie allait prendre du retard. « *Le projet est complexe* », a-t-il dit, ajoutant que la Turquie avait, avec le tremblement de terre et ses suites, « *d'autres priorités pour le moment* ».

Pour M. Altan, le président turc se trouve aujourd'hui dans une double impasse. « *En restant trop proche de la Russie, Erdogan a perdu la confiance des démocraties et du monde occidental. La Russie, elle, s'est durcie lorsqu'il a voulu se rapprocher de l'Occident. En voulant appuyer sur toutes les touches du clavier en même temps, pour reprendre une expression turque, il s'est lui-même brûlé les doigts.* » L'un des plus grands talents de M. Erdogan a toujours été sa capacité à transformer les crises en opportunités. A moins d'un mois et demi d'un scrutin décisif, le dirigeant turc aura fort à faire pour retrouver toute sa dextérité.

Nicolas Bourcier (Istanbul, correspondant)



## Kirkuk Minute 03 30, 2023

*A weekly brief of events and news occurred in the disputed territories.*

### Kirkuk

On March 24, hundreds of [Kurdish and Turkmen](#) farmers who are natives of Topzawa and Tarkalan demonstrated against the Ministry of Defense and the Kirkuk Municipality's attempts to occupy their land. The land ownership in the villages of Topzawa and Tarkalan belongs to the Kurds and Turkmen. These lands were confiscated from their original owners by the Ba'ath regime in 1975 and became the property of the Ministries of Defense and Municipalities. On December 14, 2022, the Council of Ministers issued a decree (320), which changed the type of agricultural land to residential, provided that the ownership of the land returned to government ministries. The decision, which applies to the whole of Iraq, includes the villages of Topzawa and Tarkalan, as the lands of the two villages during the Ba'ath regime, became the property of the Ministries of Defense and Municipalities. The federal government's decision is contrary to Article 140 of the constitution, which refers to the return of properties to their original owners. Additionally, in 2012 the Iraqi Council of Ministers Decision No. 29 decided to return all the land to their owners, but the decree was not implemented. The demonstration of Kurdish and Turkmen farmers came after the Ministry of Defense revealed plans to build a residential community for army officers on the lands.

On March 27, the Iraqi parliament approved the law on provincial council [elections](#)

[scheduled](#) for November 6. Article 37 was enacted under pressure from [Sunni and Shiite Arabs and Turkish](#) backed Turkmen politicians, granting Kirkuk a special status and depriving nearly 100,000 Kurds of the right to vote. The Article puts the current administrative boundaries of Kirkuk as a condition for voting rights, depriving Kirkuki Kurds living in several districts and subdistricts that is part of the province but suffered administrative changes by the former Iraqi regime. Moreover, since those districts remain under the disputed territories, voters will also be deprived to vote within their own new administrative map. The non-Kurdish parties considered the passing of the law as a victory while the Kurds were divided into two opinions. The law will also grant the right of voting for nearly 150,000 Arab settlers, brought by the former regime during the Arabization campaign. Few Kurdish groups are considering appealing the law at the supreme court.

On March 29, security forces raided Khan Khurma market (Kirkuk warehouse) at the request of the Kirkuk municipality and closed the market. The move of the Kirkuk Municipality forced the business owners to vacate their shops and move to the new warehouse without compensation or providing them with free space in the new location. This move led to a demonstration by traders and later moved to the front of the Kirkuk municipality building. According to the protesters, their shops will be taken away

from the current location without compensation, and each shop will be sold for \$90,000 in the new warehouse. After no one listened to their demands, the demonstrators set up tents in front of the municipal building and went on strike until their demands were implemented.

The International Chamber of Commerce [ruled in Baghdad's favor](#) regarding the Iraqi government's lawsuit targeting the Kurdistan Regional Government's (KRG) independent oil exports. The ruling also suspended Kirkuk's oil exports from March 25. The Iraqi government exports about 100,000 barrels of oil daily from the Kirkuk fields to the world markets via the Ceyhan pipeline.

On March 30, Iraqi Interior Minister Abdul Amir Shammari arrived at Kirkuk airport led by a high-level delegation. The Interior Minister was accompanied by the head of the intelligence agency, the director of ports and customs and the head of civil aviation. A high-level meeting was held at Kirkuk airport with the participation of the Kirkuk police director, the commander of operations and the governor of Kirkuk. According to the Interior Ministry, the purpose of the visit was to closely investigate the problems of Kirkuk airport and remove obstacles to the development of the airport. After nearly six months of opening, Kirkuk airport is facing the possibility of closure due to poor security quality and lack of international flights.

### Khanaqin

Four years later, the Balwand Dam in Khanaqin has overflowed again. The Alwand Dam Administration said in a statement in March that due to the recent wave of rains, the Balwand Dam has overflowed for the first time. Alwand Dam has a storage capacity of 38 million cubic meters of water. Between 2020 and 2022, the water level in the Dam had dropped by 90 percent due to drought and the cutting off of the water sources from Iran.

### Tuz Khurmatu

The provincial council elections law introduced a single-circuit system, undermining the Kurdish share in Salahaddin province. In a multi-circuit system, the Kurds could potentially secure 2 to 3 seats in the Salahaddin provincial council, but in the current single-circuit system, at best, the Kurds could win one seat. This is due to the Kurdish minority in the entire province of Salahaddin.

### Shengal (Sinjar)

On March 27, the Iraqi Ministry of Health announced the recovery of 30 bodies of Yazidi genocide victims from a mass grave. According to the statement, the forensic physician, in coordination with the mass grave excavation team, 30 bodies were recovered from four mass graves. The four graves are located in Hamadan village in Sinjar district.



## OTAN : la frustration des Etats-Unis face à la Turquie

Ankara n'a pas été convié au sommet pour la démocratie organisé par Joe Biden. Une décision liée davantage à son positionnement géopolitique qu'aux violations des droits de l'homme par Ankara. [Read in English](#)

« Une tente extraordinairement large » : c'est ainsi qu'un responsable de la Maison Blanche a présenté le deuxième sommet pour la démocratie, organisé en partie en ligne les 29 et 30 mars. Le précédent avait eu lieu [en décembre 2021](#), concrétisant un engagement de campagne de Joe Biden. Depuis, la guerre en Ukraine a permis aux alliés occidentaux de se compter et de serrer les rangs, clamant la force de leurs valeurs libérales et du droit international, contestés par les Etats comme la Chine, la Russie ou l'Iran. Mais cette ligne de partage n'est pas toujours limpide. La Turquie démontre qu'il existe, pour le moins, des alliés très contrariants. Une nouvelle fois, elle n'est pas conviée sous cette « tente » de la démocratie.

La seule lecture du rapport annuel sur les droits de l'homme dans le monde, publié récemment par le département d'Etat, suffit à justifier cette décision. [Le ministère y consacre des pages aussi factuelles que sévères à la Turquie](#). Surveillance, justice sous influence, arrestations arbitraires, disparitions, tortures, assassinats, souvent sous couvert de lutte antiterroriste : un tableau sombre, qui pourtant ne se reflète guère, publiquement, dans la stratégie américaine vis-à-vis d'Ankara.

« La non-invitation de la Turquie au sommet est plus liée à la géopolitique et au poids déclinant du pays dans la stratégie diplomatique américaine qu'aux droits de l'homme et à la démocratie, estime Gönül Tol, directrice du centre d'études turques au Middle East Institute. L'intérêt américain pour le Moyen-Orient a décliné, et Er-

dogan conduit une politique trop imprévisible. »

### Normalisation avec la Syrie

Les Etats-Unis sont engagés avec la Turquie dans une diplomatie à dents serrées. Il s'agit de ravalier une frustration, croissante depuis des années, face à cet allié au sein de l'OTAN, incontournable sur le flanc sud de l'Alliance mais diversifiant ses relations d'intérêts avec des régimes de toutes natures. Un allié qui n'en donne pas toutes les garanties, bloquant l'accession de la Suède (et jusqu'à récemment celle de la Finlande) à l'OTAN et servant de plate-forme à la Russie pour contourner une bonne partie des sanctions occidentales prises à son encontre.

En sens inverse, Ankara continue de dénoncer le soutien américain aux combattants kurdes de Syrie (YPG) – liés au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) –, qu'ils veulent empêcher de consolider une zone autonome dans le nord du pays. Recep Tayyip Erdogan est engagé dans un effort de normalisation bilatérale avec son homologue syrien Bachar Al-Assad, avec la médiation du Kremlin. Un double motif de contrariété pour Washington.

Joe Biden et Recep Tayyip Erdogan se sont vus à la mi-novembre 2022, en marge du sommet du G20. Le 18 janvier, Antony Blinken a reçu au département d'Etat son collègue turc Mevlüt Çavuşoğlu. Le 14 mars, le conseiller à la sécurité nationale, Jake Sullivan, a accueilli son homologue Ibrahim Kalin, pour évoquer la prolongation de l'accord sur l'exportation des céréales ukrai-

niennes. Les contacts officiels existent. Mais depuis l'entrée de Joe Biden à la Maison Blanche, l'administration reporte, autant que possible, une franche explication en place publique.

« Il y a une sorte de tétanisation des démocraties face à cet autocrate tonitruant qui a énormément de leviers de pression », Marc Pierini, expert de la Turquie pour le centre de réflexion Carnegie Europe

« Les Américains n'ont pas envie d'en parler, ou alors de façon très évasive, note Marc Pierini, ancien diplomate européen et expert de la Turquie pour le centre de réflexion Carnegie Europe. On considère, comme en Europe, qu'Erdogan habite désormais sur une autre planète. Si on le prend à partie, il risque d'exploiter cela à des fins électorales, lors des prochains scrutins [présidentiel et législatif, le 14 mai]. L'attentisme américain et européen se résume ainsi : attendons de voir s'il survit aux urnes. Il y a une sorte de tétanisation des démocraties face à cet autocrate tonitruant qui a énormément de leviers pour faire pression. »

« Les Américains n'ont pas anticipé le problème turc, déléguant la question au secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, souligne un diplomate européen. Ils n'ont pas vu non plus la convergence entre Erdogan et le premier ministre hongrois, Viktor Orban. »

Toutefois, Marc Pierini relève un certain nombre de limites à l'instrumentalisation de cette politique étrangère. Ankara a renoué un dialogue diplomatique avec la Grèce, qui fut d'ailleurs l'un des premiers pays

à envoyer [de l'aide après le tremblement de terre dévastateur, début février](#). Concernant le contournement des sanctions contre la Russie, il existe un risque de sanctions secondaires américaines, pouvant frapper la Turquie. Les 2 et 3 février, Brian Nelson, le sous-secrétaire au Trésor pour le terrorisme et le renseignement financier, s'est rendu à Ankara pour évoquer ce sujet délicat. Mais toujours aucune pression publique.

### Crise économique majeure

Pourtant, à l'automne, Washington avait, pour une fois, rappelé la Turquie à l'ordre. Début octobre, cinq banques turques avaient accepté de suspendre leur participation au système russe de paiements Mir, conçu comme une alternative aux circuits traditionnels dominés par le dollar américain. Le Trésor, à Washington, avait émis de nouvelles sanctions contre les représentants de Mir, menaçant aussi les acteurs tiers susceptibles de participer à ce système. Ankara avait compris le message et reculé. La crise économique majeure plus les conséquences du séisme invitent à bien calculer les manœuvres diplomatiques. La livre turque s'est dépréciée de 28 % par rapport au dollar en 2022, après une chute de 48 % en 2021.

« Erdogan cherche à dénouer les tensions avec l'Occident, il est prêt à serrer toutes les mains, même celle du président égyptien Sissi, assure Gönül Tol. Il a trop de problèmes intérieurs pour se permettre une politique étrangère confrontationnelle. » Pourtant, il reste un sujet de blocage majeur, que l'administration Biden es-

père secrètement lever après les élections turques : l'accession de la Suède à l'OTAN. Erdogan, qui a annoncé la ratification prochaine de la candidature finlandaise, s'oppose à celle déposée par Stockholm, imposant aux Occidentaux une distinction entre les deux pays. Une forme d'humiliation pour les Etats-Unis.

### Opposition à la vente de F-16

Cet enjeu géopolitique majeur s'ajoute à d'autres sujets de tension bilatéraux. Tel le sort de Fethullah Gülen, réfugié aux Etats-Unis depuis 1999, qu'Ankara accuse d'avoir fomenté de loin la tentative de coup

d'Etat de 2016. En outre, la Cour suprême américaine a accepté d'examiner le recours de la Halkbank, établissement bancaire turc détenu à majorité par le gouvernement. **Il est suspecté de fraudes et blanchiment pour avoir aidé l'Iran** à contourner les sanctions économiques et à transférer 20 milliards de dollars (18 milliards d'euros) de recettes sur ses ventes de pétrole et de gaz. Au cœur de la dispute juridique se trouve le statut de la banque, la possibilité de la distinguer de l'Etat turc ou pas. L'idée d'une justice indépendante ne va pas de soi pour Ankara.

L'incompréhension domine aussi dans le domaine de l'ar-

gement. Le 2 février, 29 sénateurs des deux bords politiques ont adressé une lettre à Joe Biden, établissant noir sur blanc un lien, qui était déjà dans l'esprit de tous, entre la livraison espérée par Ankara d'avions de chasse F-16 américains et la levée du blocage turc dans l'élargissement de l'OTAN. « Une fois que les protocoles d'accession auront été ratifiés par la Turquie, le Congrès pourra envisager la vente des avions de chasse F-16. Toutefois, un refus d'agir en ce sens remettrait en question la vente en cours », avertissent les sénateurs.

« La Turquie bénéficiait d'un contexte géostratégique favo-

nable au début de la guerre en Ukraine, mais elle s'est tiré une balle dans le pied, souligne Alper Coskun, ancien diplomate et aujourd'hui expert au centre de réflexion Carnegie à Washington. *Des figures du Sénat américain comme Robert Menendez [New Jersey] ne changeront pas d'avis dans leur opposition au contrat des F-16, et Joe Biden ne gaspillera pas son capital politique pour surmonter cette opposition, à moins qu'après les élections, Ankara ne fasse des gestes significatifs concernant la Suède. »*

Piotr Smolar (Washington, correspondant)



Léa Masseguin,  
François-Xavier Gomez  
30 mars 2023

« Femme, vie, liberté »

## Où en est la révolte en Iran ? « Un feu qui couve sous les cendres »

Brutalement réprimées, les manifestations consécutives à la mort de Mahsa «Jina» Amini, arrêtée par la police des mœurs en 2022, se font de plus en plus rares. Mais la protestation perdure et se réinvente.

Les dernières images postées par le photographe Alireza Khatibi sur son compte Instagram montrent un groupe mixte de jeunes gens déambulant dans les ruelles ombragées du centre de Téhéran. Un air de liberté souffle sur ce quartier proche de l'université, riche en galeries d'art et petits salons de thé : les jeunes filles ont les cheveux au vent, à l'exception d'une seule qui porte, de façon assez relâchée, un foulard sur la tête. Le code vestimentaire strict qui impose aux femmes le port du hijab est pourtant toujours en vigueur. Le printemps est là, l'air est doux, la jeunesse est souriante. Ce nouvel Iran issu de la «révolution Jina» est entré, le 21 mars, dans l'année 1402.

En un an, le paysage a radicalement changé. La société a montré sa capacité de réaction face à un épisode tragique de violence institutionnelle contre les femmes : la mort des suites d'une garde à vue, le 16 septembre, de Mahsa «Jina» Amini, étudiante de 22 ans, arrêtée par la police des mœurs pour «tenue inappropriée». Aux nombreuses manifestations à travers le pays, le régime religieux ultraconservateur a répondu par une vague de répression qui a provoqué des centaines de morts.

Les vacances du «norouz» (nouvel an, mais littéralement «nouveau jour» en persan) ont commencé par la fête du feu, le 20 mars, et s'achèveront le 2 avril par le traditionnel Sizdah

Bedar, le pique-nique où chaque famille réunie forme des vœux de paix, de santé et de prospérité. Comment les Iraniennes et les Iraniens envisagent-ils l'année qui s'ouvre, quelles sont leurs craintes et leurs aspirations ? Libération a contacté, via des réseaux sociaux sécurisés, des citoyens iraniens qui ont fait part de leur état d'esprit plus six mois après le début de la révolte. Leurs réponses sont publiées sous couvert d'anonymat, avec des prénoms fictifs.

La plupart des interlocuteurs s'accordent sur un point : si la féroce répression a mis un terme aux défilés de rue, la résistance est partout présente. Des slogans tels que «mort au dictateur» (le président Ebrahim

Raïssi, élu en 2021) résonnent à la nuit tombée. Au petit matin, des graffitis tracés à la hâte ornent les murs, tel celui que montre le compte Twitter Lettres de Téhéran : «Nous redescendons dans les rues.»

Quartier d'Ekbatan à Téhéran : « Nous redescendrons dans les rues. » [pic.twitter.com/e9SgNMqqK8](https://pic.twitter.com/e9SgNMqqK8)— lettres de Teheran (@Lettres-Teheran) March 26, 2023

«Il y a toujours cette vraie colère, la détermination est encore là, raconte Daria, la trentaine. C'est comme un feu qui couve sous les cendres.» Elle a participé activement aux manifestations, distribué des tracts, et dit attendre «les prochaines occasions» pour exprimer son

opinion. Ehsan, la quarantaine, juge que «ces six derniers mois, de nombreuses conditions ont changé, la vie n'est plus la même». Lui aussi a pris part à la contestation, et il en a payé le prix fort : plusieurs semaines de détention, des tortures et, dernièrement, une condamnation à plusieurs années de réclusion, qu'il purgera après épuisement de son dernier recours.

Son cas n'est pas unique : il fait partie de ceux qui ont «un pied en prison et un pied au tribunal», résume-t-il. Selon lui, «les jeunes poursuivent la lutte» mais le reste de la société a du mal à suivre. «Il existe une «couche grise» qui ne s'engage pas, je suis en colère contre ces gens-là.»

Fahrshid, enseignant, la trentaine, déplore lui aussi le silence d'une majorité de la population, mais reste optimiste. «La situation en Iran est très favorable à la révolution féminine», dit-il, et il suffit de se promener dans la rue pour s'en convaincre : l'absence du hijab est désormais courante. «J'ai beaucoup d'espoir pour un changement imminent.»

Des bouleversements majeurs dans les mois qui viennent sont évoqués par plusieurs interlocuteurs. «Quand un père est cruel vis-à-vis de son enfant, que se passe-t-il ?» interroge Hooman. L'ingénieur quinquagénaire répond dans la foulée : «L'Etat islamique se dirige vers l'effondrement.» Lui s'oppose à «la république islamique depuis le début de la révolution en février 1979» et souligne : «Avec ma famille, nous avons toujours souffert de ce régime,



Extrait du projet «Woman, Life, Freedom», lauréat du World Press Photo, réalisé par Hossein Fatemi avec les images de 10 photographes anonymes. (Anonyme)

et encore plus depuis que l'Iran a abattu le Boeing 737 entre Téhéran et Kyiv», le 8 janvier 2020. Hooman a participé aux mobilisations de l'automne, «le cœur saignant», et le refera dès que les conditions le permettront.

Hediyeh, mère de famille de Téhéran, préfère insister sur «la situation qui s'aggrave avec la hausse des prix endémique». «Nous n'avons aucune sécurité», déplore-t-elle, mais elle constate que «la désobéissance civile continue», et dit garder «bon espoir».

#### « Jamais senti aussi bien »

Jahangir, travailleur indépendant féru de poésie classique persane, est persuadé d'être «le témoin de la naissance d'un nouvel Iran sur les cendres du règne du clergé, la bataille finale entre le dieu arc-en-ciel [celui de la diversité, ndlr] et le dieu impitoyable» des dernières dé-

cennies. Pour lui, la révolution Jina n'a pas été une brusque prise de conscience, «c'est le produit d'un long processus et d'une transformation fondamentale née d'une faille sociale.» «Je ne me suis jamais senti aussi bien au cours des 42 dernières années» écrit-il à Libération, avec une pointe d'ironie : c'est un jeune trentenaire. «Même si je redoute de perdre des proches, conclut-il, mon humeur actuelle est à fredonner des chansons dans ma tête.»

Le rapporteur spécial de l'ONU sur l'Iran, Javād Rehmān, a choisi le jour du nouvel an persan, le 21 mars, pour remettre un rapport au Conseil des droits de l'homme des Nations unies à Genève. «L'ampleur et la gravité des violations commises par les autorités iraniennes, en particulier depuis la mort de Mme Amīni, laissent présager que des crimes internationaux ont été commis, notamment les crimes contre l'humanité que

sont le meurtre, l'emprisonnement, les disparitions forcées, la torture, le viol et la violence sexuelle», a dénoncé l'expert, évoquant au moins 527 personnes tuées, dont 71 enfants, et de centaines de blessés graves.

La reprise de la contestation en Iran se heurte à cette réalité de la répression. Les manifestants risquent leur vie : au moins quatre personnes ont déjà été exécutées en lien avec leur participation aux protestations, au moins 17 personnes sont condamnées à mort et plus de 100 affrontent des accusations pouvant entraîner la peine capitale, estime le rapport.

Le feu couve, et la fête du feu l'a encore montré le 15 mars. Les étudiants contestataires n'ont pas pu donner la tonalité revendicative qu'ils souhaitent au traditionnel Tchaharchanbé Souri, célébré le dernier mardi de l'année. Le déploiement de sécurité a empêché les débordements, même si onze morts ont été recensés dans la nuit. Lors de cet événement mal vu par le clergé chiite car lié à la religion mazdéenne préislamique, la population allume des brasiers dans la rue pour chasser les mauvais esprits et brûler symboliquement tout ce qui a été négatif l'année écoulée. Les jeunes sautent au-dessus des flammes en prononçant la formule rituelle : «Je te donne ma couleur jaune, je prends ta couleur rouge.» Le jaune, la pâleur, synonyme de maladie, le rouge, symbole du sang. Et de la vie.





By: Jean-Philippe Beaudet,  
March 30, 2023

# Afrin: A Case Study in Turkish de-Kurdification

## Lessons From the Kelekçi Village Destruction Campaign

Throughout the 1980s and 1990s, Kurds in the Kurdistan Region of Turkey (Bakur) faced intractable persecution at the hands of the state. The Kurdistan Workers' Party (PKK) had taken up arms against Turkey's government, and the counterinsurgency utilized every measure at its disposal to neutralize the guerrillas' influence and capability. Entire villages within the country's Kurdish regions were depopulated at gunpoint by the Turkish Armed Forces (TAF) – some 3,000 in total. In one instance in 1992, the Kurdish village of Kelekçi in Diyarbakir (Amed) Province was razed by the Turkish gendarmerie while residents were herded together



by the TAF. Turkish forces returned six months later to raze the village more completely. The Kurds who formerly resided there relocated to urban centers like Diyarbakir, Batman, and Urfa.

Coercive Engineered Migration (CEM) is a crime against humanity under the Rome Statute of the International Criminal Court's Article 7(1)(d), but the Turkish government utilized these

tactics in their strategic campaign of Kurdish identity destruction. While the context of the PKK-Turkish conflict has changed dramatically between the 1980s and 2020s, Turkey's successful past campaigns have provided a playbook that has proved workable for Turkish designs of de-Kurdification within the Autonomous Administration of North and East Syria (AANES), and particularly in the predominately Kurdish Afrin Region. Similar tactics to those previously employed directly by the TAF have been utilized by the Syrian National Army (SNA) and the more than 40 armed Turkish-backed proxy factions present in northern Syria (see Box 1).

SNA Factions	Description
Sultan Murad Brigade	Arab-Turkmen group from Aleppo
Moutassem Brigade	Formerly US-backed rebels
Ahrar al-Sharqiya	Islamist faction from eastern Syria
Al-Jabha al-Shamiya (Levant Front)	Islamists from Aleppo and Azaz, linked to border smuggling
Feilaaq al-Sham	Considered the main actor in the National Liberation Front (NLF)
Hayat Tahrir al-Sham (HTS, Jabhat al-Nusrah)	An Al Qaeda-affiliated faction of Islamist actors
Turkistan Islamic Party (TIP)	Uighur-Chinese-dominated jihadist militant faction
Free Idlib Army	Alliance of formerly Western-supported factions
Jaish al-Ahrar	Ahrar al-Sham splinter group
Harakat Nour al-Din al-Zinki	Islamist faction prone to shifting allegiances
Hurras al-Din (HAD)	Al Qaeda-affiliated group that split from HTS in 2018

## Operation Olive Branch's Human Rights Record

In 2018, Turkey coordinated with a collection of armed non-state factions to conduct an invasion of Afrin under the premise of fighting the PKK. By March 2018, the invasion was complete and an [illegal occupation](#) by Turkish and Turkish-proxy forces had begun. According to reports by the [United Nations \(UN\)](#) and [other actors](#), Turkey and their proxies have violated international humanitarian law (IHL) repeatedly by committing the crimes of arbitrary detention, torture, persecution, extrajudicial killings, sexual violence, forced displacement, and property theft against the Kurdish population of Afrin. Contrary to the official counter-PKK narrative framed around militancy, it's much more reasonable to view Afrin in its geopolitical context. Prior to the invasion, Afrin announced its democratic incorporation into the predominately Kurdish AANES, and it welcomed the Kurdish-majority Syrian Defense Forces (SDF), who maintained security across the region. Turkey was motivated by power politics – not security concerns.

Partially driven by indiscriminate targeting of civilian areas that killed hundreds of noncombatants during combat, and partially driven by the widespread threat of torture and/or detention in its wake, an estimated 300,000+ Kurdish residents fled the region. [According](#) to the organization Syrians for Truth and Justice (STJ), Afrin – previously 95% ethnically Kurdish – has seen that percentage drop to 35%, a reduction of 74%. Meanwhile, the invasion's official moniker has been [criticized](#) for its realization of the Orwellian slogan from 1984: "[War is peace.](#)"

## The "Olive" in "Operation Olive Branch"

Olives, olive oil, and olive byproducts are the primary agricultural products in the Afrin

Region. To fund their ongoing and illegal operation, occupation forces in de facto control of the region have resorted to [looting and occupation](#) of schools, shops, factories, and homes, and have levied crippling taxes on local Kurdish farmers' olive groves and harvests, felling trees for lumber when fees and bribes are not forthcoming. According to Ahmed Hamaher and Afrin's Local Council, the Afrin region contains [14,225,000 trees](#) – down from a pre-invasion count of around 18 million. These trees bring [\\$60m – \\$130m of revenue](#) annually to the region. According to the [Stockholm Center for Freedom's](#) 2021 reporting, "Turkish-backed militias [had] cut down nearly 1.5 million trees, including 650,000 olive trees." Those figures have since increased. Across Afrin, separate militias control felling, transporting, and lumber smuggling operations to extract Kurdish profits for the benefit of the Turkish state and to offset the cost to Erdogan's administration of maintaining proxy military forces across the Syrian border. These illegally obtained olive products, once they reach Turkey, are then [sold internationally on the world market.](#)

Beyond the financial aspect of militia extraction campaigns, olive trees and olive oil have a special significance throughout the Middle East. They are an international symbol of life and peace, and their destruction and theft represent the almost poetic depravity of Afrin's occupation. An olive tree takes 7-10 years to reach full productive maturity, which means that these coercive and short-sighted policies provide immediate benefit to Turkey's allies while ultimately degrading the economic foundations and value of farmland throughout the countryside. If farmers attempt to protest these actions, they face death threats, physical abuse, abduction, and torture. In many cases, then, the only recourse is to cut down their

own trees before militias can claim them – or to leave. This is what a CEM looks like.

## Coercive Engineered Migration

The institutionalized theft of industrial, agricultural, and personal property and the brutalization of the populace are not the only legacies of Kurdish persecution. Similar to their campaigns of terror in Bakur from 1985-2001, "[ethnic cleansing](#)" increasingly seems to be an [accurate description](#) of the occupation's Afrin CEM policies. Since the outbreak of the Syrian Civil War, Turkey has accepted an impressive [3.6 million Syrian refugees](#). Contrary to the humanitarian motivations claimed by Recep Erdogan's administration, however, this enormous population has represented a [cudgel](#) for Turkey's ruling AKP to wield against European criticism. In 2019, Erdogan openly [declared](#), "European Union...[I]f you try to present our operation as an invasion, we will open doors and send you 3.6 million migrants." While Erdogan threatens his European allies, he acts against his Kurdish neighbors: using foreign funds and expertise, dozens of settlements [have been constructed](#) across the Afrin region [for the express purpose](#) of housing 1 million Arabs and Turkmen living in Turkey as well as Turkish-backed fighters who captured the region from the AANES.

Settlements have received funding in whole or in part by several Gulf Countries, including [Qatar and Kuwait](#); from both [Palestinian and Israeli](#) donors – themselves both dealing with an illegal settlement crisis; and of course, [Turkey itself](#). Since February's earthquakes rocked southern Turkey and northern Syria, Arab refugees have faced increased pressures to return home. Turkey has deported approximately 50,000 migrants back to northern Syria – often through [questionably coercive](#)

[measures](#) that include [seizing property](#) left behind without compensation. A large portion of these migrants have resettled in the Afrin Region. For those residents struggling to rebuild after the quakes, ethnically motivated violence has been meted out against Kurds by HTS and SNA factions, and aid has been consistently withheld from Kurdish populations.

## Conclusion

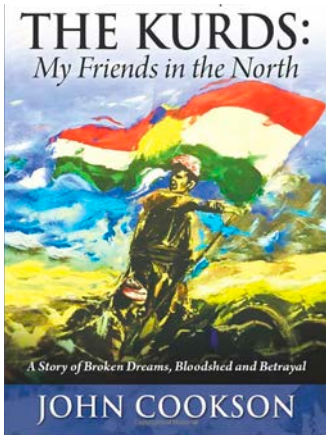
Kurds in Turkey and Syria have faced Arabization campaigns meant to erase the Kurdish identity for decades. Afrin is unique in its position as an original canton of the AANES, and its collaboration with the Kurdish project in Rojava offered a potential future of autonomy, representation, and peace. Turkey's Kurdophobia, instead, produced a humanitarian crisis that becomes more dire daily. 32 political parties and organizations from northeastern Syria recently held a press conference in Qamishli to denounce the Jinderes Massacre, where Turkish proxies [killed four Kurds](#) for celebrating Newroz on March 20, and [demand](#) the SNA be internationally declared a terrorist organization. Regardless of the identity of the perpetrators and their partners, we staunchly oppose any campaign aimed at erasing the cultural and political identity of the Kurdish people. The true "olive branch" must involve a complete withdrawal of all Turkish and Turkish-proxy forces from Afrin Region, and a new Turkish administration may find that it must deal with loud and legitimate claims for reparations to all those affected. For the hundreds of thousands in Afrin, this is the only way forward that offers any justice at all.

---

*Disclaimer: The views expressed here represent those of the author and not necessarily those of the WKI.*



## The Kurds: My Friends in the North



## Civilian Casualties in Turkish attacks on the Kurdistan Region

Since 2015, under the pretext of fighting the Kurdistan Workers' Party (PKK), Turkey's attacks on the Kurdistan Region of Iraq resulted in the death of 110 civilians and the injury of 186. The following research uses reports from news media to show the impact on civilians of the Turkish Armed Forces' repeated attacks throughout the Kurdistan Region, including disputed territories. Due to difficulties in reporting on these attacks, the actual numbers of civilians killed, and wounded may be higher.



## The Status of the Yazidis: Eight Years on from the ISIS Genocide

### Who are the Yazidis?

The Yazidis are a religious group settled predominantly in northern Iraq around the Sinjar mountains, located in the disputed territory of the Sinjar region, which is geographically between the Kurdistan region and central Iraq. They are a double minority community in much of the Middle East and have resided in or around the Sinjar mountains and northern Iraq for centuries.

Though most of the Yazidis are Kurdish in ethnicity and speak the Kurdish language (Kurmanji), religiously they are very distinct from the majority Sunni Kurdish population.[1] As minorities, the Yazidis prefer to be recognized as an ethnic group, distinctly separate from the Kurds because of their cultural and religious differences...

## Afrin Pre and Post the Turkish Invasion

The city of Afrin (Kurdish: Efrîn) is the administrative center of the Afrin District, as part of the Aleppo Governorate of the Syrian Arab Republic. As a historical region, Afrin has been traveled through and managed by many different nations, empires, and states. Whether hosting a monument for the generals of Alexander the Great, or as a Roman military base to counter the ancient Armenian Empire, Afrin has witnessed decades of history and culture. But the most defining feature of the city is its entrenched history with the olive oil tree, which some archeologists believe have existed in Afrin for more than 4,000 years. Olive oil farming is a historical practice in Afrin and continues to be a dominating factor of the city's market ....

## The Forgotten Kurds of Iran: A Primer on Rojhelat

### Executive Summary:

Iranian Kurds have historically faced institutionalized discrimination that has marginalized them and inhibits the progression of living and social conditions as well as the expansion of human rights. East of Greater Kurdistan (Rojhelat) is underdeveloped and does not receive equal access to state benefits. Unemployment and poverty rates are among the highest in Iranian Kurdistan, while pursuing other economic activities, such as smuggling goods to and from Iraq, endangers their lives. Rojhelat has several political parties, but activists are routinely targeted and detained by the Iranian Revolutionary Guard Corps for accusations of undermining the central government. Rojhelat has fought for Kurdish rights in Iran for decades with no avail.

## Attacks on the Kurdistan Region by Iran and its Iraqi proxies



### Support Us

Please consider a gift today to help WKI advocate the need for effective, achievable solutions to problems facing the Kurdish nation. Your participation has a lasting impact on the lives of all Kurds.



## La Turquie apporte la dernière voix manquante en faveur de l'adhésion de la Finlande à l'OTAN

Il ne restait plus que le vote du Parlement turc pour valider la demande d'Helsinki, faite de concert avec la Suède en 2022, après l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

L'attente, voire le suspense, a duré dix mois. La Turquie a finalement approuvé, jeudi 30 mars, l'adhésion de la Finlande à l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), devenant, après la Hongrie, le dernier des trente Etats membres de l'Alliance atlantique à donner son aval à la candidature d'Helsinki.

Au terme d'un bref débat, lors duquel ils ont reconnu les « *légitimes préoccupations sécuritaires de la Finlande* », les députés turcs ont voté à l'unanimité des 276 députés présents l'entrée de ce petit pays nordique dans l'Alliance atlantique. Helsinki n'a plus désormais qu'à envoyer ses « *instruments de ratification* » à Washington, où le traité de l'Alliance est conservé.

Le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, a salué cette ratification, estimant qu'elle rendrait « *la famille de l'OTAN plus forte et plus sûre* ». Le président finlandais, Sauli Niinistö, quant à lui a « *remercié tous [les Etats membres] pour leur confiance et leur soutien* », en souhaitant l'entrée « *le plus vite possible* » de la Suède dont le sort est pour l'heure bloqué par An-

kara et le Parlement hongrois.

« *Nous nous défendons les uns les autres* », a pour sa part promis la première ministre finlandaise, Sanna Marin, qui tentera de décrocher dimanche un deuxième mandat lors d'élections législatives.

### Neutralité forcée

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, avait annoncé la levée de son veto le 17 mars en recevant, à Ankara, M. Niinistö, décision aussitôt saluée par l'Alliance atlantique. La commission parlementaire turque des affaires étrangères avait approuvé cette adhésion la semaine dernière.

Les demandes d'adhésion de la Finlande et de la Suède ont été soumises de concert l'an dernier après l'invasion de l'Ukraine par la Russie, et nécessitent l'unanimité des pays membres de l'OTAN pour être approuvées. La Finlande, soumise à une neutralité forcée par Moscou après sa guerre avec l'Union soviétique lors de la seconde guerre mondiale, partage la plus longue frontière européenne (1 340 km) avec la Russie, derrière l'Ukraine.

Le président finlandais avait exprimé son « *espoir* » d'une ratification avant l'élection présidentielle et les législatives turques prévues le 14 mai, le Parlement devant interrompre ses travaux environ un mois avant la tenue du double scrutin.

« *La Finlande se tient au côté de la Suède, maintenant et à l'avenir, et soutient sa candidature* », a écrit M<sup>me</sup> Marin sur Twitter. « *La chose la plus importante est que la Finlande et la Suède deviennent rapidement membres à part entière de l'OTAN, et non pas qu'elles adhèrent exactement en même temps* », avait estimé M. Stoltenberg.

### Des « cibles légitimes » de « représailles de Moscou »

M. Erdogan bloque toujours l'élargissement de l'OTAN à la Suède en lui reprochant sa passivité face à la présence de « *terroristes* » kurdes accueillis sur son sol et réclame des extraditions sur lesquelles le gouvernement n'a pas le dernier mot. « *Il n'y a eu aucune mesure positive prise par la Suède en ce qui concerne la liste des terroristes* », a déploré M. Erdogan, évoquant plus de 120 demandes d'extraditions formulées par An-

kara.

L'autodafé d'un exemplaire du Coran par un extrémiste dans la capitale suédoise, en janvier, avait conduit à la suspension des pourparlers entre Ankara, Helsinki et Stockholm. La Suède espère toutefois boucler l'entrée de son pays dans l'Alliance avant le prochain sommet de l'OTAN, prévu en juillet à Vilnius, en Lituanie.

Le Kremlin, qui a d'abord semblé minimiser l'importance de la candidature de la Finlande et de la Suède, a durci le ton ces dernières semaines, estimant mardi que les deux pays deviendraient, une fois admis dans l'OTAN, des « *cibles légitimes* » de « *représailles de Moscou* », y compris « *militaires* ». La Suède avait, dans la foulée mercredi, annoncé la convocation de l'ambassadeur russe à Stockholm.

Le président russe, Vladimir Poutine, a par ailleurs affirmé la semaine dernière que Moscou allait déployer des armes nucléaires « *tactiques* » sur le territoire de son allié, la Biélorussie, situé aux portes de l'Union européenne.



March 31, 2023

## World court hands partial victory to Iran in case against US

**T**he International Court of Justice (ICJ) on Thursday ruled that the US had illegally allowed American courts to freeze assets of some Iranian companies and ordered the US to pay compensation. The court, however, ruled against Iran on the matter of \$1.75 billion in frozen assets belonging to the Iranian central bank.

Tehran's foreign ministry welcomed the judgement as "proof of the Islamic Republic of Iran's righteousness and the violations by the US government" while Washington hailed it as a "major victory for the United States and victims of Iran's State-sponsored terrorism."

In 2016, Iran filed a complaint at the International Court of Justice claiming that the US had violated the 1955 Treaty of Amity, Economic Relations, and Consular Rights, by freezing assets of Iran and Iranian companies. The money was to be used to pay compensation to terror victims.



Judge Kirill Gevorgian presides over a hearing of the ICJ in The Hague, Netherlands on March 30, 2023. Photo: Jan Hennop / AFPTV / ICJ / AFP

The US withdrew from the treaty in 2018, but the court ruled the US had "violated its obligations" under the accord when it froze assets. The ICJ decided it had no jurisdiction over \$1.75 billion in assets of Iran's central bank because the bank is not a commercial entity and so not protected under the treaty.

Claiming that the ICJ rejected

the "vast majority" of Iran's case, US State Department deputy spokesperson Vedant Patel said, "Iran sought to use the Treaty to challenge payments to U.S. victims of Iran-sponsored terrorism who obtained U.S. court judgments against Iran. The decision today is a significant blow to Iran's attempt to avoid its responsibility, in particular to the families

of U.S. peacekeepers who were killed in the 1983 bombing of the Marine Corps barracks in Beirut."

Iran's foreign ministry said the ICJ "correctly rejected all the fake defenses of the US... The fact that [the] court's ruling requires the US to make reparations for the losses is the key reason for the legitimacy of the Islamic Republic of Iran's demand."

The amount of compensation that the US must pay will be assessed by the court at a later date.

Tensions between Iran and the United States are high after a deadly tit-for-tat exchange of fire between their forces and allies in Syria last week. Their relationship has been strained since the US withdrew from the Iranian nuclear deal in 2015 and attempts to revive the accord have stalled.